



Equilibrisme au Liban

SERA-T-IL donné au Liban de remettre des cendres de la guerre froide ? Jamais, peut-être, en quinze ans de guerre - civile et étrangère - le pays du Cèdre n'aura-t-il fait qu'aujourd'hui l'unité des grandes puissances. Une unité réaffirmée de La Valette à Paris, de Kiev à Washington. Cet accord est centré sur une préoccupation commune : empêcher tout nouveau bain de sang alors que les menaces d'explosion et d'élimination d'une partie, au moins, de l'une des communautés libanaises - la chrétienne - a rarement été aussi précises.

M. François Mitterrand l'a clairement dit, dimanche 10 décembre, lorsque, exultant une intervention armée française au Liban, il a rappelé les nombreuses consultations qu'il avait eues à ce propos tant avec M. Bush et M. Gorbatchev qu'avec les dirigeants arabes pour leur dire : « Il faut que vous empêchiez l'affrontement militaire qui risque de se terminer par un massacre, en l'occurrence, puisque c'est la plus faible, de la population chrétienne de Beyrouth-Est ». A Malte, ce sont les chefs des deux premières puissances mondiales qui ont fait état de leur « accord total » sur leur volonté de ne plus voir couler le sang au Liban. Enfin, à Kiev, MM. Mitterrand et Gorbatchev ont réaffirmé leur détermination à coopérer en permanence en vue d'un règlement pacifique du conflit.

EMPÊCHER la reprise des combats, mais aussi faire prévaloir la légalité, celle représentée par le président Elias Hraoui, élu au nom de l'accord de Taëf, face au général chrétien Michel Aoun, retranché derrière la barrière humaine que forment ses partisans. C'est là que le bât blesse et qu'apparaît la fragilité d'une unité fondée sur une contradiction. Comment, en effet, contribuer « en douceur » à la restauration de l'Etat à partir du moment où le général Aoun se refuse obstinément à reconnaître cet Etat et ceux qui le représentent ? Or, le consensus de Taëf - et tout le monde en est d'accord, y compris la plupart des pays arabes - n'a de signification que si le canon continue de se taire.

PLUS cyniquement, le dilemme auquel se heurte la diplomatie internationale peut se résumer ainsi : comment se débarrasser du général Aoun sans mettre le feu aux poudres ? Un problème d'autant plus difficile à résoudre que, devenu pour beaucoup de chrétiens le symbole de la résistance aux prétentions syriennes sur le Liban, Michel Aoun jouit d'un indéfectible soutien populaire à Beyrouth-Est.

Reste à savoir si, dans un pays où les passions l'ont trop souvent emporté sur la raison, les grandes puissances ainsi ligées pourront longtemps mener de front cette double tâche : retenir les armées syriennes tout en signifiant au général Aoun qu'il n'a jamais été aussi isolé sur le plan international.

La remise du prix Nobel de la paix au dalai-lama
L'apologie de la non-violence
page 8

M 0147-12120-4,50 F



3790147004500 12120

« Les alliances sont toujours là » - « Les clandestins doivent être rapatriés »

M. Mitterrand s'est efforcé de rassurer les Français sur les conséquences des changements à l'Est et l'immigration

Dans son intervention radio-télévisée de dimanche soir 10 décembre, M. François Mitterrand s'est efforcé de rassurer les Français sur les conséquences de l'immigration et des changements dans les pays de l'Est, tout en affirmant que « les alliances sont toujours là ». Il a longuement expliqué les conditions qu'il pose à une éventuelle réunification de l'Allemagne et qui sont

celles énoncées samedi par les Douze à l'issue du Conseil européen de Strasbourg. Le président de la République, qui a salué le nouveau démarrage de l'Europe politique, a également appelé au soutien de M. Gorbatchev. En butte à de vives critiques, ce dernier aurait brandi la menace de sa démission au cours d'un plénum du comité central particulièrement agité, samedi, à Moscou.

A propos de l'immigration, M. Mitterrand a distingué les étrangers régulièrement installés en France des clandestins. Ces derniers, a-t-il dit, doivent être expulsés, conformément à la loi. Le chef de l'Etat a souligné que la France compte une « trop forte concentration géographique » d'immigrés, sans toutefois exposer en détail sa conception de l'intégration.

Les embarras de la liberté

par Jacques Amalric

M. Mitterrand n'a eu nul besoin de triompher dimanche soir : sa présidence européenne, qui prend fin le 31 décembre, se termine sur un brillant succès. Ce n'était pourtant pas évident dès le départ et encore moins à mi-parcours, lorsque se mirent à trembler, après ceux de Pologne et de Hongrie, les régimes verrouillés de RDA, de Tchécoslovaquie et, à un degré moindre, de Bulgarie. Le président de la République s'apprêtait en juillet dernier à gérer le mieux possible quelques dossiers

difficiles, comme ceux de l'Union économique et monétaire et de la charte sociale, et voilà que soudain la terre s'ouvrait sous ses pieds, bouleversant complètement le paysage européen.

C'est l'ouverture du mur de Berlin et de la frontière interallemande qui prit le plus au dépourvu non seulement M. Mitterrand, mais tous ses partenaires européens, pour ne rien dire du président Bush et de M. Gorbatchev.

Lire la suite page 4

L'intégration dans le flou

par Robert Solé

Les mots bougent, et les tabous tombent. Il y a peu de temps encore, un militant de gauche aurait bondi en entendant parler de « seuil de tolérance » à propos des immigrés. C'était une notion scandaleuse, sans aucun fondement - une notion raciste. Dimanche soir, en réponse à une question, François Mitterrand a répondu posément : « Le seuil de tolérance a été atteint dès les années 70... »

Le chef de l'Etat ne faisait, il est vrai, que redire, avec d'autres mots, ce que les dirigeants socialistes soutiennent depuis

1981, à savoir que la France ne peut accueillir davantage d'immigrés. Mais tous les mots n'ont pas la même charge symbolique et la même portée. Voilà le « seuil de tolérance » plus ou moins banalisé, même si M. Mitterrand a réservé son avis sur « le caractère moral » de cette notion.

Le président de la République a innové d'une autre manière, dimanche, en soulignant la « trop forte concentration géographique » des immigrés.

Lire la suite page 4

L'Histoire s'est remise en marche à Prague

Après la formation d'un gouvernement à majorité non communiste le président Husak a présenté sa démission

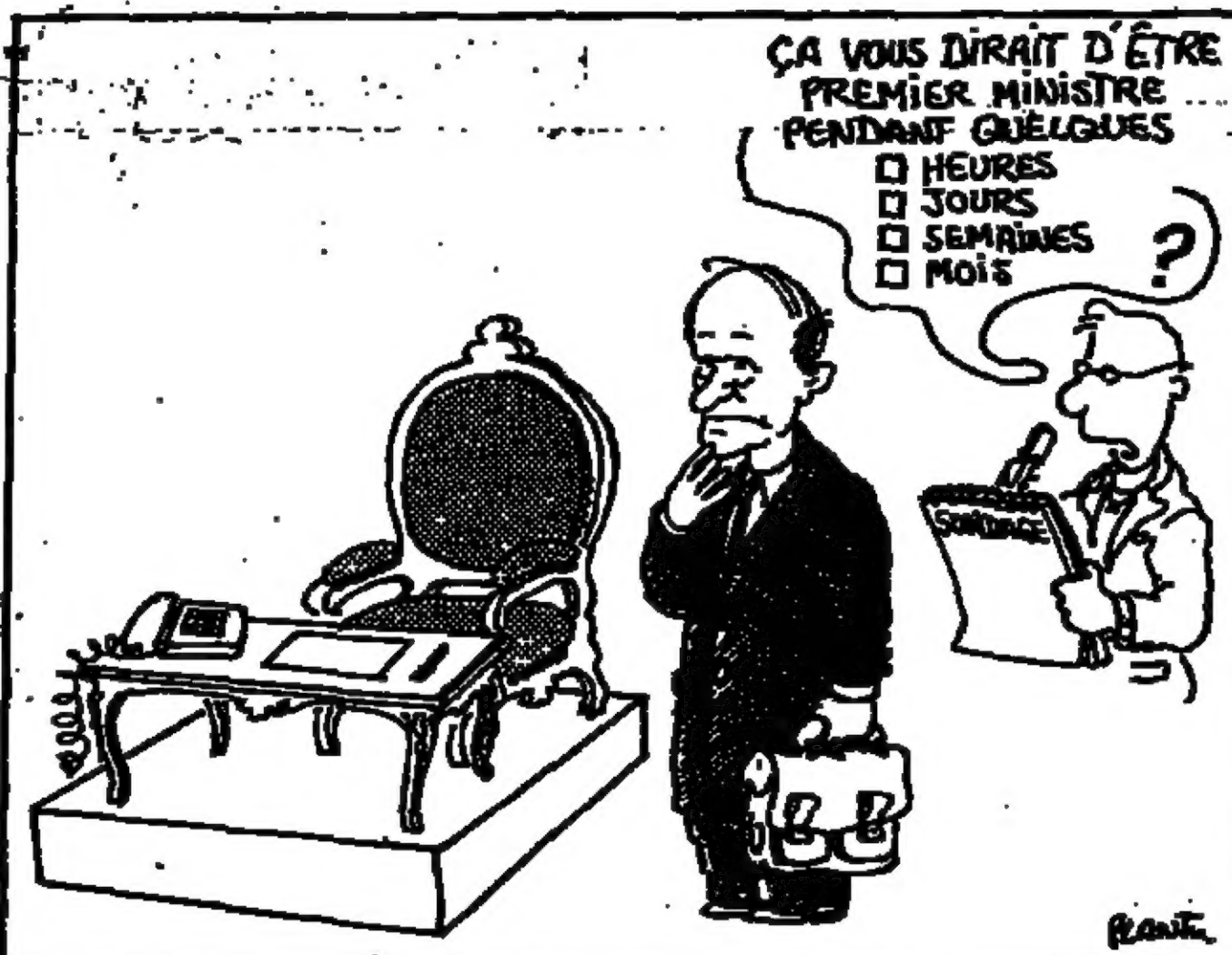
PRAGUE
de notre envoyée spéciale

Il aura donc fallu trois semaines aux Tchécoslovaques pour mettre à bas un régime qui les terrorisait depuis vingt ans.

Vendredi 8 décembre, le premier ministre désigné - ils en avaient déjà fait tomber un - leur annonçait qu'il était prêt à accepter un gouvernement dans lequel, pour la première fois depuis quarante ans, les communistes seraient minoritaires. Samedi, le vieux président Gustav Husak, auquel le Forum civique avait donné jusqu'au 10 décembre pour démissionner, s'adressait à eux dans une pathétique allocution télévisée pour leur expliquer que oui, il voulait bien s'en aller, qu'il reconnaissait « les erreurs et les déviations du passé », mais qu'on lui laisse encore vingt-quatre heures, sinon le pays se trouverait sans gouvernement ni président. L'air perdu,

comme un animal traqué, M. Husak n'a même pas eu la force de trouver les mots qui touchent, les paroles historiques qui lui auraient permis de partir la tête haute. Comme Kadar l'an dernier, comme MM. Honecker et Jivkov cet automne, il a raté sa sortie.

Dimanche, de nouveaux masses par dizaines de milliers sur leur chère place Venceslas, les Pragoïses ovationnaient M. Vaclav Havel, le héros de cette « douce révolution », l'écritain maintes fois emprisonné, aujourd'hui candidat à la présidence de la République. « L'Histoire, que l'on avait artificiellement arrêtée, s'est remise en marche à une telle vitesse que l'on a peine à y croire, leur a-t-il dit. Les historiens analyseront cette période et nous diront comment la qualifier. L'heure était venue de dresser un bilan de ce qui avait été acquis en trois



semaines : l'abolition du rôle dirigeant du parti communiste et du marxisme-léninisme comme idéologie officielle, la démission « des dirigeants les plus compromis de l'ancien régime, y compris Milos Jakes » et puis, ce dimanche, « au terme de négociations compliquées et parfois dramatiques », la formation d'un gouvernement d'entente nationale ». Le mot d'ordre de grève générale annoncé pour lundi est du coup transformé en une manifestation de cloches et de klaxons sur le coup de midi.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 7

Pour la première fois depuis 1971 Réunion à Berlin des quatre vainqueurs de l'Allemagne

Les ambassadeurs des Etats-Unis, de l'URSS, de la Grande-Bretagne et de la France se sont réunis, lundi 11 décembre, à Berlin-Ouest pour discuter des conséquences de l'ouverture du mur.

- RDA : Ouverture de la campagne électorale page 8
- URSS : La réunion du plénum du comité central page 6
- BULGARIE : Manifestations pour la poursuite des réformes page 7
- Vienne, capitale du marché noir avec l'Est page 25 - section C
- Les industriels occidentaux et les bouleversements à l'Est page 27 - section C

CHAMPS ECONOMIQUES L'Afrique délaissée

Les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique s'apprêtent à renouveler, le 15 décembre, la Convention de Lomé liant à la Communauté européenne. Les négociations ont révélé les inquiétudes des pays pauvres, qui craignent un repli financier de la CEE, attisée par l'Est.

- MALI : L'aide occidentale, au lieu de résoudre les difficultés, en a créé de nouvelles
- SÉNÉGAL : Le dégrèvement du secteur public, à grands coups de licenciements, a gonflé le nombre de chômeurs
- TCHAD : Les firmes françaises et de nombreux cadres locaux ont quitté le pays sans espoir de retour
- GAMBIE : Un système de santé en piteux état

La chronique de Paul Fabra
« Le capitalisme sans bilan »
pages 29 à 31 - section C

Le livre du souvenir
Geneviève Laporte
Un amour secret de Picasso

Si tout le soir...
EDITIONS DU ROCHER

La visite à Paris du premier ministre laotien
Un entretien avec M. Kaysona Phommavane
page 8

Coupe du monde de football en Italie
La fête et les imprévus du tirage au sort
page 13 - section B

Les victimes d'attentat devant l'incompréhension
Traumatismes physiques et traumatismes psychologiques
page 15 - section B

La programmation de l'Opéra-Bastille
Ouverture le 17 mars avec « les Troyens », de Berlioz
page 16 - section B

Quatre élections cantonales
Regain du Front national, baisse du PS
page 11

Nouveau plan d'austérité en Argentine
Le gouvernement dévalue de 50 % l'austral
page 25 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section C

LES DÉCLARATIONS

« L'Est et l'Ouest doivent se diriger

M. François Mitterrand, qui n'a jamais dissimulé son ambition de tuteler l'Histoire, vit une période faste et s'en délecte. Cela se sent, cela se voit. Il aurait pu parler des heures et des heures du grand chambardement de l'Europe de l'Est si les quatre journalistes — Jean-Pierre Elkabbach, Christine Ockrent, Alain Duhamel, Serge July — qui l'interrogeaient, dimanche soir 10 décembre, sur Antenne 2 et Europe 1, en direct du salon Pompadour, à l'Élysée, ne l'avaient engagé sur des terrains plus « hexagonaux », et donc fatalement moins exaltants, au

cours de la dernière demi-heure de cette émission de quatre-vingt-quinze minutes.

M. Mitterrand ne cache pas son plaisir personnel de fréquenter M. Gorbatchev, cet « homme d'envergure », « qui voit loin », dont le « rôle historique » ne souffre aucune contestation et mérite, au contraire, tous les encouragements. Paris et Moscou sont sur la même ligne en face des deux Allemagnes : pas question de toucher à la ligne Oder-Neisse qui constitue la frontière entre la Pologne et l'Allemagne de l'Est, et, même si les Allemands de l'Ouest et ceux de l'Est précipitent le processus de réuni-

fication, il ne serait pas concevable de les laisser ensuite disposer de l'arme nucléaire. Bref, si les événements de l'Est sont « heureux » et s'il ne faut surtout pas en avoir peur, ce n'est pas une raison pour laisser faire n'importe quoi. La priorité des priorités, aux yeux de M. Mitterrand, consiste à traiter l'« ouvrier » Gorbatchev comme un « partenaire » de l'Europe des Douze pour l'aider à mettre son propre pays dans la voie de la modernité.

Tout le reste devient subalterne. Les hésitations du chancelier ouest-allemand ? M. Mitter-

rand ne s'en formalise pas. Pourquoi le ferait-il ? Le conseil européen de Strasbourg n'a-t-il pas répondu à son attente ? Il est formel : personne n'a le droit de douter des convictions européennes de M. Helmut Kohl. Le Liban ? M. Mitterrand a visiblement été irrité par la démarche spectaculaire des députés de l'opposition qui sont allés à Beyrouth se ranger moralement derrière le général Aoun. Ces députés-là voudraient-ils que la France engage son armée au Liban ? Une bonne occasion de rappeler que ce pays écartelé compte des populations diverses

Trois catégories de frontières

Il existe en Europe différentes sortes de frontières, les unes moins intangibles que les autres. C'est ce qui ressort des propos tenus par le président de la République.

Différents textes internationaux existent, qui proclament l'inviolabilité des frontières issues de la seconde guerre mondiale. C'est le cas notamment de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki (1975), auquel les dirigeants ouest-allemands font régulièrement référence et dont la validité a été fermement réaffirmée par les Douze à Strasbourg. Inviolabilité, cela veut dire que les frontières ne peuvent être modifiées par la force. Cela ne veut pas dire qu'elles sont forcément intangibles, immuables. L'Acte final d'Helsinki ne visait pas à ériger « des murs de papier », dit M. François Mitterrand. Ce texte laisse ouverte la possibilité de changements dans le tracé des frontières, à condition qu'ils soient pacifiques et démocratiques.

À partir de là, le président de la République opère une distinction entre les frontières qui, selon lui, sont légitimement modifiables et celles qui ne le sont pas pour différentes raisons. La frontière de l'Elbe qui sépare la RFA et la RDA est, parmi les premières, pour des raisons en quelque sorte naturelles. « C'est une frontière qui a été instaurée à travers un même peuple ; personne ne conteste qu'il s'agisse d'un peuple. » Personne ne pouvait penser, du reste, que la division de l'Allemagne serait éternelle. Rien n'interdit qu'il puisse un jour y être mis un terme, dans des conditions qu'il énumère très précisément.

Ce n'est pas le cas en revanche pour la frontière qui sépare la RDA de la Pologne. « Il est bien clair que la frontière Oder-Neisse doit rester intangible », a souligné M. Mitterrand dimanche. Pourquoi ? Parce qu'elle est le prix que les Allemands ont eu à payer pour la guerre. « Il faut que nos amis allemands se souviennent qu'il a existé une guerre mondiale » dit le président. Il n'est pas question de toucher aux anciens territoires de l'Est perdus par le Reich.

Si ce principe n'était pas clairement réaffirmé, il risquerait en outre d'y avoir « contagion » poursuit M. Mitterrand, et remise en cause d'une troisième catégorie de frontières : celles qui ont résulté plus anciennement encore du « va-et-vient de l'histoire, avec son cortège de déchirements et d'espoirs ». M. Mitterrand cite la frontière entre la Roumanie et la Hongrie c'est-à-dire le problème de la Transylvanie, ainsi que la « revendication roumaine, pas de l'Etat mais du peuple, par rapport à la Moldavie » (aujourd'hui soviétique). « Je n'ai jamais demandé à mes partenaires de restaurer l'Empire français dans la réalité de 1805, disait-il samedi à Strasbourg. Je ne pleure pas après la disparition des départements qui englobaient la rive gauche du Rhin, une partie de la Belgique, de l'Italie. Il y a des réalités nationales qui sont offensées dans beaucoup de domaines actuellement en Europe, ce n'est souvent pas juste ». Cela ne justifie pas pour autant, selon le président, une remise en cause des frontières qui plongeront l'Europe dans « l'anarchie ». L'essentiel est que ces réalités nationales ne soient pas contestées ; c'est une référence, à nouveau, aux préceptes qui figurent dans divers documents du processus d'Helsinki sur le respect des minorités nationales.

Dans quelle catégorie figurent les pays baltes, a-t-on demandé samedi au président. Pas dans la troisième : « Parmi les différents pays qui font l'Union soviétique, certains d'entre eux ont eu une existence nationale dans le passé mais il faut remonter très loin pour bon nombre d'entre eux, alors que l'on remonte beaucoup moins loin, du temps de Staline, pour les pays baltes. Il faut donc faire les distinctions qui s'imposent. »

C'est la première fois que cette distinction est faite à propos des pays baltes. Voilà qui nuance considérablement les propos tenus de concert par M.M. Mitterrand et Gorbatchev à Kiev et qui semblaient mettre toutes les frontières européennes dans le même sac.

CLAIRE TRÉAN

L'élève Delors « travaille très bien »

« Le président de la Commission travaille très bien, il est admirablement compétent, il y croit (...). Alors, que son rôle soit confirmé par le déroulement des opérations, tant mieux. » Tel est le sobre satisfait auquel a eu droit dimanche M. Jacques Delors de la part du président de la République.

C'est déjà mieux qu'une totale ignorance, comme celle dans laquelle il avait été relégué la veille à Strasbourg, lors de la conférence de presse de clôture du conseil européen. L'usage veut que cette conférence soit tenue conjointement par le président en exercice de la Commission et par celui de la Commission. Mais M. Jacques Delors ne fut gratifié samedi que du rôle de figurant muet à la tribune.

La président de la République avait été moins chiche en compliments dans le discours qu'il avait prononcé il y a quelques semaines devant le Parlement européen. Il avait cité à de nombreuses reprises le rôle du président de la Commission dans ce qu'il appelle aujourd'hui le « déroulement des opérations », à savoir l'acte unique, l'échéance de 1993 pour le

grand marché et l'union monétaire, tous projets qui sont sortis des dernières années du cabinet de M. Delors, même si la France en fut ensuite un ardent promoteur. Les commentateurs relèveront cet hommage ; un peu trop, peut-être, au goût du président...

La « déroulement des opérations », à savoir l'ébauche de nouveaux équilibres européens et transatlantiques a fait aussi de M. Delors ces derniers mois un personnage de premier plan sur la scène internationale. Il doit beaucoup notamment à l'excellence de la relation personnelle entre le président de la Commission et M. George Bush. Un peu trop, peut-être...

Mais M. Delors est rodé. Il avait déjà eu l'occasion de répéter son rôle de figurant la 18 novembre, lors de la conférence de presse qui avait suivi le dîner des Douze à l'Élysée. Lorsqu'une question avait été posée au président de la Commission, muet à la tribune, M. Mitterrand avait eu pour instinctif réflexe de répondre à sa place, avant, finalement, de lui laisser la parole.

C. T.

M. Mitterrand, interrogé sur les résultats du conseil européen réuni les 8 et 9 décembre à Strasbourg, estime, d'abord, que les décisions annoncées vont « permettre de jalonner le chemin » des Douze vers l'« Europe politique ». « On a avancé à un moment où l'on pouvait douter (...). Cela prouve que l'Europe s'impose. »

M. Mitterrand rend hommage au chancelier ouest-allemand. « Il est décidément européen, dit-il, on n'a pas le droit d'en douter. » Il confirme, toutefois, que M. Kohl ne l'avait pas informé de son plan pour la réunification des deux Allemagnes.

« Il n'était pas tenu de m'en informer, c'était une affaire spécifiquement allemande, mais qui intéresse la France quand même. » M. Mitterrand ajoute, sur ce point : « Le nouvel équilibre allemand ne peut pas se faire au détriment de l'équilibre de l'Europe. »

« On doit préserver toutes les chances de la paix, et le respect des frontières est un principe essentiel. »

Et si les Allemands de l'Ouest et ceux de l'Est décidaient d'imposer leur réunification ?

A cette question, M. Mitterrand répond : « Il est tout à fait possible qu'ils le fassent. Ils devront à ce moment-là tenir compte des traités, ils devront tenir compte des voisins, ils devront tenir compte aussi d'un certain nombre de rapports qui se sont déterminés, surtout entre ces pays et l'Union soviétique (...). S'il y a des forces de ce type qui se dessinent, il faudra les regarder en face, mais il faut aussi que nos amis allemands tiennent compte du fait qu'il n'existe aucune guerre mondiale que cette guerre mondiale a dessiné une certaine configuration de l'Europe, qu'on réclame la démocratie et la paix, mais qu'on demande aussi que les frontières de l'Europe fixées à cette époque ne soient pas bouleversées, parce que, si on ouvre ce débat, il y en a beaucoup d'autres. »

Qu'arrivera-t-il, par exemple, des provinces de Poméranie, Silésie, Mazurie, et même d'un bout de Prusse-Orientale, qui est devenue soviétique, alors que les trois premières que j'ai citées sont devenues polonaises. Qu'advientra-t-il ?

M. Gorbatchev est un homme qui voit loin

Insistant sur la nécessité de respecter les frontières, M. Mitterrand ajoute : « Il serait bon que les frontières puissent rester ce qu'elles sont. Je ferais juste une nuance : c'est vrai que la frontière entre les deux Allemagnes n'est pas exactement de même nature que les autres (...). Ne mettons pas le désordre partout : les frontières correspondent généralement, sauf pour un certain nombre d'erreurs de tracés à l'affirmation nationale de peuples. »

Pour les Allemands, c'est différent, puisque c'était un peuple qu'on a séparé par une frontière tout à fait récente (...).

Le premier réflexe de mes partenaires le 18 novembre, c'était de dire : il faut rappeler que les alliances restent ce qu'elles sont.

M. Gorbatchev m'a dit la même chose. C'est un bon cadre de discussion.

Le chef de l'Etat parle ensuite de ses relations avec M. Gorbatchev et du nouveau rôle de l'URSS dans le concert international : « Il faut considérer M. Gorbatchev comme un partenaire (...). »

Dans quelques jours sera signé un accord économique entre la Communauté européenne et l'Union soviétique. C'est un partenariat, et tant mieux (...).

C'est un homme grave... comment ne le serait-il pas ?

Il avait lu ce que j'avais dit à la conférence de l'OTAN lundi dernier. J'avais dit : « A mon avis, la révolution qui a commencé à Moscou, grâce à Moscou, grâce

est bien clair que la frontière Oder-Neisse, qui est la frontière entre la Pologne et l'Allemagne de l'Est, doit rester intangible. »

Et puis, il y a la contagion... Vous connaissez le débat entre la Roumanie et la Hongrie sur la Transylvanie... Est-ce que je dois vous parler de la Moldavie ?

M. Mitterrand confirme son désir de se rendre en RDA : « J'irai en Allemagne de l'Est le 20 décembre. Mais j'ai répondu à une invitation. Quelles invitations ? Celle de M. Honecker. J'ai répondu à M. Honecker : oui, j'irai. J'ai demandé le chancelier Kohl qui m'a dit : vous ferez bien d'y aller (...), c'est une très bonne chose. Et j'ai reçu confirmation de l'invitation. »

Et puis, exit M. Honecker ! Est arrivé M. Krenz, qui m'a aussitôt confirmé l'invitation. Je n'avais aucune raison de me dédire, surtout qu'il y avait une évolution, qui, à mon avis, était heureuse en Allemagne de l'Est. Alors, j'ai dit oui.

Et puis, exit M. Krenz à son tour !

Alors, j'attends de savoir ce que les nouveaux responsables ont l'intention de faire. Je crois que leur sentiment est plutôt favorable à ce type de rencontre (...).

Faut-il avoir peur de la réunification éventuelle des Allemagnes ?

« On n'a pas le droit d'avoir peur d'événements qui, en soi, sont heureux, réplique M. Mitterrand. Enfin, va-t-on se plaindre ? Cela fait combien d'années qu'on réclame qu'un peu de liberté — beaucoup — passe par là ? Elle passe et naturellement elle dérange. Mais enfin il faut l'abandonner carrément. La liberté et nous, on se connaît ! Seulement, la liberté, cela bouscule. »

Moi, je n'en ai pas peur, mais naturellement il faudra s'adapter à cette situation nouvelle (...). Le projet que je défends partout, devant le visage nouveau de l'Europe, tourne autour de trois thèmes : d'abord la liberté et les droits de l'homme ; deuxièmement la paix : rien de doit venir aujourd'hui gêner la marche vers la paix entamée depuis les premiers accords sur le désarmement ; troisièmement, la solidarité : l'Est et l'Ouest doivent se diriger en commun vers l'objectif Europe. Voilà quelle est ma politique. »

« M. Gorbatchev, qui a libéralisé le système, va faire le tour de l'Europe et va retourner à Moscou. C'est ce que je lui ai redit (...). »

M. Gorbatchev est un homme qui voit loin. Il n'est pas possible qu'il ait engagé son action sans y avoir pensé. Il faut lui laisser le temps de souffler. C'est un immense pays que le sien... difficile à manier ! (...).

Je l'ai trouvé plus serein et plus ferme encore qu'un mois de juillet dernier, quand il est venu à Paris. Je le lui ai fait remarquer (...). Il m'a répondu gravement : « Quand j'ai décidé, après avoir décidé, je suis tranquille. »

Donc il a décidé une certaine orientation. Il a pesé les conséquences. Les conséquences peuvent bousculer parfois les intentions et les volontés de l'homme le plus remarquable. Le rôle historique de Gorbatchev doit être souligné. Les conquêtes de la liberté lui doivent beaucoup (...). J'entends bien qu'il soit soutenu... Il faut le soutenir ! C'est, comment dirais-je, la pierre de base de toute la construction présente. C'est lui qui l'a permise. Il en est le meilleur ouvrier. Pour la suite, je ne peux répondre. Je vous donne mon sentiment (...). C'est l'homme d'envergure. L'histoire parlera. »

Après avoir rappelé son approbation du « premier désarmement », M. Mitterrand explique : « On vient de commencer ou plutôt d'aborder la partie sérieuse du désarmement conventionnel : le

désarmement des chars, des engins blindés, de certains avions... C'est la négociation de Vienne. Les armes nucléaires, je ne compte pas en déduire la France, qui est très loin d'avoir le potentiel, l'arsenal dont dispose l'Union soviétique. C'est une bonne chose que le désarmement (...). Si l'Union soviétique et les États-Unis d'Amérique allaient beaucoup plus loin, jusqu'à atteindre un niveau d'armement soviétiques et américains, il observerait : « On m'a dit : il faudrait aller à Malte. Mais enfin, à Malte, ils ne pouvaient pas décider du sort de l'Europe !. Ils s'en sont bien gardés, et d'ailleurs ils n'en avaient pas les moyens. Ils ont parlé des choses qui les intéressaient, des deux empires. Ils ont en particulier discuté des désarmements. S'ils se voyaient demandé d'y aller, j'aurais refusé ! Je ne tiens pas du tout à venir autour d'une table sur laquelle je n'ai rien à mettre, et je ne veux rien mettre tant qu'il restera ces milliers et ces milliers de charges nucléaires en face de nos 300 à 400. »

Interrogé sur la construction du char Leclerc, le chef de l'Etat indique :

« Beaucoup de questions ne sont pas résolues à l'Est, et on ne peut pas préjuger de notre capacité de défense nationale, et internationale, sur la seule vue des événements qui viennent de se produire (...). Tant mieux, si on n'a plus à surmonter pour organiser une stratégie qui l'aurait plus cours. (...) Mais laissez-moi souffler... Il faut examiner les choses

« L'Allemagne ne peut pas détenir l'arme nucléaire »

Jugeant qu'on ne peut que « déceler » une accélération de la construction d'une communauté européenne de défense, M. Mitterrand note :

« L'Allemagne ne peut pas détenir l'arme nucléaire, et d'ailleurs l'Allemagne ne le demande pas. »

« La France est le protecteur du Liban »

Après avoir rappelé son hostilité à l'idée d'une partition du Liban — « parce que [un petit Liban] ne serait pas viable », M. Mitterrand redit son soutien aux accords de Taëf, souligne la légitimité que la France reconnaît au président Moawad. Il poursuit : « Nous avons dit à M. Hraoui : vous avez la légitimité. J'ai écrit la même chose au général Aoun pour lui expliquer les positions de la France : la légitimité appartient au président et au gouvernement issu du choix du Parlement, en application des accords de Taëf, mais cela n'autorise pas, et je l'ai dit au président Hraoui, à régler ce problème par la violence appuyée sur une armée étrangère. »

Le chef de l'Etat précise alors qu'il a « esquissé à Kiev le recommandement de la démarche utile et efficace que nous avons entreprise il y a quelques mois lors des combats de mars et avril. »

Relatant qu'une démarche franco-soviétique est une « bonne

Alors qu'on lui demande s'il n'y a pas un risque de neutralisation de l'Allemagne, le président de la République répond : « Ce risque existe. C'est d'ailleurs une démarche constante de l'Union soviétique. Mais ce risque existe, il suffit de dire « non ». « Non », c'est un petit mot qu'on peut employer quelquefois.

liste : mais « pas la seule », il ajoute : « Le gouvernement libanais soutient le président Hraoui et le gouvernement légitime de Selim Hoss, mais personne ne désire que cela se traduise par un massacre à Beyrouth-Est. J'espère bien que tout cela suffira à régler le problème, mais vous m'avez dit : qu'est-ce que la France fera ? Je répondrai à votre question par une question : est-ce que vous voulez que la France envoie son armée là-bas ? Est-ce que c'est cela que veulent dire beaucoup de parlementaires qui nous demandent d'agir ? Est-ce que cela veut dire que la France devrait engager son armée ?

À la question : « la France n'est-elle pas le protecteur des chrétiens du Liban ? », il répond : « La France est le protecteur du Liban. Nous le considérons ainsi. Cela ne relève pas d'un droit, d'un décret, mais nous avons un devoir par rapport au Liban tout entier, et nous ne souhaitons pas être partie prenante dans le déchirement du Liban. »

Un absent : le missile Hadès

Entre la France et l'Allemagne fédérale, c'est moins le programme Leclerc d'un nouveau char français qui fait débat que le projet de modernisation de l'arsenal nucléaire préstratégique français et, plus spécialement, le programme Hadès de missiles sol-sol portant une tête nucléaire de 300 kilotonnes sur 480 kilomètres. M. Mitterrand a donc balayé d'un revers de la main la question du sort du Leclerc, évitant du même coup de parler du Hadès.

A ce jour, l'arsenal préstratégique de la France comprend deux systèmes majeurs : le missile sol-sol Pluton (de 120 kilomètres de portée) et le missile air-sol ASMP qui porte, par lui-même, jusqu'à 300 kilomètres à partir de l'avion Mirage 2000 qui le tire. Compte tenu du rayon d'action de l'avion lanceur et de sa propre autonomie de navigation, le missile ASMP est donc un système d'armes qui peut atteindre des objectifs relativement éloignés.

Ce n'est pas le cas, en principe, du Pluton et ce ne sera pas le cas du Hadès qui le rempla-

cera à partir de 1992. L'un et l'autre de ces missiles, qui ont l'avantage d'être tous temps par rapport au missile aéroporté ASMP, couvrent l'Allemagne fédérale et ses voisins de l'Europe de l'Est. Et pas au-delà, sauf à accepter, pour la France, de les déplacer puisqu'il s'agit d'un système mobile.

Dès lors, le système Hadès peut être, avec le missile ASMP, sous certaines conditions, l'embryon d'une sécurité communautaire. C'est précisément cette aptitude à la défense qui, par son ambiguïté volontairement maintenue pour cause de dissuasion, prête à réfléchir dans un contexte européen ouvert aux discussions sur le désarmement en Europe, entre l'Est et l'Ouest. Il est vrai, aussi, que le Hadès, opérationnel dans trois ans, peut devenir un monnaie d'échange le jour où la France estimera le moment venu d'entrer à son tour dans des négociations où, déjà, Américains et Soviétiques auraient baissé leur garde.

J. I.

DE M. MITTERRAND

en commun vers l'objectif Europe »

par leurs origines et leurs croyances et que le devoir « protecteur » de la France interdit d'y privilégier qui que ce soit. Voilà pourquoi l'Elysée ne cesse d'essayer de convaincre les principaux protagonistes que le recours à la violence n'y résoudra rien.

Mais il faut bien parler des sujets de préoccupation intérieure. Et d'abord de l'immigration, sur fond d'élections partielles favorables au Front national. M. Mitterrand cherche à dépassionner le débat, à le ramener à ses justes proportions, qui n'en font pas seulement une affaire

nationale mais un « problème européen », en limitant la question dans notre pays, à l'existence de certains « ghettos », tel celui de Dreux, qui engendrent des peurs souvent irrationnelles. Il sait, pourtant, que cette explication ne suffira pas à enrayer la tendance.

Jamais M. Mitterrand n'avait été aussi ferme — tout en rappelant son attachement au « droit des gens » — sur la nécessité d'« expulser » les immigrés clandestins et de sanctionner ceux qui exploitent au noir leur « misère ». L'« effet Le Pen » ne l'épargne plus, comme il n'épargne

plus personne, même si, personnellement, il semble, sur ce terrain, en vouloir à M. Chirac plus qu'à tout autre si l'on en juge par sa réflexion assimilant le maire de Paris à un « disciple » du président du Front national.

En revanche, M. Mitterrand se montre conciliant avec M. Michel Rocard, dont il vante les mérites, après ceux de M. Jacques Delors. Mais, sur ce registre aussi, le président de la République use habilement du contrepoint. La « volonté sociale » du premier ministre ne fait, à ses yeux, aucun doute. Mais il ne lui paraît pas moins

nécessaire d'énumérer les actions prioritaires qu'il juge indispensables pour combler le « déficit social » qui est reproché à M. Rocard à l'intérieur même du Parti socialiste et dont il ne conteste pas l'existence... Double langage ?

Non, répond-il. « Je suis l'aiguillon dans tous les domaines... ». Un rôle dans lequel M. Mitterrand a l'intention, semble-t-il, de se réinvestir pour combler peut-être son propre déficit d'explication depuis sa réélection.

ALAIN ROLLAT.

« L'immigration clandestine ne doit pas être tolérée »

« Je ne crois pas que les Français sont plus racistes aujourd'hui qu'il y a quelques années, assure M. Mitterrand, qui ajoute : « Il y a un certain nombre d'endroits dans lesquels des ghettos se sont créés dans des conditions de logement généralement détestables. A Dreux, ville d'importance moyenne, 28 % de la population est d'origine immigrée. Cela a résulté de l'appel massif d'immigrés venus généralement d'Afrique du Nord par les industriels français. (...) C'était bien avant 1981, bien avant 1974 et même bien avant 1958, mais cela s'est accéléré depuis. »

(...) Il faut que les Français comprennent que c'est un problème européen, pas seulement français : l'immigration se produit de la même manière dans beaucoup de pays d'Europe, il y a même des pays d'Europe où cela se produit davantage qu'en France. Pourquoi ? Parce que ce sont des pays très riches où existent des lois de liberté, où l'on respecte le droit des gens, alors on se sent mieux là où on a plus d'avenir, plus de travail, que dans le pays d'où on vient. »

M. Mitterrand distingue « plusieurs catégories d'immigrés » : les clandestins, ceux qui ont été « acceptés », ceux qui ont été « naturalisés » et « les enfants d'immigrés », qui sont français. Sur la première catégorie, il affirme : « L'immigration clandestine ne doit pas être tolérée : les clandestins qui viennent en France doivent donc s'attendre à être rapatriés ou dirigés sur un pays de leur choix... »

Sur les mesures à prendre, il évoque le renforcement du contrôle aux frontières. Il dit : « On ne peut pas mettre un policier tous les dix mètres, on peut tout de même contrôler les passages aux frontières, et les frontières cela sont aussi les aéroports. Après avoir souhaité que le contrôle de la frontière extérieure de la Communauté soit le moment venu « commun » et « sérieux », le président de la République observe que les immigrés ne viennent pas seulement de l'extérieur de la Communauté. Il poursuit : « Je dois dire, sans que la démarche apparaisse comme une petite agression, que l'Allemagne nous envoie très facilement ses Turcs. De même il cite les Yougoslaves, « gens souvent très sympathiques », qui « viennent à travers des pays comme l'Italie ».

M. Mitterrand explique ensuite : « On fait un procès autour des immigrés en général, alors que les immigrés que l'on a reconnus, que l'on a admis, ont des droits. On ne peut pas les traiter comme cela. D'ailleurs, les clandestins non plus. C'est pourquoi, sur les clandestins, il y a une modification sensible : nous sommes entrés dans le droit des gens. Désormais, il ne suffit pas qu'un commissaire de police les « pique » quelque part pour les expédier. Maintenant, ils ont vingt-quatre heures pour s'adresser au tribunal administratif, ce n'est pas très long, vingt-quatre heures, et le tribunal administratif n'a que deux jours pour

trancher, et aucun recours contre cette décision du tribunal administratif n'est suspensif. »

Il conteste regretter l'abrogation de la « loi Pasqua », en précisant : « On a simplement introduit une notion qui appartient au droit des gens et, si l'on veut me faire dire cela, pour quelque raison que ce soit, y compris pour faire plaisir à ce qui serait — je ne le crois pas — une majorité de l'opinion... je ne ferais pas ce plaisir. Moi, je défendrai le droit et la dignité de la France. »

Un clandestin, il doit être renvoyé chez lui. Mais il doit être renvoyé dans les conditions du droit. Il se plaint, il dit que c'est injuste : « Je ne suis pas un clandestin », on l'emploie la raison qu'il veut, naturellement. Il a vingt-quatre heures pour cela. Ce n'est pas très long, surtout qu'un immigré n'est pas toujours très informé du droit français. Ensuite, le tribunal a, lui, quarante-huit heures.

La décision du tribunal n'est pas suspensive. Il appartient à ce moment-là au ministre de l'Intérieur d'appliquer l'arrêté préfectoral contre lequel on s'est pourvu (...). Je préfère trois jours plutôt que l'injustice (...). Pour moi, les droits, cela compte. Mais les clandestins (que ce soit simple et que les Français me comprennent) doivent être ramenés chez eux, et puis — le mot n'est pas plaisant — ils doivent être expulsés ! »

Après avoir souhaité un renforcement des moyens de la police aux frontières et des effectifs des organismes chargés d'admettre les immigrés (pour que les dossiers en souffrance soient réglés en « six mois » et pour que les nouveaux cas le soient en « trois mois »), le chef de l'Etat explique que, d'après le ministre de l'Intérieur, « qui compte les cartes de séjour », il y a quatre millions quatre cent mille immigrés dont un peu plus d'un million d'enfants et que, d'après la statistique de recensement, il y a « trois millions sept cent mille immigrés avec à peu près le même nombre d'enfants ». Il ajoute : « Les immigrés reconnus, non clandestins, ne sont pas plus nombreux qu'en 1982 et ils ne sont pas plus nombreux proportionnellement à la population française, qui s'est accrue, qu'en 1975. »

M. Mitterrand reconnaît que les Français ressentent « plus cruellement » la présence des immigrés parce que les « clandestins apparaissent comme se moquant de nos lois, se moquant de nos raisons de sécurité et créent un sentiment de trouble, d'incertitude et de manque de confiance dans les institutions publiques. Il faut corriger cela. »

« Le seuil de tolérance a été atteint dès les années 70 où il y avait déjà quatre millions cent mille à quatre millions deux cent mille cartes de séjour à partir de 1982. (...) Autant que possible, il ne faut pas dépasser ce chiffre, mais on s'y tient depuis des années et des années », assure M. Mitterrand.

« La règle de la laïcité doit s'imposer »

Ancien maire de Château-Chinon, il approuve tout avant le maire de Marseille, M. Vigouroux, que celui de Lyon, M. Noir, de construire des mosquées. S'il était proviseur de lycée, il se retrouverait « du côté de la loi ». Il poursuit :

« Je dirais : il appartient aux établissements de décider eux-mêmes de leur discipline intérieure. »

Le chef de l'Etat déclare : « Je pense que, dans cette affaire, la position exprimée par Lionel Jospin à l'Assemblée nationale, lors du dernier débat à ce sujet, disant « Ces jeunes filles, on ne va pas les chasser. On va essayer de les

convaincre... » c'est-à-dire de convaincre leurs parents... Or, cela prend un peu de temps, quelques semaines en tout cas. Il ne faut pas que ce soit trop de mois, sans quoi c'est l'indiscipline qui prévaut. »

Mais en fin de compte, c'est la règle de la laïcité qui doit s'imposer, c'est-à-dire que des familles qui ne se laissent pas convaincre que leur enfant est une cause de désordre, de prosélytisme religieux à l'intérieur de l'établissement, il faut qu'elles admettent que la règle de la laïcité s'impose. Mais il appartient à chaque établissement d'établir sa discipline. Cela, c'est la règle, c'est la loi. »

Interrogé sur le récent duel télévisé entre M. Le Pen et M. Stoléru, le président de la République affirme :

« J'ai trouvé que c'était une manifestation inconnue. Quand on cite la religion de quelqu'un, surtout s'il s'agit de la religion juive, on sait bien qu'il y a toute une série de connotations qui vont susciter auprès de gens très somnambules, très primaires, très primitifs, des réveils d'antisémitisme. Ce n'est pas dit par hasard : je prends cela pour une manifestation de racisme... »

Après avoir jugé « bon » qu'un jour, « on revienne » à ce qu'on appelle le ministère de la population, M. Mitterrand évoque l'intégration :

« L'intégration, je suis pour, tout à fait pour (...). Permettez, que j'emploie ce terme « intégrer » dans un raisonnement vis-à-vis de la masse des clandestins. D'abord il faut prévenir le mal, pour le prévenir (...). Ce sont des frontières mieux tenues, ce sont des administrations plus actives, plus rapides. A ce moment-là, on peut éviter l'accumulation des immigrés clandestins. Prévenir, ensuite, il faut

« Pourquoi arrêter ce débat par un référendum ? »

Que pense M. Mitterrand de la proposition de M. Chirac de recourir au « droit de pétition » pour aboutir à l'organisation d'un référendum sur le droit de vote des immigrés ?

« Je pense, répond-il, que M. Le Pen commence à avoir des idées fixes ! Pour ces élections, je suis de ceux qui pensent qu'il serait sage, comme le font les Anglais, les Hollandais, les Suédois, les Norvégiens, etc., de donner aux immigrés en situation régulière le droit de prendre part aux scrutins locaux qui concernent la rue qui passe devant chez eux, l'électricité qui les éclaire, les égouts qui les débarrassent. »

« Le premier ministre et les ministres font du bon travail »

A propos de la persistance du chômage, le président de la République indique que l'on peut « compter » sur la création, cette année, de trois cent cinquante mille à quatre cent mille emplois. Il ajoute : « Sur l'année, il y a 1,7 % — c'est très faible — de réduction du chômage, avec une proportion beaucoup plus importante de jeunes. Ce n'est pas un triomphe, on ne va pas pousser l'allure. Mais c'est lent de former quelqu'un à un métier nouveau. C'est lent... Et puis, souvent, notre appareil industriel, dans certains domaines, n'est pas modernisé ! »

M. Mitterrand ne récusé pas l'expression « déficit social » quand on l'interroge sur la perception que les Français ont de la politique gouvernementale. Il déclare : « Les progrès sociaux n'ont pas exactement suivi la courbe de la croissance. Il faut quand même faire la part du temps. Tout ce qu'on décide met toujours un certain temps à entrer dans les faits. (...) Si la croissance permet désormais un certain nombre de dispositions qui doivent couvrir une partie du déficit social, elle ne permet pas de le faire dès l'année 1989 autant qu'on le voudrait parce que cette croissance reste fragile. Notre monnaie est saine. Il faut faire attention à la préserver. (...) La liste des mesures sociales est très importante. Le gouvernement a bien travaillé. (...) »

M. Mitterrand souligne d'abord la nécessité de régler « le problème général de la fonction publique ». Il y a trop de bas salaires, ce qu'on appelle la catégorie D par exemple. Trop de traitements trop bas et, d'autre part, il y a trop de rigidité. Les qualifications ne sont

pas suffisamment reconnues. On ne peut pas suffisamment passer d'un métier à l'autre. Et quand on n'a pas de diplômes, même si on est un fonctionnaire remarquable on n'a pas beaucoup de perspectives d'avenir. Il faut quand même modifier cela. »

C'est pourquoi, M. Durafour a engagé une concertation qui devrait aboutir, je l'espère, rapidement, pour définir sur quelques années tout un plan de redressement des bas salaires et qui devrait, de proche en proche, atteindre tous les traitements. Mais il n'y a pas que les fonctionnaires... Et M. Mitterrand d'énumérer « les points les plus sensibles » : le logement social, la très grande pauvreté, la formation, qui constituent « des priorités auxquelles il faut s'attaquer dès maintenant ». Il souligne : « Ainsi, les conditions d'accès au RMI : une famille de six enfants — des travailleurs, mais misérables, qui n'ont pas d'argent — ne le touche pas parce qu'elle perçoit des allocations familiales, ou alors elle le touche avec une soustraction très sensible au montant du RMI. Il faut savoir tout cela. (...) »

Les lois Auroux ne sont pas suffisamment appliquées. Il faut les étendre. Il faut que les travailleurs, partout, soient consultés sur ce qui les intéresse. Il faut qu'ils soient représentés dans les conseils d'administration. Il faut qu'ils y soient, que rien de ce qui les touche n'ait été discuté.

Et pourquoi hésiterait-on davantage à donner leurs pleins droits, le meilleur de leurs droits, aux victimes du terrorisme par comparaison aux victimes de la guerre ? »

M. Mitterrand ne critique pas, pour autant, la politique du gouvernement : « On ne peut pas faire de reproche au premier ministre, qui a fait beaucoup de choses... »

Si je vous avais parlé il y a un an, je vous aurais donné comme priorités toute une série de mesures qui ont été précisément engagées par Michel Rocard. (...) La volonté sociale de Michel Rocard ne peut pas être contestée, avec l'ensemble des mesures qu'il préconise, parce que, lui, il a les yeux fixés sur le franc, sur les grands équilibres, et il ne peut pas en dis-

cuter. Mon rôle, à moi, c'est de faire les incitations et de lui dire : oui, mais il faut qu'on équilibre peut-être davantage. Nous parlons toujours de cela deux fois par semaine. (...) Je suis l'aiguillon dans tous les domaines. Après tout, je n'ai pas la responsabilité de la vie quotidienne, et je suis très satisfait de ce qui se fait. (...) Je considère que le premier ministre et les ministres font du bon travail. Il n'empêche que mon rôle est d'être à l'écoute de tous les Français, et j'observe bien l'inquiétude, le mécontentement ou l'angoisse de telle ou telle catégorie de Français.

Les immigrés de Cerisy (Deux-Sèvres) élisent leurs représentants au conseil municipal

Les trois cent sept immigrés de Cerisy, chef-lieu de canton des Deux-Sèvres, ont pu, dimanche 10 décembre, élire leurs représentants au conseil municipal de la commune. Ce bourg du bocage vendéen connaît, depuis le début des années 50, une assez forte présence de travailleurs étrangers, attirés par l'extraordinaire développement de l'ancien forgeron-charbon du village, la maison Heuliez, devenu un des premiers sous-traitants de l'automobile. Ce sont essentiellement des Portugais qui vivent s'installer ici, au milieu des descendants des Chouans. Leur intégration se fit sans difficultés.

La municipalité, dirigée par M. Jean Grallier, socialiste, a décidé d'aller plus loin : elle a proposé aux 307 étrangers, recensés sur une liste électorale, d'élire, à la proportionnelle spéciale, cinq « conseillers municipaux associés » ; deux cent dix-sept d'entre eux ont profité de cette possibilité, on choisissant entre deux listes : Europe unie et Nouveaux Citoyens, qui ne se distinguaient pas par des motifs politiques. Si cinq Portugais ont été élus, c'est parce qu'ils forment l'essentiel de la communauté étrangère de Cerisy, dans laquelle, en dehors d'eux, on trouve trois Chiliens, deux Turcs, deux Cambodgiens, un Belge.

R. S.

Intifada: un officier israélien témoigne

Jacques Pinto
JOURNAL DE JUDEE

Entre la folie des Israéliens, qui traitent les Palestiniens comme des chiens, et la folie des Palestiniens, qui s'engagent en juges pour aller massacrer à la nuit tombée, le visage couvert d'une cagoule, ceux qui'ils considèrent comme des traîtres, il ne reste qu'un espace d'espoir très mince. Disons une meurtrière... Propos recueillis par René Backmann/Le Nouvel Observateur

Collection L'Histoire immédiate dirigée par Jean-Claude Guillebaud.

Editions du Seuil

LES DÉCLARATIONS DE M. MITTERRAND

Politique sociale :
un déficit d'imagination

Si M. Michel Rocard est coupable de « déficit social », comme le lui reprochent depuis des semaines plusieurs dirigeants du Parti socialiste, il bénéficie largement de circonstances atténuantes. C'est ainsi que l'on peut interpréter les remarques de M. François Mitterrand, point un : le déficit social existe. Point deux : « La volonté sociale de Michel Rocard ne peut pas être contestée » ; point trois : c'est parce que la croissance est encore fragile qu'on doit reporter à 1991 ce qu'il aurait mieux valu faire dès 1990...

En se présentant comme « l'aiguillon dans tous les domaines », en particulier dans le domaine social, le président de la République a toutefois habilement tiré la couverture à lui en mettant à son actif toutes les réformes, comme l'institution du revenu minimum d'insertion ou le lancement du crédit formation, qui sont tirées de la « Lettre à tous les Français ». Encore a-t-il pris soin de souligner qu'on aurait pu, ou du moins qu'on pourrait mieux faire, en élargissant dans un cas comme dans l'autre le nombre de bénéficiaires. Tout en justifiant la relative prudence de son premier ministre sur le plan social, M. Mitterrand a d'ores et déjà mis à son

propre crédit l'intensification de l'effort social annoncé pour le budget de 1991. Si la volonté sociale de M. Rocard n'est pas en cause, voilà qu'elle se trouve bel et bien siguillonnée...

Pour autant, M. Mitterrand est resté sur un registre classique. S'il s'est longuement étendu sur le malaise de la fonction publique, sur la grande pauvreté et même sur l'insuffisance des résultats obtenus dans la lutte contre le chômage, il a à peine effleuré l'accroissement des inégalités de revenus, qui a pourtant marqué la fin de son premier septennat. Pour combler le « déficit social », il conserve les mêmes orientations que son premier ministre, tout en souhaitant visiblement leur donner un coup d'accélérateur. C'est ainsi que l'idée d'étendre les lois Auroux — en faisant principalement en sorte que les salariés soient « représentés dans les conseils d'administration » — avait déjà été avancée par M. Rocard, une telle perspective laissant au demeurant indifférents la plupart des syndicats. C'est peut-être aussi de ces manques dont souffrent les pouvoirs publics : un déficit d'imagination.

MICHEL NORLECOURT

Les sanctions à l'égard
du travail clandestin

Les sanctions évoquées par M. François Mitterrand contre les travailleurs immigrés dans des conditions illégales concernent principalement le travail clandestin et l'importation de main-d'œuvre.

La loi qui spécifie que le travail clandestin est interdit prévoit, en cas d'infraction, des peines pouvant aller de deux mois à deux ans de prison ou une amende de 2 000 F à 20 000 F. Les peines sont semblables en ce qui concerne l'importation de main-d'œuvre. La loi stipule en effet que « les opérations de recrutement en France et l'introduction en métropole de travailleurs originaires des territoires d'outre-mer et des étrangers sont confiées à titre exclusif à l'Office des migrations internationales ». Les manquements à ces textes peuvent être punis de peines d'emprisonnement

de deux mois à un an ou d'une amende de 2 000 F à 20 000 F. En cas de récidive, l'emprisonnement peut être porté à trois ans et l'amende à 40 000 F. « En outre, le tribunal peut ordonner la fermeture temporaire ou définitive des bureaux ou entreprises tenus ou exploités par des délinquants » (loi du 10 juillet 1987).

Le code du travail interdit aussi « d'engager ou de conserver à son service un étranger en situation irrégulière ». La peine prévue pour ce délit est le versement d'une contribution spéciale d'un minimum de 500 fois le SMIC au bénéfice de l'Office des migrations internationales.

Dans son intervention, le président de la République a fait référence aux sanctions de confinement qui se sont développées à Paris depuis de nombreuses années.

Créations d'emploi
et maintien du chômage

La France renoue avec les créations d'emploi, le chômage tend à se tasser, mais chacun s'accorde à considérer que l'économie française devrait mieux faire. En 1989, a indiqué le président de la République, 350 000 emplois nouveaux ont été créés après quelque 300 000 en 1988. En un an, d'octobre 1988 à octobre 1989, le nombre de demandeurs d'emploi (2 526 000) n'a reculé « que » de 1,7 % (soit 44 000) en données corrigées des variations saisonnières. Dans le même temps, l'ancienneté moyenne des chômeurs s'est élevée à 359 jours, en hausse de 13 jours en un an. Près du tiers des demandeurs d'emploi sont inscrits à l'ANPE depuis plus d'un an.

En fait, il apparaît que la reprise de l'emploi ne bénéficie guère aux chômeurs. En un an, le nombre des sortants de l'ANPE a chuté de 4,4 % et,

parallèlement, le recours au travail « précaire » (interim, contrats à durée déterminée) demeure massif. D'octobre à octobre, les inscriptions à l'ANPE au titre d'une mission d'interim ont crû de 14,1 % et, avec les contrats à durée déterminée, représentent aujourd'hui plus de la moitié (51,8 %) des nouvelles arrivées au chômage. Sans compter que de plus en plus de personnes ne pouvant justifier d'une durée d'affiliation suffisante sont exclues du bénéfice de l'assurance chômage...

Deux éléments expliquent ce décalage entre croissance économique et situation de l'emploi : la démographie et l'indépendance de la qualification de la main-d'œuvre. De nombreuses entreprises se plaignent d'une véritable pénurie de salariés qualifiés.

J.-M. N.

L'intégration
dans le flou

Suite de la première page.

Jusqu'à présent, c'était la droite qui tenait ce langage sur la « trop forte concentration géographique ». Le maire de Montfermeil, dont tout le raisonnement se fonde sur le nombre excessif d'enfants d'immigrés dans sa commune, a dû boire du petit lait.

Il serait injuste d'accuser François Mitterrand d'avoir changé son fusil d'épaule. Sa manière de considérer l'immigration et les immigrés reste globalement la même. Ce n'est pas un changement d'orientation, mais de priorité, avec un langage plus réaliste qui veut tenir compte de l'état d'esprit de l'opinion après la bourrasque de ces derniers semaines.

Le chef de l'Etat a beaucoup insisté sur la lutte contre l'immigration clandestine. Sur le fond, il n'y a rien de nouveau : on peut retrouver dans ses propos antérieurs plusieurs interventions allant dans le même sens. Cette fois, cependant, il en a fait un point central, en insistant sur la nécessité de sanctionner les entreprises coupables de travail illégal. « Il faut aller plus loin, il faut maintenant que les Parquets interviennent vigoureusement pour que la police aille partout ». A vrai dire, elle sait parfaitement où aller, les ateliers clandestins, dans une ville comme Paris, étant repérés depuis longtemps. Les amendes contre les employeurs peuvent être hautes ou multiples. C'est certainement nécessaire, mais le problème des expulsions reste entier : comment renvoyer chez elles, « humainement », des personnes installées en France ? Et comment le faire de manière dissuasive, sans tomber dans le style Pasqua, pour que « le monde entier » — comme l'a dit récemment le ministre de l'Intérieur — sache que les frontières de la France ne sont pas ouvertes ?

M. Mitterrand ne s'est pas privé de remarquer que « l'Allemagne nous envoie très facilement ses Turcs » et que l'Italie laisse volontiers des Yougoslaves franchir les Alpes. L'immigration est en effet « un problème européen ». Le président de la République en avait parlé plus longuement, la veille, dans sa conférence de presse de Strasbourg, en indiquant la nécessité d'une politique commune de l'immigration à l'échelle des Douze : « Une harmonisation communautaire est tout à fait souhaitable. D'ailleurs, nous allons

même y être contraints par la nécessité puisque nous allons avoir les mêmes frontières extérieures. Il va bien falloir avoir des attitudes semblables, des législations comparables, des administrations capables de faire à peu près la même chose ».

Nuances
sur le foulard

Dimanche, le chef de l'Etat a pris soin de différencier clairement plusieurs catégories de personnes : les clandestines, les étrangères qui sont en France « parce qu'on les a acceptées », ceux qui ont obtenu la nationalité française, et enfin, les enfants de la deuxième génération. Mais pour mélanger un peu tout ensuite, ne distinguant par les travailleurs des demandeurs d'asile, et parlant de quatre millions quatre cent mille immigrés (alors qu'il s'agit d'étrangers).

Il a présenté ces chiffres comme une révélation alors qu'ils sont connus depuis longtemps. Le débat se porte d'ailleurs pas sur les étrangers régulièrement installés en France — dont le nombre, en effet, n'a guère varié ces dernières années — mais sur les clandestines

et, accessoirement, sur ceux qui font fuir la statistique parce qu'ils sont devenus français.

Le président souhaite que le sort des étrangers qui frappent à la porte de la France soit réglé « dans les trois mois ». Il fait sans doute allusion aux demandeurs d'asile, dont le dossier peut traîner parfois plusieurs années et qu'on n'ose plus renvoyer chez eux. Cela suppose de donner des moyens beaucoup plus importants à l'OFPRA (Office français pour la protection des réfugiés et apatrides) dont le budget vient déjà d'être augmenté. Aucune allusion n'a été faite cependant à une réforme des procédures, sans laquelle le délai de trois mois ne pourrait jamais être respecté compte tenu des recours possibles.

Le chef de l'Etat approuve les maires de Marseille et de Lyon qui ont donné leur feu vert à la construction de grandes mosquées dans leurs villes. Cela ne l'empêche pas d'avoir des mots assez durs pour « les fanatiques, les exaltés » de l'islam, en prenant soin de rappeler qu'ils ne représentent en France qu'une petite minorité.

L'inévitable question sur le foulard islamique a entraîné une réponse tout en nuances. S'abritant derrière le récent avis du Conseil d'Etat, le président de la République estime qu'il « appartient aux chefs d'établissement » de décider du règlement, « dès lors qu'on fixe une règle générale ». Quelle règle générale ? Le dialogue avec les

familles est préconisé, mais si, au bout « de quelques semaines », ce dialogue échoue, « c'est la règle de la laïcité qui doit prévaloir ». Le principal de Creil peut être rassuré...

« Le débat
continue »

Fallait-il créer un ministère de l'intégration, comme le réclamaient SOS-Racisme et quelques autres ? Michel Rocard a estimé que non. François Mitterrand, lui, pense qu'il serait bon de « revenir un jour à un ministère de la population ». Quitte à estimer que le choix d'un secrétaire général, fait par son premier ministre, va dans le même sens...

Il ne ressort pas des propos présidentiels une idée-force en matière d'intégration. Par manque de questions posées ? En novembre 1985, lors d'une conférence de presse, M. Mitterrand avait lancé : « Les immigrés en France sont chez eux ». Dimanche, aucune petite phrase — ni dans ce sens, ni dans un autre — n'a été prononcée.

On aurait aimé savoir, par exemple, comment le président de la République pense pouvoir diminuer les « concentrations géographiques » excessives. C'est une question essentielle. On aurait surtout aimé connaître sa conception de l'intégration. Estime-t-il, comme son premier ministre, qu'il faut défendre un « modèle français » et que la France ne peut être « une juxtaposition de communautés » ? C'est probablement cela que les Français, inquiets et désorientés, attendent du chef de l'Etat. Domage !

A la question, très controversée, du droit de vote des étrangers aux élections locales, M. Mitterrand continue de répondre la même chose : personnellement, je suis pour ; mais l'opinion française n'est pas prête. Il parle même maintenant d'une « immense majorité » de Français opposés à cette innovation. Le sondage IFOP publié dans le Monde du 30 novembre montrait en effet que deux électeurs sur trois y sont hostiles.

Le président de la République n'a aucune intention d'organiser un référendum sur ce sujet explosif, comme le lui suggère gentiment M. Chirac. Mais il prend le risque de dire que « le débat continue », plutôt que de le mettre carrément entre parenthèses. Un débat que beaucoup de gens, à gauche et à droite, entendent poursuivre et qui risque de compliquer un peu plus la tâche difficile dans laquelle le gouvernement s'est engagé en matière d'intégration.

ROBERT SOLÉ

Les embarras
de la liberté

Suite de la première page.

L'Histoire courait trop vite, l'ordre ancien se fissurait trop profondément, la liberté si souvent chantée hier menaçait désormais une stabilité injuste mais finalement rassurante. Le « sommet » de l'embarras fut atteint ce fameux samedi 18 novembre, lorsque, bousculé par les événements, M. Mitterrand invita en catastrophe à dîner les onze chefs de gouvernement de la CEE et M. Delors pour répondre, lors de la conférence de presse qui s'ensuivit, que la question de la réunification allemande n'avait pas été abordée...

C'est cet impair collectif, ce manque de clairvoyance, que le conseil européen de Strasbourg vient de réparer. Il faut dire que le chancelier Kohl, silencieux sur la réunification et enjoué quant à ses sentiments communautaires le 18 novembre au cours du dîner de l'Elysée, n'avait pas laissé le choix à ses partenaires en exposant dix jours plus tard devant le Bundestag (et non le Reichstag, selon la lapsus significatif de M. Mitterrand) son plan en dix points consacré à la réunification. La bombe, pourtant bien prévisible, à moins de supposer une très forte tendance au suicide politique chez le chancelier, révéla ceux qui ne voulaient ni entendre ni voir le dérapage de la situation en Allemagne de l'Est. Le faux-vrai sommet de Mitterrand fit le reste, ainsi que les entretiens Mitterrand-Gorbatchev de Kiev.

La mise au point de Strasbourg ne suffira sans doute pas à dissiper les frayeurs sordides, les fantômes du passé, peut-être pas

à freiner le délabrement que connaît l'Etat est-allemand au rythme de la valse de ses dirigeants. Elle n'en a pas moins le mérite de fixer les règles du jeu : le retour à « l'unité du peuple allemand » doit se faire « pacifiquement et démocratiquement », c'est-à-dire après que les habitants des deux Etats se seront prononcés. Si réunification il y a, elle doit intervenir dans l'esprit des accords d'Helsinki, de la détente Est-Ouest et de l'intégration européenne.

« L'équilibre
de l'Europe »

Au cours de sa conférence de presse tenue ce samedi à Strasbourg et de sa prestation radiotélévisée de dimanche, M. Mitterrand a mis aussi quelques points bienvenus sur quelques « i ». C'est ainsi qu'il a reconnu que « la frontière entre les deux Etats allemands n'est pas exactement de même nature que les autres », contrairement à la ligne Oder-Neisse, qui sépare l'Allemagne de la Pologne, et qui, elle, doit rester « intangible ». Tout cela, affirmant, va mieux en le disant : si la frontière interallemande était considérée comme intangible, évoquer l'unité du peuple allemand reviendrait de la plaisanterie. Quant au chancelier Kohl, qui s'est vu décerner un passage un brevet d'Européen « on n'a pas le droit d'en douter », il aurait sans doute été mieux inspiré de se prononcer clairement sur l'Oder-Neisse et de tenir au courant ses alliés de son plan en dix points.

Autres précisions apportées par M. Mitterrand : « Nos amis allemands doivent se rappeler qu'a existé une guerre mondiale — ce n'est sans doute pas une coïncidence si les ambassadeurs des quatre puissances victorieuses devaient enfin se rencontrer lundi à Berlin pour envisager certaines adaptations du statut quadripartite, — et l'Allemagne « ne doit pas devenir une puissance nucléaire ».

Ironie de l'Histoire : M. Mitterrand, qui voulait naguère en finir avec Yalta, a affirmé presque avec soulagement que « les alliances sont toujours là », et rappelé la promesse du président Bush de ne pas retirer unilatéralement toutes les troupes américaines d'Europe. Tous les deux rejoignent, il est vrai, M. Gorbatchev, qui ne raisonne plus autrement et qui a rangé au magasin des accessoires ses anciennes propositions de dissolution des blocs. Tant que le pacte de Varsovie existera, même s'il est moribond, il freinera d'autant la réunification et l'apparition du spectre d'une Allemagne neutre. Domage, à ce sujet, que MM. Mitterrand et Gorbatchev n'aient jamais été interrogés sur ce qu'ils préféreraient en cas de réunification même lointaine : une Allemagne à la neutralité infiniment moins innocente que la Suisse ou, comme l'a déjà suggéré M. Bush, une Allemagne réunifiée, membre de l'alliance atlantique.

La question, espère-t-on ici et là, n'est pas pour demain. Puisque « le nouvel équilibre allemand ne peut se faire au détriment de l'équilibre de l'Europe », pour reprendre les propos de M. Mitterrand, ou s'apprête à naviguer à vue pendant plusieurs années encore. Rien, cependant, ne prouve que ce sera possible : le mariage du statu quo juridique et des rebondissements imprévisibles, celui de la raison froide et de la pas-

sion risquant de ne pas durer très longtemps. Deux conditions doivent au moins être remplies, mais, si elles sont nécessaires, elles ne sont pas suffisantes : cette Europe politique dont M. Mitterrand a annoncé le réveil ne doit pas se redormir, et M. Gorbatchev ne doit pas échouer dans son entreprise titanique.

Or force est de constater que le rythme de la construction européenne est par définition incapable de rivaliser avec celui de l'effondrement des régimes communistes d'Europe centrale, avec celui de la révolte qui gronde en RDA. Quant aux difficultés auxquelles fait face M. Gorbatchev, elles sont à la mesure des brassées de fleurs que M. Mitterrand a envoyées samedi et dimanche à son nouveau « partenaire », le numéro un soviétique : un homme certes « grave » mais « plus serein et plus ferme » malgré les obstacles qu'en juillet dernier, lors de son voyage en France, « Un homme qui voit loin », auquel on doit « la révolution qui a commencé à Moscou, va faire le tour de l'Europe et retournera à Moscou », « le meilleur ouvrier des conquêtes de la liberté ».

« J'entends bien qu'il soit soutenu ! », s'est exclamé M. Mitterrand après avoir fait allusion à la « gangrène » qui rongé l'économie soviétique et aux conflits ethniques qui la minent. C'était reconnaître que le président de la République, comme tous les Occidentaux, parie sur un homme seul. Comme Pascal, il n'ont rien à perdre. Ils n'ont d'ailleurs pas le choix puisqu'ils ont enfin décidé de « ne pas avoir peur des victoires de la liberté ».

JACQUES AMALRIC

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sèze

Administrateur général : Bernard Wouffs

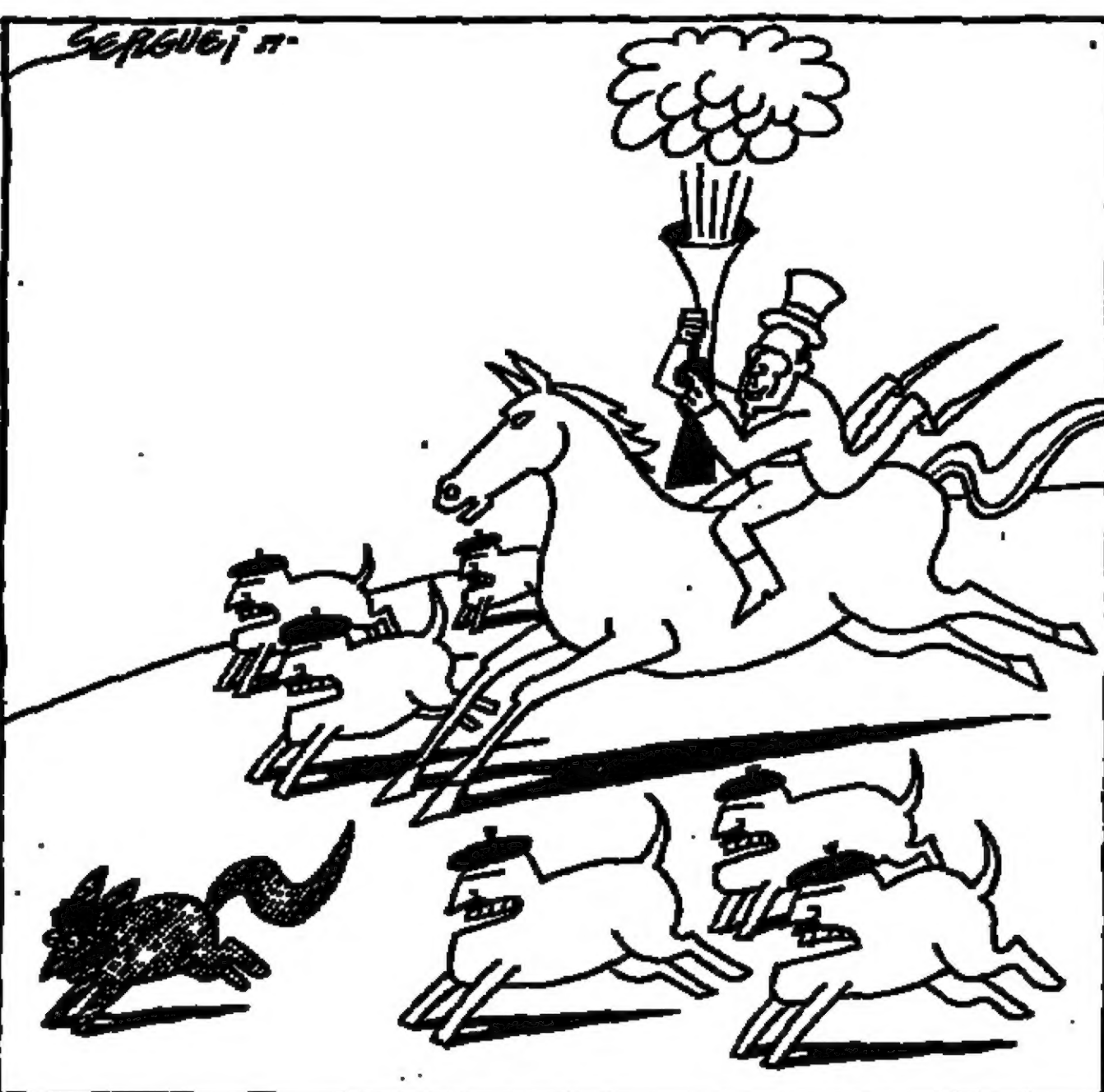
7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-37-27

Téléc. MONDIPAR 850572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

L'image

La décl



ROBERT SOLÉ

A Stra
européen!

strasbo

Les conclusions du Conseil européen de Strasbourg

L'image d'une Communauté sûre d'elle-même

STRASBOURG

(Communautés européennes)

C'est l'image d'une Communauté active et sûre d'elle-même que donnent les conclusions de la présidence publiées à l'issue du conseil européen, ainsi que les commentaires qui les ont accompagnés. Une Communauté qui met en place son marché unique, en libérant les échanges à un rythme satisfaisant : « Le calendrier qui a été fixé est respecté », lit-on dans le texte approuvé par les chefs d'Etat et de gouvernement.

Parmi les zones d'ombre, figure la fiscalité. « Il n'y aura pas de vrai marché intérieur sans rapprochement des taux de TVA », avait averti M. Jacques Delors, à la veille de Strasbourg. Le conseil européen a invité les ministres des finances à décider rapidement des modalités de ce rapprochement, ainsi que celles de l'extension des franchises dont bénéficient les voyageurs pour leurs achats personnels dans la Communauté.

Confirmant à Strasbourg sa volonté de préparer la prochaine étape de l'intégration politique et économique, le conseil a décidé de convoquer, pour la fin de 1990, la conférence inter gouvernementale, qui rédigera le traité de l'Union économique et monétaire. Cette décision, de loin la plus importante, avait pu sembler être remise en cause en raison des hésitations de l'Allemagne. « Il y a eu risque, et il a été évité ; il est vrai qu'il n'y avait, au départ, pas d'accord sur les conditions dans lesquelles devrait s'ouvrir la conférence inter gouvernementale. Cependant, il n'y avait pas de divergences sur l'objectif à atteindre. Je me réjouis que nos amis allemands aient finalement admis qu'il était nécessaire de la convoquer en 1990 », a commenté samedi M. Mitterrand, au cours d'une conférence de presse. Le nouveau traité pourra entrer en vigueur environ un an après la fin de la conférence inter gouvernementale, lorsqu'il aura été

ratifié par les Parlements nationaux. Quel délai est-il raisonnable d'envisager pour en arriver là ? « Le vœu optimiste, c'est la fin 1992 ; le vœu, peut-être plus réaliste, c'est le printemps 1994, avant la prochaine élection du Parlement européen au suffrage universel », a répondu le président de la République.

Interrogé sur ce que sera l'attitude britannique, M. Mitterrand a rappelé le précédent de l'Acte unique : en juin 1983, M^{me} Margaret Thatcher s'était opposée à la réunion d'une conférence inter gouver-

nementale, mais les Britanniques y participèrent et approuvèrent ses conclusions. « Cet exemple existe et il est plutôt encourageant. Je souhaite que la Grande-Bretagne, qui a beaucoup de sens pratique, joue le jeu de l'Union économique et monétaire », a indiqué le président de la République.

L'aide

aux pays de l'Est

Les aménagements institutionnels autres que ceux directement liés à l'intégration économique et

monétaires pourraient, a-t-il expliqué, être examinés par la conférence, mais seulement, dans une deuxième phase.

Les conclusions de la présidence passent en revue de façon détaillée les décisions prises ou projetées par les Douze pour aider les pays de l'Est. Les Douze affirment vouloir conclure un accord de commerce et de coopération avec la RDA, au cours du premier semestre de 1990. En raison de « l'importance et l'urgence des besoins », ils se prononcent pour l'adoption, « dans les

plus brefs délais », d'un second programme d'aide alimentaire à la Pologne.

Le conseil européen demande aux ministres des affaires étrangères d'arrêter, dès le début de 1990, les décisions nécessaires à l'établissement d'une fondation européenne pour la formation. Sur tout, il a donné son aval à l'idée française de créer une banque européenne pour la reconstruction et le développement (voir ci-dessous). La CEE participera pour plus de moitié à la constitution d'un fonds de stabilisation de 1 milliard de dollars au bénéfice de la

Pologne. Elle est favorable à l'octroi, après accord avec le FMI, d'un prêt d'ajustement d'un même montant à la Hongrie.

Les chefs d'Etat et de gouvernement insistent pour que la coordination de l'aide apportée par vingt-quatre pays de l'OCDE à la Pologne et à la Hongrie, « ainsi que, le cas échéant, à d'autres pays d'Europe centrale et orientale », soit renforcée. Une réunion de coordination des « vingt-quatre » se tiendra au niveau ministériel le 23 décembre à Bruxelles.

PHILIPPE LEMAITRE

La déclaration politique

Voici les principaux extraits du projet de déclaration sur l'Europe centrale et orientale qui a été adopté samedi :

« Chaque jour en Europe centrale et orientale, le changement s'affirme avec plus de force. Partout s'exprime une puissante aspiration à la liberté, à la démocratie, au respect des droits de l'homme, à la prospérité, à la justice sociale et à la paix. Les peuples manifestent clairement leur volonté de prendre en main leur destin et de choisir la voie de leur développement. (...) Il s'agit-là d'événements historiques, sans doute les plus importants depuis la seconde guerre mondiale et auxquels le succès d'une Communauté européenne forte et dynamique, la vitalité du processus de la CSCE et la stabilité en matière de sécurité, à laquelle participent les Etats-Unis et le Canada, ont largement contribué (...).

« Nous recherchons l'établissement d'un état de paix en Europe, dans laquelle le peuple allemand retrouve son unité à travers une libre autodétermination. Ce processus doit se réaliser démocratiquement et pacifiquement, dans le respect des accords et traités, sur la base de tous les principes définis par l'Acte final d'Helsinki, dans un contexte de dialogue et de coopération Est-Ouest. Il doit se situer

dans la perspective de l'intégration européenne (...).

« Le Conseil européen est convaincu que dans les circonstances actuelles chacun doit faire preuve plus que jamais de sens des responsabilités. Il importe que les changements et les transitions nécessaires ne s'opèrent pas au détriment de la stabilité de l'Europe mais qu'un contraire ils contribuent à la renforcer.

« Loin de vouloir tirer des avantages unilatéraux de la situation présente, la Communauté et ses Etats membres entendent apporter leur soutien aux pays qui sont entrés dans la voie des changements démocratiques. (...)

« La Communauté et ses Etats membres sont (...) prêts à développer avec l'URSS et les autres pays de l'Europe centrale et orientale qui se sont engagés dans cette voie des relations plus riches et plus étroites qui reposeront sur une intensification du dialogue politique et une coopération accrue dans tous les domaines. (...)

« A cette époque de changements profonds et rapides la Communauté constitue et doit rester un pôle de référence et de rayonnement. Elle demeure la pierre angulaire d'une nouvelle architecture européenne et, dans sa volonté d'ouverture, un môle d'ancrage d'un futur équilibre européen (...).

Les autres documents

« La Banque pour l'Europe de l'Est : le Conseil européen a approuvé la création d'une banque européenne pour la reconstruction et le développement. Son objet sera de promouvoir, en consultation avec le FMI et la Banque mondiale, les investissements productifs et concurrentiels dans les Etats d'Europe centrale et orientale, de réduire, le cas échéant, les risques liés au financement de leurs économies, de faciliter la transition vers une économie plus orientée vers le marché et d'accroître les ajustements structurels nécessaires. Les Etats d'Europe centrale et orientale concernés pourront participer au capital et à la direction de cette banque dont les pays membres, la Communauté et la Banque européenne d'investissement détendront la majorité. D'autres pays et notamment les autres membres de l'OCDE seront invités à participer. Le Conseil européen souhaite que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement soit créée aussitôt que possible. Le Conseil européen demande que les dispositions nécessaires soient prises pour que les négociations s'ouvrent dès le mois de janvier 1990. La Banque européenne

d'investissement jouera un rôle central dans la préfiguration de la nouvelle institution.

« Moyen-Orient : le Conseil se dit « vivement préoccupé » par les atteintes aux droits de l'homme dans les territoires occupés. Il entend doubler en trois ans les aides directes de la CEE aux populations de ces territoires. Il renouvelle son soutien « à la proposition d'élections dans les territoires occupés ainsi qu'à leurs efforts qui visent à établir le dialogue entre les parties directement concernées ».

« Liban : le Conseil réaffirme son soutien aux autorités légales du Liban, au président de la République et au gouvernement qu'il a désigné ; il déclare que le processus de réconciliation nationale « implique le retrait de toutes les forces étrangères ».

« Dialogue euro-arabe : le Conseil souhaite qu'un « nouvel élan » soit donné au dialogue euro-arabe et signale que la conférence qui se tiendra à Paris les 21 et 22 décembre est organisée dans ce but.

« Afrique australe : la Communauté est prête à mettre en œuvre

des programmes d'aide importants à la Namibie, ainsi qu'à l'Angola et au Mozambique. Elle a décidé de renforcer le programme d'aide aux victimes de l'apartheid en Afrique du Sud et de « maintenir ses pressions sur les autorités sud-africaines ». Elle « salue » cependant « plusieurs gestes de détermination et une certaine liberté d'expression », intervenus depuis l'accession de M. De Klerk au pouvoir.

« Ethiopie : le Conseil exprime sa satisfaction devant les démarches entreprises en faveur de solutions négociées et « demande instamment » à toutes les parties concernées de ne pas entraver l'acheminement des aides humanitaires.

« Chili : le Conseil se « réjouit des perspectives ouvertes par les prochaines élections présidentielles et législatives, au terme d'un processus qui doit permettre enfin le retour à un Etat de droit ».

« Amérique centrale : le Conseil « appelle toutes les parties dans la région à agir pour la relance du processus de paix régional issu des accords d'Esquipulas ».

A Strasbourg, les fonctionnaires européens s'appellent par leur prénom.



Des fonctionnaires, des parlementaires, les représentants de 23 Etats se côtoient en permanence à Strasbourg. Chaque jour, ils œuvrent pour l'union européenne.

Comme tous les grands projets, l'Europe est avant tout une histoire d'Hommes. A force de travailler côte à côte, on finit par s'appeler simplement « Dieter », « Cathé-

rine », « John » ou « Maria » et les choses deviennent plus faciles.

Strasbourg, la tolérante, a toujours été la ville de la convivialité.

Strasbourg. Européenne par cœur.



Dynamique

DIPLOMATIE

Après le Conseil européen de Strasbourg
En RFA :
des réactions mitigées

BONN

de notre correspondant

Les résultats du sommet européen de Strasbourg sont salués en République fédérale comme une avancée importante sur le chemin de l'unité allemande : la presse et les commentateurs des hommes politiques soulignent l'appui donné par les Douze aux aspirations des Allemands à l'unité. On est particulièrement fier, dans la délégation allemande, d'avoir réussi à faire passer dans la déclaration adoptée des formulations reprenant les termes de la Loi fondamentale, soutenant le peuple allemand dans ses efforts pour « parvenir à l'unité au moyen de la libre autodétermination ».

La deuxième partie de la déclaration sur la question allemande, qui établit un lien entre l'unité allemande et le respect scrupuleux des frontières issues de la seconde guerre mondiale irrite cependant quelques commentateurs de droite. « On ne peut être satisfait par le document de Strasbourg », écrit la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Nos partenaires reconnaissent certes l'aspiration des Allemands à l'unité, mais ils la lient au respect de tous les principes de l'acte final d'Helsinki (...) cela n'est pas pour le chancelier Kohl un encouragement pour son plan en dix points.

Mises

au point

L'accord sur la mise en oeuvre de l'union monétaire et l'ouverture avant la fin 1990 de la conférence intergouvernementale suscite, par ailleurs, des mises au point très nettes sur le contenu qu'entendent donner certains responsables allemands à ce projet cher au président français. « L'heure de vérité est encore à venir », a déclaré le ministre des finances, M. Theo Waigel, qui a insisté sur le fait que « la stabilité doit avoir la priorité » dans l'établissement de la monnaie commune. Cela exclut, selon M. Waigel, des taux de hausse des prix et des déficits budgétaires « de six sept ou même quatre pour cent existant dans certains pays membres de la Communauté ». On note en tout cas avec satisfaction dans les milieux économiques et financiers qu'aucun calendrier contraignant n'a été adopté à Strasbourg.

L. R.

EMERICH MEERSON
PARIS
MONTRES & BIJOUX

200, Bd SAINT GERMAIN
75007 PARIS
TEL: (1) 42 22 12 89
11, Rue TRONCHET
75008 PARIS
TEL: (1) 42 65 80 13

MURS, MURS
LE MAGAZINE DES VILLES

NUMERO SPECIAL
BERLIN
FAIT LE MUR
43 54 13 92

EUROPE

Les résistances à la perestroïka et l'accélération

URSS : M. Gorbatchev laisse prévoir l'abandon du rôle dirigeant du Parti communiste

Lors de la réunion du Comité central du PCUS, le secrétaire général aurait menacé de démissionner

M. Gorbatchev aurait offert sa démission au cours de la réunion du comité central du PC soviétique qui s'est tenue samedi 9 décembre. Le secrétaire général aurait fait cette proposition en réponse aux appels qui lui étaient lancés à ralentir son programme de réformes, a déclaré à la télévision de Tallinn le chef du PC estonien, M. Vaino Valjas, cité par l'agence Reuter. Toutefois les participants au plénum l'ont assuré de leur soutien, a ajouté M. Valjas. Ce plénum qui s'est traduit par un léger ramaniement des organismes dirigeants du parti, a été marqué par un débat sur le rôle dirigeant du parti, consigné dans l'article VI de la constitution. Tout en s'opposant à son abrogation immédiate, comme l'ont demandé dimanche plusieurs milliers de manifestants à Moscou, M. Gorbatchev a laissé entendre que cet article sera révisé le moment venu.

Moscou

de notre correspondant

C'est d'un front à l'autre et sans discontinuer. A peine assuré de l'unanimité du soutien occidental et fort aussi, maintenant, de l'irréversibilité des bouleversements d'Europe de l'Est, M. Gorbatchev a réuni, samedi 9 décembre, son comité central pour lui faire accéder à la préparation du congrès du parti et par là même le rythme des réformes politiques.

Totalement dominé par des conservateurs d'un autre âge, le comité central a tamponné, assailli M. Gorbatchev de critiques et récriminations et, une fois de plus, obtempéré. Le bureau politique a en effet été chargé d'élaborer pour le courant du mois de janvier les projets de documents à soumettre au congrès et de convoquer, pour la même période, une « réunion plénière élargie » du comité central qui sera appelée à les adopter pour diffusion dans tout le Parti. M. Gorbatchev s'étant constitué, au fil des remaniements, une très solide majorité au bureau politique, cela signifie, concrètement, que c'est lui qui décidera de la composition de ce plénum et qu'il aura, sous sept semaines au plus tard, présenté au pays son propre programme politique. Or, d'ici janvier, toute l'URSS sera entrée en campagne électorale.

Dans chacune des quinze Républiques fédérées d'abord, les électeurs seront appelés à élire, avec candidatures multiples bien sûr, les nouveaux membres des parlements et des conseils municipaux. Parallèlement, mais au sein du parti cette fois, débutera le processus de désignation des délégués au Congrès. De ces différents votes, dépendront les futurs rapports de force dans le pays, et M. Gorbatchev vient ainsi

de prendre tous ses adversaires de vitesse.

Plus que jamais, il joue là de sa double casquette d'« *Apparatchik* n° 1 » et de « *radical* n° 1 » (1), utilisant sa position de secrétaire général pour prendre d'assaut le système, mais de l'intérieur. Il ne s'agit pas seulement pour lui de garder la maîtrise de l'échiquier politique et d'éviter aussi bien d'être paralysé par les conservateurs que débordé par plus radical que lui. Il s'agit aussi, et fondamentalement, de continuer à coller à l'évolution des esprits en la suscitant pour mieux l'accompagner. Maintenant que les premières élections partiellement libres du printemps dernier et six mois surtout de débats parlementaires, retravaillés par la télévision et chaque jour de meilleur niveau, ont commencé d'apprendre la démocratie à l'URSS, M. Gorbatchev peut et doit en effet aller de l'avant dans la démocratisation.

Plus tôt, il n'aurait pas été compris et donc pas suivi. A plus tard, il risquait d'apparaître hostile à de nouveaux changements et de laisser le champ libre à l'improvisation du « tout, tout de suite » — c'est-à-dire, dans ce baril de poudre qu'est l'URSS, au chaos. Il s'apprête maintenant à faire de nouveau reculer les limites du possible et à banaliser des idées hier encore sulfureuses.

Le chef du Parti

critiqué

Car si M. Gorbatchev n'a rien dit devant le plénum de samedi des grandes lignes de son futur programme, il avait, à la veille de son départ pour l'Italie et Malte, publié dans la *Pravda* un long article théorique dans lequel il défendait une « *conception plus réaliste*

du socialisme », louait la « *contribution de la Social-Démocratie à ce siècle* », et constatait que « *Mars avait vaincu la capacité d'autodéveloppement du capitalisme* ».

Tout cela était savamment noyé dans la longueur d'assominais prolongées donnant à l'ensemble un air familier de grise exercise théorique. Mais outre que les conservateurs ne s'y sont pas trompés et que ce texte a alimenté leurs attaques de samedi, l'entourage du secrétaire général s'emploie depuis plusieurs semaines déjà à donner le ton.

On parle désormais ouvertement de l'« *ulopie* » du communisme. Sous son couvert d'anonymat, tel conseiller de premier plan se définit comme « *social-démocrate* » tandis qu'un autre préfère l'étiquette de « *centre-gauche* » et il y a déjà longtemps qu'on ne parle plus — même sous la forme — de préconceptions idéologiques.

Cela ne veut pas dire — contrairement à ce qu'on se passe en Europe centrale — qu'on va se hâter d'abandonner les idées. Cela se fera, se fait déjà, mais par touches successives. L'attitude de M. Gorbatchev sur la question hautement symbolique de « *rôle dirigeant du parti* » en est le meilleur exemple.

Ce n'est déjà presque plus qu'un symbole puisque de *facto* et même de *jure* le multipartisme existe déjà en URSS.

Il n'est nullement limité aux républiques périphériques, mais tout aussi réel en Russie même, où l'on ne compte plus les organisations « *clubs* » et autres « *mouvements* » regroupés pour la majorité d'entre eux dans deux grands « *fronts* », l'un d'extrême-droite, l'autre libéral et extrêmement pluraliste, puisqu'il va de la gauche socialiste aux nationalistes.

Pas de sujet

tabou

Comme déjà en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est et très bientôt en Bulgarie aussi, le rôle dirigeant du parti, c'est-à-dire son monopole que garantit l'article 6 de la Constitution, est considéré comme un « *sujet tabou* ». Remet-on, samedi soir, à la presse des discussions du plénum, M. Medvedev, le responsable de l'idéologie, expliquait qu'il n'est pas de « *sujet tabou* », que le parti passait du rôle de « *noyau* » du système politique à celui d'« *avant-garde* » et que « *certaines formu-*

lions » de l'article 6 ne

correspondaient pas à cette évolution.

Mieux encore, M. Gorbatchev lui-même a déclaré devant le plénum que, du temps de Lénine et même sous Staline, le rôle dirigeant du parti n'était pas inscrit dans la Constitution. C'était dire que rien ne s'opposait à son abandon. Mais le secrétaire général l'a dit... en s'opposant à l'abrogation de l'article 6 car ceux qui la demandent d'« *urgence* », a-t-il expliqué, veulent en fait « *démoraliser les communistes* ». Selon lui, l'article 6 ne « *crée pas d'obstacles au déroulement libre des élections* » et à trop se hâter d'amender la Constitution, il faudrait amender les amendements. Autrement dit, il ne s'agit plus de savoir s'il faut ou non abroger l'article 6 mais s'il faut le faire tout de suite ou plus tard.

C'est ainsi, par ce constant glissement du raisonnement, que M. Gorbatchev a fait, depuis cinq ans, avancer les choses. Compte tenu du bas niveau politique général, l'appareil n'a vu le danger de la veille que lorsque se profilait celui du lendemain et la population n'a commencé (très tardivement) à croire au changement que pour le trouver (soudain) trop lent. Le temps passant, l'opposition conservatrice a fini par s'organiser tandis que le soutien populaire allait à des dirigeants plus libres de leurs déclarations.

Le danger devenait réel pour M. Gorbatchev, qui a su utiliser et précipiter le séisme centre-européen pour, d'un coup, à accroître encore sa popularité à l'étranger, à contraindre les gouvernements occidentaux à négocier avec lui une tentative de canalisation du bouleversement européen — à donner à voir à ses radicaux et à créer l'irréversible face à ses conservateurs.

Horifiés par ce qui se passe dans le reste de l'ancien bloc mais terrifiés aussi par l'idée de subir le sort d'un Honecker ou d'un Jivkov, les membres du comité central se sont donc entendus dire que les événements de Prague ou de Berlin étaient un « *abusissement logique* » et que, pour les communistes d'Europe centrale, « *ont maintenant à apprendre sur le tas la science du travail politique dans les nouvelles conditions du pluralisme réel* ».

En clair, qu'ils se débrouillent. Car l'Union soviétique « *fonde ses relations avec les pays européens — qu'ils aillent à*

[leurs] transformations depuis assez longtemps, en aient seulement pris la route ou aient encore à le faire — sur l'unique position de la reconnaissance de la liberté de choix (...), y compris du choix de système

Suit le développement connu sur l'impossibilité d'accepter une quelconque modification du *statu quo* européen en dehors d'un cadre négocié. Sur ce point, M. Gorbatchev se montre ferme, mais c'est pour dire que « *l'une des tâches principales est maintenant d'intégrer graduellement les économies des pays [ceux du COMECON] dans les structures paneuropéennes et mondiales* ».

Divisions

chez les radicaux

A la veille de l'ouverture, ce mardi, de la deuxième session du Congrès des députés du peuple, le chef de l'Etat a commencé aussi à marquer des points auprès des députés radicaux du « *groupe interrégional* ». Ceux-ci se sont en effet, dimanche, d'un appel lancé par M. Sakharov et quatre autres élus à une grève générale de deux heures, ce lundi, en faveur de l'abrogation de l'article 6. « *Manque de concertation* », « *fonctionnement de parti (communiste)* », leur a-t-on lancé. Mais le fond du problème est que l'opposition des députés radicaux à M. Gorbatchev est moins vive après Prague qu'avant.

Dans la foulée, le secrétaire général a fait entrer le nouveau premier secrétaire ukrainien, M. Ivachko, au bureau politique, et le nouveau directeur de la *Pravda*, son ami, M. Ivan Frolov, au secrétariat.

Le plénum a enfin créé un « *bureau russe* » présidé par M. Gorbatchev. La Fédération de Russie est, jusqu'à présent, la seule des quinze Républiques à ne pas avoir son propre parti, confondus avec le parti fédéral. Cette discrimination avait pour objet d'éviter l'apparition d'un premier secrétaire russe disposant d'une majorité automatique au sein du PCUS, à l'heure de la reconnaissance des autonomies. Cela n'était toutefois pas tenable. Il y aura bientôt un parti russe, et rien n'en sera simplifié.

BERNARD GUETTA

(1) C'est ainsi qu'a récemment été décrit M. Gorbatchev par les nouvelles de Moscou.

RDA : la campagne électorale est ouverte

Après son congrès extraordinaire du week-end, le parti communiste est-allemand doit maintenant se préparer à affronter les élections du 6 mai prochain. L'éparpillement des forces politiques dans le prochain Parlement pourrait lui laisser un rôle non négligeable.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Les deux mille sept cent cinquante-trois délégués du congrès extraordinaire de l'ex-SED

auront eu juste le temps de se remettre de leur longue nuit du début du week-end avant d'affronter, lundi 11 décembre, leurs militants et leurs collègues de travail et juger ainsi de l'impact des décisions prises par leur parti pour rompre avec le passé. La mise en place d'une nouvelle structure de direction, qui doit garantir la démocratie interne du parti et la volonté désormais affichée de se battre pour une société politique pluraliste, doit, espèrent les nouveaux dirigeants, donner sa chance à un nouveau type de socialisme en RDA. Bref, la campagne électorale est ouverte.

Deux mille passages quotidiens

L'émigration des Allemands de l'Est en RFA a changé de nature

Les Allemands de l'Est sont encore deux mille environ chaque jour à venir s'installer en RFA mais, selon la police des frontières ouest-allemande, la majorité des nouveaux arrivants en RFA sont désormais des hommes qui viennent seuls, après avoir tout laissé derrière eux, notamment leurs familles.

« *Ceux qui se présentent dans les camps de premier hébergement forment un véritable explosif social* », estime M^{me} Brigitte Eberle, porte-parole des services sociaux de la ville de Hambourg. Il est rare aujourd'hui, remarque-t-on dans les camps d'accueil, que les réfugiés invoquent des rai-

sons politiques pour expliquer leur volonté de quitter la RDA. La plupart sont originaires des milieux les plus défavorisés de la société est-allemande et sont attirés par le bien-être et la richesse en Allemagne de l'Ouest.

Dimanche 10 décembre, le vice-président du Parti social-démocrate (SPD), M. Oskar Lafontaine, a demandé que soit mis fin, par des moyens juridiques, à l'exode des Allemands de l'Est. Selon un récent sondage de l'institut Infas, deux tiers des Allemands de l'Est estiment que les Allemands de l'Est n'ont plus de raison de quitter leur pays. — (AFP.)

Il a fallu attendre la fin de matinée de samedi pour que le décompte final des votes pour l'élection de la nouvelle direction mette un point final à seize heures de débats. Elu à bulletin secret avec 95,3 % des voix, le nouveau président du parti, M. Gregor Gysi, dont la personnalité tranche singulièrement avec celle de ses prédécesseurs, incarne sans doute la dernière chance du parti de convaincre de sa mutation. Le maire de Dresde, M. Wolfgang Berghoff, que l'on a vu à tout instant ces derniers jours aux côtés de M. Gysi, s'était lui-même effacé devant la candidature de ce dernier. Les stratégies du parti ont préféré un homme dont l'intégrité ne peut absolument pas être mise en cause et qui représente une rupture totale avec l'ancien appareil communiste. Le seul lien de M. Gysi avec ce dernier est l'Union des avocats, à la tête de laquelle il s'était engagé dans un combat pour un minimum de respect des droits des citoyens. Depuis les premières manifestations, il n'avait perdu aucune occasion, y compris dans les meetings publics, pour réclamer un Etat de droit. Il sera assisté dans ses fonctions par quatre vice-présidents, dont M. Berghoff, et le premier ministre, M. Hans Modrow, dont les interventions ont eu un effet décisif dans les moments importants du congrès.

Etrier de mauvaises

surprises

Les partis sont désormais ouverts en prévision des élections du 6 mai prochain. Les nouveaux dirigeants partent avec la conviction que, s'ils ne peuvent prétendre à une majorité dans le futur Parlement, le parti continuera néanmoins d'y jouer un rôle de premier plan. On table, selon les uns ou les autres,

sur un score de 15 à 20 %. M. Berghoff estimait que l'éparpillement des forces politiques dans le prochain Parlement donnerait à tout parti qui pourrait atteindre un tel score une influence non négligeable. Ce calcul est fondé, cependant, sur la participation aux élections des seules forces actuellement connues, représentées à la table ronde qui s'est ouverte la semaine dernière entre les partis de la coalition gouvernementale et les groupes d'opposition. Théoriquement, la Constitution actuelle, qu'il n'est prévu de changer qu'après les élections, permet d'éviter de mauvaises surprises en écartant d'emblée toute nouvelle formation qui ne se reconnait pas dans le socialisme ou qui refuserait l'existence de deux Etats allemands séparés. Cette précaution ne vaut cependant que si la situation se stabilise. Certains dirigeants du parti reconnaissent que tout pourrait changer si des formations plus radicales parvenaient à mobiliser des centaines de milliers de personnes dans la rue pour exiger leur participation aux élections.

Samedi prochain, le congrès se réunira à nouveau pour adopter les grandes lignes d'un projet de programme. Une première « *contribution à la discussion* » a été approuvée samedi 9 décembre. Le parti y estime « *de son devoir de s'écarter devant le peuple de ce que l'ancienne direction du SED a plongé notre pays dans une crise qui menace son existence* ». La contribution affirme la volonté de créer un nouveau parti, socialiste, qui se reconnait dans le « *pluralisme politique* », qui souhaite une coopération au niveau international avec les sociaux-démocrates, qui entend prouver sa volonté de changement en réduisant de manière considérable son appareil

et en modifiant son organisation de manière à bien marquer la séparation du parti et de l'Etat.

Le gouvernement entend montrer aussi sa volonté d'aller de l'avant pour résoudre la crise économique. Le premier ministre, M. Hans Modrow, réunissant dimanche 10 décembre les directeurs des combats, a insisté sur l'importance de la stabilisation économique du pays pour le succès de la démocratisation.

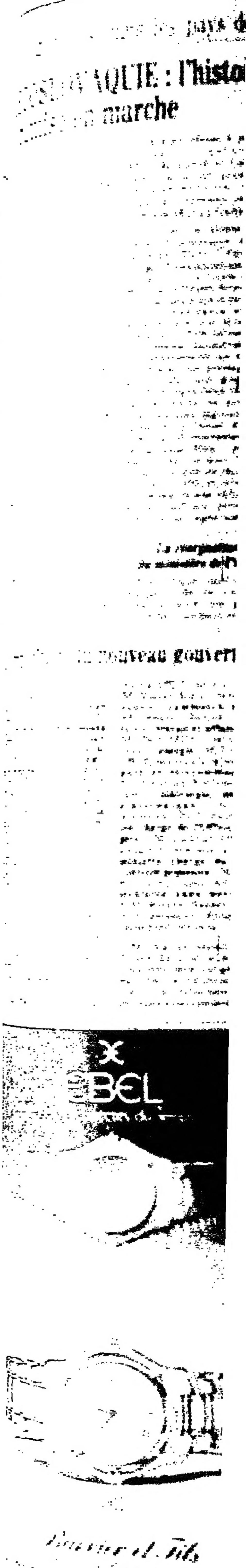
M. Modrow envisage, dans l'immédiat, deux étapes. Une première, intermédiaire, d'ici à 1992, pour stabiliser l'économie et amorcer les changements de structures nécessaires ; la deuxième étape, jusqu'en 1993, devrait, selon lui, permettre de voir l'économie est-allemande s'intégrer progressivement dans la division internationale du travail et ses entreprises affirmer leur indépendance en se basant sur le marché.

En attendant une réforme de la Constitution, le gouvernement va prendre, a indiqué M. Modrow, toutes les mesures nécessaires pour donner des garanties à ceux qui voudraient investir dans le pays, notamment pour les prises de participation ou les transferts de bénéfices.

HENRI DE BRESSON

Manifestation contre la réunification. — Des milliers d'Allemands ont manifesté samedi à Berlin-Ouest et à Berlin-Est, à l'initiative d'étudiants est-allemands, contre les pressions exercées par le gouvernement de Bonn en faveur de la réunification des deux Allemagnes.

Des étudiants est-allemands portaient des banderoles s'interrogeant sur « *la réunification pour quoi ?* ». — (Reuter.)



EUROPE

des changements dans les pays de l'Est

TCHÉCOSLOVAQUIE : l'histoire s'est remise en marche

Suite de la première page

Posément, du haut du balcon du journal *Svobodné Slovo*, M. Vaclav Havel énumérait dimanche l'incroyable destin de ses compatriotes émervillés : l'entrée dans le gouvernement de gens qui, comme le vice-premier ministre M. Jan Carnogursky, étaient encore emprisonnés pour leurs idées il y a quinze jours, de signataires de la Charte 77 comme le ministre des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, la disparition du poste de ministre de l'intérieur, la nomination d'un autre signataire de la Charte 77, le Slovaque émigré Kusy, à la tête de l'Office fédéral pour la presse et l'information, organisme qui permettait jusqu'ici au pouvoir de contrôler étroitement les médias. Après chaque nom, les manifestants applaudissaient à tout rompre, en criant : « C'est ça ! » ou « Victoire ! » CHAMP.

Ce gouvernement d'entente nationale compte, sur vingt et un membres, sept personnes non affiliées à un parti politique, deux représentants de chacun des deux partis qui ont pris leurs distances, ces dernières semaines, avec le PCT, le Parti socialiste et le Parti populaire, et dix communistes. Huit ministres, dont deux communistes (MM. Komarek et Dlouhy) et les deux du Parti populaire ont le soutien direct du Forum civique,

qui a ainsi réussi à placer deux fortes personnalités, MM. Komarek et Carnogursky, aux postes de premier vice-premier ministre, encadrant ainsi solidement le premier ministre Marian Calfa.

Celui-ci ne donne d'ailleurs guère l'impression de vouloir résister. Dans l'équipe qu'il dirige, l'ex-opposition disposera de la maîtrise totale de l'économie, des affaires étrangères, elle aura la haute main sur l'information et partagera avec lui la supervision du ministère de l'intérieur. Très calme, M. Calfa a expliqué lui-même tous ces bouleversements au cours d'une conférence de presse, dimanche après-midi : son gouvernement, a-t-il dit, aura deux tâches essentielles : celle de préparer les modifications législatives nécessaires à la tenue d'élections libres et démocratiques, qu'il verrait assez bien, « personnellement », se dérouler fin juin (le Forum civique les réclamait d'ici à juillet) 1990, et celle de « mettre en œuvre une réforme économique radicale permettant de sortir de la stagnation ».

La réorganisation du ministère de l'intérieur

Mais l'une des innovations majeures de ce cabinet, qui constitue aussi une grande première dans un pays socialiste, est

la réorganisation du ministère de l'intérieur. Cette question a été la plus épineuse des toutes les négociations : « Cela fait quarante-trois ans que le ministère de l'intérieur est communiste, et il était pour nous totalement inacceptable que ça continue », a commenté plus tard l'un des négociateurs du Forum civique, M. Saich Vondra. Pour sa part, M. Calfa a reconnu que « la population devait être absolument convaincue que tout l'appareil de sécurité serait contrôlé par le gouvernement ».

Alors que les informations pulvaient ces jours-ci sur des archives que l'on fait brûler ça et là, il a donc été prévu de placer, pour l'instant, le ministère de l'intérieur sous la direction du triumvirat Calfa-Komarek-Carnogursky, puis, dans un second temps, d'en séparer l'appareil de la police politique, le tristement célèbre STB, pour l'intégrer dans un « comité de sûreté », qui dépendra directement de M. Carnogursky, en tant que premier vice-premier ministre chargé de l'administration d'Etat. Pourquoi dans un second temps ? Parce que, a expliqué candidement M. Calfa à ses interlocuteurs, « il s'agit d'organismes extrêmement complexes et il faut moi-même d'abord commencer à en faire la police chargée de la sûreté d'Etat ». Il faudra donc commencer par démanteler ce monstre qui, en quarante ans, était devenu un Etat dans l'Etat.

Comme touché par la grâce de l'histoire, M. Calfa a donné l'image d'un homme ouvert et

conciliant, « regrettant profondément » que le nouveau ministère des affaires étrangères ait dû passer trois ans en prison, « ouvrant la porte » à tous les émigrés, se plaçant, bien que membre du PCT, « au-dessus des partis » et évoquant « les jours difficiles » que vient de vivre son pays. A qui la faute ? lui demanda-t-on. « A nous tous, ceux qui avaient une certaine manière de diriger, et ceux qui l'ont respectée », répondit-il.

Il y eut beaucoup de tension et de drame dans ces deux jours de négociations, vendredi et samedi, et il y eut aussi des moments cocasses, comme lorsque le ministre des affaires étrangères sortait, M. Jaromir Johanes, qui aurait apparemment bien aimé rester en place, cherchant désespérément à être reçu par le Forum civique où l'on déclarait ne pas avoir le temps. M. Johanes alla jusqu'à annoncer vendredi le rappel de vingt et un ambassadeurs. « C'est bon, s'amusaient en privé un futur membre du gouvernement, il fait le ménage à notre place ». Il fallait voir dimanche cette équipe gouvernementale aussi disparate que possible répartie en autobus, « par mesure d'économie », du « château », le palais présidentiel, où les nouveaux ministres venaient de prêter serment devant un chef de l'Etat qu'ils avaient fait trembler.

La bataille de la présidence

« Nous n'avons pas encore gagné », avertissait pourtant M. Vaclav Havel devant les manifestants. Une nouvelle bataille s'ouvre en effet : celle de la présidence de la République, à laquelle le Forum civique a officiellement présenté son candidat dimanche, M. Vaclav Havel. « Havel au château ! », scandait à l'unisson la place Venceslas. Mais l'affaire n'est visiblement pas jouée puisqu'il faut pour cela convaincre un Parlement communiste à 85 % d'élire un individu désigné jusqu'à ces derniers mois comme le pire agent de l'impérialisme bourgeois. Il est vrai que ce même Parlement a voté comme un seul homme, le

29 novembre, l'abolition du rôle dirigeant du PC, mais l'introduction d'autres candidatures pourrait brouiller les cartes, même si le Forum affirme avoir obtenu l'accord des représentants des partis politiques à la table ronde, « y compris celui de M. Mohorita », membre du bureau politique du PCT, pour que le nouveau président soit tchèque et non membre d'un parti, conditions satisfaites par Havel. Vaclav Havel lui-même a fait savoir qu'il n'était candidat qu'à la condition d'occuper ces fonctions seulement jusqu'à l'élection d'un Parlement démocratique, donc pour quelques mois.

Dimanche soir, Havel était encore le seul candidat déclaré. M. Alexandre Dubcek, l'ancien leader du « printemps de Prague », a fait savoir par l'agence CTK qu'il ne se déroberait pas si on le sollicitait, et le Forum civique précisait aussitôt qu'il ne soutiendrait pas une éventuelle candidature de M. Dubcek. On parlait aussi de M. Cestmir Cisar, ancien responsable de 1968 exclu du parti, rumeur à laquelle Obroda, le mouvement des anciens communistes de 1968, réagissait aussitôt en apportant son soutien à Havel. Le Forum civique pourrait, en fait, avoir intérêt à battre le fer pendant qu'il est chaud et, plutôt que d'attendre les deux semaines autorisées par la Constitution, précipiter l'élection du président mardi ou mercredi, lorsque le Parlement doit se réunir pour approuver le nouveau gouvernement.

Apparu pour la première fois en costume-cravate à la télévision samedi soir, lors de la table ronde, Vaclav Havel tenait déjà, dimanche, un langage de père de la nation, qui a d'ailleurs beaucoup ému les Pragois : « Ne laissez pas souiller le beau visage de notre révolution tranquille, a-t-il dit, avant que l'on entonne l'hymne national en faisant le V » de la victoire. Elle est née de la révolte contre la violence, la saleté, l'intrigue, la mafia, les privilèges et les persécutions. Que la vérité et l'amour l'emportent sur le mensonge et la haine. »

SYLVIE KAUFFMANN

BULGARIE : Près de 100 000 manifestants ont réclamé la poursuite des réformes

Près de 100 000 personnes ont manifesté dans le calme dimanche 10 décembre à Sofia pour réclamer l'abolition du rôle dirigeant du Parti communiste et l'organisation d'élections libres. Rassemblés sur la place Alexandre-Nevski, à l'appel de dix-neuf organisations indépendantes, les manifestants ont demandé d'autre part la démission collective du comité central du Parti communiste (PCB) au cours du plénum spécial qui doit s'ouvrir ce lundi. Vendredi 8 décembre (*Le Monde* daté 10-11 décembre), le bureau politique du parti avait été profondément remanié dans un sens favorable au nouveau numéro un, M. Petar Mladenov, considéré comme un réformateur. L'ancien dirigeant Todor Jivkov avait été exclu du comité central.

Les manifestants exigent que le processus de démocratisation soit mené à son terme. Dans une résolution adoptée à l'issue de la manifestation, ils ont demandé la séparation des pouvoirs du parti et de l'Etat, la dissolution des organes du PC dans les entreprises et les tribunaux. Ils ont aussi demandé la dissolution du département politique de l'armée.

Les manifestants ont aussi réclamé la création d'une commission parlementaire chargée d'examiner le « conflit ethnique » entre la population bulgare et les musulmans. Plus de 300 000 Bulgares d'origine turque, fuyant la politique d'assimilation des anciens dirigeants, ont émigré en Turquie. Plusieurs milliers sont déjà revenus. — (AFP).

LIVRES

POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS 4
Tél. : 43-28-51-09

La composition du nouveau gouvernement

Prague (AFP). — Voici la composition du nouveau gouvernement fédéral tchécoslovaque : premier ministre : M. Marian Calfa (PCT, sortant) ; premiers vice-premiers ministres : MM. Jan Carnogursky (sans parti, nouveau), Václav Komarek (PCT, nouveau) ; vice-premiers ministres : MM. František Pitra (PCT, sortant), Joseph Hromádka (sans parti, sortant), František Reichel (Parti populaire, nouveau à ce poste, chargé de la commission d'Etat pour le développement scientifique et technique) ; Oldrich Bursky (Parti socialiste, nouveau, chargé du ministère de l'agriculture et de l'alimentation) ; Vladimir Dlouhy (PCT, nouveau, président de la commission du Plan).

(Un poste de vice-premier ministre sera occupé ultérieurement par le nouveau chef de gouvernement régional slovaque, M. Milan Cich (PCT, nouveau), une fois son gouvernement formé.)

Affaires étrangères : M. Jiri Dienstbier (sans parti, nouveau) ; défense nationale : M. Miroslav

Vacek (PCT, sortant) ; finances : M. Vaclav Klaus (sans parti, nouveau) ; commerce extérieur : M. Andrej Barcak (PCT, sortant) ; travail et affaires sociales : M. Petr Miller (sans parti, nouveau) ; énergie : M. František Pinc (PCT, nouveau à ce poste) ; transport et télécommunications : M. František Podlaha (PCT, sortant) ; sidérurgie, mécanique et électronique : M. Ladislav Vodrazka (PCT, sortant) ; ministre chargé de l'Office fédéral des prix : M. Ladislav Dvacek (Parti socialiste, nouveau à ce poste) ; ministre chargé du comité de contrôle populaire : M. Kvetoslava Korinkova (sans parti, sortant) ; ministre sans portefeuille : M. Richard Sacher (Parti populaire, nouveau) ; Robert Martinko (sans parti, nouveau).

M. Vaclav Havel a annoncé dimanche que le ministère de l'intérieur sera dirigé provisoirement par un triumvirat composé du chef du gouvernement et des deux premiers vice-premiers ministres.

■ **HONGRIE** : élections générales le 18 mars. — Le premier ministre hongrois, M. Miklos Nemeth, a apporté son soutien, dimanche 10 décembre, à la « proposition de l'opposition de tenir, le 18 mars prochain, les premières élections parlementaires libres en Hongrie depuis 1947 ».

M. Nemeth a appelé le Parlement, qui doit se réunir le 18 décembre, à adopter le programme économique d'urgence, « Si le Parlement n'acceptait pas ce programme, la Hongrie n'obtiendrait pas d'assistance de la part de la CEE et des vingt-quatre pays » qui se sont mis d'accord pour soutenir la Hongrie et la Pologne, a dit le premier ministre.

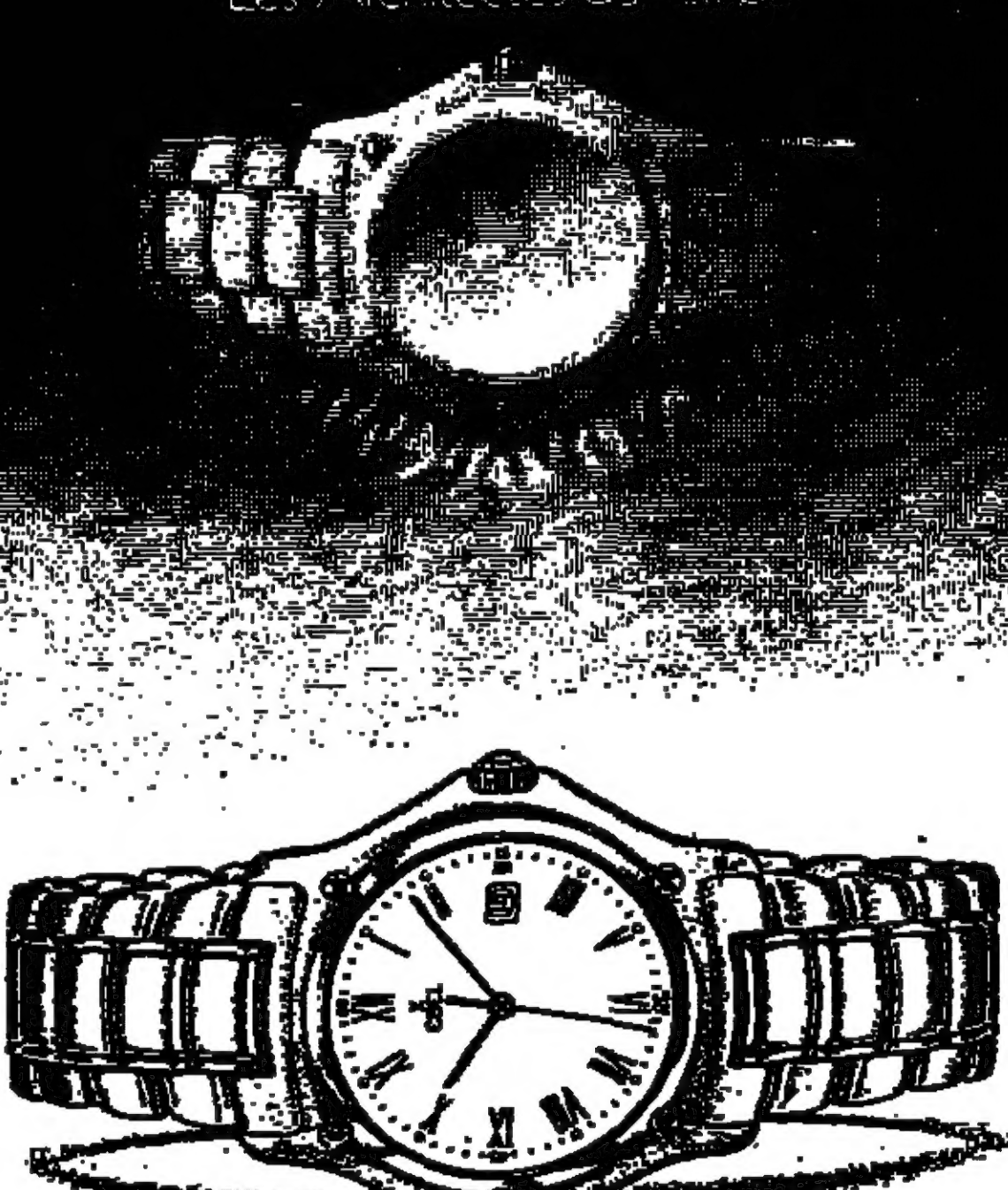
D'autre part, un ancien dissident hongrois n'a pas réussi, samedi 9 décembre, à se faire élire au Parlement lors d'un scrutin partiel, parce que le taux de participation n'a pas atteint les 50 % minimum requis. — (AFP, Reuter.)

■ **POLOGNE** : les émeutes dans les prisons ont fait sept morts. — Lors des révoltes qui ont affecté plusieurs prisons polonaises, sept détenus ont été tués, a annoncé, dimanche 10 décembre, le porte-parole du ministère de la justice. Les ministères des prisons, qui réclament le bénéfice de l'amnistie du 16 novembre dont sont notamment exclus les récidivistes, ont pris fin dans deux établissements, mais, dans dix-sept autres, près de quatre mille détenus avaient déclenché dimanche une grève de la faim. Cinq des prisonniers retrouvés morts auraient été victimes de « règlements de compte », selon la télévision. — (AFP, Reuter.)

■ **ROUMANIE** : un rugbyman fait défection en Grande-Bretagne. — Un membre de l'équipe de rugby, qui a rencontré l'Ecosse, samedi 9 décembre à Murrayfield, s'est rendu dimanche dans un commissariat d'Edimbourg pour demander à rester en Grande-Bretagne. Les services d'immigration, qui examinaient dimanche après-midi la requête de Christian Raducanu, vingt-deux ans, n'étaient pas en mesure de préciser s'il souhaitait demeurer de manière temporaire ou définitive dans le pays. — (AFP.)

■ **YOUGOSLAVIE** : 30 000 Croates ont signé une pétition pour le multipartisme. — Lancée par douze organisations politiques indépendantes de Croatie, une pétition a été signée, dimanche 10 décembre, par plus de 30 000 personnes qui réclament la légalisation des mouvements d'opposition, la libération de tous les prisonniers politiques, l'arrêt des « persécutions » et surtout l'organisation rapide d'élections libres pour un nouveau parlement de Croatie qui devrait notamment participer à l'élaboration d'une nouvelle constitution fédérale. Une véritable tempête de passions nationalistes déferle actuellement sur la Yougoslavie, où la Serbie et la Slovanie (appuyée par la Croatie) ont rompu leurs relations. — (AFP.)

EBEL
Les Architectes du temps




-1911-

Barrier et Fils
Horloger-Joaillier depuis 1901
20, av. Franklin-Roosevelt - 75008 Paris - Tél. : 42 89 15 29

UN INTELLECTUEL EN POLITIQUE

Elisabeth BADINTER Robert BADINTER

CONDORCET



Un intellectuel en politique

140 F
600 p.

Fayard

Correspondance inédite de Condorcet et Madame Suard.
Editée, présentée et annotée par Elisabeth Badinter
99 F - 266 p.

FAYARD

ASIE

La visite officielle en France du premier ministre du Laos

« La direction du parti est dictée par une mission historique »

nous déclare M. Kayson Phommavanh

A l'initiative de M. Michel Rocard, M. Kayson Phommavanh, premier ministre du Laos, fait une visite officielle en France du 11 au 14 décembre. Il sera reçu le 12 à déjeuner par M. Mitterrand.

VIENTIANE

de notre envoyé spécial

Secrétaire général du Parti populaire révolutionnaire laotien depuis sa création en 1955 et président du conseil des ministres depuis la fondation de la République démocratique et populaire du Laos en 1975, M. Kayson Phommavanh va découvrir la France à l'occasion de cette visite officielle.

Pendant trente ans, M. Kayson, aujourd'hui âgé de soixante-neuf ans, a coopéré étroitement avec les Vietnamiens, d'abord pour évincer d'Indochine les Français puis contre les factions laotiennes soutenues par les États-Unis. Cette deuxième guerre a laissé le Laos en ruine. « Nous avons des paysans qui se font encore tuer par des bombes à billes », dit-il. En 1985, le Laos a été le premier des États indochinois à libéraliser radicalement son économie et à s'ouvrir sur l'Occident. Avant son départ de Vientiane, au cours d'un rare entretien accordé à un journaliste — en français, une langue qu'il maîtrise bien, même s'il ne l'a pas parlée « depuis quarante ans » —

M. Kayson a notamment fait le point des réformes entreprises depuis quatre ans.

« Peut-on déjà dresser un premier bilan des réformes ? »

— D'abord, la population est très contente. Au début, nous manquions d'expérience et avions appliqué un mécanisme de gestion bureaucratique. Les résultats n'ont pas été bons. Nous appliquons désormais la loi du marché. Il faut une circulation libre, mais légale, des marchandises. Il faut poursuivre l'effort dans tous les domaines. Cependant, ce processus de renouveau se trouve encore dans sa phase expérimentale, qui n'est pas dépourvue de difficultés.

— Quelles sont les priorités ?

— Le Laos est l'un des quatre pays les plus arriérés du monde. Nous sommes riches mais très pauvres : nous disposons de beaucoup de ressources mais elles sont inexploitées. Il nous faut désormais être très efficaces. Il y a quatre priorités, dans l'ordre : le niveau d'instruction, la formation de capital, les transferts de technologie et la formation de gestionnaires.

— L'ouverture sur le monde extérieur va donc se poursuivre ?

— Nous accordons une attention particulière à ce renouveau de nos relations économiques avec l'exté-

rieur, à la recherche de l'assistance financière et technologique des pays étrangers. Nous sommes heureux de constater que la coopération avec les autres pays connaît de nouveaux développements. Même si, puisque ceci est tout à fait nouveau pour nous, il sera difficile d'éviter des insuffisances et d'autres phénomènes négatifs.



— Que pensez-vous des changements en cours en Europe de l'Est et en URSS ?

— Cette restructuration et ces réformes sont des nécessités impérieuses. Chaque pays a sa manière de répondre aux aspirations et aux intérêts d'un peuple multiculturel, à développer une économie plus efficace, un régime plus démocratique et une société plus juste. De la pratique de ce renouveau, nous avons tiré deux leçons : que le parti et l'État doivent s'employer à lutter contre la bureaucratie et l'éloignement des masses ; que le renouveau est l'œuvre du peuple lui-même et qu'il faut absolument s'appuyer sur lui, développer largement ses droits démocratiques et l'écouter attentivement.

— Diriger demeure donc la prérogative du parti ?

— À travers la longue période de lutte pour la libération nationale, pour la sauvegarde et l'édification de la nation, ainsi qu'à travers le processus de renouveau, le peuple reconnaît et fait profondément confiance à la direction du parti et au gouvernement. Nous estimons que la direction du parti n'est pas du domaine de la prérogative mais est bel et bien dictée par une mission historique.

— CHINE : Nouvelle protestation anti-française. — Le ministère chinois des affaires étrangères a protesté, jeudi 7 décembre, auprès de l'ambassade de France à Pékin, dénonçant comme « une ingérence intolérable » la remise lundi dernier du prix de la Mémoire au dalaï-lama, par Mme Danielle Mitterrand.

— LIBAN : Après l'assassinat de Moawad. — BOUFGHOUT-MOUBUTU : Quel médiateur ? — PALESTINE : Interview exclusive de Yasser Arafat. — ALGER-RABAT : Le mur du Sahara. — ÉTHIOPIE-ÉRYTHÉE : Le temps presse. — LIBYE-TCHAD : Entre dialogue et conflits. — Soudan : Chancelante dictature. — NAMIBIE : Lendemain de victoire. — PAKISTAN : Sursis pour Benazir. — COLOMBIE : La guerre qui n'aura pas lieu. — BOXE : Les professionnels africains, etc.

EN VENTE PARTOUT

Le nouveau
afrique
asie

AMÉRIQUES

À la réunion des présidents d'Amérique centrale

Le Nicaragua est mis au banc des accusés

SAN JOSE (Costa Rica)

de notre correspondant en Amérique centrale

La réunion des cinq présidents d'Amérique centrale a commencé ses travaux, dimanche 10 décembre, au Costa Rica dans un climat tendu qui laisse peu d'espoir de parvenir à un accord. Quatre points étaient à l'ordre du jour : la fin des hostilités au Salvador ; le rétablissement des relations entre ce pays et le Nicaragua ; la démolition des « contras » antisémites et la plainte déposée par le Nicaragua devant la Cour internationale de La Haye, contre le Honduras qui abrite les camps de la Contra.

Contrairement à son habitude, le président du Nicaragua, M. Daniel Ortega, ne s'est pas présenté en uniforme militaire à son arrivée à San José. Mais cette concession vestimentaire n'a pas suffi à convaincre les présidents du Salvador, M. Alfredo Cristiani, du Honduras, M. José Azcona, du Guatemala, M. Vinicio Cerezo, et du Costa Rica, M. Oscar Arias, qui accusent Managua de jouer un double jeu en alimentant en armes la guérilla salvadorienne.

Les présidents d'Amérique centrale ont manifesté leur mauvaise humeur en refusant d'étudier une proposition de cessez-le-feu du Front Farabundo Martí pour la

libération nationale qui leur a été transmise par M. Ortega.

Le document de la guérilla aurait été rejeté par le gouvernement salvadorien parce qu'il reprend la plupart des propositions déjà présentées en octobre à San José ; elles avaient alors été qualifiées de « ridicules » par le président Cristiani. Le FMLN demande un « cessez-le-feu immédiat supervisé par des organismes internationaux » alors que le gouvernement exige « un arrêt définitif des hostilités » et la réintégration des rebelles à la vie politique.

Les autorités salvadoriennes n'excluent pas de reprendre le dialogue à condition toutefois que « le FMLN donne des gages de sa bonne foi en prouvant qu'il n'est pas en train de préparer une nouvelle offensive pendant qu'il négocie ». Le gouvernement refuse cependant de proclamer une trêve pour la période de Noël.

La bonne volonté du président costaricien, qui a reconnu que son plan de paix vivait des « moments difficiles », ne semble pas suffisante pour mettre un terme aux dialogues de sourds au Salvador et au Nicaragua. Pour sortir de l'impasse, le Honduras et le Costa Rica ont évoqué la possibilité de faire appel aux États-Unis et à l'Union soviétique.

BERTRAND DE LA GRANGE

■ ÉTATS-UNIS : Un nouveau « justicier » dans le métro de New York. — Un inconnu a poignardé un voleur qui s'acharnait avec un complice sur un passager du métro new-yorkais, samedi 9 décembre à proximité de Harlem. Après avoir prévenu l'agresseur que ce qu'il faisait était « mal », l'homme lui a plongé un couteau dans la poitrine — le blessant grièvement — avant de disparaître dans la foule. Cet incident rappelle l'histoire de Bernard Goetz, le « justicier » qui, dans ce même métro, avait tiré sur une bande de voyous menaçants, en décembre 1984.

■ Le policier qui avait déclenché les émeutes de Miami est reconnu coupable. — William Lozano, le policier d'origine hispanique qui avait tiré, le 16 janvier dernier à Miami, sur deux motocyclistes ayant refusé de s'arrêter après avoir commis une infraction, a été reconnu coupable d'usage intempestif de son arme à feu, jeudi 7 décembre. Il risque une peine de quarante-cinq jours de prison. Cet incident avait provoqué trois jours d'émeutes dans les quartiers noirs de la ville qui s'étaient soldés par deux morts, onze blessés et trois cents arrestations. — (AFP.)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

La Conférence pour un Avenir démocratique veut « intensifier la lutte contre l'apartheid »

La Conférence pour un avenir démocratique (CAD) a annoncé, dimanche 10 décembre, un programme d'action de masse contre le gouvernement d'apartheid pour « intensifier la lutte contre l'apartheid » en Afrique du Sud. La conférence, à laquelle ont assisté quatre mille six cents délégués de toutes races, a décidé d'organiser, dans tout le pays, des manifestations, des grèves et des actions de défilé aux « lois de l'apartheid ».

La CAD a appelé les Blancs à descendre dans les rues pour exprimer leur opposition à l'apartheid. Elle se déclare, en effet, « convaincue que le gouvernement de De Klerk n'est pas favorable à l'établissement d'une Afrique du Sud démocratique ni [prêt à] mener de vraies négociations ».

Une « première historique » : la Conférence a réuni les militants antipartheid du Mouvement des masses démocratiques (MDM) et les intransigeants du Mouvement de la conscience noire, qui refusent que des Blancs participent à « la lutte » contre la discrimination raciale.

Néanmoins, deux importantes organisations antipartheid n'ont pas participé à ce rassemblement : il s'agit du mouvement zulu Inkatha, fort d'un million cinq cent mille membres, qui n'avait pas été invité, et de l'Organisation radicale récemment créée, le Mouvement pan-africain. Celui-ci a refusé de s'engager à la conférence aux côtés des membres du Parti démocratique libéral (qui est représenté au Parlement de Pretoria), les qualifiant de « collaborateurs ». — (AFP.)

■ TCHAD : adoption de la nouvelle Constitution. — La radio tchadienne a confirmé, dimanche 10 décembre, l'adoption de la nouvelle Constitution tchadienne et la reconduction à la tête de l'État du président Hissène Habré. Ce résultat sans surprise a été annoncé d'après une première estimation établie avec les résultats partiels parvenus des bureaux de vote de différentes provinces tchadiennes. — (AFP.)

■ NIGER : « oui » massif pour le président Saibou. — Le « oui » l'a massivement emporté, dimanche 10 décembre, lors de l'élection plébiscite du président Ali Saibou et des quatre-vingt-trois candidats députés du Niger, selon les premiers résultats disponibles à Niamey. La Commission nationale de recensement des résultats a indiqué que, pour l'élection présidentielle, le « oui » au général Saibou l'avait emporté par 99,70 % des suffrages exprimés, les abstentions ne représentant que 3,98 % des inscrits. Les premiers résultats concernant l'élection des députés sont assez comparables, mais avec un peu plus de « non ». — (AFP.)

Océan Indien

COMORES

Des négociations sont en cours pour obtenir le départ des mercenaires

De nouvelles négociations ont eu lieu, dimanche 10 décembre, entre la France, l'Afrique du Sud et Bob Denard pour obtenir le départ du mercenaire français des Comores, a-t-on appris lundi 11 décembre de sources informées à Moroni. « Les négociations progressent », a déclaré, un diplomate qui a requis l'anonymat.

Les préparatifs militaires continuent dans les îles françaises de Mayotte et de la Réunion, en vue d'une éventuelle opération d'évacuation des mille six cents ressortissants français aux Comores. « Nous attendons une décision politique », a déclaré à la Réunion le lieutenant-colonel Philippe Chariot, du Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA). L'opération préparée concerne à la fois des forces navales et des forces aériennes, avec l'utilisation de la plate-forme de Mayotte comme base de départ et d'arrivée.

L'île française de Mayotte est située dans l'archipel des Comores, passé sous le contrôle du mercenaire Bob Denard depuis l'assassinat, le 26 novembre, du président Ahmed Abdallah.

Cinq hélicoptères Puma et cinq avions de transport Transall sont arrivés à Mayotte, où est arrivé également, de Djibouti, le commando de marine Jaubert, a-t-on précisé de source militaire. Un autre commando de marine est aussi arrivé à la Réunion. Trois navires de guerre sont en outre mouillés à Mayotte, a-t-on constaté sur place. Il s'agit du pétrolier-ravitailleur *Marne*, de l'avisos-croiseur *Protet*, et du patrouilleur *Boudeuse*. Le navire de transport *Agos* *La Grandière* est attendu à Mayotte. Une antenne chirurgicale a été installée à bord du *Marne*.

Le ministère français de la défense avait indiqué, samedi 9 décembre, qu'il n'était « pas question d'une intervention militaire française » aux Comores. Il avait précisé que des dispositions avaient « simplement été prises pour une éventuelle évacuation des ressortissants français » de l'archipel. — (AFP.)

La remise du prix Nobel de la paix au dalaï-lama

L'apologie de la non-violence

OSLO

de notre correspondante en Scandinavie

Un spectacle insolite que celui de quelque deux cents Tibétains accueillant, dans la neige, devant la vieille université d'Oslo, avec tambours, flûtes et encens, leur chef spirituel en exil depuis trente ans, le dalaï-lama, venu recevoir, dimanche 10 décembre, le prix Nobel de la Paix 1989, décerné par le comité Nobel du Parlement norvégien. L'annonce, en octobre dernier, de l'attribution du prix avait soulevé la colère des autorités chinoises, qui ont déjà déplacé leur ambassadeur et multiplié critiques et mises en garde à l'adresse de la Norvège, « qui attise les sentiments séparatistes chez les minorités et s'ingère dans les affaires intérieures de la Chine ».

De nouvelles protestations devraient, à n'en pas douter, répondre au discours du président du comité, M. Egil Aarvik. Dénonçant l'occupation chinoise, il a notamment indiqué que « l'immigration chinoise au Tibet a été telle que les Tibétains risquent maintenant de devenir une minorité dans leur propre pays », qu'« il est de plus en plus évident que la solution des problèmes ne se trouve pas dans l'utilisation brutale de la force des armes contre des manifestants pacifistes », ou encore, faisant

l'apologie de la philosophie de la non-violence du dalaï-lama, il a souligné que « celui qui l'a choisie fait preuve d'un courage moral bien plus grand que celui qui a recours aux armes ».

Le quatorzième dalaï-lama a, dans son allocution, fait état des mesures d'intimidation chinoises à l'encontre des Tibétains à la veille de la remise du prix. Rappelant le plan en cinq points qu'il avait proposé en 1987, il a constaté que la Chine n'avait « pas répondu de manière positive aux importantes concessions que nous avons faites, nous devons reconsidérer notre position », et, sans dire lesquelles, « essayer de trouver de nouvelles voies ».

Les dix prochaines années devraient, à son sens, apporter une solution à ce conflit. Cet optimisme, le dalaï-lama le puise notamment « dans les grands changements que l'on voit maintenant partout dans le monde, dans les mouvements pour la démocratie, de l'Europe de l'Est à l'Afrique ». Il est convaincu, comme il l'avait indiqué samedi, que « ce prix Nobel contribuera à faire connaître le problème tibétain à travers le monde et, à long terme, à aider le Tibet, même si, pour commencer, il se traduit par un durcissement dans l'oppression de son peuple ».

FRANÇOISE NIÉTO

REVOLUTIONNEZ VOTRE HIVER !

EN JANVIER ET FÉVRIER A DES PRIX REVOLUTIONNAIRES

L'URSS, c'est facile. Pour réaliser vos vacances d'hiver, n'hésitez plus, choisissez un Grand Doolement exotique à des prix très intéressants. Des week-ends aux mini-semaines, en passant par des séjours de ski, de fond ou de vacances à l'étranger. À Moscou ou à Leningrad, à Soutchi ou à Novorossiisk, le véritable Hiver Russe saura toujours vous séduire.

Réervations auprès de votre agence de voyages ou directement : Doolement Exotique, 7, Bd des Capucines, 75002 PARIS. Tél. 47 42 47 40. Télécopie 47 42 07 28.

Intouchable

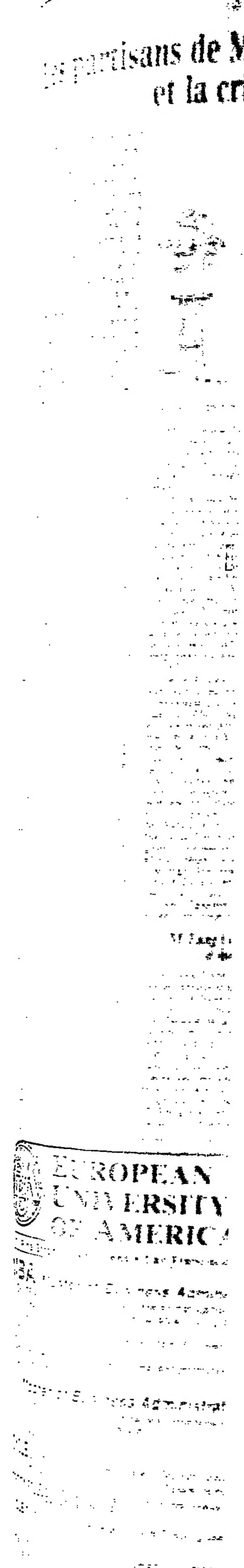
(Publicité)

OULD TAYA À ARABIES :

« 10 000 MAURES ONT ÉTÉ MASSACRÉS AU SÉNÉGAL »

« ... Si nous avons cessé cette information, c'est pour éviter que toute la région ne soit soumise à feu et à sang », déclare le chef de l'Etat mauritanien.

Dans le numéro de Décembre d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy 75017 Paris Tél. 46.22.34.14



La préparation du congrès de Rennes

Les partisans de M. Fabius entre la rénovation du PS et la critique du gouvernement

Les partisans de M. Laurent Fabius dans quelque quatre-vingts fédérations du PS se sont réunis, samedi 9 décembre, pour débattre des questions qu'ils veulent soulever dans la préparation du congrès de Rennes et des enrichissements qu'ils souhaitent apporter à la contribution « Egalité », déposée par le président de l'Assemblée nationale, M. Fabius s'est rendu lui-même, dimanche, à Clermont-Ferrand, où il a répété qu'il souhaite la synthèse entre les mitterrandistes, « mais après examen et votes ». Ce qui laisse entendre qu'il présentera sa propre motion au congrès.

La journée fabiusienne était importante pour évaluer les atouts du président de l'Assemblée nationale dans la perspective du congrès, voire pour préciser sa tactique, même si M. Fabius et ses proches affirment clairement leur détermination de refuser de se fonder dans une motion commune lors de la réunion du comité directeur, le 13 janvier prochain, et à présenter leur propre texte au vote des militants.

Les fabusiens, en effet, ont démontré leur force au niveau des responsables du parti et des élus, dont ils ont obtenu la signature au bas de leur contribution. Autre chose est de déclencher une dynamique chez les militants eux-mêmes, en l'absence de clivages politiques évidents avec les autres mitterrandistes, particulièrement avec les partisans de MM. Lionel Jospin et Pierre Mauroy.

Ces réunions de samedi ont été, à cet égard, encourageantes pour les fabusiens puisque, selon eux, douze mille à quinze mille militants socialistes, au total, y auraient participé. Les évaluations, en pareille circonstance, sont toujours difficiles. Mentionnons, pour mémoire, une quarantaine de participants à Lille, dans la fédération de M. Mauroy, et une trentaine à Blois, ville dont M. Jack Lang est maire (mais la fédération du Loiret-Cher ne compte que 590 adhérents).

A Hénin-Beaumont, dans le Pas-de-Calais, fédération dont la quasi-totalité des responsables mitterrandistes soutiennent M. Fabius, cinq cents personnes environ ont répondu à l'invitation de MM. Daniel Percheron, premier secrétaire, et Jacques Mellick, ministre délégué à la mer, maire de Béthune. A Paris, quelque trois cents militants se sont réunis dans une salle du Sénat. A Clermont-Ferrand, ils étaient cent cinquante, dimanche matin, pour entendre M. Fabius.

Le Puy-de-Dôme — nous indiquons notre correspondant, Jean-Pierre Rouger — est un département de prédilection pour M. Fabius qui y est soutenu par quatre parlementaires sur huit et par vingt-quatre conseillers généraux, dont M. Michel Charasse, ministre délégué du budget. Le président de l'assemblée départementale, M. Pierre Bouchaudy, bien qu'il ait signé la contribution « Egalité », n'a



pas participé à la réunion de dimanche.

M. Charasse, lui, était présent, ce qui a permis aux militants de la fonction publique de ne pas envoyer dire au ministre ce qu'ils pensent de la politique budgétaire du gouvernement.

M. Fabius a déclaré, de son côté : « Sur bien des points relatifs à la vie sociale concrète, les interpellations des Français restent sans réponse de notre part ». Selon le président de l'Assemblée nationale, « il ne faut pas, alors, s'étonner qu'ils décrochent ». Il souhaite que les socialistes soient « clairs et nets sur les problèmes qui touchent à la vie de chacun ». Tel doit être, à ses yeux, l'objet du congrès de Rennes, qui sera, a-t-il dit, « le dernier congrès utile » pour définir une stratégie préparant les élections législatives de 1993.

Le président de l'Assemblée nationale a insisté, d'autre part, sur la nécessité d'accroître la force militante du PS. « Nous sommes peut-être un grand parti, électoralement parlant, a-t-il déclaré, mais un petit parti militant ». M. Fabius souhaite que des « camarades issus de la production — ouvriers, agriculteurs, cadres, ingénieurs et techniciens — occupent des postes de responsabilité dans le PS et que les élus y restent des militants ». M. Fabius a évoqué, aussi, le problème de l'immigration, pour souligner la nécessité de « tout faire » afin d'intégrer les étrangers en situation régulière, mais, aussi, de faire preuve d'une « intransigeance absolue vis-à-vis des clandestins, parmi lesquels figurent — on ne le dit pas assez — des employeurs ».

M. Lang : l'abolition d'idées

M. Jack Lang a porté la bonne parole fabiusienne dans le Nord, où il a fait une brève visite au siège de la fédération. Le ministre de la culture s'est félicité de la « vie intérieure » du PS, de l'« effulgence d'idées » dont il fait preuve. Pour autant, a-t-il observé, le débat d'idées n'est pas « un débat contre une personne », et il a tenu à exprimer son « respect » et son « admiration » pour M. Mauroy. M. Lang a écarté, aussi, un débat, qui serait « hors de propos et incon-

venant », sur le choix d'un candidat à une future élection présidentielle, alors que « nous sommes à l'aube d'un nouveau septennat ».

Pour le ministre de la culture, l'essentiel est dans « l'exigence de renouvellement » du fonctionnement du parti, que chacun ressent et à laquelle M. Fabius est le mieux à même, selon lui, de répondre. « Laurent Fabius, a-t-il dit, est un de nos jeunes dirigeants qui peuvent apporter ce dynamisme, cette intelligence, ce punch dont le Parti socialiste a besoin ». Par delà les convergences entre les différentes contributions, M. Lang est attentif au « discours des actes », qui lui paraît aussi important, sinon davantage que le « discours des mots ». Il estime nécessaire que « les militants expriment leur sentiment » sur les orientations qu'ils souhaitent pour

leur parti et sur la manière dont ils veulent le voir dirigé.

Le ministre de la Culture s'est rendu, ensuite, à Liévin, où il a inauguré, en compagnie du maire, M. Jean-Pierre Kucheida, une « colonne des droits de l'homme » et un complexe multithématique. Les élus et responsables fabusiens du Pas-de-Calais l'ont, ensuite, accompagné à Hénin-Beaumont, où le ministre de la Culture, tout en se prononçant pour une « redistribution des cartes » au sein du PS, s'est livré à une très occasionnelle défense et illustration de l'action du gouvernement. M. Mellick, qui lui a succédé à la tribune, a été plus acerbe pour les fédérations rénovées jospinistes et celles des Pyrénées-Orientales et de l'Hérault, d'où il revenait, et, surtout, celle des Bouches-du-Rhône, « qui s'est effondrée », en disant tout son bonheur d'appartenir à la fédération du Pas-de-Calais, forte de seize mille cinq cents adhérents et, selon lui, modèle de puissance et d'organisation.

A Paris, M. Paul Quilès, ministre des Postes et Télécommunications et de l'Espace, a insisté, lui aussi, devant les militants fabusiens, sur la nécessité d'une « mise à jour » d'un parti moderne de masse. M. Quilès a déclaré, aussi, que si une synthèse se faisait, les militants bouderaient le congrès. « Ils ont montré, a-t-il dit, une soif de débats extrêmement grande, qui devra se traduire par un choix ».

L'accent mis sur le parti ne peut dispenser les fabusiens d'exprimer, aussi, l'insatisfaction des militants vis-à-vis du gouvernement. Là sera, pour eux, l'une des principales difficultés dans les semaines qui viennent.

PATRICK JARREAU.

Les travaux du Parlement

Les sénateurs adoptent un projet de loi de finances profondément amendé

Entamé le 21 novembre, l'examen du projet de loi de finances pour 1990 s'est achevé au Sénat samedi 9 décembre. La majorité sénatoriale, qui s'était divisée à l'occasion de l'examen des crédits de certains ministères (lire ci-dessous), a voté un projet de loi alternatif au texte présenté par le gouvernement, considérablement modifié par une série d'amendements déposés par la commission des finances. Les sénateurs socialistes et communistes ainsi que les cinq représentants MRG du RDE ont voté contre.

Un vote sans surprise pour un débat sans grands enjeux. La discussion sur le projet de loi de finances pour 1990 s'est achevée dans une ambiance un peu morne. L'ensemble des explications de vote s'est transformé en un véritable jeu de rôles très convenu.

M. Jean-Pierre Masseret (PS Moselle) a exprimé sa défiance à l'égard du contre-projet élaboré par la majorité sénatoriale : « Nos convictions ne se limitent pas à une stratégie d'amendement du libéralisme (...), nous ne voterons pas un budget déformé ». Il a été rejoint par M. Robert Vinet (PC, Essonne), qui a cependant fait entendre sa différence : « Nous avions critiqué le projet du gouvernement ; nous condamnons encore plus le texte qui ressort des votes de la majorité du Sénat ».

De son côté, M. Daniel Hoefel (Bouche-du-Rhône), un non des contraires, s'est félicité de ce que « la discussion budgétaire a permis sur de nombreux points d'insérer le projet de gouvernement (...) pour une meilleure préparation à l'échelon européen (...) et pour une plus grande prise en considération de l'action des collectivités locales ». M. Marcel Lucotte (RI, Seine-et-Marne) a estimé que le projet élaboré par le Sénat « fait apparaître une meilleure utilisation des res-

sources procurées par l'amélioration de la conjoncture », et M. Jacques Valade (RPR, Gironde) a ajouté que « les modifications apportées sont importantes et cohérentes ».

An-delà de cette autosatisfaction, la majorité sénatoriale s'est interrogée sur le devenir de son projet, qui devrait être complètement modifié par l'Assemblée nationale. M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, l'avait d'ailleurs clairement laissé entendre au cours de la discussion de la première partie du texte avant d'ajouter, avec un brin de perfidie : « Fabius en sorte que le moment que nous avons constitutionnellement à passer ensemble soit le plus agréable possible ».

L'analyse du scrutin

Sur 319 votants et 316 exprimés : 227 ont voté pour : 91 RPR (sur 91), 64 Union centriste (sur 68), 51 Républicains et Indépendants (sur 52), 16 Rassemblement démocratique et européen (sur 23) et 5 non-inscrits (sur 5) ;

89 ont voté contre : 66 PS (sur 66), 16 PC (sur 16), 6 RDE (MM. François Abadie, Gilbert Baume, André Boyer, Louis Brives, Yves Collin, Hubert Peyrou) et 11 Union centriste (M. Bernard Fellari) ;

Trois se sont abstenus : 2 Union centriste (MM. André Fosset et Pierre Schiele) et un Républicain et Indépendant (M. Jean-Pierre Fourcade) ;

Deux n'ont pas pris part au vote : un RDE (M. Etienne Dailly, qui présidait la séance) et un Union centriste (M. Alain Pöher, président du Sénat).

Le vote de la Haute-Assemblée sur les différents crédits ministériels

Budgets adoptés sans modification
Départements et territoires d'outre-mer, Recherche et technologie, Coopération et développement, Affaires étrangères, Commerce et artisanat, Tourisme, Environnement, Equipement, Logement, Transports et mer, Postes et télécommunications.

Budgets adoptés avec modification
Charges communes, Services financiers, Culture et communication.

Budgets rejetés en totalité
Anciens combattants, Education nationale, Justice, Industrie, Aménagement du territoire, Commerce extérieur, Solidarité, Santé et protection sociale, Intérieur, Jeunesse et sports, Défense.

Budgets rejetés partiellement
Agriculture, Travail, emploi, formation professionnelle.

Les Verts désignent leurs instances dirigeantes

M. Waechter partage le pouvoir

La sérénité est de retour chez les Verts après les frictions de l'assemblée générale du mois de novembre à Marseille à l'issue de laquelle le Conseil national interrégional (CNIR) n'avait pu conduire à son terme l'élection des instances dirigeantes (le Monde du 21 novembre). Onze des seize postes du collège exécutif (CE) qui n'avaient pu l'être ont été pourvus par le CNIR réuni, samedi 9 et dimanche 10 décembre à Paris. La centaine de membres présents de cette instance, qui en compte cent vingt, se sont accordés pour ne pas octroyer tous les postes de responsabilité au seul courant de M. Antoine Waechter, comme ses opposants minoritaires le craignaient le mois dernier.

En dehors de M^{me} Andrée Buchmann, professeur de français, conseiller régional d'Alsace, conseiller municipal de Strasbourg, président de l'Association nationale des élus écologistes (ANEE), de M^{me} Nicole Bouilly, professeur d'histoire et géographie (région Centre) et de M. Christian Brodhag, ingénieur (Rhône-Alpes), élus à Marseille, les Verts comptent un quatrième porte-parole : M. Jean Brière, médecin (Rhône-Alpes), qui s'élève des poètes et des lapins dans son jardin potager. M. Brière avait déjà occupé cette fonction avant l'arrivée de M. Waechter à la tête du mouvement à la fin 1986.

A côté de MM. Guy Cambot, retraité (Ile-de-France) et Etienne Tête, médecin (Rhône-Alpes), déjà élus respectivement secrétaire national et trésorier, le CNIR a désigné M. Alain Fosselet, fonctionnaire (Franche-Comté), au poste de secrétaire national adjoint. Les personnes suivantes composent le reste de l'exécutif : M^{me} Florence Leccocq, chargée de communica-

tion (Nord-Pas-de-Calais), relation avec les jeunes ; M. Bruno Duval, chercheur au CNRS (Centre), relation avec les associations ; M. Denis Fraume, agriculteur (Midi-Pyrénées), relation avec les acteurs sociaux ; M. Pierre Parreaux, journaliste (Ile-de-France), information et organisation ; M. Guy Hascoët, technicien, adjoint au maire de Lille (Nord-Pas-de-Calais), commissions et programmes ; M. Alain Toret, ingénieur (Ile-de-France), formation ; M^{me} Nicole Stamm, géographe (Languedoc-Roussillon), éla ; M^{me} Françoise Martrion, conseillère Jeunesse et Sports (Midi-Pyrénées), campagnes et actions.

« Constituer rapidement un réseau transnational »

Le CNIR a adopté une motion présentée par M^{me} Buchmann et Bouilly, MM. Waechter et Brodhag soulignant « la responsabilité qui incombe aux mouvements écologistes dans l'évolution de l'Europe de l'Est, dans la mesure où ils sont les seuls à pouvoir constituer rapidement un réseau transnational », demandant aux élus municipaux de « rechercher le jumelage de leur commune avec une commune de l'Est » et affirmant que la France « doit réviser la baisse sa loi de programmation militaire ».

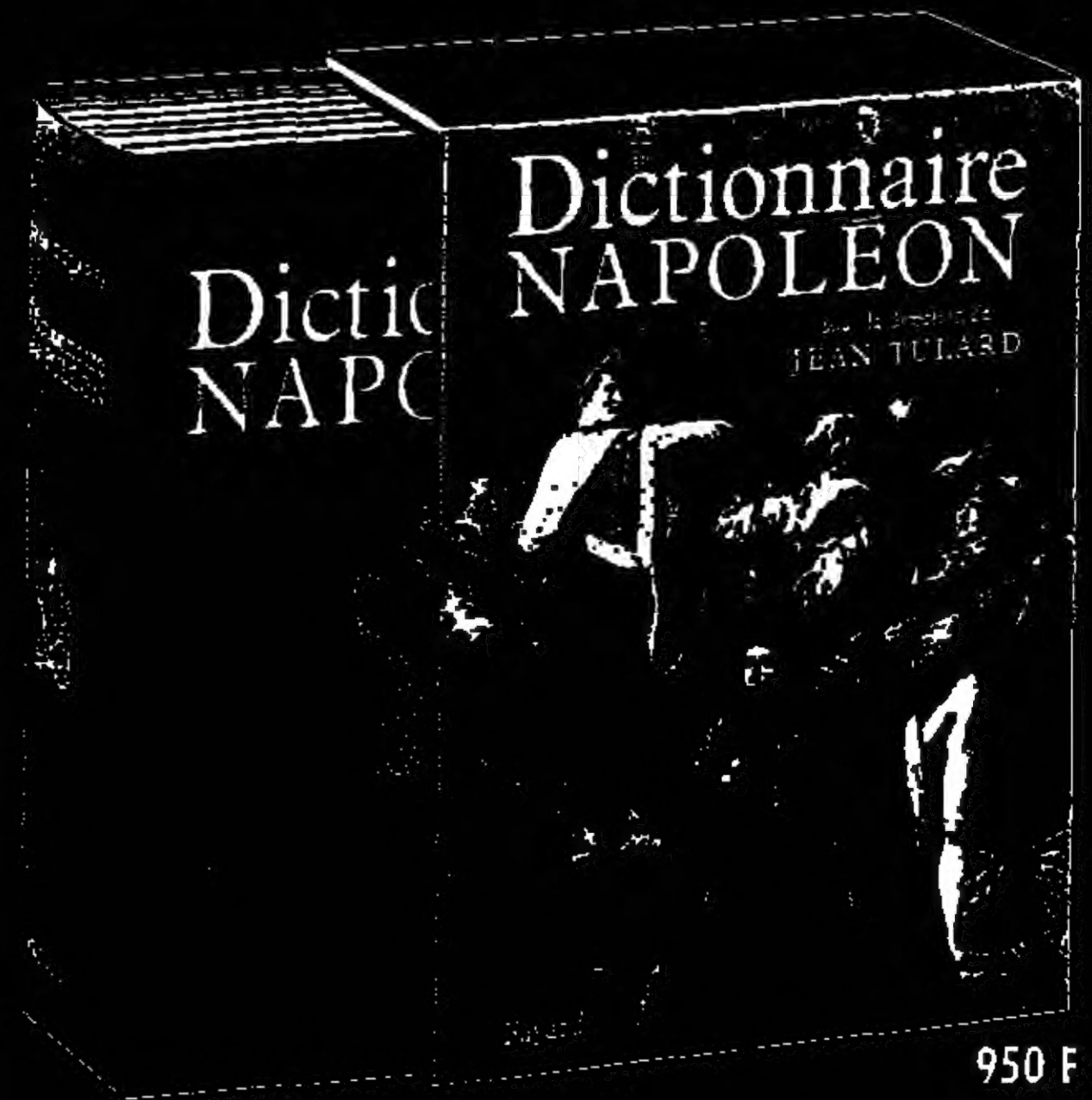
Ancien militant de la Nouvelle Gauche et conseiller de M. Pierre Juquin pour l'écologie pendant la campagne présidentielle, M. Jean-Paul Deléage, considéré comme une « personnalité d'envergure nationale », a vu son adhésion chez les Verts, admise par le CNIR, après plusieurs mois d'attente.

O. B.

Nouvelle édition augmentée

DICTIONNAIRE NAPOLEON

sous la direction de Jean TULARD



• 3628 articles rédigés par 226 spécialistes sous la direction de Jean TULARD • 52 Cartes, plans, croquis, tableaux • 148 illustrations en noir et blanc • 37 illustrations en couleurs (carnet de 16 pages) • Format 16,5x24,5 cm • Relié pleine toile, vert Empire, titre et 1^{er} plat ornés au fer à dore • Tranchefile • Jaquette illustrée en couleurs • Emboîture

Un instrument de référence irremplaçable

Eric Roussel - Le Figaro

Le Dictionnaire Napoléon constitue un défi d'une démesure tout à fait napoléonienne que seul un homme-archives, possédant tout l'Empire dans sa tête, pouvait se permettre...

J.M. de Montremy - La Croix

l'Histoire
chez
FAYARD

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
1829 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration
UNIVERSITY AT SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel professionnel.
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities.
Academic program, unique in concept, format and professional experience.
Fully approved to grant the

Master of Business Administration
with an emphasis in international management
A.C.B.S.P.

FILIÈRES D'ADMISSION
3^e CYCLE Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise.
Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.
2^e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cours équivalents à deux années universitaires

Informations et sélections : European University of America
17/25 rue de Chailiot (métro Miro), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71
Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Tai Ming - Hong Kong, et aux USA : PHD.

Pour les Galeries, descendez à la station Chaussée d'Antin-La Fayette.



Grâce au mécénat des Galeries Lafayette en partenariat avec la RATP, une fresque créée par Hilton McConnico orne la voûte de la station de métro Chaussée d'Antin, rebaptisée désormais Chaussée d'Antin-La Fayette. Cette fresque a été réalisée en association entre la RATP

et les Galeries Lafayette pour célébrer le bicentenaire de la Révolution Française en rendant un hommage monumental à La Fayette. D'une surface de 470 mètres carrés, elle couvre la totalité de la voûte de la station Chaussée d'Antin-La Fayette sur la ligne n° 7. Elle a été exécutée par M. Darmon et H. Metayer.



GALERIES
Lafayette

[Faint, illegible text from another page or column, likely bleed-through or a separate article.]



AIR
PORTUGAL



CHER CONVOI VOUS REVEZ

POLITIQUE

Quatre élections cantonales partielles

Le FN progresse, le PS perd un siège

La majorité présidentielle avait perdu, dimanche 3 décembre, les sièges de conseillers généraux de Salon-de-Provence dans les Bouches-du-Rhône, de Saint-Brieuc dans les Côtes-du-Nord et de Solliès-Pont dans le Var, c'est-à-dire les trois sièges pourvus alors. Une semaine plus tard, son seul motif de réconfort est venu du Nord où à Villeneuve-

d'Ascq, le candidat socialiste conserve au PS le mandat que détenait le maire de la ville, M. Gérard Caudron. En revanche, le PS perd le canton de Guipavas dans le Finistère, et il régresse fortement à Villeneuve-le-Roi dans le Val-de-Marne. Au Puy-en-Loire, le candidat du PS ne retrouve pas l'ensemble des voix qui

s'étaient portées sur deux candidats de la majorité présidentielle en septembre 1988.

Les deux premiers tours, organisés dimanche 10 décembre, dans le Val-de-Marne et en Haute-Loire, confirment d'autres indications des derniers scrutins partiels, comme par exemple le regain du Front national.

Les candidats léninistes connaissent une augmentation forte de leur audience : + 10,03 % à Villeneuve-le-Roi, + 15,72 % au Puy où le candidat du Front triple presque son pourcentage et quadruple son nombre de voix.

L'opposition pâtit à l'évidence de ces progrès de l'extrême droite : ses représentants perdent respective-

ment 4,12 points dans le Val-de-Marne et 22,24 % en Haute-Loire. Quant au Parti communiste, ses résultats sont contrastés : amélioration nette dans son fief de Villeneuve-le-Roi, recul non moins net au Puy-en-Velay.

A. Ch.

FINISTÈRE : canton de Guipavas (2^e tour).

Inscr., 15 968 ; vot., 8 217 ; abst., 48,54 % ; suffr. expr., 7 949. MM. Marcel Dantec, div. d., 4 219 voix (53,07 %) ; ELU ; Edmond Pestel, PS, 3 730 (46,92 %).

[M. Dantec entre au siège au PS et conforte ainsi l'opposition de droite au sein du conseil général qui défend 31 sièges contre 21 à la gauche. M. Dantec, cadre bancaire, né le 6 août 1939 à Plouzané (Finistère) qui est premier adjoint au maire de Brest, a bénéficié d'un bon report des voix qui au premier tour s'étaient portées sur un candidat RPR. La droite classique totalisait 50,96 % des suffrages exprimés au premier tour tandis que la gauche en recueillait 39,88 %.

L'élection de M. Edmond Pestel s'explique avec deux voix d'avance seulement en octobre 1988 face au conseiller général sortant RPR, M. Michel Briant avait été battu par le conseil d'Etat.

Au premier tour, les résultats ont été les suivants : Inscr., 15 968 ; vot., 8 217 ; abst., 48,54 % ; suffr. expr., 7 949 ; MM. Pestel, 2 562 (32,15 %) ; Dantec, 2 459 (30,86 %) ; Georges Kerfils, RPR, 1 683 (21,2 %) ; Olivier Moriz, FN, 727 (9,12 %) ; Guy Lizar, PC, 616 (7,73 %).

En 1988, M. Pestel avait emporté au second tour avec 3 893 voix (50,01 %) contre 3 891 (49,98 %) à M. Briant, RPR sur 15 636 inscrits, 7 935 votants (soit 49,23 % d'abstention) et 7 784 suffrages exprimés.]

HAUTE-LOIRE : canton du Puy-Nord (1^{er} tour).

Inscr., 6 371 ; vot., 2 992 ; abst., 53,03 % ; suffr. expr., 2 936. MM. Gérard Convert, PS, m. de Chadrac, 1 094 voix (37,26 %) ; Jean Bost, div. d., anc. mun. de Chadrac, 775 (26,39 %) ; Gérard-Hubert Fayard, FN, 608 (20,70 %) ; Pierre Pommarel, verts, 297 (10,11 %) ; Michel Valentin, PC, 112 (3,81 %) ; Louis Quillon, CNI, m. de Saint-Maurice-de-Lignon, 50 (1,70 %). Il y a ballottage.

[Succédant à Mme Marie Laurent, div. d., qui ne se représentait pas, M. Raymond Jean, UDF-CDS avait été déclaré inéligible après son élection au conseil général le 2 octobre 1988 en raison de ses activités professionnelles à la Direction départementale de l'Agriculture jugées incompatibles avec un mandat de conseiller général.

Par rapport au premier tour de 1988, l'opposition enregistrée un sévère recul en passant de 48,73 % à 26,39 %. Cette perte s'explique surtout par la forte progression du FN (+ 15,72 points de pourcentage). La majorité présidentielle qui avait deux représentants en 1988 (M. Gardin, qui avait perdu son siège de conseiller général en 1982 et M. Béranger), connaît également un effacement de 2,05 points alors que les écologistes, crédités de 10,11 % cette fois, étaient absents en 1988. Quant au PC, il perd 3,14 points.

M. Jean avait été élu au second tour des élections cantonales de 1988 avec 1 674 voix (56,64 %) contre 1 281 (43,35 %) sur 6 315 inscrits.

3 657 votants (soit 51,59 % d'abstention) et 2 955 suffrages exprimés.

Au premier tour, les résultats ont été les suivants : Inscr., 6 315 ; vot., 2 973 ; abst., 52,92 % ; suffr. expr., 2 889 ; MM. Raymond Jean, UDF-CDS, 1 468 (50,73 %) ; Maurice Gardin, MRG, 936 (32,36 %) ; Robert Béranger, div. g., 281 (9,75 %) ; Michel Valentin, PC, 201 (6,95 %) ; Roger Chadon, FN, 144 (4,98 %).

NORD : canton de Villeneuve-d'Ascq (2^e tour).

Inscr., 36 171 ; vot., 9 582 ; abst., 73,50 % ; suffr. expr., 9 075. MM. Jean-Michel Stievenard, PS, 5 787 voix (63,76 %) ; Elu ; Guy Mulliez, RPR, 3 288 (36,23 %).

[Maire de la commune chef lieu et député européen, M. Gérard Caudron, PS a renoncé à son mandat de conseiller général pour respecter le loi national.

En dépit d'une augmentation de l'abstention et d'un nombre élevé de bulletins blancs ou nuls (507), M. Stievenard fait mieux au second tour que le total des voix de gauche du premier tour. Son adversaire est loin de recueillir l'ensemble des suffrages qui ont précédé son élection au conseil d'Etat.

Au premier tour, les résultats ont été les suivants : Inscr., 36 171 ; vot., 10 589 ; abst., 70,94 % ; suffr. expr., 10 355 ; MM. Stievenard, 4 471 voix (43,17 %) ; Mulliez, 2 127 (20,54 %) ; Georges Debove, FN, 1 701 (16,42 %) ; M^{me} Françoise Verbrugghe, PC, 1 016 (9,81 %) ; MM. Ronald Charbon, Verts, 922 (8,90 %) ; Jean-

Jacques Manceau, MRG, 118 (1,13 %).

En septembre 1989, M. Caudron avait été réélu au premier tour avec 9 311 voix (60,79 %) contre 3 140 (20,47 %) à M. Mulliez, div. d., 974 (6,35 %) à M^{me} Verbrugghe, PC, 807 (5,26 %) à M. Debove, FN, 731 (4,76 %) à M^{me} Françoise Laurent, Verts, 279 (1,81 %) à M. Jean Caillet, radicalisme et 96 (0,62 %) à M. Dominique Haché, div. d., sur 36 517 inscrits, 15 477 votants (soit 57,61 % d'abstention) et 15 338 suffrages exprimés.]

VAL-DE-MARNE : canton de Villeneuve-le-Roi (1^{er} tour).

Inscr., 14 170 ; vot., 6 779 ; abst., 52,15 % ; suffr. expr., 6 719. MM. Michel Herri, PC, m. de Villeneuve-le-Roi, 2 973 voix (44,24 %) ; Jean-

Pierre Hermelin, div. d., m. d'Ablon, 1 738 (25,86 %) ; Roland Thouvenot, FN, 1 124 (16,2 %) ; Bernard Bébin, PS, 476 (7,08 %) ; Gérard Mathieu, Verts, 255 (3,79 %) ; José Dutard, div. g., 153 (2,27 %). Il y a ballottage.

[Pierre Mathis, PC, maire de Villeneuve-le-Roi, récemment décédé, était conseiller général depuis 1988, date à laquelle il avait succédé à M^{me} Arnette Le Cam, PC, qui ne se représentait pas.

Le nouveau maire de Villeneuve-le-Roi fait mieux que son prédécesseur en 1988 : il gagne quelques centaines de voix et plus de sept points de pourcentage. En revanche, son principal adversaire perd quelques centaines de pourcentage par rapport au candidat UDF de 1988. Quant au PS, il recule de 5,64 points. Le représen-

tant du FN gagne quant à lui 10,03 points de pourcentage dans ce canton où M. Jean-Marie Le Pen avait battu tant M. Jacques Chirac que M. Raymond Barre au premier tour de la présidentielle de 1988.

Pierre Mathis avait été élu au second tour des élections cantonales de 1988, par 3 590 voix (53,36 %) contre 3 137 (46,63 %) à M. Roger Lacque, div. d., sur 15 470 inscrits, 7 082 votants (soit 54,22 % d'abstention) et 6 727 suffrages exprimés.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 15 473 ; vot., 6 765 ; abst., 56,14 % ; suffr. expr., 6 433 ; Pierre Mathis, 2 443 voix (36,83 %) ; Roger Lacque, UDF, 1 989 (29,98 %) ; Bernard Bébin, PS, 844 (12,72 %) ; Daniel Gafy, MRG, 561 (8,75 %) ; Roland Thouvenot, FN, 444 (6,69 %) ; Abela Monest, div. g., 309 (4,65 %) et M^{me} Françoise Le Nez, POE, 23 (0,34 %).

EN BREF

Manifestation du Front national à Toulon. — Plusieurs milliers de personnes (quatre mille selon les organisateurs et cinq mille selon la police) ont participé, samedi 9 décembre à Toulon, à un défilé « partielle de résistance à l'immigration » qui se présentait comme une réponse du Front national au « carnaval-concert » de SOS-Racisme. M^{me} Stirbois, nouveau député d'Ense-Loir, marchait en tête du cortège aux côtés de MM. Bruno Mégret, Yvan Blot et Jean-Marie Le Chevallier, députés européens d'extrême droite.

Hospitalisation de M. Marchais pour un incident cardiaque. — Le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, a été admis, dimanche 10 décembre au matin, à l'hôpital Lariboisière, à Paris, dans le service de cardiologie du professeur Robert Slama, à la suite d'un « dérèglement du rythme cardiaque ». Le professeur Slama a indiqué qu'il s'agissait d'un « incident bénin qui a été immédiatement régularisé ». M. Marchais, qui est âgé de

soixante-neuf ans, devrait rester en observation pendant quarante-huit heures. L'humanité du lundi 11 décembre annonce cette nouvelle à la une. M. Marchais avait été victime, le 14 janvier 1975, d'un infarctus du myocarde qui avait nécessité trois semaines d'hospitalisation. Cet incident cardiaque pourrait remettre en cause la participation du secrétaire général à une importante réunion du comité central du parti qui est prévue, les 13, 14 et 15 décembre, réunion consacrée, notamment à la situation dans les pays de l'Est.

TRANQUILLITÉ

AVEC

TOP AIR PORTUGAL

De l'enregistrement à l'atterrissage, marchez sur un nuage. Prenez l'air, laissez nous faire. Partout dans le monde, laissez vous dorloter. Raffiné, attentionné et méticuleux, votre équipage est aux petits soins. Goûtez les charmes de la compagnie du pays qui a donné au voyage ses lettres de noblesse. Et qui sait rendre un vol agréable.



VOYAGEZ COMME VOUS RÊVEZ



CHECK-IN

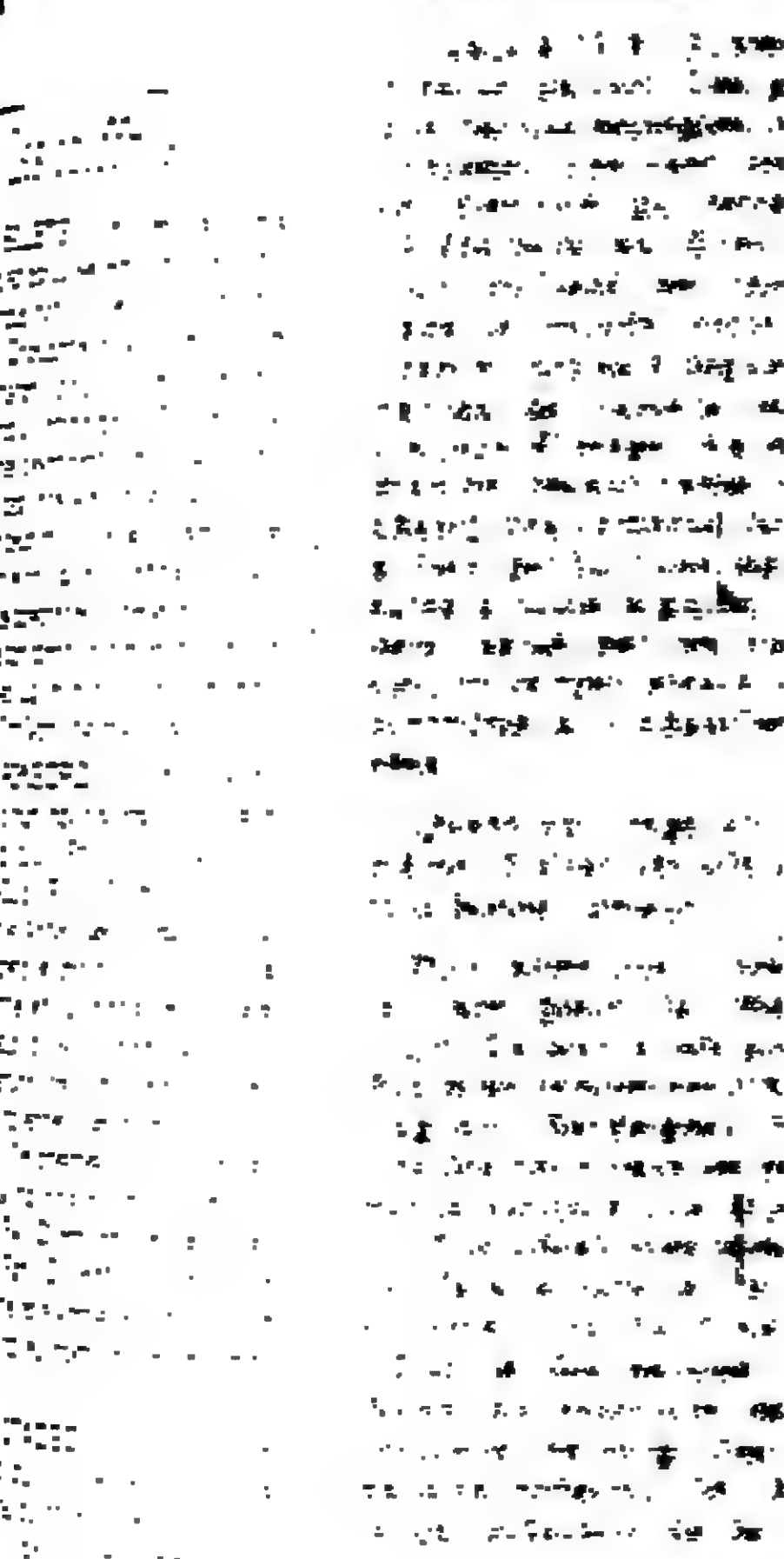


CHECK-IN



DEPARTURES

fête du fo

[illegible][illegible]

... ..

1. The first part of the report is a general statement of the purpose and scope of the study. It states that the purpose is to determine the effect of the new tax law on the income of the average family. The scope of the study is limited to the income of the average family in the United States.

2. The second part of the report is a description of the method used in the study. It states that the method used is a survey of the income of the average family in the United States. The survey is based on a sample of 100 families.

3. The third part of the report is a description of the results of the study. It states that the results show that the new tax law has a significant effect on the income of the average family. The income of the average family has decreased by 10% since the new tax law was enacted.

4. The fourth part of the report is a conclusion. It states that the new tax law has a significant effect on the income of the average family. The income of the average family has decreased by 10% since the new tax law was enacted.

14. Le «récit» de la Coupe du monde de football
L'Europe de la Coupe du monde de football

15. La Coupe du monde de football
La Coupe du monde de football

La composition des groupes pour la Coupe du monde

La fête du football et les imprévus du tirage au sort

Le tirage au sort de la prochaine Coupe du monde de football, qui a été effectué samedi 9 décembre à Rome, a été retransmis dans cent trente pays en mondovision. Cette compétition, qui regroupera vingt-quatre équipes nationales (la France n'est pas qualifiée) du 8 juin au 8 juillet 1990, attirera plusieurs centaines de milliers de spectateurs étrangers en Italie. Elle devrait avoir une audience totale de quinze milliards de téléspectateurs. Les organisateurs italiens promettent un spectacle grandiose. Toutefois, le regroupement en Sardaigne des équipes d'Angleterre, des Pays-Bas et de la République d'Irlande, dont les supporters respectifs sont les plus virulents, fait planer une lourde menace sur la sécurité de l'épreuve. Les travaux occasionnés par la Coupe du monde ont suscité de vives polémiques en Italie.

ROME
de notre envoyé spécial

La fête a duré soixante-trois minutes. De 17 h 14 à 18 h 13, samedi 9 décembre au Palais des sports de Rome, le tirage au sort de la prochaine Coupe du monde de football (8 juin-8 juillet 1990 en Italie) a donné lieu à un gigantesque « show » à l'italienne, agrémenté d'effets spéciaux et de jeux de lumières. Le maître d'hôtel Pavarotti, chemise blanche et costume noir, est venu interpréter *O Sole Mio* puis *Nessun dorma* un air tiré d'un opéra de Puccini. Dans un style très différent, la jeune chanteuse Claudia Mori, tout de jeans vêtue, a entonné d'une voix rauque l'hymne de cette compétition, *Un'Està Italiana*, en duo avec une autre idole du cru, Edoardo Bennato.

L'actrice Sophia Loren, resplendissante dans une robe rouge du plus bel effet, a quant à elle rayonné sur cette cérémonie orchestrée par un présentateur vedette de la télévision, Pippo Baudo. Le tout étant soutenu par les chants et les applaudissements de centaines d'enfants des écoles romaines, habillés aux couleurs du drapeau tricolore.

Jusqu'à 18 h 13, tout a donc été presque parfait. Les gamins, bien que parfois épiques, ont chanté à l'unisson. Les cent trente chaînes de télévision qui retransmettent l'événement en direct pour près d'un milliard de téléspectateurs dans le monde entier (sauf en France) ont eu à déplorer quelques pannes de caméra mais aucune coupure d'image. Au détour d'une marche récalcitrante et hors du champ des caméras, Sophia Loren a bien perdu l'une de ses chaussures à talon aiguille, mais l'incident, saisi par les caméras des cinq mille spectateurs, a largement contribué à « chauffer » les travaux.

Quant au tirage au sort en lui-même, il s'est déroulé dans la joie et la bonne humeur.

Puis, alors que le spectacle battait son plein, la fête a tourné court. Le sort a désigné les Pays-Bas pour rencontrer l'Angleterre à Cagliari (Sardaigne). Les supporters des deux pays les plus touchés par la violence (*Le Monde* des 24 et 25 octobre) vont donc se retrouver face à face le 16 juin 1990, comme lors du Championnat d'Europe des nations 1988 (1). Alors, un murmure de crainte a parcouru les rangs des mille journalistes présents. M. Joao Havelange, président de la Fédération internationale de football (FIFA),



Cinquante-deux matches seront disputés dans douze villes italiennes du 8 juin au 8 juillet.

A l'affiche du «Mondiale»

Le tirage au sort effectué samedi 9 décembre à Rome a permis de répartir les vingt-quatre équipes du monde de football 1990 en six groupes de quatre équipes. A l'exception du match d'ouverture (Argentine-Cameroun le 8 juin à 18 heures à Milan) et de la finale, toutes les rencontres seront disputées à 17 heures ou 21 heures.

Le premier tour se disputera selon le système de championnat à l'interieur de chaque poule. Soient qualifiés les deux premiers, de chaque groupe plus les quatre meilleurs troisièmes, soit seize équipes. Celles-ci disputeront alors des demi-finales de finale avec élimination directe (système des coupes) en cas de défaite, puis des quarts de finale, des demi-finales et enfin la finale au stade olympique de Rome, dimanche 8 juillet à 20 heures.

Groupe A (matchs disputés à Rome et Florence): Italie, Autriche, États-Unis, Tchecoslovaquie.

Groupe B (Naples, Bari): Argentine, Cameroun, URSS, Roumanie.

Groupe C (Turin, Gênes): Brésil, Suède, Costa-Rica, Écosse.

Groupe D (Milan, Bologne): RFA, Yougoslavie, Émirats arabes unis, Colombie.

Groupe E (Vérone, Udine): Belgique, Corée du Sud, Uruguay, Espagne.

Groupe F (Cagliari, Palerme): Angleterre, République d'Irlande, Pays-Bas, Égypte.

s'est gratté l'oreille d'un geste nerveux. M. Luca Di Montezemolo, président du comité d'organisation et figure de proue de ce « Mondial » (*Le Monde* du 20 juin), a blâmé comme à l'habitude d'un deuil. A ses côtés, M. Giovanni Spadolini, ministre de la défense, a lui-même éprouvé bien des difficultés à dissimuler son inquiétude. L'heure n'était plus aux pensées sportives mais aux soucis sécuritaires.

Dix minutes plus tard, alors que la rumeur s'estompe à peine, nouveau coup de théâtre : outre l'Égypte, les Pays-Bas et l'Angleterre, ce fameux groupe F accueillera également la République d'Irlande. Les supporters irlandais ont excellente réputation mais, sur fond de conflit anglo-irlandais, leur présence multiplie les risques. Au total, sans compter quelques milliers d'Égyptiens, ce sont quinze mille Anglais, vingt à trente mille Néerlandais et vingt mille Irlandais qui devraient se retrouver en Sardaigne (les trois matches de l'Angleterre) et en Sicile (les autres rencontres du groupe) au début du mois de juin.

Deux visages

En l'espace de quelques minutes, le prochain tournoi mondial a donc montré ses deux visages. Le premier, plutôt sympathique : celui d'une fête du ballon rond à l'échelle planétaire. Samedi à Rome, les organisateurs italiens voulaient donner le ton. Selon eux, cette quatorzième Coupe du monde sera la plus belle, la plus suivie, tant dans les stades (au moins deux millions et demi de spectateurs prévus, 40% des billets réservés à l'étranger sont déjà vendus) qu'à la télévision (audience totale cumulée prévisible : quinze milliards de téléspectateurs).

La cérémonie du tirage au sort se devait donc d'être à la hauteur de l'événement promis. A la hauteur aussi d'une certaine Italie : celle des grands patrons tels que MM. Gianni Agnelli (Fiat), Silvio Berlusconi (Fininvest) et autres Luciano Benetton (les vêtements du même nom) — ornée par la perfection et la rigueur, soucieuse de donner d'elle une image de nation performante et non d'un pays de « combination » et d'improvisation.

Le second visage proposé s'est révélé beaucoup moins attrayant : celui d'une compétition à haut risque. Avant même de procéder au

tirage, les Italiens avaient eu la judicieuse idée d'isoler l'équipe d'Angleterre en Sardaigne, estimant qu'il serait plus facile de contrôler les supporters sur une île.

Depuis, la réputation des bergers sardes et leur sens de l'honneur alimentent toutes les discussions dans les pubs londoniens. Les fans les plus turbulents savent qu'ils seront bien accueillis. Certains préparent déjà leur expédition. Aux abords de tous les grands stades du pays, des vendeurs ambulants proposent un t-shirt sans équivoque. Sous l'inscription « L'Angleterre en tournée, Italie 90 », un agressif bulldog — l'animal fétiche des nationalistes anglais — bombe le torse.

Les responsables italiens comme le gouvernement britannique — M. Colin Moynihan, ministre des sports, s'est déplacé récemment en Italie — pensaient avoir tout prévu. Seul le pire : la présence des Pays-Bas et de la République d'Irlande. La responsabilité de cette dangereuse association incombe entièrement aux autorités du football mondial. Afin d'éviter les matches entre équipes d'Amérique du Sud pour d'obscurs intérêts commerciaux, elles avaient prévu que, par exemple, la Colombie ou l'Uruguay ne pourraient tomber dans les groupes du Brésil ou de l'Argentine. Pourquoi, de la même manière, n'avaient-elles pas d'office décidé qu'Anglais et Néerlandais ne pourraient s'affronter ?

L'annonce de la composition de ce groupe F a en partie occulté le reste des festivités. Le spectacle s'est achevé dans la confusion. Luciano Pavarotti s'en est retourné dans sa loge. Sophia Loren est repartie sous bonne escorte. Le représentant du Costa-Rica a poliment salué son homologue brésilien. Les responsables de l'équipe des États-Unis, organisateurs de l'épreuve en 1994, ont cherché des journalistes des grandes chaînes de télévision américaines pour expliquer à leurs compatriotes l'attaché de ce sport. Dehors, dans les embouteillages d'une ville encore en chantier, les policiers romains commencent à plaindre leurs collègues sardes.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Le match Angleterre-Pays-Bas (1-3) du 15 juin 1988 à Düsseldorf (*Le Monde* du 17 juin) s'était déroulé sans incident au stade mais la veille et le jour de la rencontre de violents affrontements avaient opposé les supporters anglais aux forces de l'ordre et à des « casseurs » Allemands de l'ouest dans le centre-ville.

Les chiffres

● **BILLETS** : la vente des billets est assurée en partie par la Banque nationale du travail (BNL). Cinquante pour cent de ces places disponibles sont destinées à l'étranger. Tous les matches devraient se disputer dans des stades pleins. Au moins deux millions et demi de spectateurs sont attendus. Chaque spectateur devra justifier de son identité pour obtenir un billet. La recette prévue est de 550 millions de francs.

● **PONSORS** : parallèlement à huit sponsors officiels (Vini d'Italia, Philips, Canon, Coca-Cola, Fuji Film, JVC, Gillette et Anheuser-Busch) qui ont acheté le droit d'utiliser la mascotte et d'installer des panneaux publicitaires autour des terrains, de grandes entreprises italiennes se sont associées à l'événement : Alitalia, Banque nationale du travail (BNL), RAI, Chemins de fer italiens, Fiat, Olivetti... Chacune d'entre elles a versé 40 millions de francs au comité organisateur.

● **STADES** : tous les stades qui accueilleront les matches du Mondial ont été équipés de places assises comme l'exigent les nouveaux règlements de la Fédération internationale de football (FIFA). Les enceintes de Turin (70 000 places), Bari (58 000) sont entièrement neuves. Celles de Gênes (40 000) et de Rome (stade olympique, 85 000 places) ont été rénovées. Les travaux ont pris du retard à Palerme et à Naples en raison de conflits politiques locaux. Le coût de la modernisation de ces équipements a été de 2,5 milliards de francs.

● **SUPPORTERS** : des centaines de milliers de supporters se rendront en Italie du 8 juin au 8 juillet. Les plus nombreux devraient être les Néerlandais (au moins vingt mille), les Allemands de l'Ouest (de vingt à trente mille), les Britanniques (quatre mille Écossais et au moins autant d'Anglais) et les Irlandais (vingt mille). Des milliers de supporters sont aussi escomptés en provenance du Brésil, d'Argentine ou d'Égypte.

● **TELEVISION** : 150 pays ont déjà officiellement demandé à pouvoir bénéficier de la retransmission des matches assurée par la RAI (cent quatre heures de direct). La Turner Network Television retransmettra l'événement aux États-Unis, pays organisateur en 1994. Trois mille cinq cents journalistes et techniciens de radio et télévision sont attendus en Italie.

● **VILLES** : le Mondial sera disputé dans douze villes (Rome, Florence, Naples, Bari, Bologne, Milan, Gênes, Turin, Cagliari, Palerme, Vérone, Udine).

Travaux de Romains

ROME
de notre correspondant

Ah! les braves gens... Qu'ils étaient beaux, samedi, les Sophia Loren, Luciano Pavarotti, et tutti quanti. Qu'ils étaient élégants dans leurs habits de lumière, baignant avec grâce les gros tam-tams annonciateurs de la grande fiera du ballon rond. Réjouissez-vous, Romains de sang ou d'importation ! Les deux du stade, dans leur infinie bonté, entre mille clés, ont choisi la route : « Roma caput mundi », comme disent les gazetiers. Vous les avez vus ? Vous les avez vus ? Demain, une moult innombrable et joyeuse se lancera à l'assaut de vos sept collines sacrées. Ils entrèrent chez vous par charrettes entières, voitures privées, et autocars pavoisés. Une armée de gentils soudards enivres envahira vos discrètes trattorie. Des wagons bondés vont lâcher leur cargaison d'excités dans vos avenues impériales poluées, vos ruelles médiévales suffoquées et vos places encombrées.

An diable le conformisme du cru ! L'hérétique du pénalty, « overdo » déjà de Mondiale six mois avant l'événement, contraint de changer de quartier au gré des chantiers multipliés, soutient que l'unanimité étalée à la télé profitera surtout aux bouquiers, aux hôtels, aux garguies. Et les voilà déjà, cependant, qui s'opposent toutes griffes dehors aux travaux d'amélioration qu'après la fête l'administrateur pourrait utiliser.

Un métro léger ultra-rapide, en surface, sur la via Flaminia ? « Mais comment nos habitudes feront-ils pour traverser ? »

Qu'importe si la ville étouffe sous l'oxyde de carbone. Qu'importe si les autobus, quand ils ne sont pas en panne ou privés de chauffeur pour cause de maladie, transportent des voyageurs à la limite de l'écrasement et à une vitesse moyenne de 13 kilomètres à l'heure. « Il faut, disait la semaine dernière le premier ministre, Giulio Andreotti, cesser de dire que cette ville est invivable. » Belle profession de foi, mais que fait-on pour améliorer la vie des citoyens ?

Un tunnel de désengorgement sous le Tibre pour réserver le *fiume Tevere* (le quel) aux transports publics ? « Pas question », rugissent les syndicalistes de l'écologie romaine, les mêmes qui exigent périodiquement l'interdiction de la « boîte à quatre roues » en ville tout en bloquant rageusement l'agrandissement du métro, sous le prétexte — malheureusement authentique — qu'à chaque fois que l'on creuse un trou dans la Cité éternelle on tombe sur un caillou de trois mille ans. A préserver, naturellement.

Ah, en vingt ans, une seule ligne et demi de métro a pu être perçue. C'est-à-dire exactement 24,7 kilomètres de rails (contre 300 kilomètres à Paris, 400 à Londres, 103 à Madrid). Aujourd'hui, — merci Mondiale — les responsables repartent de multiplier les

lignes et les kilomètres. Mais il n'y a pas d'argent, pas d'administrateurs dignes de ce nom pas de volonté politique suffisante.

Comment pourrait-il y en avoir, une d'ailleurs, quand au-delà du système clientéliste qui empêche la politique communale plus encore que la politique nationale, les politiciens locaux, dans leurs Alfa Romeo blindées officielles, sont les maîtres incontestés de la jungle d'asphalte. Avec leurs amis, contrevenants patentés, leurs amis dévoués de ces fameux « permis spéciaux » qui permettent tout ou presque, ils échappent au chemin de croix quotidien du Romain moyen. Si Rome, comme on le dit méchamment à Milan, est la plus riche des capitales d'Afrique, pas étonnant que ses édiles se conduisent comme des chefs de tribu.

« L'automobile, aujourd'hui, n'est plus un luxe, c'est une exigence professionnelle puisque les transports publics sont insuffisants. Il faut donc faire comme à l'étranger, les développer, bâtir des parkings, des voies rapides, etc. » Ah, les belles paroles ! Elles ont été prononcées par Aldo Bozzi, député de Rome et responsable de la police urbaine. On était en 1954. Six ans plus tard avaient lieu les Jeux olympiques dans la Cité éternelle. Il n'en reste qu'un grand stade, qui vient d'être d'ailleurs quasiment démolit. Pour ajouter vingt mille places de plus dans les gradins.

PATRICE CLAUDE

QUAND TOUT EST DIT, IL RESTE LA MEMOIRE*



CHARLES GASSOT PRESENTE :

OPERA GOUDE

L'AVENTURE DE "LA MARSEILLAISE"

*UNE VIDEO GASSOT PRODUITE PAR TELIMA/ARCANAL

IMMIGRATION

Le « rancard du Var » de SOS-Racisme

L'intégration sur un air de rai

LES ARCS-SUR-ARGENS (Var)
de notre envoyé spécial

Environ trois mille « potes », venus de toute la France, ont convergé le samedi 9 décembre aux Arcs-sur-Argens (Var) à l'appel de SOS-Racisme. Un concert y clôturait le « tour de France de l'intégration » organisé par les amis d'Harlem Désir (le Monde daté 3-4 décembre).

On parlait de froid, mais les « potes » étaient en transe. Lors du coup d'une heure du matin Cheb Khaled est monté sur scène, la fatigue de cette nuit polaire a brusquement reflé. Sourires jusqu'aux oreilles et gestes enveloppants, Cheb Khaled est l'idole du public de SOS-Racisme.

Né dans l'Oranais, le rai, dont il fait figure de grand-père, est une musique composite, métissée, qui emprunte à la tradition arabe pour la ligne mélodique et au rock pour la rythmique. Sa voix chaude s'élève en mélodies qui donnent des fourmis dans les jambes et fait chavirer beurs et beurtes. Débarqués en cars pour ce « rancard du Var », de La Courneuve ou des quartiers nord de Marseille, les « potes » attendaient comme une gourgandine cette fin de concert.

Cheb Khaled, ses synthétiseurs et ses percussions n'ont pas la même saveur aux yeux du public, lui-même métissé, que le rock des Américains, surgis des banlieues, ou que les rythmes africains matés blues du Malien Salif Keita. Ce qui ne les a pas empêchés de leur faire fête à eux aussi. Ce fut une belle fin de

concert, organisé comme un défi aux conditions météorologiques et au microclimat politique local : dans le Var, où Jean-Marie Le Pen a recueilli 25,08 % des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, SOS-Racisme fait incontestablement figure d'intrus.

Une manifestation du Front national avait eu lieu quelques heures auparavant dans les rues de Toulon afin qu'il ne soit pas dit qu'Harlem Désir ferait seule la « une ». La route menant au château où devait avoir lieu le concert avait été ornée de gigantesques « FN » fraîchement peints sur la chaussée...

Les gendarmes étaient nombreux alentour pour surveiller le public très jeune, où dominaient des enfants d'immigrés maghrébins. Pour les surveiller et les protéger. Dans certaines régions, le Front national a à ce point pris ses aises qu'un rassemblement de gosses, black, blancs ou beurs passe dorénavant pour une provocation aux yeux des gardiens de la flamme bleu blanc rouge.

Bel argument pour le discours de l'autre idole des « potes » (« Harlem, Harlem, Harlem »), qui a accusé le gouvernement de n'avoir « rien fait » pour l'intégration des immigrés, et qui a lancé : « Lorsque les hommes politiques ne s'occupent pas d'un vrai problème, ce sont les démagogues qui s'en emparent ». La présence, en invité vedette, de Marie-France Stirbois à la manifestation de Toulon, participait de la démonstration.

Cela fait plusieurs mois que SOS-Racisme crie casse-cou à ses amis socialistes avec lesquels la lune de miel semble tourner aujourd'hui au vinaigre. « Nous sommes à la limite d'un divorce entre le pouvoir et la jeunesse », a déclaré Harlem Désir en guise d'avertissement, pour l'instant sans frais.

Ce message politique envoyé, le président de SOS-Racisme a cédé la vedette et le micro à Edmonde Charles-Roux, la veuve de Gaston Defferre, qui a gratifié les « potes » d'un « Je vous aime », lequel a fait taire les sifflets qui l'avaient accueilli. Puis on est passé aux choses sérieuses : des accords assourdissants des satellites, un rock dur et épais qui résonnait encore dans les têtes lorsque les « potes » ont repris la route dans la nuit noire et glacée. Direction : moins les « quartiers chics » que ces « zones chocs » d'où, selon SOS-Racisme, vient tout le mal.

BERTRAND LE GENDRE

□ Les Assises du MRAP pour l'égalité. — Au cours d'Assises pour l'égalité, organisées samedi 10 décembre à Paris, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a estimé nécessaire la relance d'une dynamique de l'égalité des droits en faveur des immigrés. Les participants ont en particulier demandé le contrôle des parquets pour les gardes à vue, afin d'éviter les bavures raciales. Mais, pour eux, « les problèmes des immigrés ne sont que les révélateurs des dysfonctionnements de la société française et il est dangereux de présenter des mesures spécifiques pour les immigrés ».

EN BREF

□ L'avenir du parc national des Pyrénées. — M. Antoine Waechter, député européen des Verts, a été reçu jeudi 7 décembre par le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, afin d'examiner le cas du parc national des Pyrénées. Ils sont tombés d'accord sur l'indivisibilité de principe des limites des parcs nationaux. « Seule une compensation territoriale procurant un très fort bénéfice à la protection de la nature peut justifier une légère modification des limites », a indiqué M. Lalonde. Dans le cas des Pyrénées, cette compensation devra se faire au bénéfice de l'ours.

□ Tempête au Canada : deux morts, quarante-six disparus. — Le bilan de la forte tempête, par très basses températures, qui sévit depuis quatre jours dans la région du golfe du Saint-Laurent, s'est alourdi, dimanche 10 décembre, de deux morts et quarante-six disparus, selon le centre de secours d'Halifax à l'est du Canada. Les recherches pour retrouver deux cargos, le *Capitaine-Torres* (vingt-trois membres d'équipage, pavillon du maroc, pavillon panaméen) qui avaient coulé, jeudi soir, dans le golfe du Saint-Laurent ont été abandonnées, les équipes de secours ayant perdu tout espoir de retrouver des survivants. Des avions continuaient néanmoins, de survoler le secteur. En revanche, les recherches concernant le chalutier canadien *Johnny-and-Sisters*, qui a disparu, vendredi soir, avec huit pêcheurs à bord, au sud du cap Race (Terre-Neuve) dans

EDUCATION

Un colloque de la DATAR à Marseille

L'Europe de la formation a besoin des régions

« La confrontation entre les systèmes de formation européens fera éclater les moins performants. Or, face au modèle anglosaxon décentralisé, le système fortement centralisé à la française obtient de moins bons résultats. » Ce constat brutal de l'un des participants éclaire bien la préoccupation qui s'est exprimée pendant les deux journées du colloque « Régions et Formations. Europe 1999 », organisé par la DATAR à Marseille, les 7 et 8 décembre, avec le soutien de la Commission des communautés européennes et du Monde.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

États par de très nombreuses contributions de chercheurs réunis pour la circonstance, l'argumentation qui s'est faite jour au fil des discussions était la suivante : le développement économique est désormais directement dépendant de la qualification des hommes. Un bon niveau de formation est nécessaire à tous les postes de travail (et pas seulement pour les cadres), pour s'adapter aux nouvelles technologies, mais aussi pour anticiper les évolutions, améliorer la qualité des produits et l'organisation du travail, développer l'innovation. Or dans ce système de production de plus en plus sophistiqué et évolutif, la région apparaît — plus que l'Etat — comme le bon niveau où peuvent être prises les décisions et ajustées les formations.

La régionalisation permet, en particulier, de mieux s'appuyer sur le tissu économique local et de faire participer directement les entreprises à la définition des emplois et des programmes. Comme l'ont souligné de nombreux participants, améliorer le système

de formation ne suffit pas pour créer du travail, si cet effort ne repose pas sur une analyse précise des besoins et du potentiel économique et sur une véritable mobilisation sociale, qui ne peuvent s'opérer qu'à l'échelon local.

La construction européenne donne des perspectives nouvelles au développement des régions, en redessinant les équilibres géographiques et en faisant apparaître des jeux d'alliances inédits. L'exemple de la Sarre, présenté par son ministre du travail, M. Hoffmann, à cet égard est intéressant. Frappée de plein fouet par la crise du charbon, puis de la sidérurgie, qui constituait l'essentiel de son activité, ce petit Land, aux marges de la RFA mais au cœur de l'Europe industrielle, a joué à fond la carte de la formation professionnelle et de la coopération avec les régions voisines (Luxembourg et Lorraine). C'est pourquoi M. Hoffmann a invité les Etats à encourager l'éducation des petites régions à qui le marché intérieur européen offre une chance inespérée de développement et à ne pas s'opposer à ce qu'elles aient des contacts directs avec la Commission de Bruxelles.

Dans le domaine de la formation, une certaine coopération commence à s'esquisser à travers les frontières. Mais on n'est encore qu'aux tâtonnements, en raison notamment de l'hétérogénéité des systèmes éducatifs et du poids des traditions. L'un des cas les plus avancés est certainement celui de l'Alsace et du Bade-Wurtemberg (« le Monde Campus » du 7 décembre), grâce à la communauté de langue et à une forte intégration économique qui se manifeste par l'importance des échanges commerciaux, des migrations de travailleurs et le poids des investissements étrangers dans l'industrie alsacienne. Pour François de Lavergne et Patrick Barraud, qui ont étudié cette situation en la comparant à celles du Hainaut franco-belge et des Pyrénées, la coopération transfrontalière, pour réussir, doit partir des réalités économiques et être coordonnée casuiste dans une planification cohérente. Si — comme c'est le plus souvent le cas — l'une de ces conditions fait défaut, on a soit un foisonnement d'initiatives spontanées qui ne parviennent pas à s'intégrer dans un courant organisé, soit une construction institutionnelle sans contenu réel. La coopération a besoin des institutions pour se développer, mais elle ne se décide pas d'en haut.

L'apparition de « nouveaux acteurs »

Force est de reconnaître que ce système idéal est encore loin de fonctionner et l'on assiste souvent, selon le mot d'un des participants, à une « euro-agitation » dont les résultats ne sont pas à la mesure des efforts déployés. Cette relative inefficacité n'est pourtant pas entièrement négative. Les tentatives — même maladroites — de coopération apprennent à mieux se connaître et permettent d'établir des comparaisons critiques entre les systèmes de formation. Ensuite, elles font apparaître dans le champ éducatif de « nouveaux acteurs » dont l'importance est de plus en plus grande : collectivités territoriales, organisations sociales professionnelles, associations, entreprises, établissements de formation... Elles remettent en cause les monopoles et les tutelles administratives. Elles suscitent des critères différents d'évaluation, prenant mieux en compte les besoins des utilisateurs. Bref, elles contribuent à rapprocher la formation du terrain et de la demande sociale.

C'est pourquoi M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, a souligné que cette évolution, qui va dans le sens de la politique de décentralisation et de « projets d'établissements » voulus par le gouvernement, devrait être encouragée. Et il a annoncé

□ M. Chénoune ne soutient pas M. Le Pen. — M. Ernest Chénoune, le principal du collège Gabriel-Havez de Creil (Oise), a protesté dans un communiqué contre l'utilisation de sa photographie qui le faisait apparaître derrière le président du Front national lors de l'émission de TF 1 sur l'immigration, vendredi 8 décembre. « Je souhaite lever toute confusion éventuelle et exprimer que mon intervention dans l'affaire des foulards à l'école, intervention rigoureusement professionnelle, ne ressort pas comme un engagement auprès de M. Jean-Marie Le Pen. »

que la France proposerait au conseil des ministres européens de l'éducation, le jeudi 14 décembre, « un programme ambitieux d'échanges et de coopération de toutes natures pour les établissements d'enseignement secondaire, technique et professionnel ». « Il s'agit, a-t-il précisé, d'ajouter aux programmes Comett et Erasmus, qui ne concernent que les formations supérieures, des actions visant les rapprochements entre établissements de formation, ainsi qu'entre ces derniers et les entreprises, la constitution de réseaux, la formation d'enseignants et la production d'outils pédagogiques. »

Même si la décentralisation est unanimement souhaitée, comment éviter qu'elle n'aboutisse à un renforcement des inégalités, en accentuant le fossé entre les régions les plus dynamiques et celles dont les ressources naturelles, humaines ou financières sont insuffisantes ? Ce thème des disparités a été abondamment illustré, par des exemples pris dans divers pays et, pour la France, par les documents inédits fournis par la DATAR, le CNRS et le CEREQ — (« le Monde Campus » du 7 décembre). Cette réalité prend une acuité particulière à une époque où l'on annonce une accélération considérable du nombre des bacheliers et, par conséquent, des investissements dans l'enseignement secondaire et supérieur.

C'est pourquoi M. Armand Fremond, directeur de la programmation et du développement universitaire au ministère de l'éducation nationale, a annoncé la mise en place d'une « carte universitaire de grande ampleur », dont les idées directrices seraient les suivantes : rattrapage pour les régions ayant des retards importants (la France du Nord, de l'Est et de l'Ouest) ; constitution de pôles universitaires de dimension européenne (dans un premier temps, Grenoble et Strasbourg) ; création de nouveaux établissements dans les régions où la pression démographique est la plus forte (Ile-de-France et Nord-Pas-de-Calais).

Les riches et les pauvres

Ces disparités entre les régions sont évidemment encore plus fortes si l'on considère l'ensemble du territoire européen, comme l'a fait observer M. Bruce Millan, commissaire européen pour la politique régionale. C'est pourquoi la Commission a une politique d'aide financière qui vise à les réduire. Mais pour être mené à bien, ce rééquilibrage devra jouer de toutes les possibilités qu'offre le nouveau paysage européen : aides communautaires et nationales, mais aussi aides des régions entre elles. Et M. Millan a souhaité qu'il y ait davantage d'actions de coopération entre régions riches et pauvres de la Communauté. De son côté, M. André Kirchberger, représentant M^{me} Papandréou, commissaire européen chargé de l'éducation et de l'emploi, a appelé de ses vœux la constitution de « consortiums d'organismes de formation au niveau européen ». « Ce colloque doit être le premier maillon d'un réseau que nous pourrions accompagner et soutenir. Il faut le poursuivre », a-t-il déclaré.

L'Europe de la formation, comme celle des régions, devra être le résultat d'actions d'ensemble et d'initiatives locales. Un mélange de planification et d'autonomie. Un « modèle européen », à mi-chemin entre le régionalisme et le jacobinisme, reste à trouver.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

BICENTENAIRE

Le bilan de la Mission

Les derniers feux d'une célébration

La cérémonie d'entrée au Panthéon, le 12 décembre, de trois figures de l'époque révolutionnaire — Condorcet, l'abbé Grégoire et Monge — marquera l'achèvement de la célébration du Bicentenaire. Le bilan dressé par la Mission est positif, après cette fin d'année par la rencontre de l'Histoire et de l'actualité.

Le président de la République fera un discours, on jouera la musique maçonnique de Mozart, on lira des extraits de leurs écrits : l'entrée au Panthéon du marquis Antoine de Condorcet, de l'abbé Henri Grégoire et de Gaspard Monge sera l'occasion, mardi 12 décembre de 19 h à 20 h, d'une brève cérémonie retransmise par Antenne 2. Elle marquera la fin des manifestations commémoratives nationales de la Révolution. Rien d'autre n'a été prévu, en cette fin d'année, pour célébrer la naissance des communes et des départements (novembre-décembre 1789), malgré l'intérêt de ce rappel à l'époque de la décentralisation.

Mais les Français ne sont-ils pas un peu las de cette commémoration ? Ils ont, il est vrai, beaucoup donné. Et l'actualité est largement allée, non sans rapport avec les idéaux de la Révolution (droits de l'homme, souveraineté populaire, universalité des valeurs des Lumières, etc.), que l'année 1989 a permis de réexplorer. La Mission du Bicentenaire vient de dresser un bilan, et M. Jean-Noël Jeanneney, son président, a évoqué au cours d'une réunion de presse, mercredi 6 décembre, « l'écho prodigieux » de cette commémoration « tout autour de la planète ».

Le bilan quantitatif du Bicentenaire est impressionnant. Quelques chiffres, parmi d'autres, en témoignent : 1 300 ouvrages édités en France, 650 colloques d'universitaires et de chercheurs (dont 400 à l'étranger), 7 500 manifestations en province, 1 million de spectateurs et 800 millions de télé specta-

teurs pour le spectacle-défilé du 14 juillet, plus de 3 000 manifestations culturelles dans 115 pays, une augmentation importante du tourisme en France (43 millions de visiteurs cette année)...

L'appétit de connaissances

M. Jeanneney a rappelé le décalage perceptible pendant le premier semestre entre la multitude des initiatives provinciales, témoignant d'un réel intérêt, et la réserve ironique des milieux politiques, médiatiques, parisiens. Après le succès du 14 juillet, quel que soit le jugement porté sur les qualités artistiques et intellectuelles du spectacle de Jean-Paul Goude, cette distorsion a disparu.

Le président de la Mission n'a pas souhaité « conclure » sur le travail réalisé par une équipe restreinte (45 personnes) et ses répercussions, insistant toutefois sur un aspect moins visible du Bicentenaire : l'appétit de connaissances de bon nombre de « citoyens libres, qui ont pris du plaisir pas seulement romanesque, mais aussi civique » à découvrir ou redécouvrir cette époque cruciale de notre Histoire (1).

La dernière tâche est celle des archives, pour laisser des traces utiles de cette commémoration. La Mission s'y emploie pendant ce dernier mois. Un livre, largement illustré, sortira au printemps 1990. Le réalisateur Serge Moati a filmé cent quatre-vingts heures d'aspects inattendus du Bicentenaire : une séquence d'une heure trente est proposée sur FR 3 le dimanche 17 décembre (20 h 35). Une vidéo-cassette, de quatre-vingt-dix minutes également, retraçant le spectacle de Goude et sa préparation sera disponible ces jours-ci dans le commerce (199 F).

(1) Le Monde, pour sa part, y a participé, avec le succès remporté par notre mensuel *Le Monde de la Révolution française* (environ 70 000 exemplaires diffusés en moyenne).

Le Monde

Révolution française

MENSUEL : 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Pour en savoir plus sur les hommes, les événements et les idées de la Révolution.

Grande-Bretagne
programme d'art

Genes télé

A SAINT LAZARE
FACE A LA GARE

COSTUMES
VESTES
BLOUSONS
PANTALONS
CHAMISÈRE
ET TOUTES
VÊTEMENTS
POUR LES
HOMMES FORTS

15, place du Havre.
43.87.34.64.
Ouvert le lundi.

rafal³

ET A NICE, CAP 3000,
NIMES (in C&N)

SOCIÉTÉ

DEFENSE

De préférence à un projet de l'OTAN

La Grande-Bretagne choisit de participer à un programme d'armement franco-italien

La Grande-Bretagne a choisi, à la fin de la semaine dernière, de s'associer à la France et à l'Italie sur un projet de missile antiaérien et antimissile, de préférence à un programme concurrent de l'OTAN animé par les États-Unis.

Ce choix en faveur d'un programme européen, auquel l'Espagne, sollicitée de participer au projet de l'OTAN, pourrait elle aussi adhérer, devrait permettre au groupe français Thomson-CSF et au groupe britannique British Aerospace de rapprocher leurs activités dans le secteur des missiles avec la création, à égalité, d'une société commune.

Le programme franco-italien concerne, au départ, la production d'une famille de missiles antimissiles et antimissiles, dont les deux principaux sont le missile SAAM (surface-air antimissiles) pour la protection des navires et le missile

SAMP (sol-air à moyenne portée) pour la protection d'un corps de manœuvre blindé. Ces deux systèmes d'armes ont été conçus à partir d'un même missile, l'Aster, développé en coopération par les sociétés françaises Aérospatiale, Thomson-CSF et ESD et par la société italienne Selenia.

La France a prévu d'acquiescer le SAAM (pour un coût global de 9,8 milliards de francs) et le SAMP (pour un coût global de 13,3 milliards de francs) avant la fin du siècle.

De son côté, le Royaume-Uni vient de faire savoir que le programme SAAM avait été retenu pour les nouvelles frégates de la Royal Navy. Du même coup, les Britanniques ont renoncé à participer à un projet concurrent de l'OTAN, baptisé NAAWS (Nato Anti-Air Warfare System) et intégrant, outre l'Espagne, les États-Unis, le Canada, l'Allemagne fédérale et les Pays-Bas. En plus de l'Espagne, qui est aujourd'hui solli-

citée par les Français et les Italiens, l'Allemagne fédérale s'interroge sur sa participation au projet NAAWS.

Aux Communes, le gouvernement britannique a expliqué, la semaine dernière, que le système franco-italien lui convenait pour ses performances et son calendrier de production.

La décision du Royaume-Uni donne toutes ses chances au projet, conçu par Thomson-CSF et par British Aerospace, de regrouper leurs activités dans le domaine des missiles au sein d'une société filiale (à parité égale) qui s'appellerait Eurodynamic, avec un chiffre d'affaires attendu de l'ordre de 13 milliards de francs pour 13 000 salariés. Cette coopération est indépendante de la volonté manifestée par Thomson-CSF de racheter le groupe britannique Ferranti d'électronique de défense. British Aerospace a, pour sa part, renoncé à être associé à cette entreprise.

MEDECINE

Le Téléthon obtient plus de 250 millions de francs pour la recherche

Gènes télégéniques

Les dirigeants de l'Association française contre les myopathies (AFM) ont de quoi être satisfaits. Avec un montant de 256 310 754 francs, le Téléthon 89 a battu tous les records (en 1987, 195 millions de francs avaient été récoltés, et, en 1988, 186 millions de francs).

Plus d'un million de Français, auxquels il faut ajouter quelques Belges, Italiens et même Allemands de l'Est, ont joué le jeu de l'aide financière directe à la recherche sur les maladies génétiques que leur proposaient, trente-deux heures durant, de vendredi 19 heures à dimanche à l'Antenne 2, FR 3 et Radio-France. Selon les propres termes du communiqué de l'AFM, le parrain du troisième Téléthon, Alain Delon, « a déployé, tout au long de l'émission, un enthousiasme et une conviction qui, au-delà de ses talents de comédien, émanant et rayonnant de sa personnalité tout entière ». On pourrait en dire autant des animateurs Jacques Chancel, Michel Drucker, Gérard

Holtz et Claude Sérillon qui, comme le dit l'AFM, « ont mobilisé, sans réserve, leur dynamisme et leurs qualités professionnelles sous lesquels on devinait attendrissement et admiration pour ces enfants malades, vedettes d'un jour ». En ces deux jours, personne ne fut avare de baisers, de sourires et de bons sentiments.

Les objectifs de ce troisième Téléthon seront donc tenus. Les quatre cents programmes de recherche lancés grâce aux deux précédentes éditions seront poursuivis. Un effort financier particulier sera fait pour deux maladies dont les gènes ont déjà été identifiés, la myopathie de Duchenne et la mucoviscidose, l'objectif étant maintenant d'identifier les protéines produites par ces deux gènes défectueux pour aboutir éventuellement un jour à la mise au point d'un traitement curatif.

D'autres maladies bénéficieront des recettes de ce Téléthon : la rétinopathie pigmentaire, l'ataxie de Friedreich, la chorée de Huntington et l'amyotrophie spinale.

Au-delà du succès du Téléthon, un certain nombre d'interrogations demeurent, qui concernent tant le

fonctionnement que le financement de la recherche en France. Etant donné le volume considérable d'argent brassé par des associations telles que l'AFM ou l'ARC (Association pour la recherche sur le cancer), il faudrait s'interroger sur le mode de distribution des subventions. S'agissant de ces deux associations, chacune ayant d'ailleurs sa spécificité, ne peut-on craindre qu'à terme elles se substituent purement et simplement à la puissance publique ? N'y a-t-il pas un risque de voir se développer — cela existe déjà en partie — une recherche à deux vitesses, l'une qui concernerait les pathologies « médiatiques », et l'autre des « oubliées » ? 2. En définitive, tout se passe comme si on assistait à un glissement de pouvoir, au détriment des organismes publics de recherche et au profit de personnalités charismatiques telles que MM. Bernard Barataud, le président de l'AFM, ou Jacques Crozemare, le président de l'ARC. Cette dérive est en tout cas symptomatique des carences de la recherche médicale en France.

FRANCK NOUCHI

JUSTICE

Après l'évasion collective de Lannemezan

Quatre détenus s'échappent de la maison d'arrêt de Mende

Quatre malfaiteurs considérés comme très dangereux se sont évadés dimanche 10 décembre de la maison d'arrêt de Mende (Lozère), une prison réputée inviolable, où sont passés notamment Mesrine et Villoquet.

MENDE

de notre correspondant

Vers 7 h 30, dimanche, l'un des détenus, Hamdane Djema, menaçait au moyen d'une arme, réelle ou factice, les deux surveillants qui assuraient le petit déjeuner. Cet individu exigeait sous la menace l'ouverture des portes du quartier pénitentiaire et la remise des clés. Après avoir enfilé dans une cellule les surveillants, Djema et trois autres détenus sortaient par la grande porte de la prison.

Une fois à l'extérieur, ils interceptaient une voiture, frappaient le conducteur avant de prendre la fuite dans ce véhicule.

A la demande de M. François Semar, procureur de la République à Mende, le plan Epervier était immédiatement mis en œuvre. Pendant toute la journée de dimanche, une centaine de gendarmes et de policiers furent déployés sur le terrain. Des barrages étaient installés sur les routes, et un hélicoptère venu de Lyon survolait la région. En fin de soirée, les chercheurs ne donnaient aucun résultat

et on ignorait la direction qui avait pu être prise par les fugitifs.

Les quatre malfaiteurs sont des spécialistes de l'évasion. Il s'agit de Stéphane Gardes, vingt-quatre ans, condamné à une peine de réclusion criminelle à perpétuité pour l'assassinat de douze coups de couteau d'un coiffeur demeurant à Saint-Laurent-du-Var (Alpes-Maritimes) ; de Rémi Sivane, vingt et un ans, qui purgeait une peine de dix ans de réclusion pour de nouveaux vols à main armée dans le Gard ; de Hamdane Djema, trente et un ans, de nationalité tunisienne, déjà condamné pour vol à main armée et pour s'être évadé en septembre 1987 de la maison d'arrêt de Montpellier en brandissant une arme fictive, et de Ahmed Oumme, vingt-huit ans, auteur d'attaques à main armée et qui avait, lui, réussi à s'évader de la prison des Beaumettes, le 16 juillet 1989, avant d'être repris.

JEAN-MARC GILLY

□ Deux des évadés de Lannemezan arrêtés. — Pierre Etcheverria, trente ans, et Gilbert Ghislain, vingt-six ans, deux des neuf détenus qui avaient réussi à s'évader mercredi 6 décembre de la prison de Lannemezan, ont été arrêtés par les policiers dans la banlieue de Pau, samedi 9 décembre au soir d'un bar où ils avaient trouvé refuge. Ces arrestations, intervenues sans violence, portent à quatre le nombre des détenus « repris » depuis cette évasion collective.

FAITS DIVERS

Dans la Creuse

Ouverture d'une information pour enlèvement après la mort d'un enfant turc

LIMOGES

de notre correspondant

Tarik Kifibasi, dix ans, disparu le 29 novembre dernier à Bourgneuf (Creuse), a été retrouvé mort samedi 9 décembre, dans une forêt à environ 6 kilomètres de la ville. Il était vêtu du blouson, de la chemise noire et blanc et des baskets qu'il portait le jour de sa disparition. L'autopsie a conclu à une « asphyxie mécanique », qui rend très vraisemblable l'hypothèse du meurtre. Dimanche après-midi, une information a été ouverte par le parquet de Guéret pour « enlèvement d'enfant suivi de mort avec recherche du ou des auteurs ».

Tarik était un enfant de la communauté turque du Limousin. Les immigrés turcs sont nombreux dans cette région où ils participent aux activités forestières. A Bourgneuf même, ils sont plus de 300 pour une population de quelque 4 000 habitants. Le père de Tarik, arrivé comme ouvrier voici plusieurs années, s'était établi à son compte voici trois ans.

Après la disparition de l'enfant, la communauté s'était cotisée pour offrir une récompense de 20 000 F pour tout renseignement susceptible d'éclaircir cette disparition. Au cours des recherches, entreprises par 250 gendarmes et pompiers, secondés par les bûcherons turcs qui connaissent très bien ces forêts, la zone où fut découvert le corps de l'enfant avait été ratée plusieurs fois. Si l'enfant était mort de froid ou d'épuisement depuis dix jours,

les animaux sauvages auraient commencé à dépecer son cadavre, estime la communauté, qui en déduit que Tarik a été probablement séquestré et que son corps a été jeté là où il a été trouvé après l'abandon des recherches.

GEORGES CHATAIN

Les victimes des attentats en mal de « reconnaissance morale »

Des traumatismes qui n'en finissent pas

Au moment où va s'ouvrir, mercredi 13 décembre, le procès à la cour d'assises de Paris de Habib Maamar l'auteur présumé de l'attentat terroriste commis, le 23 février 1986, contre le magasin Marks and Spencer, de nombreuses victimes de la vague d'attentats commis à Paris en 1986 font toujours face, trois ans après, à leurs traumatismes physiques et surtout psychologiques. En mal de « reconnaissance morale », les victimes se sentent généralement incomprises, voire oubliées.

Pierre doit toujours marcher vite, sinon il stutube. Après quatre interventions chirurgicales et dix-huit mois d'hospitalisation, il ne peut plus lire ou entendre qu'au prix d'énormes difficultés. Blessé par l'explosion d'une bombe devant le magasin Marks and Spencer, le 23 février 1986 à Paris, Pierre estime toutefois avoir repris tant bien que mal une vie normale et il assistera en qualité de partie civile, le 13 décembre, à l'ouverture du procès devant la cour d'assises de Paris des auteurs présumés de cet acte terroriste.

Victime de l'attentat contre la préfecture de police de Paris, le 15 septembre 1986, Suzanne a certes pu reprendre, trois semaines plus tard, son emploi au service des permis de conduire. Mais elle vient de terminer une nouvelle cure de repos, ne prend plus le métro qu'avec réticence, est toujours prise de panique dans une foule et sursaute au moindre bruit.

Julie, qui venait d'entrer en sixième lorsqu'elle a été blessée dans l'attentat de la rue de Rennes, le 17 septembre 1986, a, pour sa part, raté ses deux premières années de collège et doit maintenant se tourner vers un cycle court. En dépit de grosses « séquelles affectives », elle cherche, selon son père, à « tirer un trait » sur cet événement et ne parle jamais de sa mère, morte dans l'attentat. Pourtant, poursuit le père de Julie qui a revendu sa télévision pour éviter de nouveaux chocs émotionnels à sa fille, « la vie vous rappelle constamment que vous êtes anormal ».

Si les victimes d'attentats supportent finalement tant bien que mal leurs séquelles physiques, nombreuses sont celles qui se sentent, en revanche,

toujours incomprises. D'autant, explique M^{me} Monique Cellerin, directrice de l'Institut national d'aide aux victimes, que « la traumatisme psychologique est généralement inversement proportionnel à la gravité des lésions physiques ». « Les autres pensent toujours qu'on joue la comédie parce qu'on n'a pas été gravement blessé », constate ainsi Suzanne. « Ma hiérarchie m'a fait comprendre qu'au bout de trois ans je devais être guéri, ajoute Jean pris dans l'explosion, le 8 septembre 1986, de la bombe placée dans le bureau de poste de l'Hôtel de Ville de Paris... alors que mes oreilles aiffient constamment et que j'ai toujours des insomnies. » Et quand on réclame une indemnisation au Fonds de garantie (1), on est toujours considéré comme des escrocs », affirme encore Michel dont le fils, blessé rue de Rennes, ne peut plus entendre pétarder, même un vélomoteur.

« Mentalité d'assisté »

« En résumé, nous dérangeons, s'insurge Jean, car la société ne veut parler de nous qu'en tant que fait sociologique alors que nous existons en tant que victimes d'attentat. » Tel n'est pas toutefois l'avis de Pierre pour qui « un malade ne doit pas être traité comme un malade ». Fort de ses vingt années d'expérience comme éducateur des blessés militaires, cet expert-comptable de soixante-trois ans « ne s'est jamais appesanti sur son cas » et s'est replongé à fond dans son travail. Quitte à ne plus envisager sa retraite : « Qu'est-ce que j'en ferais ? », s'interroge-t-il.

Pierre apparaît comme l'exception qui confirme la règle car d'une manière générale, les rescapés d'actes terroristes souffrent, selon M^{me} Cellerin « d'un besoin de reconnaissance absolue ». « Les victimes d'attentat éprouvent un sentiment d'injustice d'autant plus grand à l'égard de ce qui leur arrive que, inconsciemment, elles n'étaient absolument pas préparées à vivre un tel traumatisme », ajoute-t-elle. Pour Michel, par exemple, l'attribution aux ex-blessés, d'un « privilège ou du moins d'une facilité dans la vie » ne serait que justice. Ce sentiment anime, également, M^{me} Françoise Rudetzi, présidente de SOS-Attentats elle-même blessée dans l'atten-

tat contre le Grand Véfour le 23 décembre 1983 — et qui se bat depuis 1985 pour obtenir l'attribution aux rescapés des explosions terroristes, du statut de victimes civiles de guerre.

Ce besoin de reconnaissance morale n'est pas satisfait par l'indemnisation des séquelles directement liées à l'attentat, ce dont le Fonds de garantie s'acquitte « convenablement », selon M^{me} Cellerin. Nombreuses sont, en effet, les victimes qui ferraillent toujours contre le Fonds et l'administration pour « faire reconnaître leurs droits ». Jean qui s'était vu proposer une indemnisation après ses pertes d'audition, l'a finalement refusée en estimant qu'elle ne prenait pas en compte l'aggravation de son état. Faute d'accord, son dossier traîne depuis trois ans. Suzanne qui a été dédommée pour cet « accident de travail », a dû se faire enlever deux tumeurs au sein, apparues dans les deux ans qui ont suivi l'attentat. La médecine du travail refuse de les assimiler à des conséquences indirectes de l'attentat dont elle a été victime, alors que, selon un professeur qui l'a examinée, tel pourrait bien être le cas.

Pierre a, en revanche, laissé dormir son dossier au Fonds de garantie. Tout en évitant que son exemple constitue « une jurisprudence négative » à l'encontre des autres victimes, il souhaite, pour sa part, « ne pas développer une mentalité d'assisté ». Sans compter, s'interroge-t-il, qu'« on est peut-être pas tout à fait innocent face à ces vagues d'attentats, dans la mesure où on est, estime-t-il, solidaire du gouvernement que l'on a élu et de ses choix ». Le père de Julie n'est pas d'accord : « Ces événements, affirme-t-il, constituent un gâchis humain et ils n'ont fait progresser aucune raison d'Etat ».

Qu'elles ferraillent ou qu'elles travaillent, les victimes d'attentat réagissent avant tout selon leur tempérament : entre Pierre qui « ne veut pas pleurnicher » et Jean « le combattif », les victimes tantôt de sa reconstruire, après le drame, avec leurs propres armes.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) Le Fonds de garantie contre les actes de terrorisme, qui a été installé le 9 septembre 1986, est destiné à accorder financièrement les victimes, grâce aux taxes prélevées sur les contrats d'assurance.

Huit enfants brûlés vifs dans une série d'incendies

Huit enfants âgés de deux à dix ans sont morts dans les trois incendies qui ont ravagé des maisons d'habitation, dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 décembre. Près de Nior (Deux-Sèvres), le feu s'est déclaré dans une ferme, brûlant vite trois frères et une sœur âgés de deux à dix ans. Leur mère a pu sauver deux

autres de ses filles, sept ans et sept mois. A Chavagnes-les-Eaux, près d'Angers, trois garçons de deux, trois et sept ans sont morts, bloqués dans leur chambre mansardée au premier étage. Enfin, un autre incendie, près de Comines (Nord), a provoqué la mort d'un garçon de sept ans.

Prix spéciaux fin d'année

Venez choisir votre nouvelle **PEUGEOT** parmi notre stock permanent de 1000 véhicules*

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER

PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

* en fonction des options choisies

MINTEL 3615 NEUBAUER

1. **THE**
 2. **THE**
 3. **THE**
 4. **THE**
 5. **THE**
 6. **THE**
 7. **THE**
 8. **THE**
 9. **THE**
 10. **THE**
 11. **THE**
 12. **THE**
 13. **THE**
 14. **THE**
 15. **THE**
 16. **THE**
 17. **THE**
 18. **THE**
 19. **THE**
 20. **THE**
 21. **THE**
 22. **THE**
 23. **THE**
 24. **THE**
 25. **THE**
 26. **THE**
 27. **THE**
 28. **THE**
 29. **THE**
 30. **THE**
 31. **THE**
 32. **THE**
 33. **THE**
 34. **THE**
 35. **THE**
 36. **THE**
 37. **THE**
 38. **THE**
 39. **THE**
 40. **THE**
 41. **THE**
 42. **THE**
 43. **THE**
 44. **THE**
 45. **THE**
 46. **THE**
 47. **THE**
 48. **THE**
 49. **THE**
 50. **THE**
 51. **THE**
 52. **THE**
 53. **THE**
 54. **THE**
 55. **THE**
 56. **THE**
 57. **THE**
 58. **THE**
 59. **THE**
 60. **THE**
 61. **THE**
 62. **THE**
 63. **THE**
 64. **THE**
 65. **THE**
 66. **THE**
 67. **THE**
 68. **THE**
 69. **THE**
 70. **THE**
 71. **THE**
 72. **THE**
 73. **THE**
 74. **THE**
 75. **THE**
 76. **THE**
 77. **THE**
 78. **THE**
 79. **THE**
 80. **THE**
 81. **THE**
 82. **THE**
 83. **THE**
 84. **THE**
 85. **THE**
 86. **THE**
 87. **THE**
 88. **THE**
 89. **THE**
 90. **THE**
 91. **THE**
 92. **THE**
 93. **THE**
 94. **THE**
 95. **THE**
 96. **THE**
 97. **THE**
 98. **THE**
 99. **THE**
 100. **THE**

de compagnie



E. LECLERC

CULTURE

THÉÂTRE

Féroé, la vie d'un rêveur

Au Théâtre de la Ville, une production du TNP, Féroé la nuit, de Michel Deutsch, mise en scène de Georges Lavaudant. Un homme à la recherche d'un souvenir.

Deux hommes se battent dans la nuit, et les coups résonnent contre le rideau de fer. Ils se séparent, s'en vont l'un après l'autre. L'un d'eux, c'est Féroé, héros de la pièce de Michel Deutsch, mise en scène par Georges Lavaudant, au Théâtre de la Ville. Ainsi commence *Féroé la nuit*.

Puis le rideau de fer se lève sur un paysage de sable, très blanc dans la lumière blafarde. Une femme pousse un vieux landau précédé par son ombre, elle reconstruit son fils Féroé à une jeune fille en maillot à fleurs. Des silhouettes d'hommes sont posées immobiles, de dos. Sans ombre portée. Les « belles images » qui sont la marque de Georges Lavaudant, sont ici mieux que belles. Au magnifique décor net, ouvert, disponible de Jean-Pierre Vergier, elles apportent un mystère, la sensation de quelque chose de fugace, qui se dérobe et qu'il faut saisir.

Michel Deutsch dit que Féroé est son Peter Gyné. Il n'est pas un héros, mais un aventurier qui avance, poussé par l'irrépressible désir de savoir. Et d'abord de savoir avec qui il s'est battu. Féroé avance en boitant, le regard curieux, attentif, mais l'esprit

accroché aux rêves. C'est la poursuite d'une utopie qui le fait avancer, pas la quête du pouvoir ou de la richesse. Ce en quoi il diffère de Peter Gyné. Féroé veut seulement connaître, comprendre, aimer. Aimer, il n'y parviendra pas. Il trouve l'amour et se laisse entraîner plus loin. Il ne veut pas s'arrêter tant que sa recherche n'a pas abouti, ne veut pas admettre qu'elle ne peut aboutir. Féroé est un rêveur rebelle.

Le goût du jeu et l'humour

Et avec lui, son histoire avance comme un roman d'aventures hautes et loufoques, digne de Par-dailhan ou de Harry Dixon. Féroé rencontre quantité de gens de pouvoir, des gens riches — des hommes politiques, un savant équivoque, un ténancier de boîte de nuit, qui lui prendra son amour et en fera une star tandis que lui deviendra un boxeur célèbre, et puis les filles qui mettront un terme à sa recherche et à sa vie. Il rencontrera également l'enchanteuse Ciroé, retrouvera des lambeaux de son enfance et jamais ne perdra le goût du jeu, l'humour.

Féroé est un naïf, un innocent doctoreskien qui traiterait ses angoisses par l'action et l'ironie. Son inséparable volonté de savoir donne une unité aux péripéties, aux ellipses, sautes de temps, sautes de lieu du récit. Le spectacle, parfaitement construit, est d'une logique interne évidente. Sa clarté doit beaucoup à la personnalité de Patrick Pinea, Féroé ténu, vulnérable, courageux comme un chevalier, pur comme un enfant qu'aucune magouille ne peut abîmer, peut-être parce que, au fond, il reste un peu au-dehors des autres, seulement engagé dans sa propre histoire.

Autour de Patrick Pinea, tournent des marionnettes ridicules ou inquiétantes, et deux femmes. La mère — Annie Perret — et celle qui a aimé Féroé, Sylvie Orcier, formidablement vivante et drôle. La distribution homogène tient le rythme, la tension, les éclats burlesques. La splendeur paisible des images donne un climat tragique destabilisé par la dérision. Michel Deutsch et Georges Lavaudant portent sur le monde le même regard lucide, railleur et furieux : leur spectacle est d'une qualité unique.

COLETTE GODARD

Théâtre de la Ville, 20 h 30 jusqu'au 18 décembre. Tél. : 42-74-22-77. Le texte est paru aux Éditions Christian Bourgois (60 F).

LE BLEU, BLANC, ROUGE ET LE NOIR
OPERA POUR MARIONNETTES

LIVRET ANTHONY BURGESS
MUSIQUE LORENZO FERRERO
MARIONNETTES ENRICO ET ANDREA BALI
MISE EN SCÈNE MASSIMO SCHUSTER
Coproducteur CENTRE CULTUREL FRANÇAIS DE MILAN
THÉÂTRE DE LA SCALA
6 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
DU 11 AU 17 DÉCEMBRE
CENTRE GEORGES POMPIDOU
LOCATION : 42.96.96.94

CYCLE DE CONCERTS

SYLVANO BUSSETTI

INTEGRATION

MUSIQUE VIVANTE

DIEGO MASON

OPERA COMIQUE

12 DÉCEMBRE

LOCATION : 42.96.96.94

La mort de Bruno Carette

Rire pour ne pas avoir froid

Bruno Carette est mort le vendredi 8 décembre à Paris, à l'âge de trente-trois ans, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, d'une crise foudroyante consécutive à une leuco-encéphalite pour laquelle il était soigné depuis le 31 octobre. Il sera inhumé le mardi 12 décembre au nouveau cimetière d'Antibes à 16 h 30.

Très tôt après le lancement de Canal Plus, une bande de drôles, une drôle de bande allait s'imposer et imposer dans le paysage audiovisuel une chaîne de télévision aux débuts incertains : Chantal Lauby, Alain Chabat, Dominique Faruggia et Bruno Carette, dans la foulée de Coluche et des meilleurs fantasistes, s'inventaient un nom de baptême, les Nuls, et s'ouvraient en grand les portes de l'humour dévastateur.

Bruno Carette et ses camarades, par le biais d'un feuilleton quotidien d'abord, « Objectif nul », puis par leur pastiche de journal télévisé, le « JTN », à renfort de fausses nouvelles et fausses publicités, de charges contre la quasi-totalité des émissions télévisées, françaises et américaines, à force de sketches aussi, où Bruno Carette lui-même dessinait des personnages de pure fantaisie, comme le désormais célèbre Mison-Misou ou Hassan, l'épicier arabe, dénonçaient tous les tics, toutes les injustices, toute l'imbécillité d'un monde que leur humour, que leur humour, rendaient aussitôt plus supportable.

Entre les Nuls et le cinéma

Bruno Carette, né en Algérie, n'avait pas trouvé d'autre arme que le rire pour retrouver un peu de la chaleur de sa terre natale et contrebattre les effets du froid de ce côté-ci de la Méditerranée, un côté où il ne voulait jamais trop s'attarder malgré un succès grandissant et la présence de ses amis. Neveu d'un chanteur populaire français, Georges Blancs, qu'il était aller applaudir au Festival off d'Avignon en 1988, neveu aussi de la chan-

teuse Lucette Raillat, qui avait connu son heure de gloire dans les années 50 en interprétant *la Môme aux boutons*, frère du comédien et metteur en scène de théâtre Didier Carette, Bruno Carette ne concevait pas d'autre métier que le sien, entre les Nuls et le cinéma, qui le couronnait mais où il ne voulait pas répéter ce qui l'avait fait connaître à la télévision.

Après une participation au dernier film de Gérard Jugnot, *Sans peur et sans reproche*, il avait accepté d'enthousiasme, au printemps de cette année, la proposition d'un homme dont il aimait les films, Louis Malle, d'interpréter, aux côtés de Miou-

Miou et de Michel Piccoli, le rôle d'un camionneur. Neuf semaines de tournage lui avaient permis de découvrir une nouvelle famille et un univers qui le passionnaient. *Milou en mai* sortira en janvier prochain.

D'ici là, c'est toute une génération qui devra — il le voulait — imaginer une nouvelle façon de rire. Les Nuls l'y aideront en rendant hommage toute cette semaine, à l'heure de « Nulle part ailleurs », sur l'antenne de Canal Plus, qui abritait leur dernière émission commune, « ABCD nul », à celui qui, aujourd'hui, leur manque et nous manque.

OLIVIER SCHMITT.

TÉMOIGNAGE

Un bonheur fugitif

par Louis Malle

Le côté horrible de notre travail, c'est qu'il crée des relations extraordinairement intenses pendant quelques mois, et puis le tournage se termine, chacun part de son côté, c'est comme une mort. On se revêt ensuite, avec une sorte de gêne, comme des amants séparés, restés amis, mais qui osent à peine se regarder, tant est forte l'émotion du souvenir.

Cette émotion, je l'ai ressentie plus que jamais en apprenant la nouvelle stupéfiante de la mort de Bruno Carette. Nous nous étions rencontrés en mars dernier, quand je distribuais les rôles de mon dernier film, *Milou en mai*. Je ne le voyais pas a priori dans ce rôle de camionneur plutôt bafoué qui s'introduit par accident dans une famille bourgeoise. Mais j'ai vite compris que sa souplesse, sa légèreté, sa drôlerie jamais vulgaire allaient donner au personnage la grâce qui aurait pu si facilement lui manquer.

Pendant le tournage, je n'ai pas cessé de me réjouir de l'avoir choisi. Nous l'aimions, lui et le personnage qu'il jouait, il nous faisait rire, il nous charmait. Nous par-

gions tous ce plaisir d'être ensemble, heureux, concentrés, une famille idéale, comme elles n'existent pas dans la vie. Nous sentions que ce bonheur était fugitif, un moment volé, une sorte d'extase qui continuait après les heures de travail. Bruno, nouveau venu au cinéma, le ressentait peut-être plus qu'un autre. Il venait nous voir les jours où il ne tournait pas, il savait qu'il nous manquait.

Quand tout le monde est parti, je suis resté dans le Sud-Ouest avec l'équipe de montage. Nous nous parlions au téléphone. Je lui disais comme j'aimerais retravailler avec lui. A mon retour à Paris, en octobre, nous devions nous voir un soir. Il s'est décommandé, une grippe disait-il. Ensuite, il est entré à l'hôpital.

Je n'ose pas dire quelle grande carrière il aurait eu au cinéma, la place qu'il aurait prise après des débuts aussi remarquables. Je veux seulement me rappeler son sourire, sa gentillesse profonde. Comme nous sommes heureux qu'il ait fait ce film ! Sur l'écran, nos amis disparus sont là pour toujours. La mort n'y peut rien.

RTL: LES ANNÉES 90

DE QUOI SERA FAITE LA DÉCENNIE ?

15 personnalités répondent sur RTL

Hélène AHRWEILER (PRÉSIDENTE DU CENTRE POMPIDOU) Françoise CHANDERNAGOR (ÉCRIVAIN) François DALLE (INDUSTRIEL)
Françoise GIROUD (JOURNALISTE) Alfred GROSSER (UNIVERSITAIRE) François JACOB (PRÉSIDENT DE L'INSTITUT PASTEUR) Serge JULY (JOURNALISTE)
Bernard-Henri LEVY (ÉCRIVAIN) Jean-Marie LUSTIGER (ARCHÉVÊQUE DE PARIS) Alain MINC (INDUSTRIEL) Jean d'ORMESSON (ÉCRIVAIN)
Louis PAUWELS (JOURNALISTE) Bernard PIVOT (JOURNALISTE) Haroun TAZIEFF (VULCANOLOGUE) Elié WIESEL (ÉCRIVAIN)

MARDI 12 DÉCEMBRE

DANS TOUS LES JOURNAUX ET LES FLASHES

DE
6H30
À
18H30
RTL

DD8 NEEDHAM

Comme vous pouvez le constater,
la fine pétillance naturelle de Badoit
allège votre quotidien.

their fight

90
UNE 2
r RTL

E-
ge JUL
MESSC.

6H30

18 НЗ0

Regardez-les danser, ces petites bulles fines et légères. Approchez-vous et écoutez-les chanter quelques instants à la surface de votre verre. Difficile de résister à leur léger gazouillis. Alors, tendez les lèvres et constatez avec ravissement.

sement que ces petites bulles titillent doucement vos papilles. Après, tout votre repas n'est plus que légèreté. Dans un monde en pleine effervescence, la fine pétillance naturelle de Badoit vous offre un grand moment de plaisir.

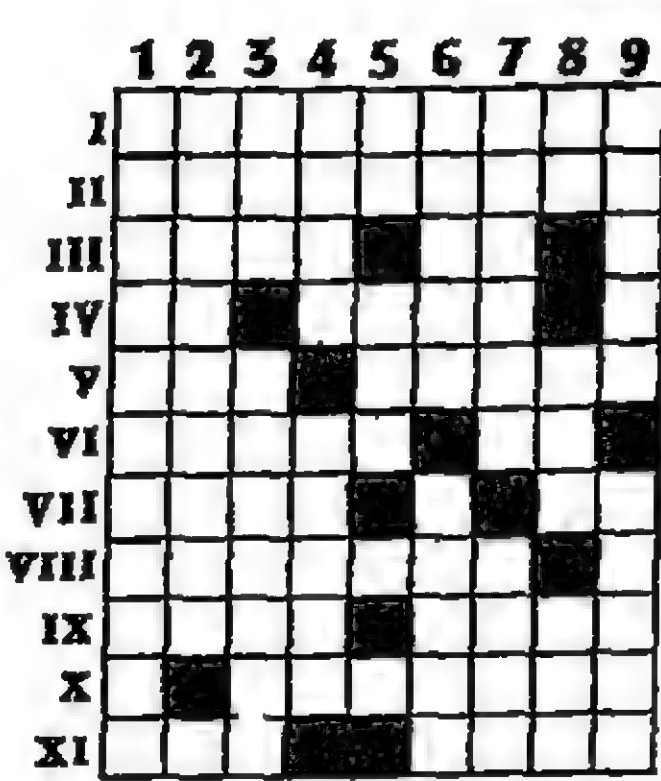
BADOIT

Y'A D'LA JOIE DANS LA BADOTT.

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5150



HORIZONTALEMENT

1. Une femme spécialiste de la recherche. — II. N'arrivent pas ceux qui savent bien boire. — III. Qui peut mettre dans la gêne. Langue ancienne. — IV. Est souvent sur la planche. Remplace la borne chez des voisins. — V. Une fille devenue belle. Un animal dont on ne peut pas dire qu'on ne peut pas le sentir. — VI. Trop tôt pour celui qui veut se découvrir. Lie. — VII. Nom de pays. En Champagne. — VIII. On peut en faire un plat quand elle est dévotée. — IX. Roi mythologique. Rempil. — X. Devrait se faire sans faute. — XI. On peut dire qu'elle est non avenue. Passe en France.

VERTICALEMENT

1. Fait ses réparations à coups de pied. — 2. Traité avec res-

pect. — 3. Bien fatigué. Sert de nageoire. — 4. Une question pour le psychologue. Coule en Guyane. — 5. Symbole. Coule dans l'Est. — 6. Maison de maîtres. Se déclare à l'oreille. — 7. Très blessé. Court en Australie. — 8. Pronom. Se lance dans les retransmissions. Sur un chantier naval. — 9. Certains en font leur deuil. Essence.

Solution du problème n° 5149

Horizontalement

1. Contraintes. — II. Ruer. los. Errata. — III. Ossiennes. Or. Un. — IV. Ut. Crustacé. — V. Peluchée. Etna. — VI. Unie. Emmette. — VII. Escarpées. Co. — VIII. Rons. Roulé. — IX. K. Naron. Utah. — X. Bout. Teocali. — XI. Ange. Bu. Ede. — XII. Lier. Lissiers. — XIII. Lestons. Sœurs. — XIV. En. Rondin. Saa. — XV. Zan. Aisé. Si.

Verticalement

1. Croupier. Ballet. — 2. Ouate. Ionien. — 3. Nés. Lucifuge. — 4. Tribunal. Tarte. — 5. Ciron. Ion. — 6. Ain. Heptathlôn. — 7. Ronce. Esta. Inde. — 8. Isère. Roussi. — 9. Su. Estoc. Na. I. — 10. Né. Sem. Nabis. — 11. Trotter. Lueurs. — 12. Errant. Oul. Ré. — 13. S.A. Cartut. Esus. — 14. Tué. Roland. Rus. — 15. Pan. sue. Et. Essai.

GUY BROUTY

CAMPUS

Dernières nouvelles d'Europe

L'un est glacé, d'un blanc immaculé, un rien chic. L'autre plutôt gris, cheap comme ils disent, genre brouillon. La qualité du papier employé distingue nettement la revue *Millésime 89*, œuvre d'un groupe d'étudiants de l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP), de *Fax* l'un journal lycéen télécopié. La première collectionne les signatures prestigieuses : Jacques Delors, Edgar Morin, Edgar Pisani, Robert Maxwell, Alain Minc, Alain Finkielkraut, etc. Le second a choisi ses auteurs sur les bancs anonymes des lycées. Pourtant, les deux publications ont un point commun : l'Europe.

Pour l'édition 1989 de leur revue, les étudiants de l'ESCP ont choisi de quitter les sentiers battus de l'économie européenne pour s'aventurer sur ceux de « l'Europe des cultures ». Centrente-six pages pour mettre en lumière les diversités culturelles, mais aussi les valeurs communes aux Européens. Les responsables de *Millésime 89* ont cherché à montrer des actions culturelles exemplaires, qu'elles émanent de gouvernements ou non ; ils ont cherché aussi quels vecteurs sont les mieux adaptés à la circulation de ces cultures.

Fax l'un peut-il représenter modestement l'un de ces vecteurs ? Grâce à la transmission à distance de l'écrit, ce « journal junior européen télécopié » a été réalisé en une seule journée, le 3 novembre dernier, par une vingtaine de lycéens européens. Chacun avait une double page à réaliser sur le thème : « Une journée d'un lycéen ». Les pages ont été centralisées à Rennes dans le cadre de *Scola 89*. Ce numéro 1 aura-t-il un numéro 2 ? Les promoteurs du projet espèrent que *Fax* l'un soit un exemple et « que naissent d'autres journaux de lycéens européens ».

J.-J. B.

► Renseignements pour *Millésime 89* : ESCP, 79, avenue de la République, 75643 Paris Cedex 11. Tél. : (1) 43-67-68-12. Fax : (1) 43-67-68-12. De Vaugrard, 75015 Paris. Tél. : (1) 42-60-70-54.

Santé

et sécurité sociale

Auteur du récent ouvrage « Comment sauver la sécurité sociale », M. Yvon Chotard, délégué permanent de la France auprès du Bureau international du travail, animera le débat organisé par l'École nationale de la santé publique (ENSP), le 13 décembre à Rennes, sur le thème : « Santé et sécurité sociale ».

► Renseignements auprès de Pascal Ricard ou Jean-Pierre Bernat-Hervé, directeurs

Révolution

et décentralisation

La faculté de droit de Besançon et le Centre d'études et de recherches sur les institutions locales organisent les 14 et 15 décembre à l'hôtel de ville de Besançon un colloque intitulé « Révolution et décentralisation » sur les principes révolutionnaires et le système administratif français.

► Renseignements : université de France-Comté, Faculté de Droit, Tél. : 81-65-67-46.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 9 décembre 1989 :

DES DÉCRETS

• n° 89-880 du 6 décembre 1989 portant création du comité interministériel de lutte contre la drogue et de la délégation générale à la lutte contre la drogue ;

• n° 89-881 du 6 décembre 1989 portant création du comité interministériel à l'intégration - chargé de définir, d'animer et de coordonner la politique du gouvernement en matière d'intégration des résidents étrangers ou d'origine étrangère ;

Ce texte précise notamment que le secrétaire général à l'intégration, qui assurera le secrétariat du comité, M. Hubert Prévot, est nommé pour deux ans.

Le comité comprendra un représentant de chacun des seize ministères membres ainsi qu'un représentant de délégué interministériel à la ville et au développement social urbain et du délégué aux rapatriés.

Le comité comprendra un représentant de chacun des seize ministères membres ainsi qu'un représentant de délégué interministériel à la ville et au développement social urbain et du délégué aux rapatriés.

Le comité comprendra un représentant de chacun des seize ministères membres ainsi qu'un représentant de délégué interministériel à la ville et au développement social urbain et du délégué aux rapatriés.

Le comité comprendra un représentant de chacun des seize ministères membres ainsi qu'un représentant de délégué interministériel à la ville et au développement social urbain et du délégué aux rapatriés.

Le comité comprendra un représentant de chacun des seize ministères membres ainsi qu'un représentant de délégué interministériel à la ville et au développement social urbain et du délégué aux rapatriés.

Le comité comprendra un représentant de chacun des seize ministères membres ainsi qu'un représentant de délégué interministériel à la ville et au développement social urbain et du délégué aux rapatriés.

Le comité comprendra un représentant de chacun des seize ministères membres ainsi qu'un représentant de délégué interministériel à la ville et au développement social urbain et du délégué aux rapatriés.

CARNET DU Monde

Naissances

— Garches, Jérusalem. Nicole et Marcel GOLDMANN ont la joie d'annoncer la naissance de Tamara.

chez Anna, Denis et Talia GOLDMANN.

Décès

— Le centre culturel portugais de la Fondation Calouste-Gulbenkian, a la douleur de faire part du décès de

M^{me} Maria Madalena de AZEREDO PERDIGAO, directrice du service Acarte de la Fondation Calouste-Gulbenkian, survenue à Lisbonne, le 5 décembre 1989, à l'âge de soixante-six ans.

51, avenue d'Iéna, 75116 Paris.

— M^{me} Odette Barriol, son épouse, M^{me} Alexandra Barriol, M^{me} et M^{me} Roger Barriol, leurs enfants, Et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BARRIOL, professeur émérite à l'université de Nancy, survenue le 3 décembre 1989.

Une cérémonie interconfessionnelle sera célébrée le 16 décembre, à 11 h 15, en l'église Saint-Léon, à Nancy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nantes, Cholet, Paris. Le Seigneur a rappelé à lui

Gaston BENETEAU, pieusement décédé en son domicile, le samedi 9 décembre 1989, à l'âge de soixante-deux ans.

Ses obsèques religieuses auront lieu le mardi 12 décembre, à 13 h 45, en l'église Sainte-Thérèse de Nantes.

Une messe sera célébrée pour lui et son épouse, le samedi 13 janvier, à 11 heures, en l'église Saint-Eustache, à Paris.

De la part de ses enfants M. et M^{me} Gaston Beneteau, M. et M^{me} Daniel Blanchard, Du Père Gérard Beneteau de l'Oratoire, De ses petits-enfants, Arrière-petits-enfants, Et de toute la famille, 31, rue Henri-Jullin, 44300 Nantes.

— M^{me} Léone Blanchard, Sylvie et André Lebas, Marianne Blanchard, Véronique et Hubert Didierlaurent, Olivier, Renaud, Alexandre, Julie, Arthur et Jennifer, font part du décès de

M. Pierre BLONCHARD, leur époux, père et grand-père, survenue à son domicile, le 7 décembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, avenue Victor-Hugo, 92700 Colombes.

— M^{me} Hélène Flechner, née Hélène Frydman, ancienne résistante, rescapée d'Auschwitz, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite.

Les obsèques auront lieu le mardi 12 décembre, à 11 heures.

Rendez-vous à l'entrée principale du cimetière de Pantin.

38, boulevard de Reuilly, 75012 Paris.

— L'Amicale des anciens déportés juifs de France a la douleur de faire part du décès de sa cofondatrice,

Janine FLECHNER, née Hélène Frydman, ancienne résistante, rescapée d'Auschwitz, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite.

Les obsèques auront lieu le mardi 12 décembre, à 11 heures.

Rendez-vous à l'entrée principale du cimetière de Pantin.

38, boulevard de Reuilly, 75012 Paris.

— M^{me} Jean-Pierre Bret, sa fille, M^{me} Véronique Bret, sa petite-fille, M. et M^{me} Kurt von Moia, son frère et sa belle-sœur, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Robert GERMAN de RIBON, née Trudi von Moia, survenue à Paris, le 27 novembre 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 7 décembre, au cimetière de famille, du cimetière du Père-Lachaise, où elle repose désormais.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

28, rue Pigalle, 75009 Paris.

— Le docteur Rosette Ledermann, sa fille, Les membres de la famille, Et ses proches amis, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M^{me} Paul JACOB, née Lucy Weil, enlevée à leur affection le 6 décembre 1989, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 11 décembre, à Mulhouse.

15, rue de Sierant, 68100 Mulhouse.

— M. et M^{me} Marc Hyafil, ses enfants, M. et M^{me} Jérôme Hyafil, M. et M^{me} Laurent Hyafil, M. et M^{me} François Hyafil, M. et M^{me} Sébastien Langrety-Javal, M. Benjamin Langrety-Javal, ses petits-enfants, Et ses dix arrière-petits-enfants, ont le chagrin de faire part du décès, le 3 décembre 1989, de

M^{me} Robert LANCREY-JAVAL, née Jacqueline Bism, et rappelle le souvenir de son mari

Robert LANCREY-JAVAL, disparu le 16 novembre 1964, et de son fils

Bertrand LANCREY-JAVAL, disparu le 10 décembre 1987.

— Christine Libois, et son fils Quentin, Claude et Jacqueline Libois, Jacques et Sabine Peyrouzet, Jean-Marc et Hélène Libois et leurs enfants, Dominique et Bruno Frappat et leurs enfants, Xavier Libois, Christophe Libois, Anne-Frédérique Libois, Alain Lauffroy, Laurent et Geneviève Peyrouzet et leurs enfants, Sophie et Dominique Trancart ont la douleur de faire part du décès de

Laurent LIBOIS, survenue le 3 décembre 1989, à l'âge de trente-trois ans.

Les obsèques ont été célébrées à Simandre-sur-Suran (Ain).

— Ses enfants, Pauline, et ses arrière-petits-enfants, font part du décès de

Suzanna SZULMAN, engagé volontaire, ancien combattant 1939-1945, survenue dans sa quatre-vingt-sixième année, le 8 décembre 1989, au centre hospitalier de Bécherville aux Mureaux.

49, rue de Tanger, 75019 Paris.

Anniversaires

— Il y a six ans disparaissait

M^{me} Camille DESMAS, née Louise Ridelier.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

— Le 12 décembre 1988, à la faculté des lettres de Nancy, le

professeur Jacques JOLY

décédait brutalement.

Son épouse, Ses enfants, Laure, Isabelle, Christophe, Ses beaux-parents, M. et M^{me} Noël Drappier, Sa belle-sœur, M^{me} Françoise Drappier, demandent une pensée à ceux qui l'ont apprécié et aimé.

54600 Villers-lès-Nancy. 08440 Vivier-au-Court.

— Le 8 décembre 1988 disparaissait

docteur Mostacha KABOUNI.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

— Il y a dix ans,

Monique LENGRAND-QUERFELEC

nous quittait.

Jacques-Maurice, Bénédicte, Sophie et Camille demandent à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pour elle.

— Le 15 décembre 1988 disparaissait

M^{me} la générale PUJO.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée et pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

M^{me} James VEYRIER-MONTAGNÈRE, née Edmée Béguier.

une messe sera dite le mardi 12 décembre 1989, à 11 heures, en la chapelle de la Providence, 77, rue des Martyrs, Paris-18.

— Soutenances de thèses

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le lundi 11 décembre à 9 heures, salle 308, entrée, 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B.-Dumas, escalier L (Sorbonne). M^{me} Claude Caillé : « Mutations d'un espace proto-industriel : le Parc aux XVIII^e-XIX^e siècles ».

— Ecole des hautes études commerciales, le lundi 11 décembre à 9 h 30, salle 201. M. Bruno Biais : « Micro-structure des marchés et processus de formation des prix ».

— Université Paris-IX, le lundi 11 décembre à 14 heures, salle D 520. M. Gérard Lévy : « Conception de méthodologie et de système informatif d'aide à la décision dans l'entreprise ».

— Université Paris-IX, le lundi 11 décembre à 14 heures, salle D 520. M. Franck Assou : « Identification de milieux élastiques 1-D dans les équations de l'élastodynamique à deux dimensions ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le jeudi 14 décembre à 9 heures, salle 308, entrée, 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B.-Dumas, escalier L (Sorbonne). M^{me} Frédérique Bourgeois : « Les activités commerciales dans un milieu moyen indienne : Raitlam (Madhya-Pradesh) ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le jeudi 14 décembre à 14 heures, salle Louis-Liard (Sorbonne). M. Jean-Jacques Dubois : « Espaces et milieux forestiers dans le nord de la France. Etude de biogéographie historique ».

— Université Paris-IX, le jeudi 14 décembre à 17 heures, salle D 520. M. Yvon Dembols : « Optimisation de l'exploitation des ressources forestières ligneuses pour la production de bois de feu ».

— Université Paris-X (Nanterre), le vendredi 15 décembre à 9 heures, salle C 24. M^{me} Assou, née Marie-Thérèse Sutterman : « Abord psychanalytique des processus psychiques déterminants dans l'épilepsie essentielle ».

— Université Paris-V (René-Descartes), séminaire annuaire Sorbonne, le vendredi 15 décembre à 13 h 30, Sorbonne, salle Louis-Liard. M^{me} Astrid Van der Straeten : « Parents-béats. Premiers gestes. Premiers maux. Etude sur la communication précoce ».

— Université Paris-VIII (Saint-Denis), le vendredi 15 décembre à 14 heures, salle G 221. M. Mostafa El Gherbi : « Introduction à la didactique du français dans l'enseignement secondaire au Maroc ».

— Université Paris-X (Nanterre), le vendredi 15 décembre à 15 heures, salle C 24. M. Serge Torney : « Un système géométrique : Les Nyngatom de l'Éthiopie du Sud-Ouest et les peuples apparentés ».

ÉMAUX et ÉMERAUDES de JACQUES GAUTIER



« Phébre » : Collier - broche bronze argent, cristal sur argent et émeraude. Boucles d'oreilles pendants cristal et émeraude. OMAI : Eau de parfum originale 36, rue Jacob, Paris 6^e. T. : 42-60-94-33

DES FLEURS ?

Vite Interflora

NUMERO VERT 05 203 204

OU CHEZ VOTRE FLEURISTE INTERFLORA

POMPES FUNÈRES

OBLOI

NOUVELLE FORMULE

"LE CONTRAT PREVOYANCE"

pour l'organisation

de vos obsèques

Interrogez-nous

NUMERO VERT 05.45.22.27

05 45 22 27

**— F1 —
RENAULT
VICE-CHAMPION
DU MONDE
DES
CONSTRUCTEURS
AVEC LE MOTEUR
V 10 RS**

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.



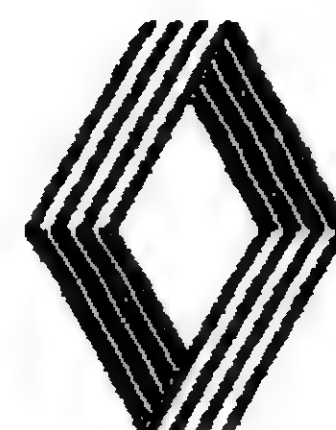
CE RÉSULTAT PLACE L'ENTREPRISE FRANÇAISE
LARGEMENT DEVANT LES PLUS PRESTIGIEUSES
ÉCURIES, FANIONS DES GRANDS CONSTRUCTEURS
MONDIAUX.

PAR AILLEURS, IL SOULIGNE LA REMARQUABLE FIABILITÉ DONT LES MOTEURS ONT SU FAIRE PREUVE TOUT AU LONG DE LA SAISON.

CE QUE RENAULT A RÉUSSI EN FORMULE 1
TÉMOIGNE D'UNE MAÎTRISE TECHNOLOGIQUE ET
D'UNE RIGUEUR CRÉATIVE EXCEPTIONNELLES. LES
MOTEURS V10 QUI ONT FAIT GAGNER LES



FORT DE CE NOUVEAU SUCCÈS, SUR LES CIRCUITS
COMME AVEC CHAQUE VOITURE DE SÉRIE,
RENAULT C'EST, PLUS QUE JAMAIS, LA RAGE DE
GAGNER.



27 Industriels occidentaux et l'Est
28 L'INPP négocie à tout va

29 à 31 Chômeurs économiques
32 Carrière d'immigré

46 Marchés financiers
47 Bourses de Paris

BILET

La fin d'une épine protégée

Il y avait eu, dès 1987, la libération totale des prix en France, des prix réglementés depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Dans quelques semaines, il y aura libération totale des marchés de change, tous les échanges existants devront s'ouvrir au début de l'année prochaine. La nouvelle n'est pas encore officielle mais il ne faut pas attendre le 1^{er} juillet 1990. Avec la suppression de l'encadrement des prix, la France achève son processus de modernisation mais son alignement sur les us et coutumes en vigueur à l'étranger et d'abord en Espagne. Car c'est bien l'Espagne qu'il s'agit de la coquetterie d'un vaste marché où les hommes, les marchandises et les capitaux circulent librement. La France, pays traditionnellement protectionniste a commencé de s'ouvrir à la fin des années 50, achève une révolution tranquille, des bénéfices sont évidents : écarter les obstacles, croissance économique plus forte — mais dont les risques ne doivent pas être sous-estimés.

Si M^{re} Thatcher peut comme préalable à l'adhésion à l'Union européenne la pression d'un contrôle des changes déjà trop allégé, se voit de d'un bon argument, il restait l'administration française à imaginer de nouveaux moyens de surveillance pour éviter que l'argent placé à l'étranger ne soit plus imposé du 1^{er} janvier 1990. M^{re} Thatcher et M^{re} Reagan ont été très coopératifs — sans beaucoup de succès jusqu'à présent — d'obtenir de leurs partenaires européens un minimum de coopération, des précautions ont été prises, c'est le budget de 1990 notamment qui prévoit de rendre obligatoire la déclaration par les banques des mouvements de capitaux à l'étranger dès lors que ceux-ci dépassent 50 000 F. Reste que la mesure garantie pour la France est franc fort et une inflation maîtresse. La volonté politique ne manie pas et des choix stratégiques ont été faits depuis longtemps ces points essentiels. Ils imitent au pays d'évidentes règles sages et de bonne gestion.

Autre révolution tranquille...

INSOITE

Espionner n'est pas louer

Une famille américaine, les French, poursuit justice le constructeur automobile japonais Nissan l'accusant d'avoir loué un espion chez elle pour y pirater un de ses employés chargé d'espionner et de recueillir des informations sur la mode des Américains. Steph et Marissa French, qui vivaient à Costa Mesa, en Californie, ont déposé plainte pour fraude, violation de leur intimité et fraude économique déloyale. Ils avaient ondu à une annonce d'un job qui cherchait des gens à louer pour des étudiants japonais. En réponse, l'agent qui servait d'intermédiaire a dit qu'il n'y avait plus rien mais elle proposait Morito, vingt-neuf ans, empli au siège de Nissan à Carson, en Californie. En octobre dernier, les French ont découvert que leur fille avait été louée par Nissan dans le cadre d'une enquête de rue de vie destinée à la création d'une voiture correspondant aux goûts américains. « Ils ont été scandalisés », a déclaré l'avocate M^{me} Knutman, se demandant ce qu'il se passe et un dossier sur lequel elle a écrit : « Nissan peut bien venir sur leur vie privée. »

Un nouveau dispositif pour encourager « le retour au pays »

Les travailleurs immigrés pourront bénéficier d'un système de rente-réinsertion

Le dispositif actuel d'incitation au « retour au pays » des travailleurs immigrés a perdu toute efficacité. Aussi les entreprises et pouvoirs publics s'orientent-ils désormais vers un nouveau système fondé sur une rente-réinsertion et non plus uniquement sur un capital de départ.

Réintégré en 1984, le système d'aides accordées aux salariés étrangers pour qu'ils quittent la France n'intéresse plus guère les travailleurs immigrés. En cas de licenciement, ceux-ci peuvent pourtant prétendre à une aide publique de 20 000 francs (dont la moitié payable à l'étranger), une aide de l'assurance-chômage égale aux deux tiers de leurs droits acquis (40 000 à 60 000 francs) et une aide (15 000 francs minimum) de l'employeur qui verse également les indemnités conventionnelles de licenciement. Une aide financière pour le déménagement et la gratuité du billet d'avion sont également prévues.

Outre les chômeurs (à partir de 1988), ce dispositif est applicable aux salariés menacés de licenciement à condition que l'employeur, ait conclu une convention avec l'Office des migrations internationales (OMI).

Un bilan décevant

Depuis 1984, 30 482 salariés étrangers ont opté pour ce dispositif et ont, en conséquence, restitué leur titre permanent de séjour. En y ajoutant les membres de leur famille, on aboutit à un total de 69 626 personnes, parmi lesquelles près de 60 % de travailleurs maghrébins et un tiers de salariés de l'industrie automobile, selon les statistiques de l'OMI. Un bilan non négligeable mais, finalement, décevant.

« Au total, ce mécanisme a bien fonctionné. Ceux qui voulaient partir ont profité de l'occasion », souligne M^{me} Adeline Vialle, chargée du dossier de la réinsertion à l'OMI. En effet, ces mesures se sont traduites par le départ de 13 873 personnes en 1985 contre 982 en 1984. Toutefois, leur « rendement » a été rapidement décroissant : 8 815 en 1986, 4 376 en 1987 et 989 l'an passé. De janvier à juin 1989, on ne dénombrait que 152 départs. « En fait, après avoir touché ceux que le processus intéressait, on a sans arrêt proposé la même chose à ceux qui, sans projet de réinsertion, n'avaient pas

l'intention de partir », résume M^{me} Vialle.

Pour donner un second souffle aux conventions OMI, pouvoirs publics et entreprises se sont mis d'accord sur une nouvelle formule (qui s'ajoute à l'ancienne), axée sur l'attribution d'une rente et non plus, uniquement, d'un capital. Il s'agit de convertir une partie de ce capital de départ en un versement régulier jusqu'à l'âge de soixante ans, après quoi il sera possible de faire valoir les droits à la retraite.

Peugeot, Renault, Chausson

Un arrêté du 7 juillet dernier précise que pourront bénéficier les salariés âgés de plus de quarante-cinq ans ayant travaillé au moins quinze ans dans l'entreprise. Indépendamment des indemnités de licenciement et des 20 000 F versés par l'Etat, une rente temporaire serait attribuée. Celle-ci serait alimentée par les droits à la retraite (régime général et caisses complémentaires) au titre de l'ancienneté au sein de l'entreprise et par l'assurance-chômage (85 % des droits acquis). Quant à l'Etat, il peut verser une allocation « de réinsertion » qui ne pourra excéder 60 000 F en moyenne par convention et 80 000 F par bénéficiaire.

A l'heure actuelle, le seul accord conclu officiellement concerne Automobiles Peugeot, qui a signé une convention, le 25 octobre dernier, pour son usine de Poissy. D'autres ne devraient pas tarder : Chausson (filiale commune de Peugeot et de Renault) a présenté un premier projet à son comité central d'entreprise, et la région Renault envisage d'ores et déjà d'y recourir dans le cadre du plan social de Billancourt.

La rente-réinsertion inaugurée par Peugeot sera ouverte aux salariés de plus de quarante ans et demi. Distribuée par la Caisse des dépôts, elle sera comprise entre 1 242 F et 1 875 F par mois selon l'ancienneté, « soit près du double par rapport au salaire minimum en vigueur au Maroc, par exemple », fait-on remarquer à la direction de l'entreprise. A Poissy, 1 159 personnes sont théoriquement concernées par ce dispositif, qui sera valable jusqu'à la fin de 1990, mais Peugeot ne se hasarde pas à fixer un objectif chiffré à cette convention.

« Il ne faut pas s'attendre à une vague de départs considérable. Mais ce système, qui permet aux plus âgés de reprendre dans leur pays d'origine une activité en toute sérénité, devrait malgré tout ralentir un certain flux de retours au

pays », souligne-t-on à l'OMI, où l'on estime que l'environnement familial, notamment la présence d'enfants, constitue un frein au retour que les incitations financières ne peuvent vaincre.

En revanche, ses promoteurs sont convaincus que la rente pourra être un meilleur outil de réinsertion. Le bilan de la première formule des conventions est, en effet, mitigé. Selon une étude de l'OMI, un immigré sur cinq n'a pas réussi sa réinsertion : investissements trop élevés dans l'immobilier, « excès de dépenses ostentatoires », rentabilité insuffisante du projet de création d'entreprise... Ceux qui tirent un bilan positif sont, à vrai dire, le plus souvent simplement parvenus à vivre décemment, même si quelques exemples de brillante réussite ne sont pas à négliger.

JEAN-MICHEL NORMAND

Dévaluation de 50 % de l'austral, hausse des tarifs publics...

L'Argentine durcit son programme d'austérité

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Ces mesures visent à juguler un dérapage du plan économique qui se fait sentir depuis quinze jours. La flambée du dollar, qui atteignait plus de 1 000 australes sur le marché parallèle (contre 650 au marché officiel) s'est accompagnée d'une montée des taux d'intérêt — et avec elle réapparait le risque d'une récession à une inflation incontrôlable. Après avoir atteint près de 200 % en juillet, celle-ci n'était que de 6 % en novembre mais risque de dépasser à nouveau les 20 % pour décembre.

L'austral sera ainsi dévalué d'environ 50 % par rapport au dollar, l'essence coûtera 50 % plus cher et une série d'augmentations des tarifs est prévue mais n'a pas été chiffrée.

L'Etat a, par ailleurs, décidé de ne pas honorer avant deux ans sa dette interne, évaluée à 8 milliards de dollars (60 milliards de francs). Une libération du marché des changes est introduite avec la coexistence d'un marché « libre » et d'un marché officiel.

Le plan « BB » pour « Bunge y Bon », la multinationale argentine qui l'a élaboré et dont les cadres appliquent en occupant les postes économiques du gouvernement, a buté sur divers écueils. Une valse des décrets au lendemain de l'annonce du plan et avant qu'un accord de blocage des prix ne soit conclu, en juillet, a faussé les indices.

La spéculation juteuse sur le dollar à laquelle se sont récemment livrés certaines grandes entreprises attisait l'envoie du billet vert alors que l'incertitude sur le traitement de la dette extérieure qui cumule un retard dans le paiement des intérêts de 5 milliards de dollars semble avoir ajouté au désordre sur le marché des changes. La difficulté de l'Etat à réduire le déficit fiscal (6 % du PIB) a encore aggravé la situation.

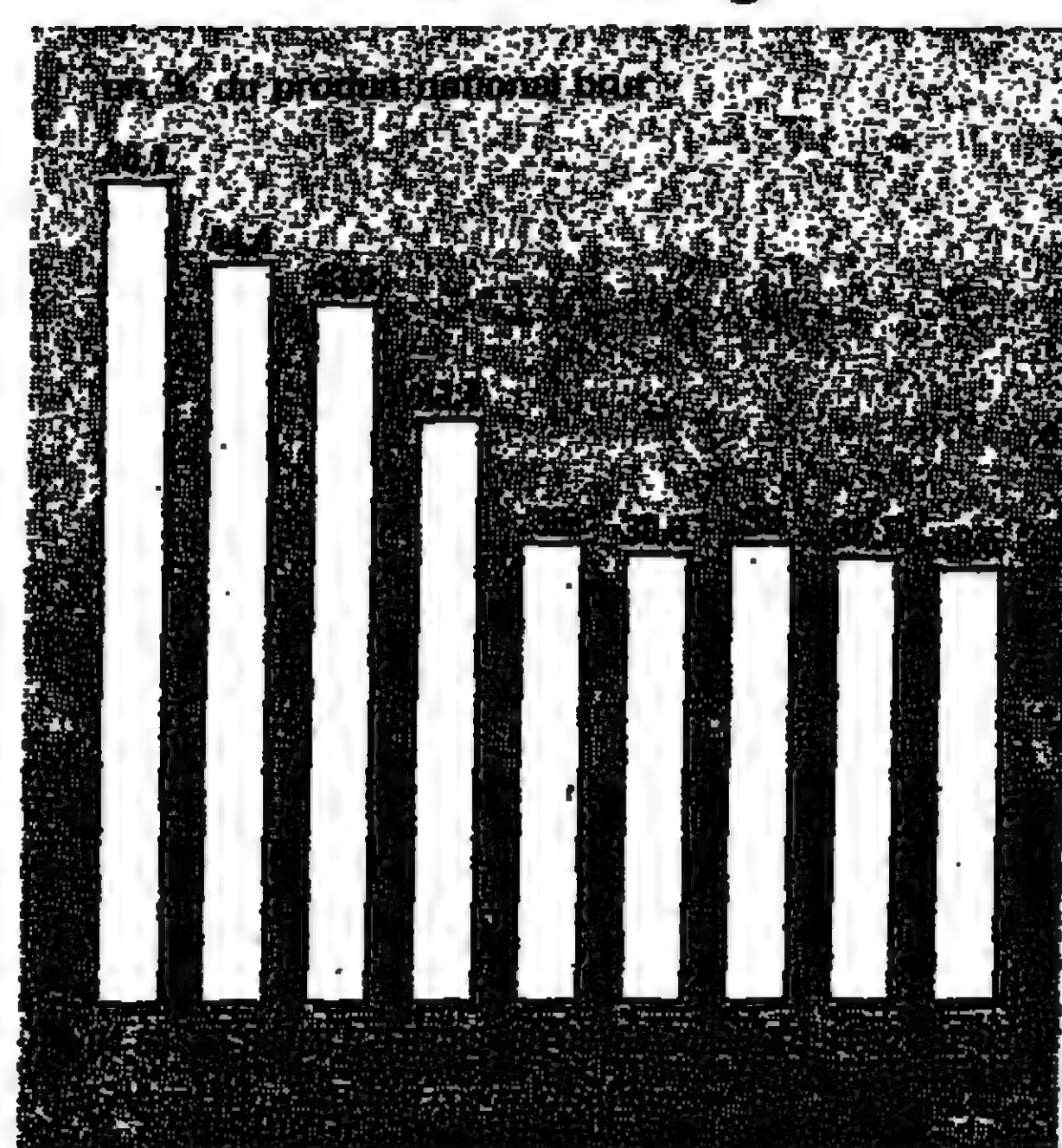
Privatisation massive

Le gouvernement du péroniste Carlos Menem entend cependant maintenir le cap. Les grands axes de réforme engagés demeurent les mêmes, ils s'articulent sur un démantèlement du secteur public par une privatisation massive et dans certains cas la fermeture d'entreprises publiques déficitaires, une réforme fiscale qui, semble-t-il, touchera avant tout les classes moyennes et une loi d'urgence économique qui vise à réduire les subventions de l'Etat tant aux provinces qu'aux entreprises publiques.

Le coût social du plan lui-même a déjà été de sérieux remous au sein de la CGT, la centrale syndicale unique et péroniste qui a fourni le gros de l'électorat de M. Menem. Le mouvement ouvrier se soulevait devant des grèves de derniers mois. Le débat a trouvé son écho au sein de l'équipe gouvernementale, particulièrement autour de ces mesures de réajustement. Finalement les salariés devront se contenter d'une faible compensation, de l'ordre de 200 francs pour les employés du secteur public et moindre pour ceux du privé. Des chiffres qui ne combleront pas la perte du pouvoir d'achat évaluée début décembre et pour l'année passée à près de 50 % dans certains secteurs.

EDITH CORON

La dérive des dépenses publiques en Grande-Bretagne



La première moitié de l'ère Thatcher avait vu les dépenses publiques continuer à augmenter plus vite que le produit national brut britannique. Mais, depuis 1986, le gel des dépenses publiques en termes réels, au moment où la croissance économique redémarrait, a fait chuter spectaculairement le rapport dépenses publiques-PIB. « Il faut réinventer le concept de dépenses publiques », c'est le titre d'une étude de la Lloyd's Bank, dont le principal économiste, M. Christopher Johnson, estime que la pression a été trop forte sur le système de santé, les infrastructures ferroviaires et routières, le logement social, l'éducation supérieure et les arts. La légère remontée du ratio dépenses publiques-PIB en 1989 sera due au ralentissement de la croissance, mais n'entame en rien la détermination du gouvernement actuel, à poursuivre la dérive des dépenses publiques, collectivités locales et Etat confondus.

Vienne, capitale du marché noir avec l'Est

« La contrebande est la seule chose qui se développe grâce aux réformes »

VIENNE

de notre envoyé spécial

« C'est du cristal. Très joli. » Elle montre une bonbonnière d'une main incertaine, se reprend et fourrage dans l'immense sac de sport qui lui scie l'épaule. « J'ai aussi des cigarettes, de la vodka. Très bonne. 75 % d'alcool... » Elle sort une bouteille, hésitant à la tendre avant d'avoir vu les billets : « cent schillings » (environ 50 francs), amoncelés-elle à voix basse.

Dans l'air glacé de ce coin d'avenue on ne sait si elle tremble de peur ou de froid. Très grande, très mince, très blonde, elle est Polonoise et paraît terrorisée. C'est la première fois qu'elle vient à Vienne, avoue-t-elle dans son mauvais anglais. Et aujourd'hui la police veille, elle vient de chasser tous les vendeurs à la sauvette de leurs coins de rue favori.

Il s'agit de deux cent mille Tchèques ce week-end, profitant de l'ouverture des frontières, à

avoir envahi la capitale autrichienne. S'ajoutant aux Polonais, Hongrois, Yougoslaves, Soviétiques, ces « émigrés » présents sont partout dans ce quartier entièrement consacré au petit commerce avec l'Est. Un trafic ancien, ancré dans l'histoire et dans la géographie puisque la frontière avec la Hongrie, distante de quelques dizaines de kilomètres seulement, est depuis longtemps largement ouverte.

Une atmosphère de hazzar oriental

Un trafic de plus en plus florissant qui, doublé d'une vraie contrebande à grande échelle, nourrit le marché noir des pays de l'Est en pleine boom depuis l'« ouverture » et la perestroïka. « La contrebande, hélas, est la seule chose qui se développe grâce aux réformes », explique un économiste yougoslave.

Un trafic plus que toléré — bien qu'officiellement combattu — qui

s'élargit et se normalise de plus en plus. Les échanges longtemps limités à la Hongrie voisine se sont étendus progressivement aux autres pays du Comecon, et les Polonais, les Tchèques et même les Soviétiques, sont désormais plus nombreux que les Magyars à faire les rues glacées allant de la Mexico Platz au Prater, le célèbre parc d'attractions viennois.

Couffés de toques ou de bonnets de laine, chaussés de bottes et capotés dans des parkas ou des anoraks plus ou moins crasseux, tous trébuchent d'énormes sacs. Ils vendent sous le manteau de la vodka, du caviar, du foie gras, des cigarettes, des objets en cristal, bref tout ce qui à l'Est ne coûte rien. Et ils achètent au grand jour, grâce aux précieuses devises ainsi obtenues, de quoi alimenter à leur retour le marché noir.

VÉRONIQUE MAURIS

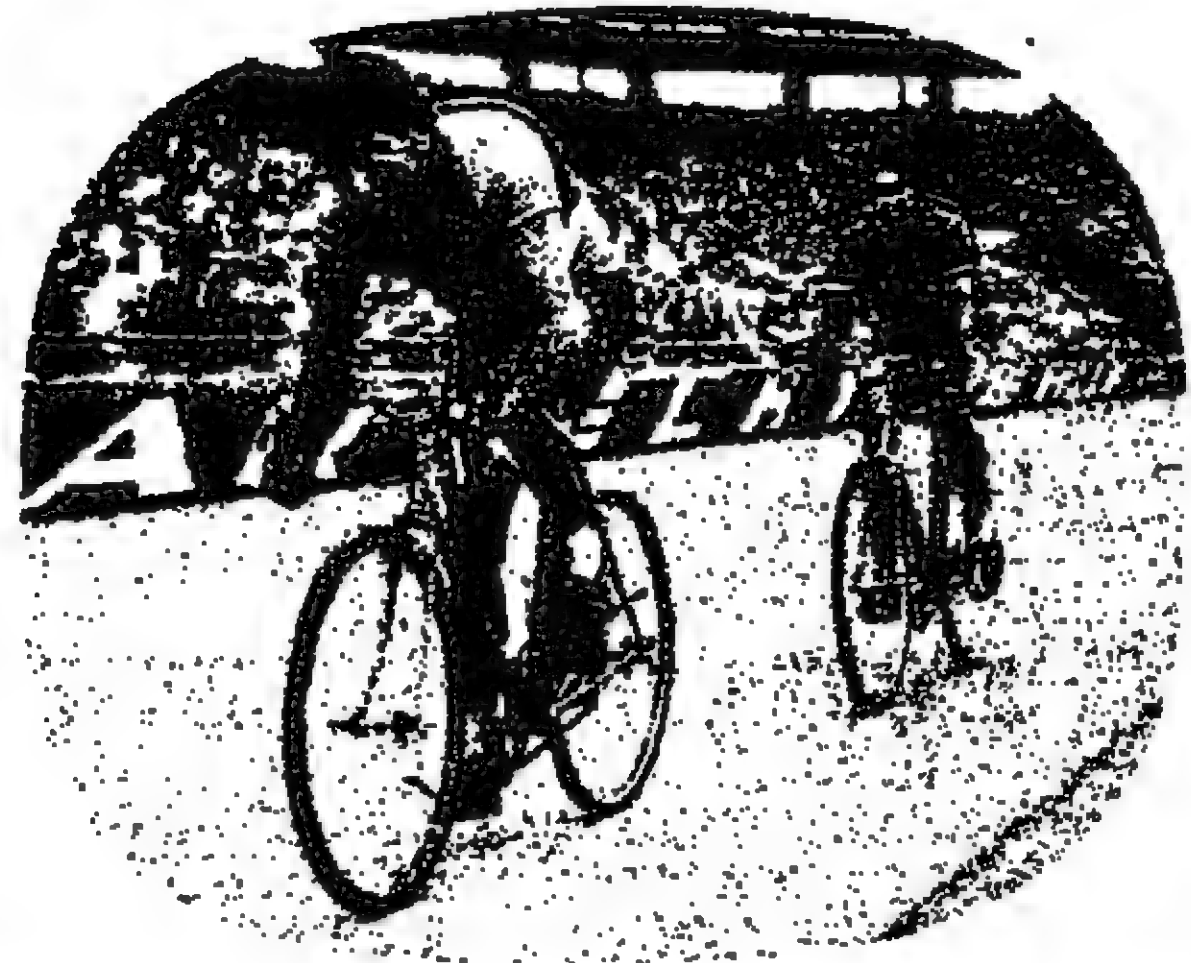
Lire la suite page 27

LONGINES

LE TEMPS POUR GAGNER

Collection Lindbergh

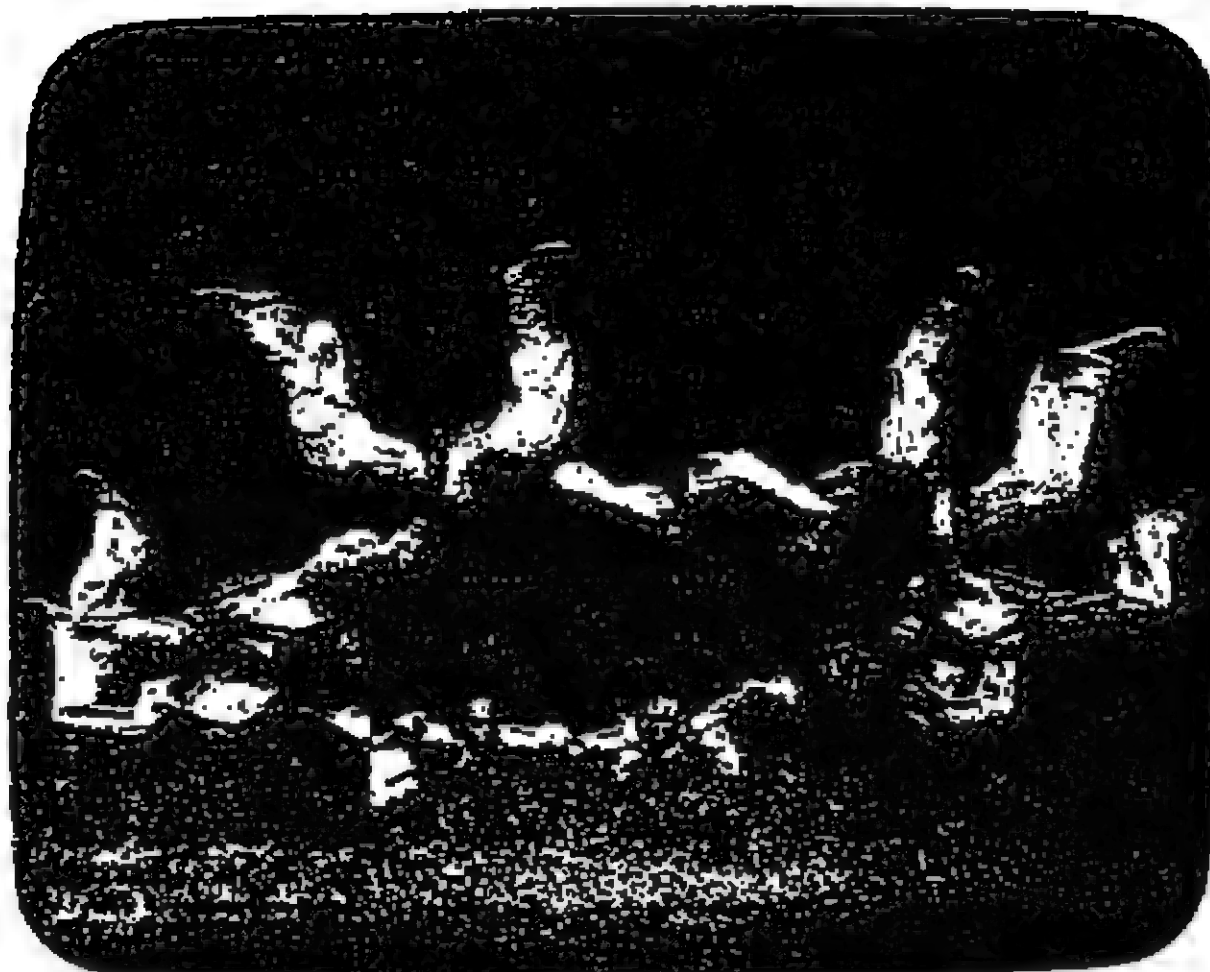
1948



Les premières émissions grand public.

25 juillet: premier "direct" de l'arrivée du Tour de France. Les images sont diffusées par des émetteurs Thomson depuis la Tour Eiffel.

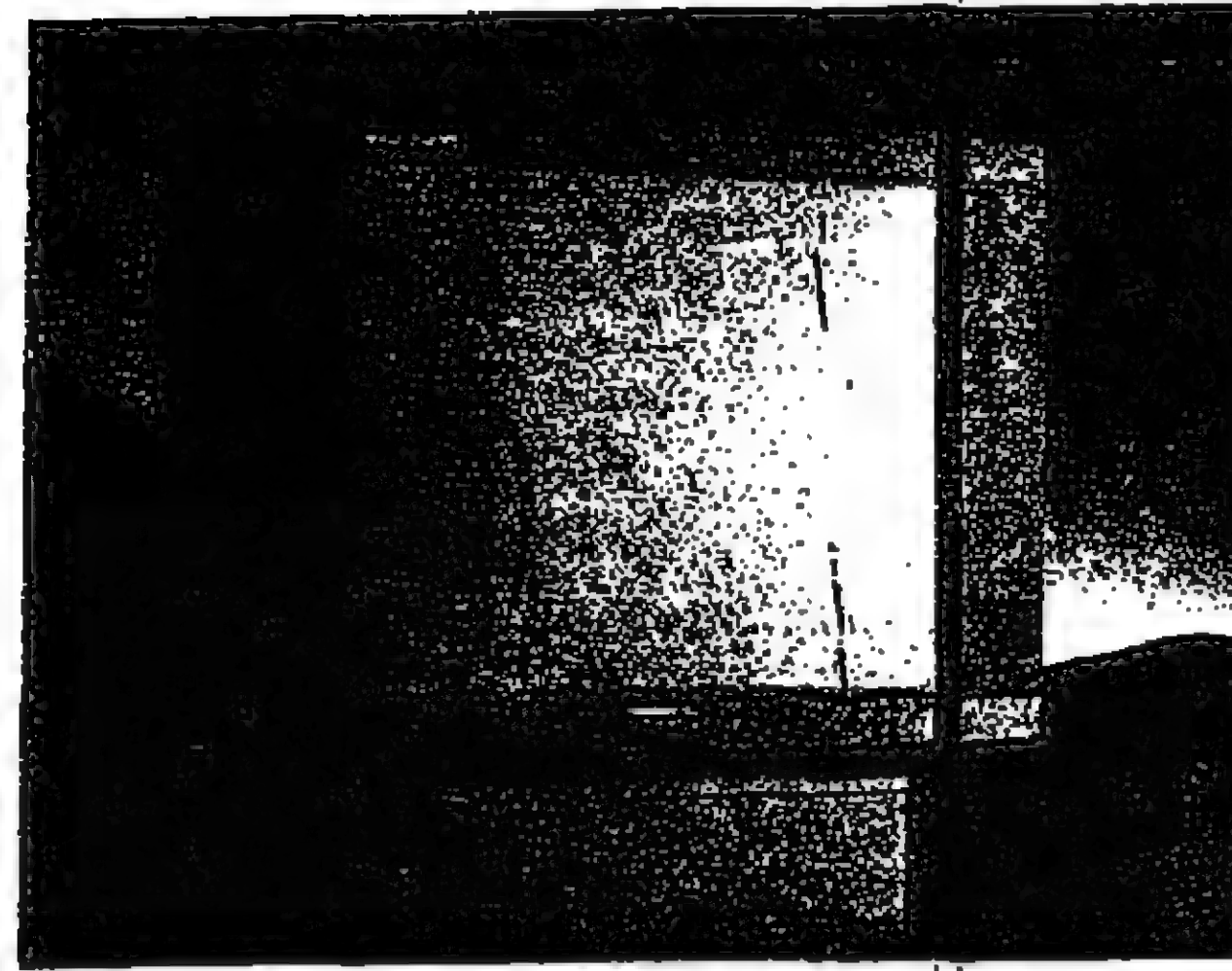
1967



La première image couleur.

1^{er} octobre: l'image bascule du noir et blanc à la couleur avec le procédé SECAM. Thomson est très étroitement associé à la mise au point.

1989



Le premier téléviseur D2 MAC.

Mai 1989: Thomson lance le 72DXP01 équipé d'un décodeur permettant de recevoir les futures émissions du satellite TDF1.

1992

**L'EUROPE DOIT
REMPORTER LA BATAILLE
DE LA TELEVISION
DU FUTUR**

Pour la télévision du futur, c'est la dernière ligne droite. Avec une équipe européenne qui s'est donné les moyens de gagner, Thomson investit chaque année un milliard de francs et des milliers d'heures de travail de ses ingénieurs pour faire triompher la Télévision Haute Définition compatible européenne. Cette compétition est également la vôtre.



THOMSON

Applicativo

ÉTRANGE

Les industriels occidentaux et les bouleversements à l'Est

Le preneur ministre est-allemand juge indispensable
« la fin de l'économie dirigiste »

Devant deux à quatre-vingt-dix directeurs de ministères, les grandes entreprises qui sont le fer de lance de l'économie est-allemande, le chancelier M. Hans Modrow a tenu samedi 9 décembre les premières lignes des réformes économiques qu'il espère mettre en œuvre.

La « fin de l'économie dirigiste » est jugée indispensable par M. Modrow. Pour faire, il souhaite accroître l'autonomie des directeurs généraux (jusqu'ici étroitement encadrés dans les objectifs du Plan). Ceci est en accord avec la volonté de l'Union soviétique de « stimuler » pour améliorer la productivité du travail. Modrow a d'ailleurs constaté « diminution des taux de croissance des perfor-

mances économiques réelles et de la productivité du travail ».

Parmi les mesures annoncées figure la création d'une « banque centrale totalement indépendante » — sur le modèle de la Bundesbank ? — et des mesures transitoires permettant bientôt la constitution de « joint-ventures » des sociétés associant des capitaux occidentaux à des capitaux est-allemands — actuellement interdites par la Constitution. Pour faciliter les prises de participation étrangères dans les firmes est-allemandes, le gouvernement veut garantir le rapatriement des profits. De nombreuses firmes étrangères sont déjà sur les rangs, mais ce sont les entreprises est-allemandes elles-mêmes qui

devraient trouver leurs partenaires, a indiqué le ministre du commerce extérieur, M. Gerhard Böll, lors de la même réunion.

M. Modrow a reconnu qu'il y avait de l'inflation en RDA et qu'il n'était pas en mesure pour l'instant d'équilibrer le plan pour 1990. Un projet de loi sur les objectifs et le calendrier de la réforme économique sera transmis au Parlement, a annoncé M. Modrow.

Il n'a pas précisé de date, mais l'urgence ne fait pas de doute : l'état de l'économie est jugé « très sérieux ». L'endettement brut auprès des pays occidentaux atteint 20,6 milliards de dollars (plus de 130 milliards de francs) selon le premier ministre est-allemand.

L'Club Méditerranée met le cap à l'Est

Le Club Méditerranée est prêt à multiplier ses implantations dans les pays de l'Est à condition que des garanties soient apportées sur la pérennité des investissements, a annoncé M. Gilbert Trigano, son PDG, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, samedi 9 décembre. Les pays de l'Est, dit-il, sont en pleine transition, mais dans un état de désordre. « Tout se complique, explique M. Trigano. Avant, nous ne discutions, en RDA, qu'avec l'Intourist. Aujourd'hui nos interlocuteurs se multiplient. Par exemple, pour l'achat de sites qui nous intéressent, il nous faut

parler avec trente-deux autorités ! C'est devenu comme chez nous, à cette différence près que cette nouvelle donne se fait en terrain vierge. A l'Est, nous ne pouvons nous appuyer sur aucun texte, aucune jurisprudence et aucun usage. Tout est à construire ».

Le Club est intéressé en URSS par deux types de villages : ceux installés dans les « sites magiques », comme Samarcande, et les villages à dominante sportive, comme celui qui se prépare en Géorgie. Comme le Club Méditerranée anticipe même sur la météorologie, Gilbert Trigano aimerait que les « gentils membres » aient le chemin du Caucase

pour le cas où, le réchauffement de la planète se poursuivait, neige et glaciers disparaîtraient des Alpes.

La saison 1988-1989 aura été bonne pour le Club Méditerranée : 1,1 million de clients (1,7 million avec les filiales Volvour et Moeta) ; 7,5 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé ; un bénéfice qui passe de 300 millions de francs à 345 millions environ ; un cash-flow de 650 millions de francs. Autant dire que le Club n'aura pas de mal à jouer la carte de la croissance interne à laquelle l'obligent l'échec de ses projets d'association avec Nouvelles Frontières et avec Air France.

C'est 1,2 milliard de francs (900 millions en 1988) qu'il investira au cours du prochain exercice, afin d'accroître le nombre de ses sites, notamment en Europe où il a « manqué des ventes, cette année, faute de places ». 3500 lits supplémentaires seront ouverts, d'ici quatre ans, à la clientèle européenne et 2500 lits supplémentaires, à la clientèle nord-américaine. Quant au marché asiatique (+ 22 % en 1988-1989), qui explose littéralement puisque le village japonais de Saboro affiche comme tel jusqu'en 1991, M. Trigano souhaite tripler les capacités d'accueil qui lui sont destinées. Le PDG du Club poursuit sa stratégie d'indépendance. Pour ne pas être prisonnier d'Air France, il travaille de plus en plus avec les compagnies aériennes des pays en voie de développement où il envoie ses clients. Pour ne pas être mêlé à des affaires louches, il préfère renoncer à doubler ses bénéfices en n'installant pas de machines à sous dans ses villages. « Je suis un homme pas pressé de récolter », déclare-t-il. Pour consolider son tour de table, il cherche « tranquillement » un actionnaire américain pour que toutes les nationalités de ses « gentils membres » soient représentées à son conseil d'administration.

AL. F.

EN BREF

□ Le chaussonnier revient en Tchécoslovaquie. — M. Tomas Bata, le célèbre ricaneur de chaussons portant le même nom, qui avait émigré au Canada en 1939, a envoyé dimanche décembre une délégation à Prague pour offrir une coopération dans le domaine de la chaussure à son pays natal.

La compagnie Bata avait été fondée en 1894 son père à Zlín, en Moravie du Sud (rebaptisée Gottwaldov, du nom du premier président communiste), et nationalisée en 1945. L'usine de la firme tchécoslovaque se trouve actuellement dans un état vétuste.

M. Tomas Bata propose une coopération de type technique, depuis la modernisation technique (introduction de chaînes électroniques) jusqu'à la formation de cadres et l'utilisation des réseaux de ventes réparties. Selon le directeur de la firme nationale tchécoslovaque, J. Svatoopluk Potac, un accord avec M. Bata pourrait être conclut très rapidement. Il y a trois ans, M. Bata avait proposé une coopération technique, mais les négociations avaient échoué. — (AFP)

□ L'ouverture à l'Est devrait apporter un sens nouveau à la croissance aux pays occidentaux. — L'ouverture à l'Est pourrait faire

gagner aux pays occidentaux un demi-point de croissance chaque année entre 1990 et 1995, estime la banque privée française Indosuez dans sa revue de conjoncture. Selon la banque, une fois dotés des financements adéquats, les pays de l'Est devraient doubler leurs achats en provenance de la zone OCDE, créant ainsi un tiers d'achats pour l'ordre de 2 à 3 % du PIB pour les pays occidentaux sur l'ensemble de la période 1990-1995. L'intensification des échanges Ouest-Est devrait se faire particulièrement sentir en 1991-1992, notent les experts. Indosuez envisage pour 1990 une poussée de 10 à 15 % des importations (exprimées en dollars) des pays de l'Est en provenance de la zone OCDE. Cette nouvelle demande ne se répartira pas également entre les pays occidentaux, avertit toutefois Indosuez, qui place la Finlande et l'Autriche en tête des principaux bénéficiaires, suivis de la RFA et de la Turquie. Dans le cas de l'Allemagne fédérale, la banque souligne surtout les effets à court terme de l'immigration des travailleurs est-européens. Celle-ci devrait accélérer la croissance de la demande intérieure dès l'année prochaine (hausse supplémentaire de 0,3 % à 0,4 % en 1990).

offrent toute la panoplie des objets introuvables de l'autre côté du rideau de fer.

Une atmosphère de bazar oriental qui tranche curieusement avec l'austérité traditionnelle des allées viennoises. Derrière les vitrines tristes, bordées d'objets divers et de ballons, les marchandises sont empilées pêle-mêle, sans aucun effort de présentation, sur des étagères crasseuses, et payées dans des devises les plus diverses, au prix de marchandises infinies. Quelques boutiques spécialisées dans la vente de cassettes d'origine incertaine diffusent dans la rue des mélodies pour le moins exotiques au paradis de la valise.

A quelques pas de là un petit marché offre les produits frais — bananes, cacahuètes, viande, oranges, etc. — qui achèveront de bourrer les Fiat Polski, garées sur tous les parkings alentour et truffées de pozzetti jusque dans les moindres recoins du moteur. La police veille, mais de loin. Là aussi la perestroïka fait son œuvre et l'atmosphère, en dépit du froid, est presque joyeuse. Sur le marché, un jeune homme blond ployant sous le poids de son sac à dos sourit à nos questions. En guise de réponse, il sort un billet de 200 zlotys et le jette en l'air en chantonnant une petite chanson polonaise.

VÉRONIQUE MAURUS

SOCIAL

Deux circulaires du premier ministre

M. Rocard définit les conditions de l'intéressement dans les entreprises publiques

Le premier ministre, M. Michel Rocard a adressé, le 7 décembre, deux circulaires sur l'intéressement, la première concernant les entreprises publiques du secteur concurrentiel, la seconde, les entreprises publiques à statut. Négociations, plusieurs principes sont communs aux deux textes, étant entendu que le ministre du travail va engager une concertation avec les partenaires sociaux pour modifier en 1990 l'ordonnance du 21 octobre 1986 sur l'intéressement.

« Les entreprises publiques, précise la circulaire, doivent éviter de retomber exclusivement dans les formules d'intéressement, des critères de résultats purement financiers ». L'intéressement « ne peut être que collectif ». Il s'adresse qu'aux seuls actifs, à partir des résultats globaux de l'entreprise ou décentralisés de l'unité de production ou du service. La répartition de l'intéressement peut être « unitaire, hiérarchisée ou mixte ». En aucun cas, de tels accords ne doivent se substituer à la politique salariale.

Pour les entreprises publiques du secteur concurrentiel, la circulaire indique que « le caractère variable de l'intéressement ne doit pas entraîner des fluctuations d'une trop grande ampleur dans les revenus des salariés ». (le plafond annuel de 20 % de la masse salariale nette devrait être prochainement révisé et sans doute ramené à 12 %). Pour ces entreprises, la procédure sera allégée. La direction doit adresser son avant-projet d'accord à la tutelle qui dispose d'un délai de quinze jours pour vérifier sa conformité avec les principes définis ou proposer des améliorations.

Pour les entreprises publiques à statut, les modalités sont plus précises. Les entreprises doivent définir « des indicateurs de performance cohérents avec les objectifs de leur plan d'entreprise » (performances économiques, qualité de la production ou du service, parts des marchés réalisés). « Les indicateurs retenus devront évoluer avec l'effort propre des salariés en maintenant le simple retour des investissements réalisés ». Pour ces entreprises, les accords prévoient « un plafond en pourcentage de la masse salariale brute annuelle de 4 %, pour éviter d'accroître de façon trop importante des charges qui seraient supportées par l'usager ou le contribuable », (mais le plafond devra être de 2 % au maximum pour les entreprises déficitaires). La procédure de concertation concerne pour l'avant-projet la tutelle mais aussi la Commission interministérielle des salaires (CISCS).

□ Le syndicat MG-France propose une « convention spécifique » aux médecins généralistes. — L'Assemblée générale du syndicat de médecins généralistes MG-France a décidé, dimanche 10 décembre, de « proposer à la négociation une convention spécifique aux médecins généralistes, à partir du texte négocié jusqu'à présent » entre les caisses de Sécurité sociale et les syndicats de médecins libéraux. Le syndicat n'a pas voulu se prononcer sur le texte qui lui était soumis et qui a été élaboré en huit mois de difficiles négociations entre la Sécurité sociale et trois syndicats. Alors que la FMF devait se prononcer lundi, la CSMF — principale organisation de médecins libéraux — a déjà annoncé son refus de signer.

INDUSTRIE

□ Vif succès de la privatisation de l'eau en Grande-Bretagne. — La privatisation des dix autorités régionales de distribution d'eau et d'assainissement en Angleterre et au Pays de Galles a connu un grand succès : 2,7 millions de personnes ont souscrit des actions.

Seule la privatisation de British Gas, il y a trois ans, a maintenu un succès plus grand, avec 4 millions de souscripteurs. L'investissement moyen s'élevait à 2600 livres (1083 actions), soit 24700 F. Le total représente donc 7 milliards de livres, cinq fois le montant attribué aux investisseurs individuels. C'est une des plus petites sociétés régionales, Northumbrian, située dans le nord-est, qui a battu les records. Le montant prévu a été souscrit dix-sept fois. En revanche, deux grosses sociétés, Northwest et Severn Trent, (centrale industrielle) ont été les moins demandées (mais cependant plus de trois fois). La priorité étant accordée aux investisseurs individuels, la part des actions qui leur reviendra représentera 47 % du total au lieu de 23,5 %. Celle des investisseurs institutionnels britanniques sera ramenée à 29 %, et celle des étrangers à 14 % (au lieu de 18,5 %), dont 3,7 % pour les Européens.

□ Le conseil d'administration de Boeing a autorisé sa division aviation commerciale à proposer aux compagnies aériennes un nouvel avion, le 777, qui pourrait compter entre 300 et 400 sièges. Cet appareil se situerait entre le Boeing-747 et le 767. Il comporterait deux couloirs et pourrait être livré vers 1995. Boeing va maintenant discuter avec ses clients éventuels pour préciser les caractéristiques définitives de l'avion, qui sera lancé officiellement lorsque quarante-cinq commandes auront été enregistrées. Le 777 représente la riposte du premier avionneur du monde au succès du MD-11 de Mc Donnell-Douglas et du A-330 d'Airbus, gros porteur de taille inférieure au grand 747 de Boeing.

□ Le gouvernement nigérian a congelé la direction de la Compagnie nationale des aciéries d'Ajaokuta. — (Ajaokuta Steel Company), chargée d'exploiter la gigantesque aciérie encore en cours de construction dans le centre du

pays a annoncé le samedi 9 décembre quotidien gouvernemental New Nigerian.

Une commission spéciale, nommée pour six mois composée de représentants des secteurs public et privé, a été chargée d'administrer la Compagnie et de la « sauver d'un effondrement imminent », selon un communiqué du ministre fédéral des mines, de l'énergie et de l'acier.

Le ministre reproche à l'ancienne direction de l'entreprise d'être une « mauvaise gestion générale et financière ».

Le ministre reproche à l'ancienne direction de l'entreprise d'être une « mauvaise gestion générale et financière ».

L'aciérie d'Ajaokuta, un des « éléphants blancs » du Nigéria, demeure une des grandes priorités industrielles du gouvernement nigérian, malgré l'avis défavorable du FMI et de la Banque mondiale. L'URSS et la France — avec les sociétés Fonderie et Dumez — collaborent à sa construction. Son financement a donné lieu à plusieurs rééchelonnements avec le gouvernement français, après deux périodes d'interruption d'activité sur le chantier pour cause de cessation de paiement. — (AFP)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Vos placements et le Crédit Agricole

Les éleveurs de SICAV

UNIVAR Assemblée Générale

1) Les actionnaires de la SICAV UNIVAR sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le mercredi 3 janvier 1990 à 9 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 23 place de Catalogne, 75014 Paris, pour modifier les statuts. Compte tenu du nombre important d'actionnaires, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le jeudi 18 janvier 1990 à 9 heures 30, 91/93 boulevard Pasteur, 75015 Paris.

2) Les actionnaires de la SICAV UNIVAR sont également convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 18 janvier 1990 à 10 heures, 91/93 boulevard Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1988-1989 et de définir la politique de distribution.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



PREMIER GESTIONNAIRE D'EUROPE

Vienne capitale du marché noir

Suite de la page 2

Parfois la main s'emballait : les Viennois se souvenaient encore de ces trois jours folles, l'an dernier, où la ville s'est retrouvée brutalement paralysée par l'afflux de plusieurs centaines milliers de « touristes » hongrois. L'annonce par le gouvernement hongrois d'une prochaine hausse des taxes sur l'électronique n'aidait pas à calmer les esprits. Les boutiques de luxe de la capitale, en milieu de semaine, étaient une véritable ruée : les boutiques de la capitale.

Depuis lors l'atmosphère s'est apaisée. « Ce n'est plus ce que c'était, et Vienne a retrouvé le phénomène », explique un journaliste. « Business as usual ». Au cœur de l'ancien empire austro-hongrois, l'ouverture des us de l'Est n'étonne plus personne. On trouve des Hongrois dans les rues de la capitale, s'étant un chauffeur de taxi.

Le commerce de l'Est est désormais si répandu qu'il fait partie intégrante de la vie quotidienne. Du côté autrichien les supermarchés ont été en outre s'implanter

près de la frontière. Et les Viennois ont peu à peu pris l'habitude d'aller couramment à Budapest pour se faire traiter, épiler, coiffer, soigner les dents, et pour profiter des affaires offertes par les magasins de luxe de plus en plus nombreux dans la capitale hongroise.

A Vienne même, le marché noir des devises est devenu un marché gris : nul besoin d'aller dans la rue, les banques achètent et vendent couramment les devises de l'Est moyennant de confortables marges par rapport au cours officiel. Même sur la plus grande artère commerçante de la capitale, certains magasins d'électronique affichent leurs réclames en hongrois.

Quant au quartier « réservé », près de la Mexiko Platz, il n'a plus de viennois que le nom, les boutiques s'y étant toutes peu à peu spécialisées dans la vente en vrac de biens de contrebande. Electronique de bas de gamme, montres, briquets, shampoings, détergents, laine vendus par ballots de plusieurs kilos, café, parapluies, jeans, etc. Les échoppes, tenues pour la plupart par des Yougoslaves,



ÉCONOMIE

Le CNPF négocie à tout-va et emboîte tous les dossiers sociaux

La méthode tourbillonnante de M. Jean-Louis Giral

Tous les dossiers sociaux de l'heure sont intimement mêlés : travail précaire et négociations sur l'assurance-chômage, équilibre financier des régimes de retraite complémentaire, et surtout provoqué par la retraite à soixante ans.

Négociateur au nom du CNPF, M. Jean-Louis Giral jongle avec tous ces paramètres et guide la manœuvre avec l'espoir d'entraîner les syndicats et le gouvernement sur son terrain.

Tout nouveau président de la commission sociale du CNPF, Jean-Louis Giral inaugure ses fonctions en lançant, à la fin de l'été, la candidature à la tête du CNPF, et bénéficiant sans aucun doute de ses conseils, il s'emploie depuis quelques semaines à « emballer » les événements sociaux et peut-être le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, tous bousculés sur chacun des fronts désormais ouverts.

Sous la furia patronale, des dossiers qui ne devraient en théorie être liés que par les contingences du calendrier se retrouvent imbr-

qués à l'envi. Tout en affirmant qu'ils font l'objet de négociations séparées, M. Jean-Louis Giral s'est en fait attaché à les relier dans une vaste opération. La discussion en cinq bandes, comme au billard, renvoie du projet de loi sur le travail précaire au renouvellement de la convention d'assurance-chômage qui, à son tour, se répercute sur le sort des régimes de retraite complémentaire et, par voie de conséquence, ouvre la voie au débat sur les préretraites, induit lui-même par la situation financière de l'Association pour la structure financière (ASF) qui pose le problème de la retraite à 60 ans... Et le tout doit être abordé entre la fin de l'année, pour l'UNEDIC ou l'ARRCO, et la fin du premier trimestre 1990, pour l'ASF.

Après la conclusion intervenue pour le régime de retraite complémentaire de tous les salariés, le 30 novembre, grâce à l'aide financière de 5,6 milliards de francs apportée par l'UNEDIC (*le Monde* du 2 décembre), la stratégie s'éclaircit. Menacé d'une augmentation des cotisations à l'ARRCO et plus tard à l'AGIRC, rendue nécessaire par le déséquilibre prévisible des comptes, le patronat a trouvé le moyen de limiter les dégâts, au moins pour l'année à venir. Ce transfert a été

rendu possible par l'apparition d'excédents au régime d'assurance-chômage, qui aura dégagé 7 milliards pendant l'actuelle convention, et aurait pu en faire de même en 1990 et 1991, pour 10 milliards cette fois, à structure constante.

Ponctionnant les réserves théoriques de l'UNEDIC, les partenaires sociaux ont maintenant moins de chances d'aboutir aux deux objectifs opposés qu'ils s'étaient fixés. A savoir une baisse des cotisations dans l'esprit du CNPF, et une amélioration des modes d'indemnisation, pour les organisations syndicales principalement. L'argent viendra à manquer et il est possible que la négociation sur le renouvellement de la convention s'achève, faute de moyens, par une simple reconduction.

Pour le CNPF, ce serait déjà un premier résultat. Des régimes de retraite complémentaire à l'assurance-chômage, il devait craindre un relèvement des charges pour les entreprises.

Pour obtenir un succès d'ordre financier, la délégation du CNPF doit cependant surmonter un obstacle de taille qui, s'il était, lui permettrait, de surcroît, de marquer d'autres points sur un terrain plus politique. Soumis à la demande pressante des négociateurs syndicaux qui veulent que le dossier des travailleurs précaires, mal indem-

nisés par l'assurance-chômage, soit enfin traité par l'UNEDIC, le CNPF cherchera à conclure un accord de renouvellement, sans traiter pour l'instant de ce sujet. En revanche, celui-ci pourrait figurer dans un avenant qui serait expressément promis et dont la négociation interviendrait plus tard.

Signer un bon accord

Le CNPF se sert en outre de la revendication syndicale à propos de l'UNEDIC pour proposer à ses partenaires d'entrer dans une autre négociation sur les conditions mêmes d'utilisation du travail précaire, intérim et contrat à durée déterminée, afin de faire pièce au projet de loi que M. Soisson a présenté au conseil des ministres le 5 décembre. Mieux, et pour rassurer les négociateurs éventuels, il assure que le texte final comprendra un article prévoyant l'autodestruction de l'accord, si le gouvernement maintenait son intention de légiférer.

Ce n'est pas le seul intérêt de la manœuvre, qui vise également M. Soisson et les parlementaires. En promettant une négociation interprofessionnelle, symbole de la politique contractuelle, M. Giral espère bloquer l'intervention légis-

lative du gouvernement et écarter la proposition de loi des députés socialistes. Mais, pour ce faire, il lui faut impérativement disposer du temps nécessaire à la négociation, demandée *in extremis*, et dont il souhaite qu'elle soit achevée pour le 15 février.

En l'état, l'avancement des travaux parlementaires autorise la manœuvre patronale. Il y a peu de chances pour que le projet de loi soit examiné pendant la session d'automne, qui tire à sa fin.

Qu'il ne puisse pas négocier, et M. Giral pourra attiser l'opposition parlementaire en reprochant à un gouvernement socialiste d'empêcher le développement de la politique contractuelle. Il peut même s'attirer le soutien de quelques syndicats. Qu'il négocie, et il gênera considérablement M. Soisson et le groupe socialiste qui ne pourraient maintenir leur position. A une condition, toutefois : il est condamné à signer un bon accord, incontestable par les parlementaires, et donc massivement approuvé par au moins quatre organisations syndicales.

En cas de rupture, le patronat pourra cependant se montrer moins coopératif pour l'aménagement de l'indemnisation chômage des précaires et M. Giral a déjà laissé entendre que son attitude serait fonction du contenu final de la loi. De toute manière, il se sera accordé un répit qui peut l'aider dans le traitement simultané d'autres dossiers sociaux.

Impossible de renoncer à la retraite à 60 ans

A l'horizon du printemps se profilera en effet une autre négociation, imbriquée dans les précédentes, et qui touche cette fois au surcoût provoqué par la retraite à 60 ans et le système des préretraites, financé par l'Association pour la structure financière grâce aux cotisations salariales et à la contribution de l'Etat. Or ce dispo-

sitif se révèle plus lourd à supporter que prévu, notamment en raison des conventions de conversion décidées par les pouvoirs publics, et il avait à l'origine été convenu que la participation financière de l'Etat prendrait fin en mars 1990.

Pour l'instant, et à défaut de pouvoir poursuivre longtemps sur cette ligne, le CNPF a fait alliance avec toutes les organisations syndicales pour se tourner vers le gouvernement et lui demander de maintenir ses engagements. Ce que celui-ci refuse, au nom de la clarté budgétaire, mais aussi par référence à un accord de 1983, signé par le ministre des affaires sociales de l'époque, M. Pierre Bérégovoy, qui n'entend pas se désavouer doublement.

Pour M. Giral, qui ne veut pas devoir payer davantage, les choix sont simples. Ou bien le gouvernement continue d'apporter sa contribution, ou bien il lui faudra renoncer à la retraite à 60 ans, une décision politiquement impossible pour lui.

C'est pourquoi certains, dans les cabinets ministériels, mais aussi à FO et à la CFDT, commencent à penser qu'il serait temps de se sortir du piège habilement monté et que le gouvernement devra annoncer le maintien temporaire de sa participation, pour deux ou trois ans, peut-être à un niveau plus faible. D'autres, pessimistes, estiment que l'immobilisme gouvernemental sur ce sujet l'embourbera à terme à l'achèvement de l'année, et pourquoi pas la garantie d'un versement permanent.

Mais les événements vont-ils s'enchaîner selon le schéma élaboré ? S'il parvenait à l'emporter sur chacun de ces points, M. Giral sortirait plus que grandi de l'épreuve, en vainqueur, et nouveau homme fort du CNPF. Il aurait fourni une éclatante démonstration de sa méthode, tourbillonnante.

ALAIN LEBEAUCHE

BANCO DI NAPOLI. DEPUIS 450 ANS POUR L'ECONOMIE, L'ART ET LA CULTURE.



FRANCESCO GUARINO - SAN GIORGIO 1545-1850

EXPOSITION DES CHEFS-D'OEUVRE DE LA PEINTURE ET DE LA
SCULPTURE NAPOLITAINE DE LA COLLECTION PRIVEE DU BANCO
DI NAPOLI A L'OCCASION DU 450^{ME} ANNIVERSAIRE DE SA FONDATION.

BANCO
di NAPOLI

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M. M. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037Reproduction sur les microfilms
ou autres supports de l'ensemble de l'ouvrage.Reproduction intégrale de tout article,
sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyez CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements
161 : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à for-
muler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance. FORN PAYE : PARIS BP

BULLETIN D'ABONNEMENT

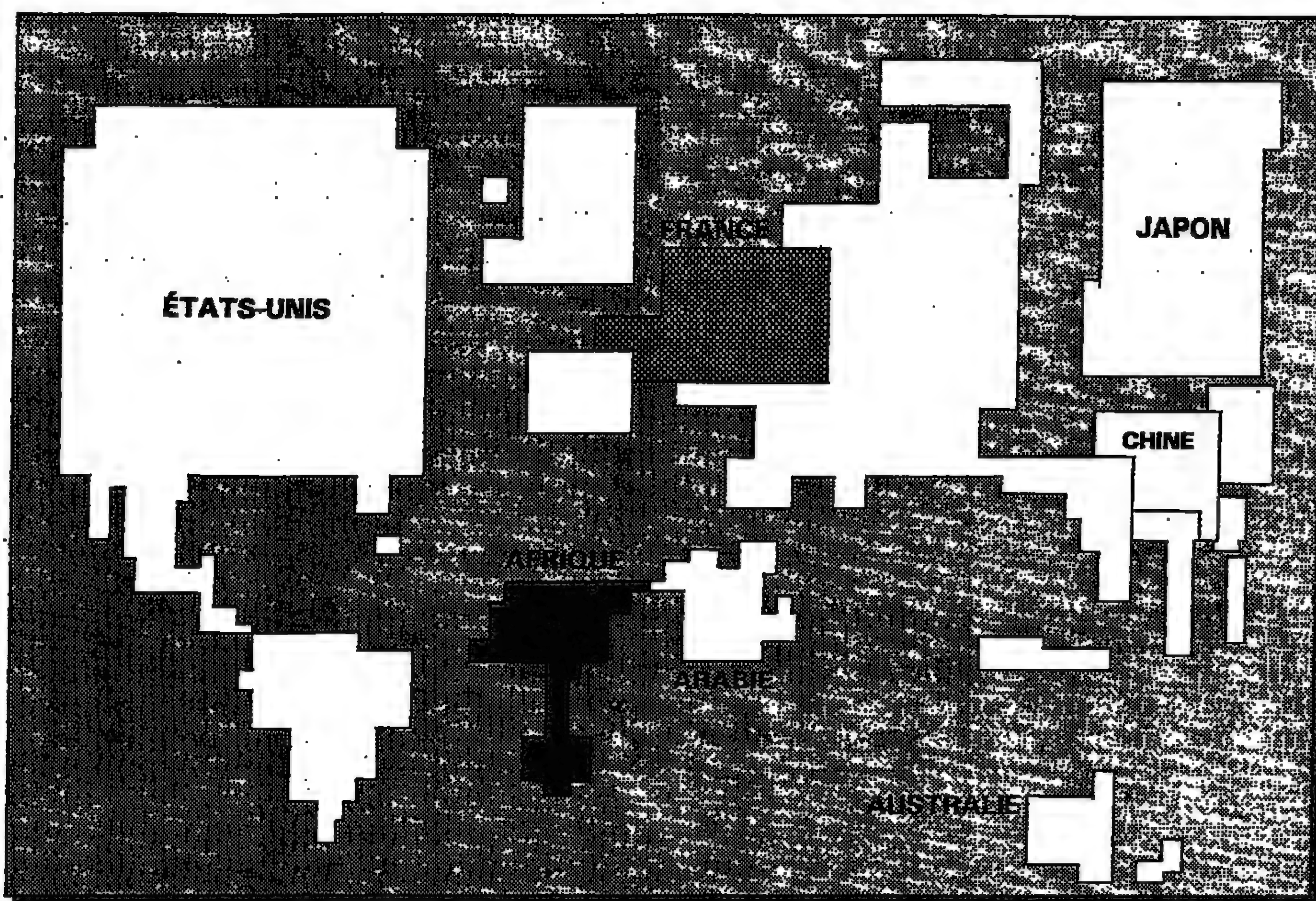
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CHAMPS ECONOMIQUES

L'Afrique délaissée

Le continent noir, qui n'est plus le champ clos des rivalités internationales, a fini, pour de bonnes et mauvaises raisons, par laisser les meilleures volontés. Il est loin, « l'avenir de l'Europe », face à la perspective du grand marché et à l'attraction de l'Est. La Hongrie avant le Mali.



Un produit national faible...

L'Histoire, qui s'accroît à l'Est, marque singulièrement le pas dans le tiers-monde. Le dernier rapport du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) est venu rappeler que la famine menace en Ethiopie comme aux jours les plus sombres de 1984. Sept cents millions d'êtres humains souffrent de malnutrition dans les pays du Sud, et cette armée de la faim risque de croître au cours de la prochaine décennie.

C'est dans ce contexte que les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, dits ACP, s'apprêtent à renouveler la convention de Lomé les liant à la Communauté européenne, qui accorde un soutien préférentiel aux productions du tiers-monde. Les négociations, qui se traduiront par la signature d'un accord le 15 décembre prochain, ont révélé les inquiétudes des pays pauvres relatives à un repli financier de la CEE à leur encontre.

Si la plupart des Etats développés s'entendent sur la nécessité d'une aide publique au tiers-monde qui devrait atteindre, en principe, au moins 0,7 % de leurs ressources nationales, le devoir de développement ne s'arrête pas là. Les pays riches ont donné, mais ont-ils bien donné ? « Pour apprendre quelque chose aux gens, soutenait Picasso, il faut mélanger ce qu'ils connaissent avec ce qu'ils ignorent. »

Le développement s'est souvent limité au placage de modèles économiques et culturels occidentaux, sans ménagement ni aménagement pour les Etats fragiles du Sud. Les politiques d'ajustement structurel en Afrique sont les derniers signes tangibles de ces greffes forcées en butte au rejet, qui attisent les malaises sociaux sans apporter de panacée.

« P » AUVERES de nous ! Par les temps qui courent, les Africains ont la désagréable impression que beaucoup de ceux qui, par devoir ou par intérêt, leur venaient en aide, renouent à le faire. Comme si le continent noir, pour toutes sortes de raisons, bonnes et mauvaises, avait fini par laisser les meilleures volontés et ne plus intéresser grand monde.

Dien que, d'une certaine manière, la guerre froide avait du bon ! A cette époque, dans les années 60, celles des indépendances africaines, les nouveaux Etats du continent noir pouvaient tourner à leur avantage les rivalités entre grandes puissances. Il leur suffisait alors pour séduire l'une ou l'autre de courtoiser l'autre. Bon an, mal an, ce petit jeu diplomatique dont personne n'était dupe leur rapportait gros.

Ni Moscou ni Washington ne niaient alors la position éminemment stratégique de l'Afrique, au flanc sud de l'Europe occidentale. Déjà affaiblie par les divisions de l'après-guerre, cette Europe risquait de l'être davantage encore si le contrôle de ses anciennes colonies venait à lui échapper, s'il prenait l'idée à celles-ci de se donner de nouveaux maîtres.

Des foyers éteints

Dès le début des années 60, l'Union soviétique avait ouvert, à Moscou, l'université Patrice-Lumumba pour y accueillir des étudiants du tiers-monde.

On la verra en 1975, poser solidement pied en Angola, côté Afrique australe, et, trois ans plus tard, en Ethiopie, côté corne de l'Afrique. La politique des Etats-Unis consistait à marquer le Kremlin partout où celui-ci s'est créé une clientèle, partout aussi où l'on tendait une oreille attentive à sa propagande.

L'Afrique n'est plus, aujourd'hui, ce champ clos des rivalités Est-Ouest. Ne voit-on pas Moscou et Washington se donner la main pour éteindre les foyers d'incendie qu'ils avaient allumés ici et là sur le continent noir ? Certes, pour les autochtones, la paix retrouvée est un acquis inestimable. Mais, du coup, les nouvelles données de la politique internationale incitent les deux superpuissances à se montrer moins attentives à ce qui se passe au sud du Sahara, moins perméables aux demandes de leurs protégés.

Même l'attitude des ex-puissances coloniales qui, jusqu'alors, surveillaient avec jalousie leurs chasses gardées africaines, laisse, aujourd'hui, à dé-

rer. Elle n'est plus ce qu'elle était dans les premiers temps des indépendances, faite de beaucoup de compréhension et d'indulgence. Comme des enfants gâtés, les dirigeants du continent noir s'entêtent et s'en irritent, peu habitués à ce que leur ancienne métropole refuse de céder à tous leurs caprices et leur tiennent parfois un langage de raison, qu'il s'agisse, par exemple, du respect des droits de l'homme ou, plus prosaïquement, de l'utilisation de l'aide étrangère.

Parler-vrai certes, mais démentir aussi. Car les pays européens, dans la perspective toute proche du grand marché unique de 1993, sont soucieux de s'y préparer dans les meilleures conditions. Aussi la solidarité entre les Douze prend-elle fatalement et durablement le pas sur la solidarité Nord-Sud. A qui donc faire croire, aujourd'hui, comme d'habitude, qu'il s'agit de l'avenir de l'Europe ? Ce discours a, hélas, terriblement vieilli.

De toute manière, l'Europe des Douze se sent, depuis peu, des devoirs envers l'Europe de l'Est, en plein bouleversement politique, qui appelle au secours pour sortir d'une misère noire. Jadis, certains beaux esprits français parlaient de développer « la Corée avant le Zambéze ». Changement d'horizon : aujourd'hui, la Corée est en vogue

dans les pays du Marché commun serait d'aider « la Hongrie avant le Mali ».

Mauvais calcul ? Les pays africains se raccrochent à l'idée un peu surfaite que le continent noir est un inestimable réservoir de matières premières pour leurs partenaires du Nord. C'est oublier qu'il a, au moins, ce qu'il faut pour la production d'uranium, de cuivre, de coton, de cacao, de café, etc. Il est facile de se procurer ces produits de base sur d'autres marchés, en Amérique latine et en Asie par exemple. En grandes quantités, parfois à qualité supérieure et souvent à meilleur prix.

Une économie de cueillette

A force de vivre dans les jupes de l'Europe, beaucoup de pays africains ont fini par se croire seuls au monde, par oublier que les frontières de la pauvreté ne se confondent pas avec celles du continent noir. Ils constatent, aujourd'hui, que leurs partenaires du Nord tentent d'appréhender globalement le problème du sous-développement et ont tendance, ce faisant, à généraliser, voire à banaliser le système de préférences, commerciales et autres, dont eux-mêmes avaient été jusqu'alors les principaux bénéficiaires, pour ne pas dire les seuls.

Toutefois, jamais à court d'arguments, les pays africains guettent toutes les occasions qui s'offrent à

eux de mériter un traitement de faveur. La francophonie leur est, aujourd'hui, servie sur un plateau. Bien sots seraient-ils de faire la fine bouche, de renifler à des odeurs d'impérialisme culturel, puisque la défense du français s'accompagne de l'ouverture de lignes de crédit.

Beaucoup de pays africains en déconfiture ont ainsi pris l'habitude de grappiller des crédits auprès des différents bailleurs de fonds, de pratiquer sans effort une sorte d'économie de cueillette. Une aide extérieure appelée à financer non seulement l'intégralité de leur budget d'investissement, mais encore une bonne partie de leur budget de fonctionnement, à construire des écoles et à payer les fonctionnaires.

Le désenchantement est général aux quatre coins du continent noir. Hormis des guerres intestines et des coups d'Etat, rien de notable ne s'y est passé depuis près de trente ans, depuis l'accession de la majorité des pays africains à l'indépendance et donc, en principe, à la maturité politique. De miracle, il n'y en a eu nulle part, pas même en Côte-d'Ivoire. On constate, au contraire, presque partout, une explosion démographique, une régression économique et, au total, une baisse du niveau de vie.

Tribalisme, corruption, gabegie, marché noir : on n'en finirait pas de recenser tous les maux dont souffre le continent africain. Au bout du

compte, il n'y a souvent plus d'Etat qui vaille dans la mesure où les oligarchies au pouvoir ici et là n'ont pas, en général, les moyens de se faire obéir, sauf à dissimuler leur faiblesse derrière des accords d'autoritarisme.

Les pays africains sont, pour partie, les artisans de leur propre malheur, de cette marginalisation qui les guette. La plupart des sociétés traditionnelles véhiculent, en effet, des modèles culturels qui ont pour objet de maintenir les choses en l'état et donc d'opposer une force d'inertie à tout ce qui risque de modifier le statu quo. Les relations que les autochtones entretiennent avec le pouvoir, confisqué au profit de ceux qui l'exercent, et avec l'argent thésaurisé ou dilapidé, ne facilitent pas l'émergence d'un Etat moderne et d'une économie saine.

Les bonnes œuvres

Pour ajouter au découragement de ses habitants, le continent noir apparaît comme le continent de toutes les malédictions : grandes intempéries, grandes calamités, grandes épidémies. La sécheresse, les crues, la famine, le sida. Ainsi, à tout bout de champ, l'Afrique est, sans complaisance, montrée du doigt comme si, là aussi, elle était prise en faute. Maudite.

Désespérer du continent noir ? Ce ne sont pas seulement les opérateurs économiques privés du Nord qui, n'y trouvant plus leur intérêt immédiat, s'en retirent sans regret. Plus grave, en mettant leurs capitaux à l'abri hors de chez eux, les Africains eux-mêmes, du moins le petit nombre de ceux qui ont, honnêtement ou non, fait fortune, trahissent le peu de confiance qu'ils ont dans l'avenir de leur pays.

Même si l'Afrique n'a plus vraiment la cote auprès de ses partenaires du Nord, on ne voit pas que ceux-ci puissent la rayer de la carte, l'abandonner à son triste sort. Le continent noir n'en finira pas de dérouter les pays riches et singulièrement les pays européens qui lui sont géographiquement proches, quels que soient les engagements que ceux-ci pourraient lui opposer pour se dérober.

Se contenter, pour avoir la paix, pour sauver la mise, de faire des bonnes œuvres au sud du Sahara ? Débonnaire, épuisée par les efforts de tous ordres qui lui sont demandés pour sortir du sous-développement, l'Afrique trouverait, néanmoins, suffisamment d'énergie et de dignité pour refuser, le cas échéant, ce qui ressemblerait à une annexion.

JACQUES DE BARRIN

... et une population nombreuse





JUSQU'EN 1987, David Sar était fonctionnaire. Avec 90 000 francs CFA (1 800 FF) par mois, il faisait vivre décemment sa femme, ses enfants et divers « parents » à la mode africaine. Il y a deux ans, avec plusieurs millions de collégiens, il a été licencié. Pour cause de « dégraissage ».

David a trente ans. Avec sa famille, il habite chez ses parents, dans une seule pièce. Il se sent humilié par un renvoi qu'il « ne méritait pas ». Malgré un diplôme, il ne trouve que des emplois éphémères. « Ici, dit-il, tout le monde est trois quarts chômeur et un quart débrouillard. Un jour sur trois, on trouve un boulot ou une combine pour 1 500 à 2 000 francs CFA (1). »

A Pékin, banlieue de Dakar où des centaines de milliers de Sénégalais vivent dans une pauvreté plus ou moins prononcée, le cas de David est loin d'être le pire. Sa famille est peu nombreuse (quatre personnes contre dix à douze en moyenne), ses parents l'aident et il économise 10 000 francs CFA de loyer par mois. Certes, il faut se priver : mais les enfants mangent à leur faim et vont à l'école. Or beaucoup n'ont plus, ou n'ont jamais eu, cette chance.

Un cran plus bas

Plus loin, dans le bas-quartier de Gaigno-Rail, Ibon Djémé, quarante-neuf ans, survit tant bien que mal, un cran plus bas dans la misère. En dix ans, il a perdu cinq emplois dans le secteur parapublic. Son frère, lui aussi congédié par une entreprise d'Etat, partage la pièce où Ibon vit avec une femme et trois enfants (il a une autre famille au Casamance). Sale, encombrée de hardes et de cales, elle coûte 4 500 francs CFA par mois et abrite parfois une dizaine de personnes.

Ibon Djémé travaille de dix à quinze jours par mois ; sa femme fait la bonne à l'occasion. Leur fils est scolarisé (dans l'unique école d'un quartier qui compte des dizaines de milliers d'enfants !), mais pas leurs filles. Dans la cour, que se partagent plusieurs familles, des enfants manquent manifestement de soins.

A côté, Mame Kumba, lavandière, fait vivre quinze personnes dont ses huit enfants. Deux seulement vont à l'école. Le système de

santé est hors de portée. Le mari, ex-employé du port de Dakar, est au chômage. Viande, vêtements et médicaments sont un luxe.

David Sar, Ibon Djémé et le mari de Mame Kumba sont des « débauchés ». Ou, si l'on préfère, des « défilés » : les deux néologismes ont cours au Sénégal pour désigner les victimes des politiques d'ajustement structurel. Celles qui dégonflent le secteur public à grands coups de licenciements, et

base, dont certains se félicitent, n'empêchent pas l'aggravation du sort des citoyens de base. Au Sénégal comme ailleurs, les plus pauvres ont été les plus durement touchés.

Les gouvernements, soumis à une cure d'amaigrissement et de remboursement accéléré, ont choisi, en règle générale, d'économiser dans le social, surtout dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Dans une quarantaine de

tion est pire qu'en 1979. Et ça n'est pas près de finir.

Le désengagement de l'Etat a-t-il suffisamment tenu compte des réalités socio-économiques ? « Une certaine logique commandait de réduire une fonction publique tentaculaire et pléthorique, reconnaît un expert. On a licencié. Mais, en Afrique, un petit fonctionnaire fait vivre une dizaine de personnes : il alimente le petit commerce et renforce l'ordre

Malgré des moyens réduits et un fardeau alourdi, l'Etat fait des efforts. Sa priorité va aux jeunes sans emploi, parce que la jeunesse constitue 70 % de la population... et parce qu'elle a été le détonateur de l'explosion démographique qui a obligé la démocratie sénégalaise à faire appel aux forces armées, en mars 1988.

Les moyens et les structures de réinsertion restent rares. Outre les mesures d'incitation à la création

Même si le pays vit encore et surtout de l'arachide ; même s'il n'est guère compétitif par ailleurs : même si, pour le moment, l'ajustement le met sur le flanc. En attendant que des structures nouvelles viennent prendre le relais de celles que l'on démantèle, tout cela est très insuffisant.

Dans un secteur particulièrement important, celui des enfants délinquants et inadaptés sociaux, M^{re} Dior Sow Fall, directrice de l'éducation surveillée, souligne l'absence de moyens. « Le gouvernement a très peu investi dans le social. On en parle beaucoup mais on attend des solutions miracles. Et, quand on propose de vraies solutions, les crédits font défaut. Ou sont détournés. »

Les réponses de la base

« Les gens survivent parce que la crise stimule des réponses de la base, qui trouve des solutions adaptées », indique un expert français. Pour lui, « la réponse à la destruction du tissu socio-économique provoquée par l'ajustement est là ; et non pas dans les schémas des bureaucrates internationaux, qui imposent des politiques décalées par rapport aux réalités ».

La première réponse vient du secteur informel. « Tout Dakar s'habille chez le fripier. » La formule résume bien le passage des magasins classiques aux bazars de troc : tout un marché au rabais s'est développé dans les rues, les jardins, les maisons. Ce n'est pas le « secteur moderne », et les revenus de cette économie échappent à l'Etat. C'est en tout cas une réponse au problème de la survie au jour le jour.

Une deuxième réponse vient du travail fait sur le terrain par les mouvements associatifs locaux et les organisations non gouvernementales (ONG) étrangères afin d'aider les populations à se prendre elles-mêmes en charge, sans attendre l'Etat. Mais leur action a ses limites.

Il n'existe guère au Sénégal de structures populaires de type latino-américain, capables de répondre à la crise en dépassant. L'islam ne joue pas non plus le rôle de moteur social qui est, ailleurs, celui des églises chrétiennes. Enfin, les pesanteurs sociologiques et les traditions agissent comme de puissants freins.

de Dakar
ROLAND-PIERRE PARINGAUX

(1) 1 franc CFA = 0,02 franc français.

Pauvre Gambie

L'ajustement structurel a mis à mal le système de santé et aggravé la malnutrition

Le cas de la Gambie, petit pays où la majorité des foyers vivent dans la pauvreté, et où la mortalité infantile est l'une des plus fortes au monde, illustre les effets dévastateurs que l'ajustement structurel peut provoquer dans le domaine de la santé. La part des dépenses consacrées à ce secteur dans le budget est revenue de 9,7 % en 1985-86, au moment du lancement de la politique d'ajustement, à 5,7 % en 1988-1989, soit moins de 2 % du PNB. En revanche, le service de la dette, représenté aujourd'hui plus de 30 % du budget.

Résultat : la construction d'hôpitaux et de dispensaires a cessé ; l'entretien et le fonctionnement de ceux existant ont été réduits (35 % des visites ont été supprimées) ; plus d'un tiers des véhicules utilisés pour les tournées médicales sont hors d'usage ; le recrutement et la formation de nouveaux personnels sont suspendus. Dans les campagnes, 20 % des postes ne sont pas pourvus ; partout la malnutrition augmente.

La cure d'austérité a provoqué une pénurie de médicaments, tout particulièrement de ceux (chloroquine, pénicilline, aspirine) qui jouent un rôle capital dans la lutte contre la mortalité infantile. Or les dépenses par tête en médicaments étaient déjà très insuffisantes : à peine de 0,14 dollar, contre 1,50 dollar

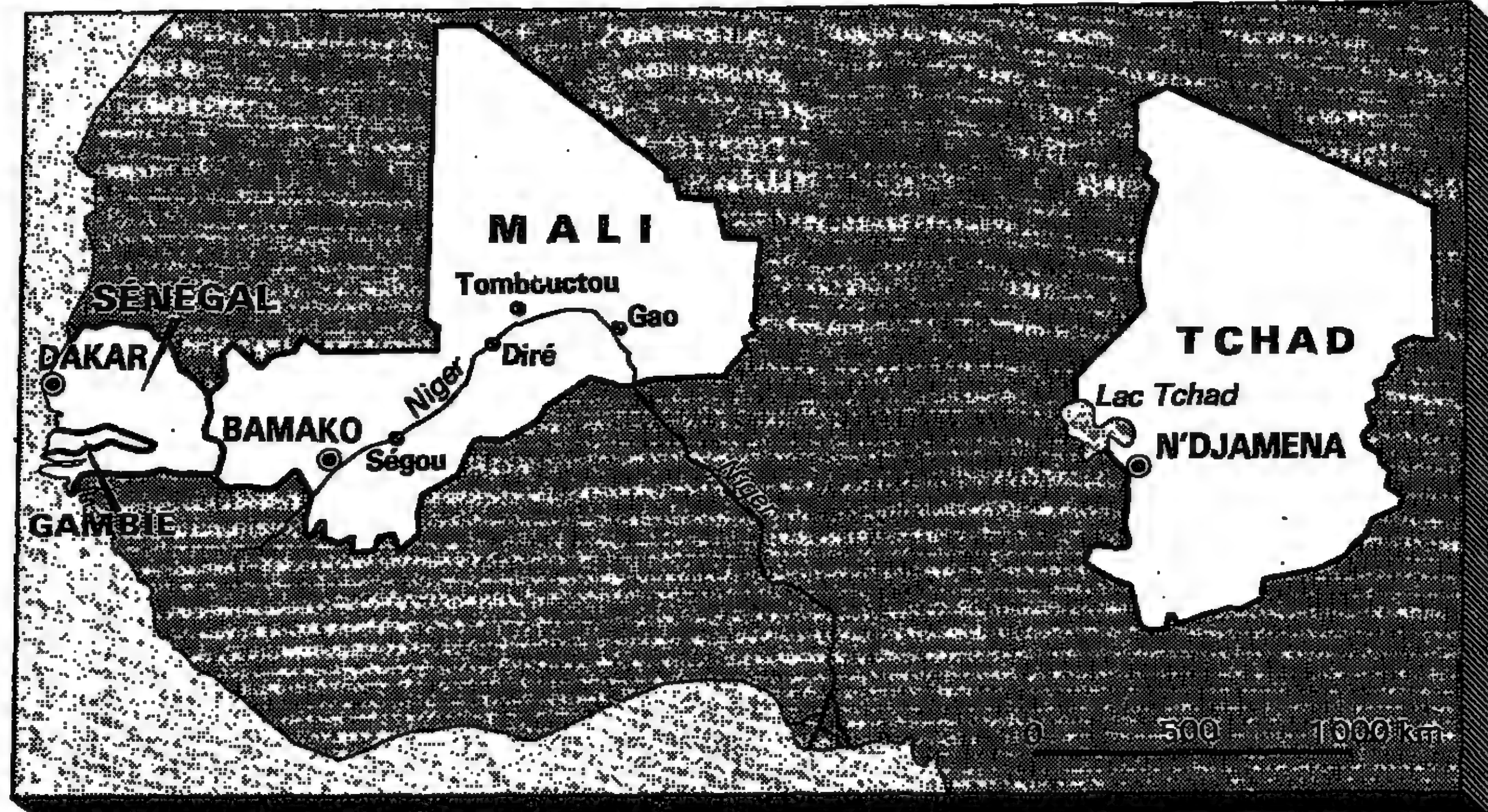
recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

La situation est devenue intolérable pour beaucoup. Pour la première fois depuis des années, la mortalité infantile (167 pour 1 000) s'est remise à augmenter. Aussi a-t-il été décidé, en 1988, de créer un système national de soins et de fourniture de médicaments payant, et donc capable de s'autofinancer.

Initialement, le gratuit fut maintenu pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans. Mais un quart de la population ne pouvant pas déboursier la somme modique exigée pour bénéficier du système, l'exemption fut bientôt étendue aux enfants de cinq à huit ans, puis de huit à quatorze ans. Finalement, 60 % de la population ne paie pas. Le système, pour sa première année, a été largement déficitaire.

En Gambie, aujourd'hui, un ministre peut affirmer : « En termes purement financiers, notre politique d'ajustement est un succès. » En termes humains, certains la qualifient de « désastre ». Un rapport intergouvernemental souligne pour sa part que « les effets indésirables de l'ajustement structurel peuvent pousser les foyers (...) à des niveaux inacceptables de privation économique et sociale ».

R.-P.P.



qui, inversement, gonflent les rangs des chômeurs. Trois exemples parmi tant d'autres...

Dictées, il y a bientôt une décennie, par le FMI (Fonds monétaire international) pour corriger des situations catastrophiques et résorber l'endettement, ces politiques ont favorisé un retour aux grands équilibres. Mais, ces succès coûtent cher.

Dans la plupart des cas, la croissance n'est pas encore au rendez-vous. Le transitoire s'éternise. Et, comme la panoplie de l'ajustement continue — sauf exception — à faire bon marché de la dimension sociale du problème (délibérément ignorée pendant des années), l'amélioration des indicateurs de

pays en voie de développement, les dépenses de ces deux postes ont chuté, parfois du quart et même de moitié.

Du terrain perdu

Dans le même temps, les budgets militaires sont restés supérieurs (de 30 % en moyenne) aux dépenses combinées de l'éducation et de la santé. Pour sa part, le taux de remboursement de la dette et de ses intérêts a triplé ou quadruplé : au Sénégal, entre 1981 et 1988, il est passé de 11 à 44 milliards de francs CFA par an.

Un peu partout on a perdu du terrain, chèrement gagné, en matière de mortalité infantile, de malnutrition, d'accès aux services de santé, de scolarisation, etc. On a lourdement hypothéqué l'avenir. « On nous dit que c'est temporaire, fait remarquer un fonctionnaire. Mais, pour les Sénégalais, il est clair, après dix ans, que la situa-

social. La rentabilité, n'est-ce pas aussi cela ? »

Appliquées brutalement, les politiques d'ajustement ont trop souvent sapé les fondements des sociétés qu'elles prétendent réorganiser, provoquant un passage des dégâts humains insupportables. L'UNICEF, qui a pris ces dernières années la tête de la croisade pour un « ajustement à visage humain », a même établi un lien direct entre les politiques d'ajustement et quelque 500 000 décès d'enfants africains, imputables au ralentissement de la croissance.

A Dakar, au ministère du développement social, on admet que l'ajustement structurel « a sérieusement affecté les populations ». La suppression des subventions alimentaires et le relèvement du prix des denrées de base à la production ont peut-être profité à la balance des paiements et aux paysans. Mais, dans une ville chère comme Dakar, elles n'ont pas amélioré le panier de la ménagère.

de PME, on compte beaucoup sur un plan d'action pour la création d'emplois portant sur une centaine de projets. D'un coût global de 60 millions de dollars, il a été accepté au printemps dernier, à Paris, par les bailleurs de fonds. Il permettrait l'emploi de 70 000 jeunes pour les deux ou trois ans à venir.

Toutefois, les délestages prévus dans la fonction publique d'ici à 1992 (13 000 au moins) risquent d'annuler en partie les effets bénéfiques de cette politique. Les restructurations industrielles, synonymes de licenciements, aussi. Au mieux, les mesures gouvernementales aident à limiter les dégâts. Tout comme les aides, bilatérales et multilatérales.

Les contributions publiques ne sont pas négligeables. Et peut-être n'est-il pas inutile pour l'avenir du Sénégal que certains ministères révisent tout haut de « modèle tchadésien », de « secteur moderne » et de « technopole régionale ».

Le Tchad sans projets

A la faveur de la guerre les firmes françaises et de nombreux cadres locaux ont quitté le pays sans espoir de retour

DEPUIS qu'il s'est installé au Tchad, il y a une vingtaine d'années, il ne s'en est absenté que quelques mois, en 1979-1980, lorsque la guerre faisait rage à N'Djamena. Aujourd'hui, la paix revenue, ce jeune entrepreneur grec a plein de projets en tête, notamment celui de rebâtir dans le style du pays, au cœur de la capitale, le Grand Hôtel, un haut lieu de l'histoire locale. Comme un symbole.

Ces particularités ? Les groupes étrangers, essentiellement français-CFAO, SCOA, Renault, Brossette, Unilever — qui, avant-guerre, avaient ici pignon sur brousse, ont profité des événements pour filer à l'anglaise au grand dam des autorités tchadiennes qui réclament un vain leur retour. Il est vrai que le développement d'une économie informelle, dû à l'absence d'Etat et à la proximité du Nigeria, a découragé plus d'un investisseur privé. Ainsi, les compagnies Mobil, Shell et Total contrôlent seulement 30 % du marché des carburants, le reste se traitant au « noir ».

Pour Balaam Facho, secrétaire d'Etat au plan et à la coopération, le manque de main-d'œuvre qualifiée explique ce peu d'enthousiasme des investisseurs privés,

« plutôt attirés par l'Asie ». Autre point noir, à son avis : la « gourmandise des banques commerciales en matière de prêts. « Nous sommes en discussion avec la Banque africaine de développement, explique-t-il, pour créer une banque de développement qui fera des crédits à moyen terme à des taux raisonnables. »

Tout le monde reconnaît que les gros commerçants tchadiens qui se sont enrichis frauduleusement en montant des réseaux parallèles, sont loin d'avoir une mentalité d'entrepreneurs. « Individualistes, ils ont un comportement de courtiers, habitués à toucher des commissions », souligne un expert. Ils n'ont aucune imagination et copient leur voisin. « Domage car, avec un investissement raisonnable — de l'ordre de 1 à 2 millions de francs — il serait possible de mettre sur pied de petites entreprises, par exemple dans le domaine alimentaire ou dans le secteur cotonnier.

La défaillance des « privés », étrangers ou locaux, pour réhabiliter un pays ruiné par plus de vingt ans de guerre fratricide, est compensée par l'augmentation des concours publics, surtout en provenance d'Europe et singulièrement

de France. Le Tchad est ainsi, de l'ensemble des pays dits « du champ », le premier bénéficiaire du Fonds d'aide et de coopération (FAC), le premier destinataire aussi de l'aide budgétaire. « Ce n'est pas difficile de dégager des ressources car le Tchad a bonne presse, constate le représentant d'un bailleur de fonds. Ce qui pose problème, c'est de trouver des projets. »

En quête de mieux-vivre

L'intégralité du budget d'investissement est ainsi financée sur aide extérieure comme l'est environ un tiers du budget de fonctionnement. La montée en puissance de la Banque mondiale fait qu'aujourd'hui, la part des dons est en diminution par rapport à celle des prêts, ce qui aura pour conséquence d'alourdir, à partir de 1992, le service de la dette.

Il n'empêche que, d'une manière générale, les bailleurs de fonds consentent au Tchad des prêts à des taux de plus en plus « doux ». Ainsi, depuis 1983, la Caisse centrale de coopération économique a dégagé, en faveur de N'Djamena, 845 millions de francs de crédits, dont 510 millions à des conditions

spéciales, c'est-à-dire un remboursement sur trente ans, dont dix ans de grâce, avec un taux d'intérêt ne dépassant pas 2 %.

« Il n'y a pas de raisons objectives qui poussent la France à réduire son aide », assure Balaam Facho. N'Djamena ne doute pas que l'ancienne métropole continuera d'honorer ses engagements. Reste à savoir si les Tchadiens sauront faire effort sur eux-mêmes pour sortir de la mauvaise position dans laquelle la guerre les a enfoncés.

Beaucoup de cadres ont quitté le pays à la faveur des troubles et ne sont pas près d'y revenir. D'autres autochtones, des agriculteurs et des commerçants, s'étaient, depuis longtemps déjà, déplacés dans les Etats voisins — Cameroun, Nigeria, Soudan — en quête d'un mieux-vivre. Mais, il n'y a pas eu, comme au Mali et au Sénégal, une émigration massive vers les pays du Nord.

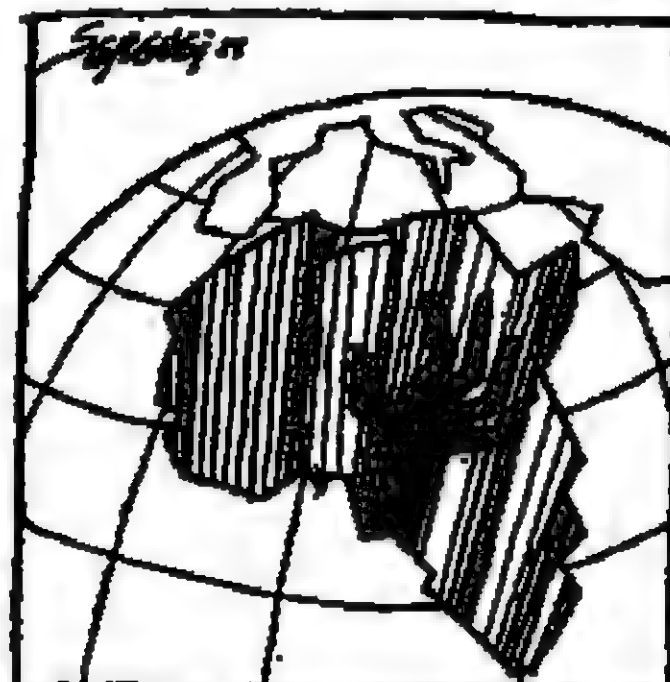
« Les Tchadiens sont très attachés à leur terre », remarque un coopérant étranger. Auront-ils le goût de la développer maintenant qu'ils savent sans issue le chemin des luttes fratricides ?

de N'Djamena
JACQUES DE BARRIN

CHAMPS ECONOMIQUES

Faut-il aider le Mali ?

« Un tronc d'arbre peut rester une éternité dans l'eau. Il ne deviendra jamais un crocodile. »



DANS le quartier de l'hippodrome à Bamako, un alignement de superbes maisons à étages tranches avec la modeste de l'habitat environnant. On les appelle les « villas de la sécheresse ». Elles ont été construites en 1973 par les privilégiés du régime avec le produit des fonds de l'aide alimentaire internationale qui devaient — gratuitement — secourir les populations du Nord en proie à la famine. Faut-il aider le Mali ?

A mille kilomètres, sur le delta intérieur du fleuve Niger, la petite localité de Diré abrite deux étranges « éléphants blancs », monstrueux dans ce décor horizontal émaillé de chalets. Les bâtiments magnifiques de la plus grande station solaire d'Afrique sont lézardés avant d'avoir jamais servi.

Ce « cadeau » de la coopération française, qui a coûté plusieurs milliards de francs CFA au Mali, est apparu trop vorace en énergie avec son système de double pompage. « Il s'agissait d'une expérience et on ne nous a pas prévus », regrette le commandant du cercle de Diré.

Le casse-tête du développement

Plus loin, dans la plaine immense nuyau surélevé, monté sur pieux, toise une terre désespérément sèche. Autre partie du soutien tricolore, ce « pluviométrique » allait irriguer des milliers d'hectares. Pas une goutte d'eau n'en est sortie depuis son installation en 1985.

L'appui au Mali a davantage alimenté sa dette que sa population. La technologie occidentale, au lieu de résoudre les difficultés, en a créé de nouvelles. A-t-on aidé l'ancien Soudan français ?

Dans ce pays sahélien qui compte parmi les plus pauvres de la planète, avec un revenu annuel par habitant de 130 dollars et une espérance de vie de quarante-sept ans, le casse-tête du développement renvoie toujours aux mêmes interrogations. Doit-on, au nom de la solidarité des peuples, épauler un

Etat qui, malgré les incantations officielles contre la corruption, la toire et l'encouragement jusqu'à ses plus hauts sommets ? Si oui, comment transformer les actions de développement en gages d'autonomie pour le bénéficiaire, là où n'apparaît le plus souvent qu'un néo-colonialisme économique du Nord fondé sur la dépendance matérielle du Sud ?

Nul n'ose en réalité remettre en cause le principe d'une aide au Mali (littéralement, lieu où vit le roi), malgré son accaparement au profit d'une coterie. « Les pays riches devraient peut-être stopper tout soutien, on y verrait plus clair », risque un expert. Mais les grandes organisations occidentales contournent la difficulté en préférant les initiatives villageoises autour de micro-réalités aux vastes projets nationaux où les fonds et les énergies s'épuisent sans retour.

« On a vu beaucoup de marchands de camélote », reconnaît Akim Hossainamode, un responsable du Bureau international du travail (BIT), chargé d'encourager la naissance d'entreprises privées et d'orienter des jeunes diplômés. Au début des années 70, A. Hossainamode enseignait à la faculté d'Alger-Preuve et terminait une thèse sur le développement. Prêt d'éprouver la théorie sur le terrain, il est arrivé au Mali pour assister, en 1973, au parachutage de l'aide alimentaire dans les zones désertiques.

« Je me suis demandé comment on pouvait survivre dans un tel pays. C'est pourquoi je dis sans réserve qu'il faut aider et continuer d'aider le Mali. » Mais les hommes de l'art ont-ils la manière ? « La philosophie de l'aide, explique-t-il, ne doit pas être le transfert d'un modèle étranger, mais la greffe, c'est-à-dire la recherche d'une compatibilité possible. »

Les manuels de création d'entreprise qu'il utilise auprès de ses « élèves » sont adaptés aux besoins du Mali. S'ils proposent une méthode de commercialisation d'un produit, ils se réfèrent aussitôt à une société de Bamako qui illus-

tre l'exemple décrit. « Je pars du connu pour aller vers l'inconnu. Trop de gens font l'inverse pour impressionner », au risque de laisser l'échec derrière eux.

Perce la culture des Maliens, entrer dans leur mode de pensée, employer les phrases, les locutions, les images qui leur « parlent », c'est, selon A. Hossainamode, la démarche minimale que doivent accepter les experts pour réussir la greffe. Tout en sachant qu'« un tronc d'arbre peut rester une éternité dans l'eau, il ne deviendra jamais un crocodile ».

Des cercles de désertification

Les cas de rejet d'un développement inadapté sont légion au Mali. Le spectacle des cercles de désertification entourant les puits construits par les Blancs montre combien ces derniers ont ignoré la nature traditionnelle de la propriété foncière. Créer un nouveau point d'eau sans en attribuer la gestion à un chef revient à creuser pour rien. Or, la colonisation française a si bien décliné le fragile tissu des chefferies que les experts en développement sont à présent bien en peine de trouver là-bas des relais efficaces et légitimes à leurs actions, même les mieux intentionnées.

Pays enclavé (le port de Dakar est à 290 kilomètres de Bamako), dépourvu de richesses minières excepté l'or exploité au profit des Soviétiques et des Français, le Mali est resté à forte dominante agricole. Le travail de la terre occupe 80 % des actifs et fournit au moins la moitié du produit intérieur brut, lequel est entièrement absorbé par les dépenses.

Sous ce climat soudano-sahélien, les objectifs du développement semblent prosaïques : engraver, sans qu'on y parvienne jamais, l'effet mortel des sécheresses sur les populations, les cheptels, les cultures ; assurer l'autosuffisance alimentaire ; réussir la maîtrise de l'eau, combattre la désertification. Accomplir l'essor du Mali une fois passé Ségou et franchies les der-

nières bandes de goudron, c'est répondre à une question sèche comme le Sahel : qui, du sable ou de l'homme, aura raison de l'autre ?

Le temps joue pour le sable et aussi les caprices d'une pluviométrie irrégulière depuis dix ans. Aussi le BIT enseigne-t-il aux agriculteurs comment vivre sur place en organisant des périmètres irrigués à proximité des rives du Niger. Réalisés dans six pays sahéliens dont le Mali, ces projets ACO-PAM (1) sont tous régis par une règle du jeu d'équilibre d'ambiguïté : les experts apportent un savoir-faire culturel (creusement de canaux, repiquage du riz, création de périmètres, contrôle des niveaux d'eau) transmis à l'aide d'une formation culturelle.

Les populations-cibles sont alphabétisées dans leur langue vernaculaire (bambara, sonrai, tamacheck), les initiations à l'agriculture irriguée comme la gestion d'un magasin d'intrants (engrais, pesticides, produits vétérinaires) sont retranscrites dans des manuels imprimés en langue locale. Si les mots engrais ou motopompe ont du mal à être compris, les experts trouvent leur équivalent en bambara, l'alphabétisation fournit une sérieuse chance d'autonomie à ceux qui la reçoivent.

« La formation est aussi importante que l'autosuffisance alimentaire dont nous bénéficions depuis l'après ACO-PAM », observe le chef d'un ancien groupement nomade reconverti à l'agriculture dans la zone de Diré. Il n'a pas été facile pourtant de convaincre les paysans de l'utilité de la redevance en nature qu'ils doivent acquitter à la fin de chaque campagne.

L'argent tiré de la vente de ce grain prélevé sert à reconstituer le fonds de roulement de la coopérative, à réassortir le magasin en engrais et carburants. « A défaut, cette redevance nous mettrait en colère », reconnaît un responsable villageois enturbanné, du front au menton, les yeux cachés derrière des verres noirs. Mais nous avons compris son utilité. Cette année, nous l'avons payée entièrement, y compris l'arrière de l'autre saison. »

Rien n'a pu se faire sans un lent cheminement intérieur des paysans, favorisé par un enseignement ad hoc. Des affiches montrent un gestionnaire heureux devant des étagères surchargées de riz et d'engrais prêts du fût rempli de gas-oil. La légende indique qu'il s'agit d'une coopérative où les villageois ont acquitté leurs dettes. Le directeur du stock, Abdoulaye, porte un boubou.

Sur une autre affiche, son collègue Baba se gratte la tête et semble préoccupé. Ses étagères sont vides comme le tonneau de carburant. Ici, la redevance n'a pas été payée. Ces illustrations, un rien simplistes, font mouche auprès des coopérateurs qui s'identifient à Abdoulaye ou à Baba.

Responsable des projets ACO-PAM au Mali, Agostinho Madimba a, depuis 1984, payé de sa personne pour convaincre. Les périples de 3 000 kilomètres sur les pistes seul au volant de sa Land Rover ne lui font pas peur, ni les longues nuits passées à parler avec les villageois. « A chaque pas, il a fallu discuter. Ils ne croient pas ce qu'ils nous ont pas vu et ils ne voient pas s'ils ne font pas. »

Un programme intense

Les paysans n'ont pas apprécié la fourniture par l'ACO-PAM d'une décolorée afin de valoriser le riz paddy qui se vend mal sur le marché. « Cette machine apporte une concurrence à nos femmes qui pilent », a estimé un désagréant. Un autre affirme en riant que « les paresseuses apportent leur grain à la décolorée ». Hormis le groupement où une machine a été jugée utile pour alléger le travail féminin et vendre le riz à meilleur prix, les villageois ont déclaré leur préférence pour l'acquisition d'autres matériels agricoles afin d'irriguer de nouvelles terres.

L'heure de vérité survient lorsque les experts et les bailleurs de fonds, estimant leur mission accomplie ou impossible, annoncent leur désengagement. L'ACO-PAM n'a jamais caché cette issue qui justifiait un programme intense de formation des formateurs.

Prévue pour durer encore trois ans dans les périmètres de Diré, l'intervention du BIT doit, en revanche, s'achever en 1990 sur les 600 hectares irrigués de la plaine de Koromé, le grenier de Tombouctou. Et c'est déjà la panique.

Aménagé en 1975 par l'organisation non gouvernementale belge l'île de paix, cet espace a été viabilisé dix ans plus tard par l'ACO-PAM qui répète ici ses tâches d'alphabétisation et de gestion. Les résultats ont été probants puisque l'autosuffisance de la Cité mystérieuse est en cours grâce à une productivité qui a fait du riz de Tombouctou le moins cher du pays. Mais la coopérative est menacée : la moitié des adhérents ont refusé de payer leur redevance, estimant qu'on les spolait. Ils ont été expulsés.

« Le désengagement de l'ACO-PAM en 1990 est prématuré », s'inquiète le principal dirigeant de Koromé. « Nos paysans ont encore une mentalité de citadins. Ils n'ont pas pris l'alphabétisation au sérieux. Nous avons besoin d'un encadrement y compris pour la culture et consolider nos expériences sur le niébé (haricot) et le sorgho. Il nous semble que la mission d'évaluation venue en avril 1988 ne croit plus en l'avenir de la plaine. C'est une erreur. »

Ces paroles lâchées par une ténante soignée à Tombouctou ont été suivies d'un silence, étalon des incompréhensions qui subsistent. Ceux qui reçoivent annuellement tous leurs revenus et les donateurs estiment que, « après un certain temps », il faut partir. Long doit être le souffle du développement face à l'infatigable respiration du désert.

de Bamako et Tombouctou
ERIC FOTTORINO

(1) L'ACO-PAM (Appui coopératif aux projets de développement agricole) est un programme alimentaire mondial en zone soudano-sahélienne. Il a été lancé en 1979, initié par le BIT et financé par le gouvernement norvégien. Il comprend quinze sous-projets couvrant six pays du Sahel (Mali, Sénégal, Mauritanie, Niger, Cap-Vert et Burkina-Faso). Le budget de la phase en cours atteint 11,6 millions de dollars.

PAUL FABRA

CHRONIQUE

A PROPOS de la « titrisation », cette nouvelle technique financière à travers laquelle les banques peuvent désormais se décharger sur des organismes en cours de création — les fonds communs de créances — du soin de financer les crédits qu'elles consentent à leur clientèle, particuliers ou entreprises, deux grandes questions se posent. La première est tout bonnement la suivante : cette étape supplémentaire dans la « modernisation » de nos marchés des capitaux, doit-elle attendre une diminution du coût du crédit ?

La réponse dépendra, en dernière analyse, de celle que les faits apporteront à la deuxième question : la réforme est-elle de nature à réduire ou au contraire à accroître l'instabilité des marchés financiers ? Techniquement, la mise en place du nouveau procédé pose des problèmes ardu, notamment à l'information, comme l'a dit sans tarder Daniel Lebègue, directeur général de la BNP, à l'occasion du lancement, la semaine dernière, d'Eurotitrisation, une société de gestion de fonds communs de créances.

A supposer les obstacles d'ordre technique surmontés, ce qui ne fait aucun doute, restera encore à résoudre le principal : tous les spécialistes s'accordent pour penser que toutes les conditions sont loin d'être réunies sur les marchés français de capitaux pour que prenne la greffe d'un système directement importé des Etats-Unis. Pourtant, les pouvoirs publics ne cachent guère leur désir de voir la transplantation se produire dans les plus brefs délais. Ils n'avaient déjà pas ménagé leurs efforts pour faire adopter rapidement (le 23 décembre 1988) par le Parlement la loi autorisant la formation des nouveaux « fonds communs » et publier le décret d'application correspondant. Une telle hâte s'explique souvent par l'impénitence de quelque lobby déterminé à voir aboutir un projet et disposant d'une grande influence. Tel était le cas.

Si les marchés français sont mal préparés pour recevoir ce dernier bourgeois qui porte en germe une transformation encore plus radicale de notre appareil du crédit, c'est d'abord pour une raison qui n'a cessé depuis deux ou trois ans de défrayer la chronique. Comme les comptes à vue ne sont pas rémunérés en France et que les comptes à terme sont étroitement réglementés, les banques de dépôt jouissent de ressources non marchées qui leur permettent d'accorder des crédits immobiliers à un taux — situé selon les cas entre 9,5 % et 11,5 % — égal (voire inférieur) ou à peine supérieur au taux du marché monétaire. Les établis-

sements spécialisés, type Compagnie bancaire ou banque La Hénin, qui ne reçoivent pas de dépôts et sont en conséquence obligés de s'approvisionner pour la totalité sur le marché monétaire violent dans cet avantage un facteur de distorsion de la concurrence.

Cependant, comme chacun est bien persuadé que le jour où la Rue de Bercy lèvera son opposition à la rémunération libre des dépôts elle sera amenée à autoriser en contrepartie la facturation des chèques et des autres services gratuits rendus par les banques de dépôt, ces dernières, c'est le moins qu'on puisse dire, ne se sont pas mises en travers de l'active campagne d'« information » du gouvernement et de désinformation du public menée par les établissements spécialisés pour faire avancer la cause de la « titrisation ». Celle-ci étant gagnée, la déreglementation des dépôts devrait suivre, tombant à point nommé comme un fruit mûr.

Pour qu'une banque trouve intérêt à céder à un fonds commun de créances, et par là même à faire sortir de son propre bilan, où ils figurent à l'actif, les crédits qu'elle a accordés, la première condition est que la différence de taux soit en sa faveur. Dans son essence, l'opération consiste à transformer des crédits bancaires réunis par « paquets » — encore appelés, plus poétiquement, gerbes, — distincts selon la nature (crédits immobiliers, crédits personnels, etc.), l'échéance, etc., en autant de parts de « fonds communs de créances ». Celles-ci seront vendues à des investisseurs, surtout institutionnels, en quête de placement. La valeur d'une créance étant inversement proportionnelle à son taux, si d'aventure une banque venait à céder un crédit accordé à 9,5 % pour un prix correspondant à un taux de, mettons, 10,5 % (réclamé par le marché où seront placées les parts), elle commencerait par enregistrer une perte. Remarquons toutefois qu'elle pourrait très exceptionnellement, dans certaines circonstances, être encline à conclure un tel marché, et cela pour économiser du capital comme on le verra dans un instant.

On ne s'étonnera pas, dans de telles conditions, que les premières expériences de « titrisation », porteront sur la catégorie de crédits que les pouvoirs publics

voulaient précisément exclure. Le gouvernement avait espéré que les crédits immobiliers seraient les premiers à être « titrisés ». On vient de voir pourquoi il n'en sera pas ainsi, du moins aussi longtemps que leur taux ne sera pas relevé, une hausse que la disparition des ressources gratuites ou très bon marché auxquelles les banques de dépôt ont encore accès pourrait rendre à terme inévitable. Les candidats à la « titrisation », ce sont les prêts personnels et les prêts à la consommation alloués à des taux s'échelonnant actuellement entre 14 % (au très bas mot) et 18 %, comme la BNP l'a confirmé par sa part à la conférence de presse, donnée pour la naissance d'Eurotitrisation.

A en croire les tenants de la réforme, la « titrisation » devrait pour ces derniers se traduire par une diminution de taux, faute de quoi elle ne se fera pas. Essayons d'abord de remonter le raisonnement, passablement compliqué, à l'essentiel. Cela nous conduira à faire connaissance avec l'un des motifs expliquant la passion passablement agitée des établissements de crédit — dont le métier, sinon l'honneur, était d'assumer directement les risques inhérents à toute opération de prêt — pour la barbare « titrisation ».

EN vertu d'un accord conclu à Bâle à la suite des travaux du « comité Cooke », les banques devront, d'ici à 1993, porter à 8 % (contre actuellement 5 % pour les banques françaises) la proportion (le ratio) de leurs fonds propres et ressources assimilées par rapport au total de leurs « risques » encourus sous forme de prêts sur des débiteurs plus ou moins sûrs. Quand le débiteur en question présente une solvabilité absolue (il s'agit, par exemple, de la créance qu'une banque détient sur la Banque de France, où elle a un compte), le risque correspondant est compté pour 0 et ne figure pas au dénominateur pour le calcul du ratio Cooke ; mais quand le débiteur est un particulier ordinaire (cas du prêt personnel ou du crédit à la consommation), cette créance est comptée pour sa pleine valeur. Si le débiteur a dû donner son immeuble en gage (prêt hypothécaire), on se trouve en présence d'un cas intermédiaire : la créance ou « risque » est reprise au dénominateur pour 50 % de sa valeur. En d'autres termes, dans l'hypo-

thèse du prêt personnel, la banque devra financer sur son propre capital 8 % du montant de ce prêt ; dans l'hypothèse du crédit hypothécaire, 4 % (puisque les 8 % ne s'appliquent que sur la moitié de sa valeur). Or un capital doit être rémunéré. En ôtant les créances, la banque réduirait le coût des crédits du montant de cette rémunération !

On voit d'emblée le caractère ambigu de la démarche consistant à « titriser ». En se déchargeant de ses créances, et en perdant de celles qui sont reprises pour leur pleine valeur dans le calcul du ratio de capital, une banque trouve un moyen commode d'esquiver la discipline théoriquement impliquée par l'exigence d'une couverture minimale en capital. A telle enseigne que le gouvernement de la Banque de France, dans un plaidoyer prononcé en faveur de la « titrisation », à l'occasion d'un colloque organisé le 24 janvier 1989 par la revue Banque, s'est cru obligé de faire allusion à un détournement possible de la réglementation.

« Cette technique, avait-il notamment déclaré, ne doit pas constituer pour autant un simple expédient pour les banques, en vue de s'affranchir des contraintes réglementaires, praticable sur toute forme de crédit. » Expédient ? Il faut croire que le danger n'est pas nul pour que le gouvernement use d'un pareil mot. La chose vaut bien qu'on s'y arrête un instant, et cela d'autant qu'il existe un énorme précédent, dont personne n'ose parler — et pour cause. Il s'agit du plus gros scandale financier qu'aient jamais connu les Etats-Unis, les 100 à 200 milliards de pertes essuyées par les savings and loans (caisses d'épargne) que les contribuables américains vont devoir payer dans les dix ans à venir.

Dans une première phase, on vient de le voir, les banques sont amenées à se délester de leurs créances, pesant de tout leur poids, au regard du ratio Cooke, sur leur bilan. Mais, dans une deuxième phase, on peut imaginer, hypothèse envisagée par Jacques de Larosière dans l'exposé déjà cité, que « les banques soient amenées à « titriser » leurs meilleures créances, tout en conservant dans leur bilan celles de moindre qualité et moins aisément cessibles. Ainsi paradoxalement, la « titrisation » des meilleures créances pourrait se traduire par

une détérioration sous-jacente des risques bancaires, accompagnée d'une amélioration apparente et mécanique des ratios prudentiels ». Serait-on en présence d'un système pervers de nature ? Notons que, parallèlement, la « désintermédiation » bancaire résultant de l'appel direct au marché des grandes entreprises par le biais de l'émission de billets de trésorerie a conduit les banques à ne conserver que les crédits aux PME, dont le coût relatif a monté.

D'autres puissants motifs poussent les banques à vouloir pratiquer la « titrisation » : comme aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne (les Allemands et les Suisses, pour leur part, ignorent à peu près cette pratique et n'en veulent pas). L'idée est tout simplement de rejeter sur l'investisseur (l'acheteur de parts des « fonds communs de créances ») le risque de taux. Ce risque tient au fait qu'aujourd'hui les crédits à moyen et long terme à taux fixe sont financés par des ressources à court terme, lesquelles peuvent soudainement devenir plus coûteuses dans un monde caractérisé par une instabilité croissante des taux d'intérêt. L'argumentation officielle consiste à soutenir que cette « transformation », source d'instabilité, trouvera un remède dans la « titrisation ». L'épargne « longue » des investisseurs ne prendra-t-elle pas en charge le financement des crédits par « fonds communs de créances » interposés ?

Mais comment imaginer que les banques soient seules à vouloir se soustraire au risque de taux sans se gêner pour procurer un prêt et offrir leur intention ? Dans la pratique, les investisseurs seront le plus souvent des SICAV. Or, qui songe, en souscrivant à une SICAV, faire un placement à long terme ? Leur attrait tient précisément à l'idée, vraie ou supposée, qu'il sera toujours temps de vendre si le rendement menace de baisser. On compte pour cela sur l'existence d'un vaste marché qualifié de « liquide » (j'ai déjà à plusieurs reprises dénoncé la fausse notion qu'on se fait de ce concept) !

La vérité est plutôt qu'en permettant aux banques d'alléger leur bilan, et par là même de « faire de la place » pour consentir de nouveaux crédits sur la base d'un capital inchangé, on alourdit dangereusement le marché, ce qui réduit d'autant sa capacité d'absorption, qualifiée à tort de « liquidité », en cas de crise. Comment croyez-vous que s'expliquent les hauts taux d'intérêt, nominaux et réels ? La raison n'en serait-elle pas l'offre excessive de créances de toutes sortes sur le marché, devenu le dépotoir d'innombrables débiteurs ?

jets

AFFAIRES

CAPITAL ET INTÉRÊTS

Les banques, la haute couture et le parfum

Des investissements de luxe

Les banquiers seraient-ils fascinés par le luxe ? La « droite », selon l'expression de l'un d'entre eux, est-elle en train de franchir les murs capotés des banques d'affaires ?

La Midland Bank rachète Lavin, le Crédit agricole aide M. Alain Chevalier à reprendre Balmain et tout récemment la Compagnie financière Edmond de Rothschild entre pour 40 % dans le capital de Jacques Fath. Et elle ne cache pas avoir à l'étude d'autres dossiers. « Le luxe est un concept dans le vent. On constate en effet que la consommation se développe vers le haut de gamme et que les articles personnalisés rencontrent partout un grand succès », explique M. Bernard Esambert, PDG de la Compagnie financière, pour justifier cet investissement dont il refuse de communiquer le montant.

L'engouement pour les belles griffes remonte aux cinq dernières années. Les premiers financiers à s'intéresser au luxe ont été ceux de MM. Worms et Co qui, par l'intermédiaire de la Financière Truffaut ont accompagné les premiers pas de la Financière Agache de

M. Bernard Arnault, maintenant PDG de LVMH (Moët Hennessy-Louis Vuitton). En 1986, c'était au tour de CERUS, la holding de M. Carlo De Benedetti d'offrir à Yves Saint Laurent les moyens de racheter son parfum à l'américain Charles of the Ritz.

Trois ans plus tard, lors de l'introduction en Bourse de cette maison de couture, CERUS, qui conserve 10 % du capital, annonçait une plus-value de 200 millions de francs. « Dans ce secteur, la croissance est forte et la rentabilité peut être exceptionnelle, car les marges sont très élevées », constate un analyste. Et il est vrai qu'à côté des 20 % de marge nette d'un Louis Vuitton les 5 % réalisés en moyenne dans l'agroalimentaire font piètre figure.

Mais pour atteindre les formidables résultats de LVMH, la locomotive du luxe qui réalise 16 milliards 400 millions de francs de chiffre d'affaires et 2 milliards de francs de bénéfices, il faut souvent beaucoup investir. Notamment à des postes peu habituels pour les investisseurs classiques : la communication, un véritable gouffre lorsqu'il s'agit de lancer un produit,

et l'ouverture de boutiques en nom propre qui permet de mieux contrôler la distribution et offre à terme une meilleure rentabilité que le système de la franchise. Plus l'image d'une marque est abîmée, plus l'investissement est lourd. Ainsi il aura fallu deux ans à M. Jean Bessem et les presque 300 millions de francs d'Investcorp pour rééquilibrer les comptes de la joaillerie Chaumet et lancer de nouveaux produits.

Un ticket d'entrée de plus en plus cher

Or le ticket d'entrée dans ce secteur est de plus en plus cher. « Des prix raisonnables se situaient autour de dix à douze fois les résultats, estime un banquier. Or en ce moment certaines affaires se concluent au double et elles sont loin de le valoir. » Certains murmurent que les 500 millions de francs qu'aurait déboursés M. Alain Chevalier pour Balmain sont excessifs par rapport aux perspectives de développement de cette maison. Car la possibilité de révéler certaines de ces belles au bois dormant, dont la splendeur remonte parfois à l'entre-deux-

guerres fait partie du risque inhérent à l'investissement dans le luxe. Et si pour l'instant, parfums, sacs, foulards, cravates et ceintures, dès lors qu'ils sont « griffés », font craquer les consommateurs, et c'est l'autre risque de ce secteur — qu'advient-il le jour où les Japonais en particulier changeront de tonalité ?

Les industriels du luxe connaissent ces dangers et tentent d'y remédier. D'abord en essayant de répartir leur chiffre d'affaires sur plusieurs continents. En outre, après avoir été des inconditionnels de la distribution sélective, certains commencent à céder aux charmes des gondoles des grandes surfaces pour augmenter leurs parts de marché.

Peu sentimentaux, d'autres se contentent sans doute de faire « cracher » à une marque quelques dividendes. Au risque de casser le mythe et de la faire mourir. Puis ils iront investir ailleurs. Mais les griffes françaises encore indépendantes ne sont plus nombreuses : il ne reste plus guère que Ungaro, Jean-Louis Scherrer et Pierre Cardin.

FRANÇOISE CHIROT

« Affaires », « scandales », manuels pratiques

La bourse aux livres

Poursuite de la réforme des marchés financiers, redéfinition des OPA, affaire Pechiney, l'année 1989 aura encore été fertile en événements boursiers qui de près ou de loin auront touché les quelque neuf millions de petits porteurs français. Une série de recueils a fleuri pour commenter et expliquer ces événements. Si les ouvrages sur les différents scandales n'ont pas manqué (« le Monde des affaires » du 1^{er} juillet), la publication de manuels pratiques ne s'est pas pour autant ralentie.

La sortie au mois de novembre du livre *Le Nouvel Age des marchés français* en est l'illustration. En deux cent trente pages les trois auteurs, François Bacot, directeur général de la société de Bourse Alain-Bacot, Paul-François Dubroca, directeur central de l'informatique à la Société des Bourses françaises, et Hervé Juvin, président de la société Médiance retracent l'histoire et l'évolution de la place française. Da suivi d'un

ordre passé sur le marché, aux acteurs, tout est présenté avec détail et précision. Les passages les plus intéressants et originaux sont ceux consacrés aux transformations en cours, que ce soient les procédures du prochain système de règlement livraison de titres (RELIT) ou les nouveaux métiers. Pour les auteurs, l'ère des pionniers de la réforme s'achève et les acteurs vont à présent supplanter le metteur en scène. Mais dans l'internationalisation croissante et le développement des autres places (vingt et une Bourses ont été créées depuis 1980) la place française « fait figure de province européenne ». Or, comme le rappellent les auteurs, « pour les investisseurs étrangers, l'Europe devrait, de plus en plus, former un bloc face auquel ils seront peu disposés à s'engager dans une approche nationale au coup par coup. La véritable question porte donc davantage sur le point d'entrée des investisseurs internationaux » sur le Vieux Continent.

Offre d'achat « synergique »

Trois membres de Price Waterhouse, Philippe Agniet, Laurent Geoffroy et Jean-Claude Vianaud se sont attachés dans *OPA et stratégies anti-OPA*, une approche internationale à présenter ce mode d'opérations qui s'est considérablement développé en France depuis 1987. Les rédacteurs ont dans leur étude recensé pas moins de sept types d'offres d'achat réparties sous les appellations classiques de stratégique, tactique, complémentaire ou diversification, auxquelles s'ajoutent les OPA « mania » et les opérations « métaphoriques ». Pour eux, « la plus intéressante à réaliser » est l'offre d'achat « synergique » visant une société aux qualités à la fois industrielles, financières et d'image.

Cette approche originale est présentée de manière imagée dans une matrice triangulaire. Un schéma analogue a été bâti pour les défenses anti-OPA qui permet aux attaqués de donner une réponse correspondant au type d'assaut déclenché. Un test à la fin de ce recueil de deux cent trente-deux pages permet grâce à ses méthodes de savoir si la société à laquelle vous appartenez ou celle que vous convoitez est opérable.

Avec la progression du marché français de 23 % cette année, le franchissement de nouveaux records par les différents indices boursiers, et malgré le mini-krach du 16 octobre, la Bourse continue à attirer les petits porteurs. Eric Galilée, analyste financier à la SAFE, société d'analyse financière européenne, vient de publier à leur intention *Comment choisir une action*. Brevement et clairement, en moins de cent cinquante pages, il a conçu un guide exposant l'analyse fondamentale des marchés et des actions, les méthodes techniques d'évaluation, et une présentation sectorielle. L'hiver arrivant, et la neige avec lui, l'auteur a repris le principe des stations de ski à son compte en balisant une partie de son texte de trois types de pistes à utiliser selon son degré de « vertébralité » (de base, grand public), rouge (données plus approfondies, complexes, mais encore compréhensibles), et noire (concept parfois difficile).

Les amateurs chevronnés pourront, après avoir parcouru avec succès les pistes noires, se lancer dans la lecture du livre *Les Taux d'intérêt*, réalisé par trois professeurs, Faouzi Rassi, Guy Mercier et Jean-Pierre Gourlaouen, qui leur permettra, à condition de ne pas être rebuté par les formules mathématiques et les courbes, de démontrer et mieux comprendre des mécanismes économiques.

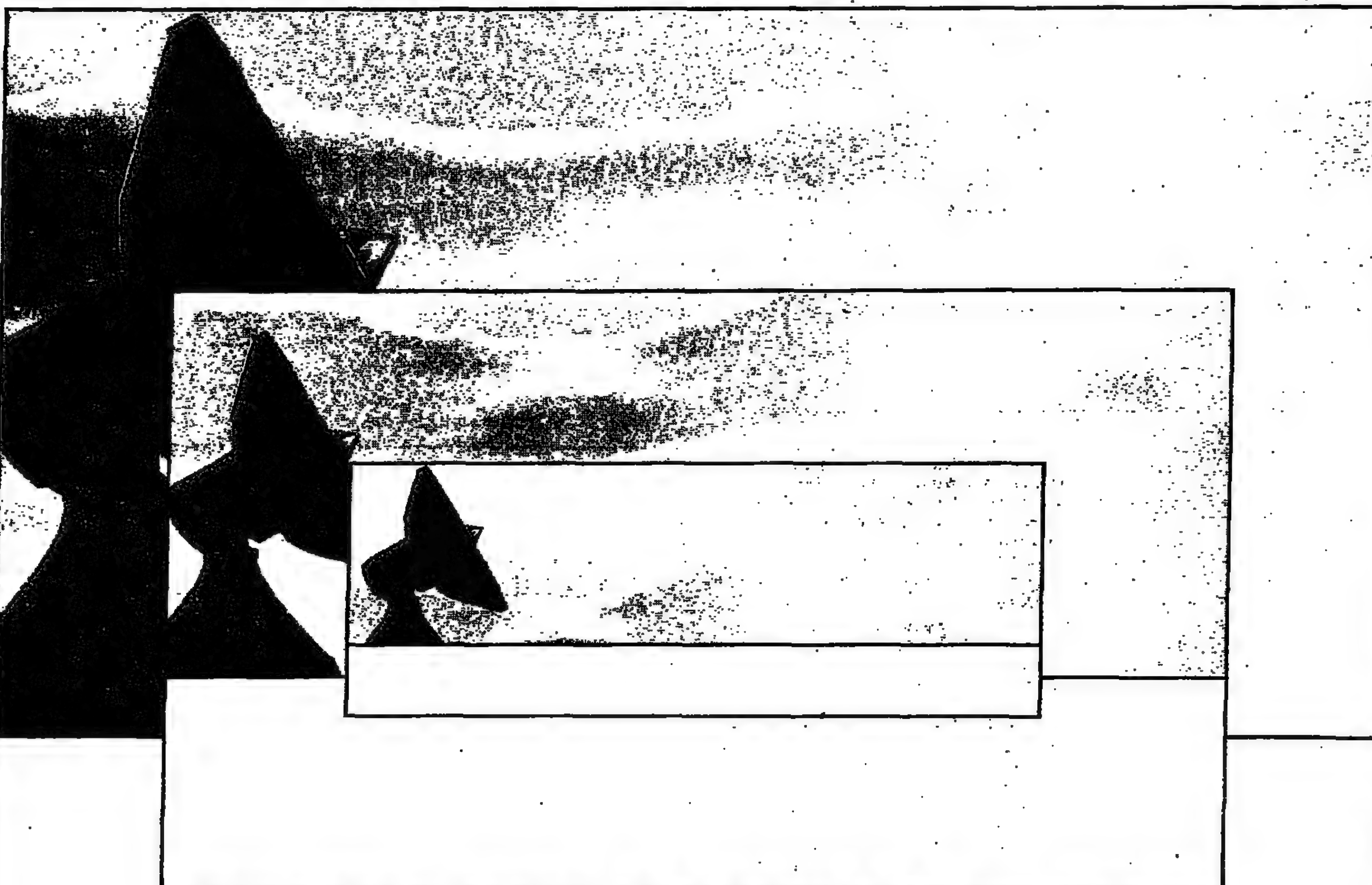
DOMINIQUE GALLOIS

Le Nouvel Age des marchés français, de MM. François Bacot, Paul-François Dubroca, Hervé Juvin. Éditions Les Éditions, 230 pages, 45 F.

OPA et stratégies anti-OPA, une approche internationale, de MM. Philippe Agniet, Laurent Geoffroy et Jean-Claude Vianaud. Éditions ESKA, 232 pages, 190 F.

Comment choisir une action, de M. Eric Galilée, Top Éditions, 144 pages, 120 F.

Les Taux d'intérêt, de MM. Faouzi Rassi, Guy Mercier, Jean-Pierre Gourlaouen. Éditions ESKA, 268 pages, 190 F.



INVESTISSEZ DANS UNE VALEUR SÛRE: L'AVENIR

CNT La Caisse Nationale des Télécommunications finance le développement et l'effort de recherche des Télécommunications françaises par l'émission d'emprunts à long, moyen et court terme sur les principaux marchés financiers français et internationaux. Elle met ainsi régulièrement à la disposition de l'exploitant public national "France Télécom" les ressources financières nécessaires à ses investissements et à ses besoins de trésorerie.

Soyez les partenaires du progrès
Organisme financier au service d'un secteur d'activité qui présente actuellement les perspectives d'expansion les plus fortes, la CNT associe les souscripteurs de ses emprunts à l'essor de l'une des forces les plus vives de l'économie française. France Télécom a la volonté de développer un réseau de communication capable de transmettre instantanément voix, images, données, écrits ainsi que d'étendre constamment la gamme de produits et services performants adaptés aux exigences du public et des professionnels : ce sont autant de garanties de succès et d'avenir.

Faites confiance au dynamisme
Le dynamisme et la compétence de la Caisse Nationale des Télécommunications sont à l'image de France Télécom. Respect des investisseurs et actions innovatrices mais prudentes sont les fondements de ses opérations. Le professionnalisme de la CNT, son ouverture sur les produits financiers nouveaux, le suivi de ses titres sur les marchés lui permettent de jouer pleinement son rôle d'émetteur tout en étant très attentive aux intérêts légitimes des investisseurs.

Souscrivez à l'avenir
La notoriété de la Caisse Nationale des Télécommunications se vérifie régulièrement par son excellente notation (l'une des meilleures de la place de Paris) et par la qualité de l'accueil réservé à ses émissions par la communauté financière internationale. Label de qualité pour les porteurs institutionnels ou privés, associée aux réussites de France Télécom, la signature de la Caisse Nationale des Télécommunications est une valeur sûre ; une valeur qui s'appelle avenir !

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

PRESENT AU

2000 - 3

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

2000

Rejoindre le premier centre de congrès au monde le Palais des Congrès de Paris

Résolument décidé à conforter sa place de leader, le Palais des Congrès de Paris poursuit, après 15 années de succès, sa politique de développement de congrès internationaux avec une solide équipe de commerciaux spécialisés par secteurs économiques et par zones géographiques France/Monde.

Nous souhaitons élargir notre équipe et recherchons de nouveaux responsables pour :

Développer les outils statistiques et dynamiser l'administration des ventes

Directement rattaché à la Direction Générale de l'entreprise, vous travaillez en étroite collaboration avec les différentes Directions opérationnelles de l'Entreprise (Congrès-Expositions, Spectacles, Vidéo) et avec la Direction Financière.

Vous modernisez l'administration des ventes en introduisant des procédures de suivi rigoureuses mais claires, simples, efficaces, libérant au mieux le temps des commerciaux.

Vous faites évoluer le service statistiques existant vers un contrôle de gestion performant et créez rapidement des outils : tableaux de bord, mise au point de ratios clés, permettant de mieux suivre l'activité, les scores, les progressions par marché, zone, etc.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, ayant acquis 3 à 5 années d'expérience dans un poste du même type proche du contrôle de gestion, de l'administration des ventes et des statistiques, votre goût d'une structure à taille humaine, votre sens de l'autonomie, votre créativité et votre attirance pour une entreprise prestigieuse font de vous le candidat que nous souhaitons rencontrer. Réf. ST-M

Secondier, dans tous les aspects de la fonction ressources humaines, le directeur du personnel

Notre effectif fixe de 200 personnes fait appel, compte tenu de la variété de nos activités (congrès/expositions/spectacles/télévision) à de nombreux spécialistes et corps de métiers différents. Recruter, gérer, suivre ces différentes catégories de personnel n'est qu'un des éléments de ce poste très polyvalent où vous couvrirez, auprès du Directeur du Personnel, toutes les fonctions traditionnellement rattachées à une Direction des Ressources Humaines, tant au niveau de la gestion des effectifs qu'à celui du juridique, des problèmes sociaux, ou de l'innovation dans les systèmes de rémunération ou de gestion du temps.

De formation juridique/gestion des ressources humaines, ayant acquis une expérience d'au moins 5 années dans la fonction Personnel, votre goût des contacts, et votre ouverture d'esprit font de vous le candidat que nous souhaitons rencontrer. Réf. RH-M

Développer nos relations presse, renforcer nos relations publiques

L'outil à promouvoir est exceptionnel. Le prestige du Palais des Congrès en France et à l'étranger est notoire. Les événements de tous ordres qui y prennent place, tant aux plans de l'entreprise, du spectacle, de la politique que de la culture, sont des moteurs permanents de notre image.

Nous recherchons le ou la professionnel(le) qui consacrerait un mi-temps souple à des relations presse de talent auprès d'une gamme très étendue de médias. Réf. RP-M

De même, c'est une fonction à mi-temps très souple que nous proposons à un ou une spécialiste reconnu(e) des relations publiques en charge de créer, suivre, animer 2 ou 3 grandes opérations de RP par an, et d'utiliser le cadre et les événements du Palais pour créer les flux de VIP, de clients potentiels, de leaders d'opinion, pour mieux faire connaître notre centre. Réf. ARP-M

Merci d'adresser lettre, CV, et photo sous référence choisie (à noter sur courrier et enveloppe) 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois-Perret Cedex.



BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES



LE PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

Alcatel CIT est le plus important fabricant d'équipements de télécommunications publiques.
En 1988 son chiffre d'affaires a été de 1 200 milliards de francs.

JURISTE INTERNATIONAL

Agé d'environ 30 ans, vous bénéficiez d'une formation juridique complète et d'une expérience d'au moins 3-4 ans des marchés de fourniture et d'installation à l'exportation. Vous avez une disponibilité vous permettant d'effectuer de nombreux voyages (parfois de longue durée) dans le monde entier.

En collaboration avec les services commerciaux, financiers et fiscaux, vos principales activités porteront sur :

- la réponse aux appels d'offres,
- la négociation et l'établissement des contrats qui en résulteront,
- le suivi de la bonne exécution de ces contrats,
- la participation aux éventuelles procédures contentieuses,
- l'étude des conditions d'implantation locale et des transferts de technologies.

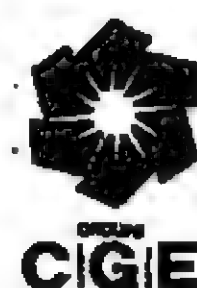
Votre lieu de travail sera situé à Velizy.

L'anglais courant est indispensable et la connaissance de l'espagnol serait souhaitable.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence JJ/38/LM à :

ALCATEL CIT
Service Recrutement 10, rue Latécoère - 78141 VELIZY CEDEX - FRANCE

CONTEXTE



CIGIE

CHARGÉE DE RECHERCHE

PA Consulting Group, leader européen du recrutement de cadres, présent dans le monde entier (2.500 personnes, 80 bureaux dans 22 pays) souhaite intégrer une "researcher" ou chargée de recherche pour accroître sa présence sur un marché porteur et en plein essor : l'approche directe de cadres et de dirigeants. Travaillant en liaison permanente avec les consultants, elle participera aux différentes étapes des missions de recherche, depuis l'élaboration du profil de poste à pourvoir jusqu'à l'interview téléphonique des candidats potentiels identifiés. Autonome et responsable, elle sera motivée par un travail d'équipe. Ce poste de jeune cadre conviendrait à une diplômée de l'enseignement supérieur (minimum bac + 3). La candidate retenue aura déjà exercé des fonctions similaires ou bénéficiera d'une première expérience professionnelle de plus d'un an lui ayant permis de développer des qualités de rigueur et de contact, notamment une grande aisance au téléphone. Une bonne maîtrise de l'anglais serait un atout. Ecrire à N. LEVIEL-LEGER en précisant la référence A/062RM.

PA Consulting Group

ADVERTISING & COMMUNICATIONS
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex

SECOURS CATHOLIQUE

Une des principales associations humanitaires françaises. 104 délégations départementales, 820 salariés, 64 000 bénévoles dont l'action s'exerce tant en France qu'à l'étranger.

CONSEILLER DE GESTION

Sous la responsabilité du Directeur Administratif et Financier et assisté d'un contrôleur comptable :

- Vous examinez les comptes des délégations départementales, leur justification, leur imputation, conformément aux procédures comptables, administratives et financières ;
- vous collaborez à l'analyse des politiques de secours et de recettes ;
- vous participez à la formation des trésoriers et comptables (salariés et bénévoles).

RESPONSABLE DU SERVICE RECRUTEMENT

Sous la responsabilité du Directeur des Ressources Humaines, vous aidez les différents responsables de l'association dans :

- l'analyse des besoins, la définition des postes et des profils adaptés,
- le recrutement, l'intégration, le suivi de l'évolution du personnel.

Vous avez obligatoirement une première expérience du recrutement en entreprise ou en association. réf LM 2

Pour ces 2 postes, les candidats doivent être en adéquation avec la mission et la pédagogie du SECOURS CATHOLIQUE.

Si vous êtes intéressé(e) par l'un des 2 postes, adressez votre candidature en mentionnant la référence du poste choisi. (lettre man., CV, photo et prétentions) à notre conseil : GROUPE PANISSOD 109, rue de Turenne 75003 Paris.



GROUPE PANISSOD S.A.
RECRUTEMENT

Professionnels du Recrutement

Multi-secteurs

L'activité polyvalente que vous exercez va de l'analyse approfondie d'un besoin en recrutement à l'intégration réussie d'un cadre dans sa nouvelle fonction. Bien sûr, vous aimez négocier, gérer, fidéliser. En rejoignant notre équipe dynamique, vous optimisez vos talents de CONSEIL EN RECRUTEMENT. Car la notoriété du groupe prestigieux auquel nous appartenons, un des plus grands noms dans le conseil international, nous apporte tous les atouts d'un réseau opérationnel. Des introductions, certes, mais également des échanges professionnels dans de multiples secteurs d'activité. Bref, une synergie efficace.

Professionnel du recrutement en entreprise ou en cabinet, de formation supérieure, vous interviewez avec la même aisance le jeune cadre ou le patron confirmé, qu'il soit de la finance, de la haute technologie ou autre. L'anglais est un atout essentiel.

Nous vous remercions d'adresser sous réf. M 918 12 votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG
Ressources
Humaines



113 rue de
l'Université
75007 Paris.

TOTAL JEUNE DROIT

Compagnie de Raffinage et de Distribution
TOTAL FRANCE
recherche pour sa Direction Juridique un
jeune à LEVALLOIS

Le jeune droitier doit être titulaire d'un diplôme de droit (Licence ou Master) et avoir une première expérience professionnelle de 2 à 5 ans. Il devra être capable de travailler en équipe et de gérer des dossiers complexes. Une maîtrise de l'anglais est un atout.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence JD/38/LM à :

TOTAL FRANCE
Direction Juridique
1, rue de la Harpe - 75001 Paris

RESPONSABLE DU SERVICE J

Le responsable du service J doit être titulaire d'un diplôme de droit (Licence ou Master) et avoir une première expérience professionnelle de 2 à 5 ans. Il devra être capable de travailler en équipe et de gérer des dossiers complexes. Une maîtrise de l'anglais est un atout.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence RJ/38/LM à :

RESPONSABLE DU SERVICE J
1, rue de la Harpe - 75001 Paris

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

EVANS & SUTHERLAND - TRIPOS USA
recherche pour filiale Europe du Sud située à
Palaiseau (91)

LE RESPONSABLE DES VENTES Logiciels d'Applications

INGENIEUR Grandes Ecoles connaissant la Chimie
(Pharmaceutique, chimie des polymères, la biolo-
gie, la biochimie) ou solide formation universitaire
équivalente. Anglais indispensable.
Dynamique et farouchement décidé à vendre, vous
vous intégrerez à n/équipe pour consolider position
de LEADER dans domaine pleine évolution.
En plus d'une rémunération motivante, nous vous
proposons un poste qui pourra déboucher, à court
terme, sur management Equipe Tripos.

Envoyer CV et prétentions à Evans & Sutherland
3 allée Garays 91124 Palaiseau Cedex.



gsi

TÉLÉMATIQUE

Notre Groupe représente aujourd'hui 2200 personnes et a réalisé en 1988 un CA de 1600
millions de francs dans 9 pays en Europe et aux Etats-Unis.

INGENIEUR GRANDE ECOLE

SOYEZ L'ARCHITECTE DE L'AUTOMATISATION DE NOTRE PLUS GRAND CENTRE DE PRODUCTION INFORMATIQUE

« Vous le savez, compte tenu de la complexité grandissante des moyens informatiques et de
leur développement en réseau, l'automatisation des moyens informatiques devient l'un des
enjeux majeurs de la performance de l'entreprise.
« Nos centres dotés d'ordinateurs puissants sont au cœur d'un réseau informatique européen.
« Vous serez responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de notre plan d'automatisa-
tion: organisation, procédures, moyens logiciels et réseau faisant notamment appel à l'intelli-
gence artificielle.

Ce poste convient à un diplômé d'une grande école d'ingénieur disposant de 3 à 5 ans d'expé-
rience avec une solide connaissance de l'architecture logicielle d'un des grands constructeurs.

Ce poste constitue un tremplin pour évoluer au sein de notre groupe.

Poste basé en région parisienne.

Anglais fortement souhaité.

Ecrire sous réf. 50 A 1666-9M

Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Juriste Junior

Filiale d'un groupe international de renom, nous employons
en France 3 500 personnes et réalisons un C.A. de
5 Milliards de francs sur des marques leader à forte
notoriété.

En position d'Assistant, vous serez plus particulièrement
chargé du droit de la consommation et de la distribution.
Sous le contrôle de juristes confirmés, vous aurez à résoudre
les problèmes liés aux produits, à la consommation, la
publicité, la distribution.

Agé de 25/27 ans, vous êtes titulaire d'un DEA ou d'un
DESS en droit des affaires, si possible complété d'un DJCE.
Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais ou de l'allemand.
Vous souhaitez valoriser une première expérience acquise en
entreprise ou en cabinet et rejoindre une équipe jeune et très
professionnelle, alors adressez votre manuscrite, C.V. et
rémunération actuelle sous la référence 117-02/M, à ARPE
38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

CONSEIL
arpe
EN RECRUTEMENT

CHARGEURS DELMAS

Une des principales filiales maritimes du groupe gère un ensemble de lignes diversi-
fiées (Afrique, Maghreb, Caraïbes, Asie) pour un chiffre d'affaires supérieur à
800 MF. Elle recherche

L'ADJOINT DE SON DIRECTEUR JURIDIQUE

2 à 3 ans d'expérience

Il succèdera au titulaire actuel de ce poste suite à sa récente promotion dans le groupe.
Sa mission implique une participation active à la vie juridique de la société et en particu-
lier dans les domaines :

• du droit des sociétés • du droit des contrats et des obligations • du contentieux
général • du recouvrement.

Il interviendra, à terme, également dans les dossiers de droit maritime (formation
complémentaire assurée).

Son profil : • DESS droit des affaires ou DEA droit privé

• 28-30 ans, il disposera d'une expérience d'environ 3 ans acquise de préférence dans
le secteur tertiaire au sein d'un grand groupe, d'une holding ou d'un cabinet juridique

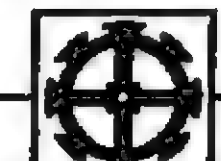
• une excellente maîtrise de l'anglais est indispensable.

Ses qualités personnelles et l'expérience complémentaire qu'il pourra acquérir dans
cette fonction lui permettront à son tour de bénéficier de la
gestion dynamique et prévisionnelle pratiquée dans le groupe.

Poste à PARIS.

etap

notre Conseil, vous remerciant d'adresser votre lettre de candidature
sous référence 50 A 1670-9M, 71, rue d'Auteuil 75016 Paris



GRUPE
DELMAS-VIELJEUX

Premier armateur privé français

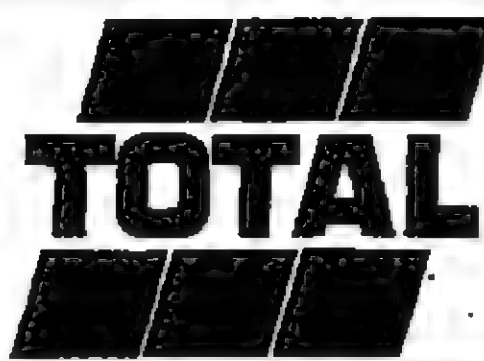
sa vocation :
le transport multimodal

sa taille :
à l'échelle de l'Europe

sa présence :
130 filiales dans 50 pays

sa force :
la motivation de ses hommes

sa dynamique :
croissance et diversification



Compagnie de
Raffinage et de
Distribution
TOTAL FRANCE
recherche pour sa
Direction Juridique au
siège à LEVALLOIS

JEUNE JURISTE DROIT IMMOBILIER

Débutant ou première expérience (de
préférence au sein d'une Etude notariale),
diplômé DESS droit immobilier/droit de
l'urbanisme/droit notarial, vous souhaitez prendre
votre élan ou donner un nouvel élan à votre
carrière au sein d'une Grande Entreprise.

Saisissez l'opportunité d'intégrer une équipe
dont l'expérience et la compétence feront de
vous un "professionnel" du droit immobilier.

Vous traiterez de A à Z les dossiers relatifs aux
transactions de la Société (ventes et acquisitions
de biens et de fonds de commerce), les dossiers
de constitution de servitudes et, d'une façon plus
générale, tous autres travaux liés à l'importante
activité immobilière du Groupe.

Merci d'écrire avec C.V. + prétentions + enveloppe
à votre adresse, sous référence TL/LM1 à

PARIS
LILLE
LYON
NANCY



michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS



Premier établissement Bancaire des ALPES MARITIMES, le Crédit
Agricole est la Banque des Particuliers et des Professionnels. Pour
mieux répondre à notre souci de développement qualitatif, nous
recherchons le

RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE

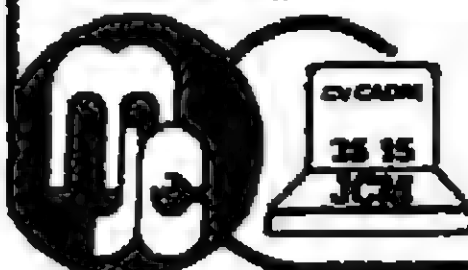
En liaison avec tous les départements de la Banque, vous aurez un rôle de conseil,
d'assistance et d'intervention pour toutes les questions juridiques qui se posent à l'entreprise
dans le cadre de ses activités.

Responsable d'une équipe de 12 personnes, vous aurez également à gérer le contentieux et
le recouvrement.

Pour ce poste aux fonctions variées, nous souhaitons rencontrer un juriste (Droit Privé, Droit
des Affaires) dont le parcours professionnel d'au moins 5 années lui a permis de développer
ses qualités de négociation, d'organisation, de rigueur et ses aptitudes au management.

Des connaissances comptables et fiscales sont nécessaires.

Merci de nous adresser votre dossier sous référence 2279C/M ou transmettez-le à CVCADRE
en composant le 36-15 code JCM sur votre minitel où vous trouverez des renseignements
complémentaires sur l'entreprise.



JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS
PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE



Catalogue
Quelle

l'un des leaders de la Vente Par Correspondance
recherche pour ORLEANS

JEUNE CHEF de SERVICE RELATION CLIENTELE

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion,
vous avez déjà vérifié lors d'une expérience réussie de quelques
années, vos aptitudes à la communication, votre sens du
contact Clients et votre savoir-faire en encadrement de
personnel.

Votre mission sera de gérer, d'animer et motiver nos équipes
de Correspondants dans leurs travaux quotidiens de
traitement du courrier «Clients». Dégager l'essentiel de ces
lettres et les transformer en suggestions pour les autres
secteurs de l'entreprise, afin de participer activement à notre
objectif : la complète satisfaction du Client.

Dans l'avenir, votre dynamisme et vos capacités d'organisation
doivent vous permettre d'élargir votre champ de responsabilités.
Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite,
CV, photo et prétentions) sous réf. CF 12 à
Catalogue QUELLE - Direction du Personnel
BP 100 - 45403 FLEURY-LES-AUBRAIS CEDEX

Groupe Diac
Financements

Ingénieurs Commerciaux

Le financement au service de l'Entreprise, un métier passionnant sur
un marché en forte croissance.

Filiale financière du groupe RENAULT, DIAC ENTREPRISES, 500 personnes, continue à conquérir de
nouveaux marchés dans le financement des investissements d'entreprises : automobiles, véhicules indus-
triels, matériels BTP, machines - outils, informatique ...

Pour faire face à ce développement, nous souhaitons intégrer en province des hommes et des femmes
diplômés ESC ou équivalent, débutants ou expérimentés, intégrés dans une équipe jeune et conviviale,
vous serez chargés de l'animation d'un réseau de prescripteurs, de partenaires et de la conquête de
nouveaux marchés.

Nous attachons une grande importance à votre personnalité : votre mobilité géographique, vos facultés
d'adaptation, votre sens de la négociation sont des atouts indispensables pour réussir dans le conseil en
financement et pour évoluer au sein du groupe tant en France qu'à l'étranger. Bien entendu, nous vous
fournirons à nos méthodes et vous fournirons les outils nécessaires à l'exercice de votre métier.

Postes à pourvoir à Lille, Lyon, Reims, Limoges, Pau, Strasbourg.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le secteur choisi sous réf. A92641MO à notre
Conseil Nerval Pont 15 rue Cardinet 75017 PARIS.

nervet pont conseil



Le Monde
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F

Groupe Locafrance

Le financement des biens d'équipement des entreprises en crédit-bail, location financière, location avec service, est notre métier depuis plus de 25 ans.

Pour poursuivre notre forte croissance, nous recherchons pour le développement de notre réseau commercial :

Cadres Commerciaux

pour région parisienne et province

Votre action auprès des entreprises vous permet d'exprimer votre potentiel au sein d'une équipe dynamique à large autonomie. Votre réussite vous ouvrira les opportunités d'un Groupe diversifié en France et à l'étranger.

Votre profil : - Formation Commerciale Supérieure (Grandes Ecoles de Commerce, IEP, ESC...) avec une première expérience professionnelle, ou
- Expérience du financement des entreprises.

La maîtrise d'une langue européenne constitue un atout.



Merci d'adresser vos candidatures à Michel DUCELLIER - LOCAFRANCE - D.P.R.H. - 43/47, avenue de la Grande Armée - 75116 PARIS.

Etre le "moteur" de nos progrès techniques

Société filiale d'un Groupe mondial, spécialisée dans des équipements mécaniques pour la construction automobile, recherche pour l'un de ses centres de production à taille humaine (250 personnes), son :

RESPONSABLE TECHNIQUE USINE

METHODES - INVESTISSEMENTS - MAINTENANCE

Sous l'autorité du directeur d'usine, et animateur d'une équipe de 30 personnes (dont 2 ingénieurs), il sera plus spécialement chargé de :

- définir les méthodes et process de fabrication,
- mettre à disposition de la fabrication un outil fiable et performant,
- dans un souci permanent de progrès (flexibilité, productivité, qualité).

Cette fonction "clé" pour la compétitivité de l'usine sera confiée à un Ingénieur Mécanicien d'une trentaine d'années, ayant déjà occupé des fonctions d'encadrement et mis en place des chaînes de production automatisées dans un domaine de petites et moyennes séries.

Un tempérament de leader et d'organisateur, un goût prononcé pour la technique et un potentiel important sont indispensables.

Poste basé banlieue Ouest Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 300 - 320 KF

Ecrire sous réf. 50 B 1619-9M

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Diriger l'ingénierie de notre groupe

Management de projets lourds - Sécurité - Environnement

Notre Groupe en France - 1500 personnes - est structuré autour de 3 grandes Divisions : Pharmacie, Agrochimie, Produits chimiques et Colorants. La fabrication de nos produits est mondialisée comme.

Nous recherchons le responsable ingénierie - sécurité - environnement, capable de coordonner l'ensemble des projets du Groupe et d'apporter conseil et assistance technique à nos sites en développement.

Optimiser les investissements dans leurs choix, dans leurs processus techniques de réalisation et dans leur gestion, telle est l'une de ses missions principales.

Par ailleurs, il veille à la modernisation des usines en matière de sécurité - hygiène - environnement et doit être capable d'anticiper l'évolution de la réglementation dans ces domaines, dans un but d'harmonisation du Groupe.

Ingénieur : CENTRALE, ENSAM... il a acquis, à 40 ans environ, une expérience similaire, dans un Centre de Production, de préférence dans le secteur de la Chimie.

Dans le cadre de son activité, il développe également des contacts avec les Administrations françaises et la Maison Mère Européenne ce qui rend le poste encore plus attractif.

Siège de la Société : proche banlieue parisienne.

Notre Conseil Danielle JALBERT vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3363/M.



65, avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

europ assistance

Une communication bien assurée avec plusieurs millions de clients.

Si notre notoriété est forte, c'est que nous communiquons déjà beaucoup avec le grand public : media, marketing direct, P.L.V. Avec nos principaux partenaires, banquiers, assureurs, constructeurs automobiles, organismes touristiques et financiers, nous nous sommes constitués une très bonne image institutionnelle.

Nous voulons aujourd'hui développer toutes les formes de communication, relations publiques et presse incluses, nécessaires à la diversification de nos activités et au lancement de nos nouveaux produits. C'est pourquoi, nous recherchons un Responsable de la Communication qui prendra en charge, avec notre Directeur Commercial, la gestion de l'image de notre société.

La trentaine, de formation supérieure, vous avez déjà la réputation d'un(e) "pro" de la communication chez un annonceur et en maîtrisez toutes les techniques. Ecrivez à Jean-Michel Court, associé du cabinet Sirca, sous la référence 060 160 LM au 64, rue de la Boétie - 75008 Paris, en précisant votre niveau de rémunération.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Juriste Confirmé en Droit des Affaires

Filiale d'un groupe international de renom, nous employons en France 3 500 personnes et réalisons un C.A. de 5 Milliards de francs sur des marques leader à forte notoriété.

Juriste Généraliste en droit des affaires, votre polyvalence vous permet d'intervenir efficacement dans tous les domaines du droit et plus particulièrement en droit des sociétés et droit de la distribution. Vous êtes le conseil de la hiérarchie de nos unités et filiales.

La trentaine, vous êtes titulaire d'un DESS ou DEA en droit des affaires ou d'un DEA en droit civil ou commercial, éventuellement complété d'un DJCE. Une expertise dans le domaine fiscal constitue un atout supplémentaire. Vous maîtrisez l'anglais et si possible l'allemand. Vous souhaitez intégrer un groupe qui a su faire preuve de dynamisme et qui est l'un des leaders de la profession, alors adressez lettre manuscrite. C.V. et rémunération souhaitée sous référence 117-011M à ARPE - 38, rue de Lisbonne - PARIS.

CONSEIL
arpe
EN RECRUTEMENT

Adjoint Chef du Service Etudes et Gestion fonction personnel

Nous sommes un grand Groupe (CA : 22 milliards de Francs) basé en banlieue Sud-Ouest appartenant au secteur des technologies de pointe. Nous recherchons pour notre direction des relations sociales un adjoint au chef du service études et gestion.

Second du responsable du service, vous superviserez une équipe d'une douzaine de personnes et vous développerez des outils ou systèmes de gestion collective du personnel (10.000 personnes) : rémunération, tableaux de bord, effectifs, intéressement. A environ 35 ans, de formation supérieure, vous possédez une expérience dans un domaine similaire où vous avez acquis notamment des compétences en statistiques et études salariales. De réelles possibilités d'évolution existent compte tenu de l'importance de notre Groupe.

Merci d'envoyer votre dossier (CV + prétentions) sous référence 1239/LM à notre Conseil



YVES KERNEVEZ CONSULTANTS SA
6, avenue Franklin Roosevelt - 75008 PARIS

LA OU S'EXPRIMENT LES PASSIONS



ECCO S'ENGAGE

RESPONSABLES D'AGENCE H/F

BANLIEUE SUD EST DE PARIS ET GRAND SUD

De formation commerciale ou technique (BAC + 2 à BAC + 4 ou équivalent) avec une expérience du terrain, vous serez appréciée pour votre démarche volontariste, vos capacités d'analyse et de synthèse.

Responsable autonome, vous prendrez en charge le développement commercial de l'agence, sa gestion ainsi que le management de votre équipe pour un service de qualité.

Vous bénéficierez d'une formation complète et continue, de l'appui d'une équipe enthousiaste qui vous permettra de progresser dans notre métier et aussi à titre personnel.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous la référence M01 à Marc DEPINOS - ECCO - 4, rue Louis Guérin - 69626 VILLEURBANNE Cedex.



ECCO - N°1 du Travail Temporaire
- 600 agences dans toute la France
- 1988 : 5,6 milliards de FF
IMPOSSIBLE N'EST PAS ECCO

RECHERCH
DE CADRES ET DIR

1 you

PA

CABAIL

Juriste-I

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Société de Crédit

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS

Lyon

PA Consulting Group Ressources Humaines, leader européen du conseil en recrutement, filiale française de PA Consulting Group (2.500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 22 pays) connaît en France une progression de tout premier plan et recherche pour son bureau de Lyon un consultant confirmé. Il mènera en totale autonomie des missions de recrutement et sera responsable d'un portefeuille de clients qu'il gèrera et développera. Agé de 30 ans

au moins, le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur et déjà doté d'une réelle expérience en recrutement, acquise en cabinet ou en entreprise. La connaissance de l'anglais est souhaitée. La rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à F. PHILIBERT en précisant la référence A/062LM - PA Consulting Group - 78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

CHEF DU DEPARTEMENT SECURITE

Distribution

Paris - Cette importante chaîne de magasins de grande surface spécialisée dans la vente de prêt-à-porter (plus de 40 établissements en France, 3.000 personnes environ) recherche le chef de son département sécurité. Rattaché au directeur de l'exploitation, il aura sous sa responsabilité l'ensemble des problèmes de sécurité de la chaîne: procédures sécurité, sécurité des personnes et des bâtiments (respect des normes, conformité des installations et équipements), sécurité des marchandises (prévention des vols, suivi des litiges et actions judiciaires), audits de sécurité... Ce poste s'adresse à un

candidat âgé d'au moins 40 ans possédant de solides connaissances juridiques et pouvant justifier dans son parcours précédent d'une parfaite maîtrise des questions de sécurité, aussi bien dans leurs aspects techniques que dans leurs mises en application sur le "terrain". La rémunération sera fonction de l'expérience présentée. Ecrire à E. LANGERON en précisant la référence A/S8482M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

UCABAIL
La société holding de Crédit Bail du Crédit Agricole.

recherche un

Juriste-Fiscaliste H/F

pour ses Sociétés de Crédit Bail Immobilier UNICOMI et FINAMUR

Il aura en charge la responsabilité du Service Juridique et Contentieux structuré actuellement autour de 2 personnes: un cadre et une secrétaire. Rattaché au Directeur Général de ces Sociétés, il intervient dans sa spécialité en tant que Conseil et Assistance Technique auprès des différents services et directions des sociétés dans des domaines juridiques et diversifiés allant des promesses de ventes aux baux commerciaux, jusqu'aux montages financiers et fiscaux des opérations de Crédit Bail Immobilier. Il est également responsable de la prise en charge des dossiers précontentieux et contentieux, ainsi que du suivi des litiges relatifs à la construction des immeubles.

La réussite dans ce poste implique une formation supérieure: DEA ou DESS de droit des affaires ou droit privé complété par des connaissances en droit fiscal, ainsi qu'une expérience dans le contentieux immobilier.

Siège de la Société: Bouillonne Ouest (Yvelines).

Notre Conseil Danielle Jalbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3365.

CORT
MEMBRE DE SYNTHEC

65, avenue Kleber, 75116 PARIS

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

CREER LA FONCTION JURIDIQUE

Paris - SFICA (200 personnes, 110 millions de francs de chiffre d'affaires), l'une des plus importantes organisations de consultants et d'ingénierie en France, dont le taux de croissance annuelle est supérieur à 20% est spécialisée dans les domaines de la programmation architecturale et technique, la conception, la réalisation, l'aménagement et l'équipement d'ensembles immobiliers tertiaires neufs ou à rénover (bureaux administratifs, locaux commerciaux, hôtels, centres de loisirs, etc.). Pour accompagner son développement, SFICA crée le poste de juriste d'entreprise. Rattaché à la direction générale, il aura un rôle conseil auprès de l'ensemble des départements et filiales du groupe. Sa mission s'exercera

principalement dans le domaine du droit des affaires, le domaine social et le droit des sociétés. Il interviendra dans l'élaboration et le suivi des contrats les plus importants. De formation juridique de haut niveau (doctorat, DEA, DESS) le candidat recherché dispose d'une expérience d'au moins 5 ans de juriste généraliste en entreprise et pratique couramment l'anglais. L'intérêt de l'activité du groupe et la polyvalence attendue à ce poste sont de nature à motiver un candidat de valeur. Ecrire à R. ROBERT en précisant la référence A/S8459M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

sfica
bd

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

INSTITUT THESEUS - SOPHIA ANTIPOLIS

THESEUS, GIE créé entre des grandes entreprises européennes et Télécom Paris, propose le 1^{er} MBA Stratégie Réseaux pour des jeunes managers à fort potentiel. Il a ouvert ses portes en octobre 1989.

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

Votre mission s'exerce à deux niveaux:

- établir la notoriété de l'Institut en vous appuyant sur un réseau de partenaires internationaux prestigieux (universités et entreprises),
- positionner les produits de l'Institut (MBA, formation continue, centre de recherche) tant auprès d'une clientèle internationale de managers de formation supérieure, que de prescripteurs.

Vous mettez en place une politique de communication et de relations

presse et publiques au niveau national et international (brochures, annonces médias, forum, salons...). De formation supérieure (Bac +4 mini), vous avez une expérience de la communication de 3 à 5 ans. Vous parlez impérativement l'anglais couramment, utilisez l'outil micro-informatique. La connaissance du milieu des grandes écoles et d'une deuxième langue européenne sera un atout. Des déplacements en Europe principalement et aux USA sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre + photo), sous réf. FB/CO à THESEUS, BP 188, SOPHIA ANTIPOLIS, 06560 Valbonne.

THESEUS

MEDIA-PTT

JURISTE

Droits audio-visuels

Une société civile créée en application de la loi du 3 juillet 1985 (loi Lang), ayant pour mission de percevoir et de répartir au bénéfice de ses membres producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes des droits de diffusion, recherche un juriste. Il/elle sera chargé(e) notamment des relations avec les membres, du secrétariat des conseils et des assemblées, de la rédaction des contrats, du contentieux général, du suivi des actions de soutien à la création, ainsi que de la communication. Les candidats doivent être titulaires

d'un DEA ou d'un DESS de droit privé et avoir acquis une spécialisation en propriété littéraire et artistique. Agés de 28 ans minimum, ils se sentent attirés par les relations extérieures. L'expérience du secteur audio-visuel constituerait un atout supplémentaire. Le poste est situé à Neuilly-sur-Seine. Ecrire à J. PERRIN en précisant la référence A/D2113M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

Responsables des Affaires Sociales

Leader français dans le domaine des pompes, nous sommes la filiale d'un groupe allemand n°1 mondial dans ce secteur. Nous employons 1 500 personnes et réalisons un Chiffre d'Affaires de 1 Milliard de francs.

La mise en place d'une nouvelle politique des Ressources Humaines nous conduit à intégrer les Responsables des Affaires Sociales de trois de nos usines situées près de Châteauroux et de Rouen. Rattachés au Directeur de l'établissement, ils auront en charge l'intégralité de la fonction (administration du personnel, relations sociales, communication...) et mettront en œuvre une gestion dynamique des Ressources Humaines dans le cadre des orientations définies par la DRH Centrale.

Agé de 28/33 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (ESC-IEP-Droit-DESS Sciences Sociales) et vous avez acquis une expérience d'au moins 3 ans en tant qu'adjoint d'un Chef du Personnel. Vous avez de solides bases en Allemand. Vos qualités relationnelles, votre sens de la négociation et votre "poids" personnel vous positionnent comme un interlocuteur crédible du personnel et de la Direction. Nous vous offrons une fonction complète et le charme de la Province. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée sous réf. 116-021M pour Châteauroux et 116-031M pour Rouen à ARPE, 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

CONSEIL
arpe
EN RECRUTEMENT

**CAISSE NATIONALE
DE PREVOYANCE**

Pour la vie.

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 11

DEVENIR CONSULTANT DANS LE MONDE DE LA HAUTE TECHNOLOGIE

Contribuer à l'amélioration de la fiabilité, de la qualité et de la sécurité des systèmes de production et des organisations mis en œuvre dans le monde de la haute technologie et de l'industrie à risques - Instruit par votre expérience et motivé par intérêt professionnel, vous souhaitez participer à la diminution des risques dus à la non-qualité ou à l'erreur humaine. Vous pouvez intégrer nos équipes pluridisciplinaires pour mener des missions de longue durée dans des environnements technologiques de pointe: espace, transports, nucléaire, industrie pétrolière et chimique...

Curry
CONSULTANTS

Nous privilégierons votre jeunesse et votre double culture (idéalement une formation de base d'ingénieur généraliste complétée par une formation du type sciences humaines, biologie, ergonomie...) ainsi que vos aptitudes à la créativité et à la communication.

Il faut accepter la mobilité géographique totale inhérente à la profession de consultant. Une bonne maîtrise de l'anglais et de la micro-informatique est nécessaire. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/D2106M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

RESPONSABLE DE LA GESTION PREVISIONNELLE DU PERSONNEL



Nous vous confierons une mission complète et variée: la gestion des carrières, la mise en place des jobs description, les analyses prévisionnelles de la gestion du personnel.

De plus, vous veillerez au maintien d'un climat convivial, fondé sur la communication entre les hommes et les femmes de l'entreprise.

Vous possédez une formation supérieure en gestion, peut-être complétée par des Etudes de Droit Social.

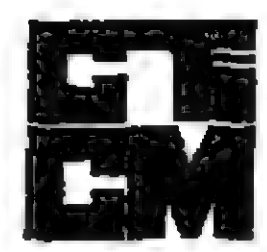
Ce que nous attendons de vous, c'est une réelle compétence, des qualités relationnelles importantes et du dynamisme.

Vous êtes motivé par cette opportunité, merci d'adresser lettre + CV et photo sous la référence RG à M. Philippe GENTILHOMME

MERCEDES-BENZ FINANCEMENT - BP 114

78153 LE CHEVREUIL CEDEX

**MERCEDES-BENZ
FINANCEMENT**



Afin de développer son activité analyse et calcul de structures le CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION METALLIQUE recherche

UN INGENIEUR

- Grande Ecole ou équivalent,
- Formation Génie Civil,
- Expérience en analyse de structures,
- Bon niveau anglais.

UN CALCULATEUR PROJETEUR

- BTS,
- Bonne expérience Bureau d'Etude Construction métallique.

Lieu de travail: SAINT REMY LES CHEVREUILS (78). Envoyer CV + lettre manuscrite à CTICM, Domaine de Saint Paul 78470 SAINT REMY LES CHEVREUILS.

LVMH

MOËT HENNESSY - LOUIS VUITTON

Notre Groupe qui occupe une position de leader dans le secteur des produits de luxe renforce aujourd'hui la Direction Financière de sa Société Holding et recherche un

Jeune Diplômé

Vous serez associé, au sein du Département "FINANCEMENTS TRESORERIE ET COMMUNICATION FINANCIERE"

aux opérations d'élaboration, d'analyse et de diffusion des données financières du Groupe tant en France qu'au niveau International, ainsi qu'à la réalisation d'études financières de nature variée. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé (HEC, ESSEC, ESC, IEP...), débutant ou justifiant d'une première expérience de 1 à 2 ans acquise au sein d'un Groupe ou d'un Etablissement Financier. Rigueur, ouverture d'esprit et fort potentiel seront les garants de votre évolution au sein de notre groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature: lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. E225 M, à ERNST & YOUNG CONSEIL - 6, rue de Téhéran 75008 Paris, qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

Ernst & Young Conseil



MIDLAND BANK S.A.

Jeunes diplômés débutants ou expérimentés

NOUS SOMMES une banque d'affaires à caractère international (600 personnes).

NOUS PROPOSONS une formation aux métiers de la banque et une évolution rapide.

VOUS ÊTES diplômés d'une ESCAE ou d'un DUT et vous parlez anglais si possible. Vous avez un excellent potentiel et le goût des chiffres.

Vous deviendrez des SPECIALISTES DU TRAITEMENT DES OPERATIONS SUR VALEURS MOBILISABLES ou des FUTURS PROFESSIONNELS DES OPERATIONS SUR TITRES.

Pour ces postes, basés à Paris, nous vous remercions d'adresser lettre + CV et photo à AL CONSEIL 35, rue de Naples 75008 PARIS.

A.I. conseil

PME spécialisée dans l'aménagement d'espaces de bureaux, notre croissance et nos perspectives d'évolution nous conduisent à rechercher pour PARIS:

DIRECTEUR "VERITABLE N°2"

En liaison directe avec le PDG il prendra en charge:

- l'organisation et le contrôle des procédures administratives,
- la gestion financière,
- la mise en œuvre de l'évolution de nos systèmes informatiques,
- la gestion du personnel.

A 35 ans minimum, vous avez une expérience réussie similaire, vous êtes prêt à vous investir dans une entreprise qui vous laissera toute autonomie. Plus que vos diplômes, nous apprécierons vos qualités d'organisateur, de gestionnaire et de manager ayant le sens de l'animation et du dialogue.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à CVN Conseil sous réf. MO/16 18, rue JOËL LE THEULE 78180 ST QUENTIN en Yvelines

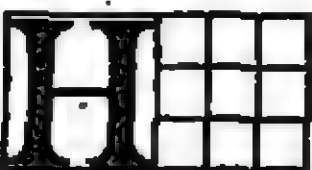


CONSEIL

Editeur scientifique

HACHETTE Education occupe une place de premier plan dans l'édition d'ouvrages scolaires et parascolaires. Organisés en équipes éditoriales, par niveau d'enseignement ou par discipline, les éditeurs sont chargés de concevoir et de créer des ouvrages et des collections. Ils collaborent avec la direction éditoriale des projets adaptés au marché. Ils en dirigent et en gèrent la réalisation, coordonnant et supervisant le travail des auteurs et des différents spécialistes: correcteurs, illustrateurs, maquettistes, fabricants. De plus, ils suivent en permanence la vie de leurs ouvrages sur le marché. Nous recherchons un éditeur qui sera chargé de manuels et collections de sciences pour les lycées et les collèges. De formation scientifique (Bac + 4), votre expérience d'éditeur (et si possible d'enseignant) vous permettra d'évaluer et d'élargir vos responsabilités. La pratique de l'informatique éditoriale est un atout auquel nous serons très attentifs.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, s/réf. 89085/M, à la Gestion des Cadres du Groupe Livre HACHETTE - 24, boulevard Saint-Michel - 75006 PARIS.



HACHETTE
GROUPE LIVRE

Florian Mantione Institut

Filiale d'un grand groupe du Bâtiment, notre société (130 millions de F, 130 personnes), recherche pour son siège à LIMOGES, son

SECRETAIRE GENERAL 320 KF +

Mission: directement rattaché au Directeur Général:

- vous assurez les responsabilités des fonctions administratives, comptables et financières avec l'aide de cadres compétents que vous animez,
- supervisez les montages d'affaires,
- assistez la Direction Générale dans la définition de sa stratégie.

Profil: 40 ans au plus, ESC ou Ingénieur + formation gestion ou équivalent, vous avez impérativement 5 ans d'expérience minimum dans la fonction. Une expérience dans le secteur Bâtiment ou Maisons individuelles sera très appréciée.

Vos qualités: autonomie, rigueur, grande capacité de travail. Entrée en fonction au plus tard le 1^{er} mars 1990.

Possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Envoyer CV + photo sous réf. MP 1289 D, à notre conseil Jean-François BATTISTI, FLORIAN MANTIONE INSTITUT, B.P. 1289, 31047 Toulouse Cedex et consultez la définition de fonction de poste sur MINTEL 3615 code SOFTTEL.

AG - BAYONNE - BESANCON - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LA REUNION - LA ROCHELLE - LYON - MONTPELLIER - NANTES - PARIS - REIMS - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE.

Achats - Appro. - Logistique: organiser nos flux



MATERIAL MANAGER

Membre du Comité de Direction de l'Etablissement, vous êtes responsable de la gestion des flux internes et externes. En particulier, vous contrôlez:

- les achats matières premières, composants et achats généraux,
- la planification des approvisionnements en fonction des programmes de production à l'élaboration desquels vous participez,
- la gestion des commandes et des stocks produits finis,
- la logistique.

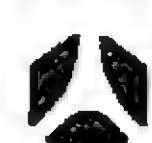
Vous organisez, animez une équipe de 20 personnes dont 2 Cadres.

Ingénieur ou généraliste, vous justifiez d'une expérience de 8 à 10 ans acquise dans un environnement industriel complexe. Vous maîtrisez la fonction Achats et la fonction Logistique. Votre aptitude à organiser, à manager des activités internationales, à animer des équipes trouvera un excellent terrain d'expression dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, sous réf. 967 à:

HAY MANAGERS

5 Place de la Gare de la Part-Dieu
69428 LYON CEDEX 03



THOMSON

MERIDIEN
PARIS
ETOILE

Filiale AIR FRANCE, le MERIDIEN PARIS ETOILE (1000 chambres, 4 restaurants, 700 personnes) appartient à une chaîne française à vocation mondiale (50 hôtels) et recrute

JEUNE CADRE RESSOURCES HUMAINES

Vous prendrez en charge, le recrutement, la gestion des carrières et des emplois et serez amené à suppléer le directeur du personnel dans certains aspects de la fonction.

Vous avez 27 ans environ, vous êtes opérationnel avisé et justifiez d'une expérience significative de la fonction personnel.

Autonome, enthousiaste et créatif, vous évoluerez dans une entreprise vivante et prenante où vous partagerez votre sens de la stratégie et de l'efficacité quotidienne avec une équipe jeune.

De formation supérieure, vous pratiquerez l'anglais et votre connaissance de l'hôtellerie ou d'un secteur voisin sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à l'HOTEL MERIDIEN PARIS ETOILE - Direction du Personnel - 81, bd Gouvion Saint Cyr - 75017 PARIS.

Société réalisant des biens d'équipements industriels, filiale d'un important groupe industriel français recherche

CHEF D'AGENCE

Ce poste conviendrait à un Ingénieur TP ENSI, INSA ou équivalent, ayant les qualités d'un patron de petite entreprise, une expérience réussie des travaux industriels acquise en entreprise générale ou en société de montage. Sur les objectifs fixés par la Direction Générale il aura, après formation, la responsabilité commerciale, technique et administrative d'une unité.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 9468 à EUROMESSAGES, soit par FAX au 49.10.95.72, soit par courrier BP 80 - 92105 Boulogne Billancourt cedex, qui fera suivre votre dossier et vous assurera d'une réponse.

PARIS LYON STRASBOURG MARSEILLE EUROMESSAGES

CHARGE de
RECRUTEMENT

Juriste/Fis
à l'échelle cadre

Linde

DIRECTEUR DES
ADMINISTRATIF ET
PRÉF. RECHER.

ME

Respons

Service Financement de pi

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 A 36

Un IMPORTANT GROUPE DE B.T.P.
recherche pour renforcer sa Direction des
Relations Humaines

CHARGE de RECRUTEMENT

Il prendra en charge la totalité des opérations de recrutement (agents de maîtrise - cadres). Son sens des relations publiques lui permettra de promouvoir l'image du groupe auprès de Grandes Ecoles et d'I.U.T. constituant des viviers de candidatures. Ce poste représente une réelle opportunité de carrière pour un candidat titulaire d'un DESS de Psychologie ou de Gestion du Personnel. Une première expérience de la fonction (acquise dans une entreprise de B.T.P.) est vivement souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions sous réf. CM/015 à notre conseil L.D.E.C. - 2 avenue Marceau - 75008 PARIS qui vous garantit une totale discrétion.



La holding financière de l'un des premiers groupes bancaires français recherche un

Organisateur Conseil

Coordonnateur de Grands Projets Bancaires

300/400 KF+

Paris

An sein d'une équipe rattachée à la direction générale, vous aurez un rôle de toute première importance, votre mission s'orientera sur 3 axes principaux : participer à l'élaboration de la nouvelle architecture du Système d'Information, conseiller et assister les banques du groupe dans sa mise en place sur le terrain. Chargé de "fidéliser" les plans d'actions des banques du groupe, vous devrez les convaincre de concevoir et réaliser en commun leurs nouveaux projets. Créatif et diplomate, vous saurez aussi apporter des idées nouvelles à vos interlocuteurs afin d'améliorer l'ensemble des traitements informatiques du groupe. Cette mission vous permettra de contribuer de façon déterminante aux études menées actuellement dans le but de refondre de façon fondamentale le schéma directeur de l'ensemble des banques du groupe.

Vous avez entre 30 et 40 ans, vous êtes obligatoirement de formation supérieure (Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs) et vous disposez d'une expérience significative de l'informatique et de l'organisation que vous avez acquise dans une banque ou au sein d'un cabinet anglo-saxon. Vous souhaitez aujourd'hui réfléchir au plus haut niveau à l'évolution des systèmes d'information d'un grand groupe financier et bancaire au sein duquel, vous pourrez, à moyen terme, évoluer. Le candidat idéal sera, avant tout, diplomate et dynamique.

Contactez Christian Katchourine au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + n° tél + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. CE5062M0.



Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement bancaire
Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-Sydney

HIGH TECH

Juriste/Fiscaliste à l'échelle européenne

Mandatée par de grandes entreprises européennes, notre jeune société a pour vocation de développer, mettre en œuvre et commercialiser des services de liaison par satellite, destinés aux mobiles (transports terrestres, maritimes, ferroviaires, etc.). Doté de puissants moyens, notamment financiers, ce vaste projet de communication se poursuit avec succès et implique, à terme, le développement de filiales européennes.

Pour faire face à cette expansion, notre Directeur Financier recherche dès à présent un Juriste/Fiscaliste. Responsable à part entière de votre fonction, vous aurez pour mission de

conseiller et d'assister, en matière fiscale et dans le domaine du droit des sociétés, la Direction de notre siège puis, à terme, celle de nos futures filiales étrangères.

A 30-32 ans environ, doté d'une solide formation fiscale et juridique (DESS, ENI, Droit des affaires et fiscalité...), vous avez acquis une expérience réussie de plusieurs années en cabinet et/ou en entreprise. Ce poste évolutif, qui exige l'anglais, est basé à Evry.

Notre Conseil étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/61 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

Groupe industriel performant de taille internationale
recherche pour l'une de ses filiales un

Contrôleur Financier Usine à fort potentiel

280 KF+

Pays de Loire

Rattaché hiérarchiquement au directeur de l'unité et fonctionnellement au contrôleur de la division, il animera une équipe de 6 personnes et aura la responsabilité du contrôle de gestion usine, du reporting, de la comptabilité générale et de la trésorerie.

Le candidat recherché, âgé d'environ 30 ans, sera diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs et/ou de Commerce et possèdera une expérience de 4/5 ans dans un environnement anglo-saxon (cabinet d'audit puis contrôle de gestion industriel).

D'importantes perspectives d'évolution lui seront offertes à terme.

Contactez Frédéric Pongeon au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. FP5085M0.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier
Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-Sydney

DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIF ET PERSONNEL près Rouen

Filiale d'un important groupe industriel international, notre société (200 personnes - CA 400 MF dont 60% à l'export) fabrique et commercialise des produits chimiques qui trouvent leurs applications dans des secteurs industriels très variés. Le Président souhaite intégrer un Directeur des Services Administratif et du Personnel qui dépendra directement de lui. Sa mission sera double :

- 1 - Administration générale de la Société en assurant :
 - la coordination administrative entre les différents services
 - la responsabilité du fonctionnement des bureaux (Office Manager)
 - la représentation de la Société auprès des organismes officiels ou professionnels
 - la gestion des assurances, etc...
- 2 - Responsable du Personnel
 - initier une politique active de formation et d'information du personnel à la demande des Services Intéressés, gérer la recherche et la sélection des candidats
 - rédiger les définitions de fonctions, les contrats de travail
 - participer aux réunions avec les délégués du Personnel et du C.E.
 - gérer la couverture sociale.

Ce poste est proposé à un candidat de formation juridique supérieure et ayant une expérience très confirmée en milieu industriel. La fonction requiert une grande aisance dans la communication afin d'entretenir le climat de confiance qui règne dans l'entreprise. La pratique de l'anglais courant est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier en précisant vos prétentions, sous référence DS/PCB M à notre conseil MF PARTNERS - 64, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75006 PARIS, qui vous garantit la plus totale confidentialité. Entretiens à Paris ou à Rouen.



Caisse régionale du Crédit Agricole du Loiret, dans le peloton de
tête des caisses les plus dynamiques effectif : 900 personnes.
Afin de consolider notre croissance actuelle et d'accroître notre diversifi-
cation, nous recherchons un

Responsable

pour la création de

Service financement de projets et immobilier

Sa mission est de développer, assurer le montage et le suivi des activités de crédit sur des projets de grande envergure, dans les domaines de l'immobilier, des loisirs, des infrastructures, de la santé ou de la communication.

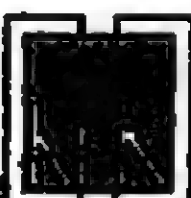
Ce poste, rattaché à la Direction du marché des entreprises comportera à terme l'encadrement d'une équipe.

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur, avec une expérience réussie de l'analyse financière de 3 à 5 ans dans le domaine bancaire.

Mais surtout, vous avez une personnalité affirmée, une grande capacité relationnelle et un esprit d'analyse rigoureux.

Votre évolution future dans le groupe sera définie par vos compétences et vos souhaits.

Nous vous remercions d'envoyer votre candidature, CV + prétentions, à notre Conseil s/ réf. J77CC.



Etes-vous prêt à être le n° 2 d'une affaire qui réalise 1 Milliard de F. de C.A. avec 600 personnes ?

Au-delà de votre formation supérieure, vous avez plusieurs années d'expérience de la gestion, du management et de l'animation des hommes. Aujourd'hui, vous êtes prêt à prendre de nouvelles responsabilités à la mesure de votre potentiel.

Votre mission est à la fois fonctionnelle sur le court terme :

- formation et animation des équipes administratives
- contrôle de gestion
- opérationnel sur le moyen terme :
- optimisation des investissements et des résultats économiques.

stratégique sur le long terme :

- définition de la politique de développement dans tous les domaines.
- animateur et gestionnaire, vous devrez faire preuve d'une bonne capacité d'écoute, mais aussi de persévérance pour mener à bien vos missions avec les responsables gestion des différentes unités.

Nous sommes un groupe de distribution spécialisé et notre savoir-faire est aujourd'hui reconnu par tous. Apportez-nous vos compétences et nous vous donnerons les moyens de réussir pour évoluer vers de hautes responsabilités.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre manuscrite, CV, photo et prétentions
à notre conseil L.D.E.C. - 2 avenue Marceau - 75008 PARIS, qui vous garantit la plus totale confidentialité.



CONTROLEUR DE GESTION



CROUZET, EAS,
SEBA, THOMSON
CSF-AVG, ont regroupé
leurs compétences pour
créer le premier pôle
européen pour l'électronique
de vol : SEXTANT Avionique.

Responsable du contrôle de gestion de notre Division Test Automatique, vous assurerez son Directeur en assurant la responsabilité des opérations de gestion (reporting mensuel, budget et plan à moyen terme).

Vous avez un rôle de contrôle et proposez des

actions correctives tant sur le plan comptable que sur le plan prévisionnel.

Diplômé d'une Ecole supérieure de Commerce, avec 4 à 5 ans d'expérience, vous avez une

bonne connaissance des systèmes de comptabilité et de gestion.

La pratique de l'informatique et de la micro-informatique est indispensable.

Intéressantes possibilités d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 944/NS à SEXTANT Avionique, Gestion des Cadres, Aéroport de Villacoublay, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay.

L'ELECTRONIQUE DE VOL PURSANCE 4

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGENIERIE FINANCIERE ET CASH MANAGEMENT :
LE CONSEIL

Agé de 26 à 29 ans, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP...), vous avez acquis une première expérience de Trésorerie au sein de la Direction Financière ou de la Trésorerie d'un grand groupe industriel ou commercial. Vous possédez également de solides connaissances en comptabilité et en fiscalité et vous maîtrisez l'anglais.

Au sein de notre équipe Ingénierie Financière, vous participerez en tant que CONSULTANT, à nos missions de cash management pour des groupes internationaux de premier plan, notamment dans les domaines : « de l'organisation d'une trésorerie de groupe », « de la création d'établissements financiers dédiés », « de la gestion de trésorerie internationale », « du contrôle des opérations de marché. Rigueur, autonomie et sens des responsabilités sont des qualités indispensables pour la poste que nous souhaitons vous confier.

Merci d'adresser votre candidature : CV, salaire actuel, lettre manuscrite, sous réf. 912.01, à Anne-Françoise des Déserts
Ernst & Young Conseil - Tour Manhattan - Cedex 21 - 92095 Paris-La Défense 2.

Ernst & Young Conseil

Stratégie, Ressources Humaines, Technologie de l'Information, Ingénierie Financière, Gestion Logistique et Industrielle Intégrée : tels sont les domaines d'intervention qui constituent la force de notre expertise.

Le succès de notre société s'appuie sur sa capacité à créer de nouveaux concepts réalisés, fondés sur des diagnostics clairs et une mise en œuvre de solutions efficaces et personnalisées. Avec une prise en compte permanente de l'environnement et de la culture des entreprises, notre démarche favorise la réalisation d'objectifs de progrès aussi bien humains que technologiques.

CHARGEURS S.A.

CHARGEURS S.A. est la première entreprise privée française dans le domaine du transport aérien, la première entreprise européenne dans le domaine du transport de voitures par la route, et la première entreprise mondiale dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de la laine.

CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Aéro-maritime, Causse-Walon, Delcar, Gillet, Lainière de Picardie, Lepoutre, Novacel, Paquet, P.J.T., Peignage Amédée, Prouvost Lefebvre, Roudière, U.T.A.

La Division Tissus d'Habillement de Chargeurs S.A. recherche pour renforcer ses entités de management opérationnel de province (Régions Nord et Parisienne)

CONTROLLERS

Intégrés à l'équipe financière de la division, vous serez plus particulièrement chargés de l'élaboration des tableaux de bord, du suivi et du contrôle budgétaire, du reporting, de l'analyse des résultats.

Ces postes évolutifs s'adressent à de jeunes cadres de gestion âgés d'environ 30 ans, diplômés de l'enseignement supérieur (type ESC option finances/comptabilité, DECS...) et pouvant justifier d'une première expérience de 3 ans minimum en contrôle soit en entreprise, soit en cabinet conseil.

Une expérience de l'utilisation de l'outil informatique est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, lettre, CV et photo à l'attention de la Direction du Personnel de la Division Tissus d'Habillement - 3, Bd Malesherbes - 75008 PARIS.

CONTROLEUR DE GESTION

Nous sommes un groupe de taille nationale, situé à LEVALLOIS-PERRET (92), filiale de la Lyonnaise des Eaux et nous recherchons un

Nous vous offrons un poste d'une grande variété d'interventions où vous assurerez les missions suivantes au sein de nos filiales :

- Audit comptable social et fiscal,
 - Tableaux de bord,
 - Budgets et plans de financement.
- Vous serez amené, dans le cadre de votre fonction, à vous déplacer fréquemment, notamment en France et en Angleterre.

Vous êtes de formation supérieure, HEC, Sup de Co, Sciences-Po (écofin), ESSEC... ou équivalent, complétée d'un DECS.

Vous parlez anglais. Vous avez acquis une première expérience réussie de 2 à 3 ans dans un poste similaire.

Pour plus d'information, merci d'adresser votre candidature, lettre, C.V. et photo s/réf. 6498 à MEDIA P.A. - 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

groupe lyonnaise des eaux

IMPORTANT

ETABLISSEMENT

BANCAIRE

Spécialiste du financement des collectivités, et l'un des premiers émetteurs sur le marché obligataire, recherche

GESTIONNAIRE
des RESSOURCES
OBLIGATAIRES

Directement rattaché au responsable et au sein d'une petite équipe que vous animerez, vous serez chargé :

- de participer au lancement des émissions domestiques et internationales
- de suivre le marché secondaire
- ainsi que de missions d'organisation, de contrôle, d'études et d'évaluation actuarielles.

Pour ce poste, nous recherchons un diplômé de formation supérieure (de préférence à dominante mathématique et financière) justifiant d'une première expérience dans ce domaine d'activité et parlant couramment anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.955 à CONTESSA PUBLICITE - 38, rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS-PERRET, qui transmettra.

ADJOINT
DIRECTEUR
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

Nous sommes une société de Services (Multi-établissements, 400 personnes, + 15% de CA/an, environ 3% de marge nette) et recherchons pour notre siège social situé dans les Pays-de-Loire, un

Agé d'environ 25 ans, vous êtes diplômé d'une grande école de gestion (ESCP, Sup. de Co, EDHEC, ESLSA...) et possédez une expérience réussie de deux ans environ dans les domaines comptable et financier.

Aujourd'hui, vous souhaitez vous investir dans une PME qui compte sur votre potentiel.

Dans un premier temps, vous prendrez en charge la comptabilité générale et analytique, l'ensemble des aspects fiscaux et la gestion de trésorerie.

Si vous souhaitez partager notre enthousiasme, adressez votre dossier avec CV, photo et prétentions sous référence 6492/LM à

MEDIA P.A. 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX qui transmettra

IMPORTANTE

SOCIETE

recherche
pour son Siège situé
à Marne la Vallée

RESPONSABLE
ETUDES
FONCTION
PERSONNEL

attaché au Directeur du Personnel, vous aurez en charge la conception, la réalisation et le suivi des études et analyses de la fonction.

otre mission est d'agir comme force de proposition dans une démarche se rapprochant de celle du contrôle de gestion, tout en assurant la production de ratios sociaux, simulations de coûts, enquêtes de salaires, bilan social, développements informatiques et notamment maintenance du système de paye.

otre intégration se fera en doubleur avec la titulaire actuelle qui évolue vers une autre fonction. Vous travaillerez ainsi particulièrement à la mise en place d'un nouveau logiciel de paye.

iplômé ESC, vous disposez impérativement d'une première expérience réussie d'environ 3 ans de la "mathématique sociale" et de l'administration du personnel. Vous maîtrisez bien l'anglais et la micro-informatique.

erci d'envoyer lettre, CV (photo) et prétentions sous référence 08. 869 à Contessa Publicité, 38, rue de Villiers - 92300 Levallois-Perret qui transmettra.

JOURNALISTES
À VOS PLUMES

POUR UNE OPPORTUNITÉ EXCEPTIONNELLE

Témoigner, informer, rapporter : tout ce que vous aimez faire... Nous recherchons pour le Conseil Général du Haut-Rhin, un responsable de projet à qui sera confiée une mission passionnante : créer à partir de zéro un magazine, reflet de la région. Distribué gratuitement, prévu à environ 200 000 exemplaires

par trimestre, ce support complet de communication est destiné à tous publics.

Concepteur et gestionnaire du projet, responsable de la rédaction et de l'édition, vous serez le maître d'ouvrage, chargé de la qualité, des délais et du budget.

C'est une belle aventure à réussir. Alors écrivez-nous, sous référence 391. La confidentialité est garantie. Lettre manuscrite avec photo S.V.P. Merci.

Informations Minitel 3616 code Managing.

MANAGING

SEFAM
43, rue de la Couronne
69400 RIEUXHEIM

Conseiller en gestion
de patrimoine

La Banque Populaire Savoienne de Crédit, implantée au cœur des Alpes, est parfaitement intégrée au tissu économique régional, particulièrement dynamique.

De formation supérieure, une première expérience, même courte, vous a permis d'acquies les qualités indispensables d'un commercial : sens de la communication et du conseil, dynamisme, disponibilité et investissement personnel sur le terrain.

Nous vous proposons de rejoindre notre banque pour gérer et développer notre portefeuille de clientèle privée. Une formation continue appropriée et un appui logistique permanent vous sont assurés. Ils vous permettront de valoriser vos compétences au sein d'une entreprise à taille humaine qui favorise l'épanouissement personnel.

Merci d'adresser votre candidature à la Banque Populaire Savoienne de Crédit, DRH, 30 av. des Affores, 74808 La Roche-sur-Foron Cedex.

**BANQUE POPULAIRE
SAVOIENNE DE CREDIT**

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

ELITAIR

3ème groupe français de restauration, d'hôtellerie et de services, 2,6 milliards de CA, 6000 personnes. Dans le cadre de la création d'une structure fonctionnelle Groupe, nous recherchons

Notre consolideur

25-30 ans, vous avez une formation financière supérieure + DECS. Votre expérience de Groupe vous a permis de pratiquer les techniques de consolidation ainsi que les relations avec des filiales très diversifiées.

Dans une petite équipe polyvalente et très proche de la Présidence, vous aurez pour mission, dans un premier temps, de mettre en place la consolidation de nos différentes activités : procédures et méthodes, règles d'évaluation, plan comptable groupe, manuel de consolidation... Dans un deuxième temps, élargir la fonction à d'autres responsabilités financières et comptables.

Si vous avez de la rigueur, de la discrétion mais aussi du tonus et un grand sens des relations, vous pourrez vous exprimer dans le cadre d'un Groupe en forte croissance ayant une stratégie de développement externe, en particulier sur l'international.

Poste basé à Rueil Malmaison. Anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous Réf. M130 A à notre Conseil : ARCO

18 Avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

ARCO

NOTRE METIER : LA FIABILITE

ASSISTANT
GESTION FINANCIERE
BACK-OFFICE

La Division Tissus d'Habillement de Chargeurs S.A. recherche pour renforcer ses entités de management opérationnel de province (Régions Nord et Parisienne)

Intégrés à l'équipe financière de la division, vous serez plus particulièrement chargés de l'élaboration des tableaux de bord, du suivi et du contrôle budgétaire, du reporting, de l'analyse des résultats.

Ces postes évolutifs s'adressent à de jeunes cadres de gestion âgés d'environ 30 ans, diplômés de l'enseignement supérieur (type ESC option finances/comptabilité, DECS...) et pouvant justifier d'une première expérience de 3 ans minimum en contrôle soit en entreprise, soit en cabinet conseil.

Une expérience de l'utilisation de l'outil informatique est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, lettre, CV et photo à l'attention de la Direction du Personnel de la Division Tissus d'Habillement - 3, Bd Malesherbes - 75008 PARIS.

Une mission variée,
remplir pour l'avenir

Nous sommes une société de Services (Multi-établissements, 400 personnes, + 15% de CA/an, environ 3% de marge nette) et recherchons pour notre siège social situé dans les Pays-de-Loire, un

UN CONTROLEUR DE GESTION

Nous vous offrons un poste d'une grande variété d'interventions où vous assurerez les missions suivantes au sein de nos filiales :

- Audit comptable social et fiscal,
- Tableaux de bord,
- Budgets et plans de financement.

Vous serez amené, dans le cadre de votre fonction, à vous déplacer fréquemment, notamment en France et en Angleterre.

Vous êtes de formation supérieure, HEC, Sup de Co, Sciences-Po (écofin), ESSEC... ou équivalent, complétée d'un DECS.

Vous parlez anglais. Vous avez acquis une première expérience réussie de 2 à 3 ans dans un poste similaire.

Pour plus d'information, merci d'adresser votre candidature, lettre, C.V. et photo s/réf. 6498 à MEDIA P.A. - 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

groupe lyonnaise des eaux

Auditez
nos filiales
de distribution

Nous sommes une société de Services (Multi-établissements, 400 personnes, + 15% de CA/an, environ 3% de marge nette) et recherchons pour notre siège social situé dans les Pays-de-Loire, un

Agé d'environ 25 ans, vous êtes diplômé d'une grande école de gestion (ESCP, Sup. de Co, EDHEC, ESLSA...) et possédez une expérience réussie de deux ans environ dans les domaines comptable et financier.

Aujourd'hui, vous souhaitez vous investir dans une PME qui compte sur votre potentiel.

Dans un premier temps, vous prendrez en charge la comptabilité générale et analytique, l'ensemble des aspects fiscaux et la gestion de trésorerie.

Si vous souhaitez partager notre enthousiasme, adressez votre dossier avec CV, photo et prétentions sous référence 6492/LM à

MEDIA P.A. 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX qui transmettra

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615

ASSISTANT
GESTION FINANCIERE
BACK-OFFICE

C'est ce que vous propose la Direction Financière d'une importante Société du secteur tertiaire financier en vous offrant l'opportunité de secondar son responsable comptable et financier

Vos principales missions :

- à partir des décisions prises par la Direction Financière, informer les intermédiaires financiers et contrôler la conformité des opérations
- assister la comptabilité financière pour l'enregistrement des opérations
- établir des liaisons avec la trésorerie pour la gestion des flux
- assurer le suivi du portefeuille de titres (performances des titres et des intermédiaires financiers).

Votre profil :

Titulaire d'un DESCF, d'un DESS Banque-Finance, Gestion de Patrimoine..., d'une première expérience vous ayant familiarisé aux techniques back-office.

Pour un recrutement rapide, merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous Réf. 12002M à notre Conseil :



ceforpe marc forget et associés
10, rue de la Victoire 75009 PARIS

Choisir le CCF, c'est vivre une entreprise privée, innovante et à taille humaine dont la stratégie claire est au service d'une clientèle à fort potentiel.

Choisir le CCF, c'est rejoindre une équipe de trading international et participer au développement de ses marchés et de sa rentabilité.

Choisir le CCF, c'est acquérir un savoir-faire et une compétence professionnelle dans une structure dont la souplesse favorise les opportunités de carrière.

Choisir le CCF, c'est pour de jeunes cambistes l'assurance d'une formation spécifique de 8 à 12 mois à Paris, avant une affectation dans l'une de nos agences en Europe, Amérique du Nord ou Asie du Sud-Est.

Pour connaître vos chances de bénéficier de cette opportunité, il vous suffit de vous prêter au test qui suit :

Etes vous ?

- diplômé d'une école supérieure de commerce ou de gestion

oui 1

non 0

JEUNES CAMBISTES
GAGNEZ
AU CHANGEEXPORTEZ
VOS TALENTS

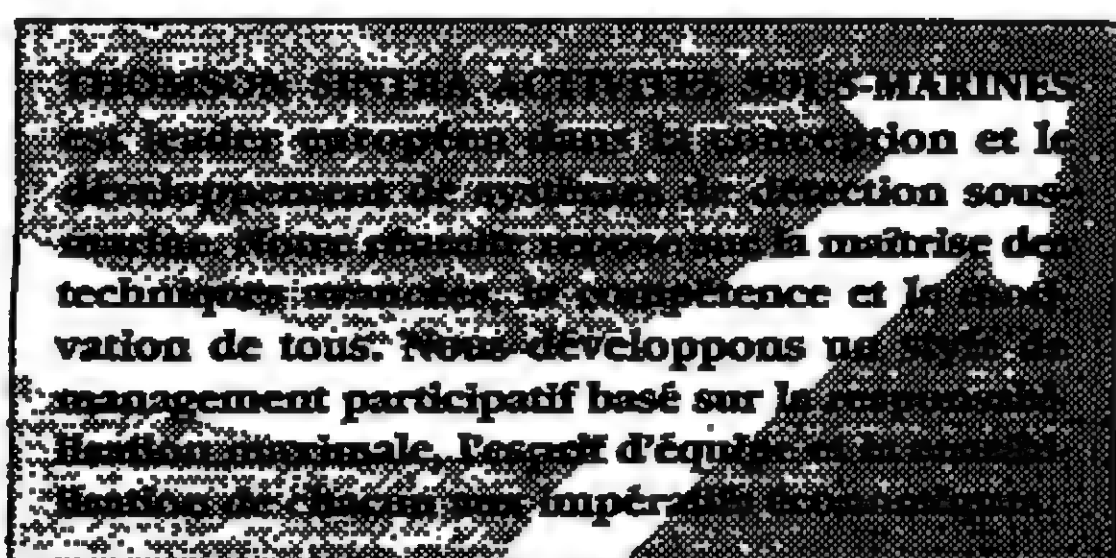
- un professionnel des salles des marchés
- depuis au moins 2 ans 2
- depuis moins de 2 ans 1
- vous n'êtes pas... 0
- bilingue (anglais et allemand ou espagnol) 2
- bilingue (anglais) 1
- ni l'un, ni l'autre 0
- mobile 1, dynamique 1, initiateur 1
- ouvert 1, ambitieux 1

Résultats :

- 20 Aucun espoir, vous ne savez pas compter.
- 10 Faiblesses vides connaissance.
- 6-9 Tenez votre chance.
- 0-5 Essayez l'année prochaine, une autre promotion vous accueillera peut-être.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à :

Jean-François TARTAGLIA
Café Commercial de
France
Direction des Carrières
105, Champs-Élysées
75008 Paris

Une mission variée,
tremplin pour l'avenir

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESSEC, HEC, ESCP...), vous souhaitez mettre en oeuvre vos compétences dans un contexte motivant, valorisant votre sens du dialogue et vos capacités d'initiatives.

Au sein de notre équipe, vous prendrez progressivement des responsabilités dans les domaines suivants :

- contrôle budgétaire : prévisions de résultats, tenue des objectifs, analyse des écarts en liaison avec les différents responsables
- comptabilité générale du département et de ses filiales
- organisation : élaboration et mise en place de procédures de contrôle de gestion.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 4959/UGM à Nathalie HUILLE THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES
1 avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL CEDEX

THOMSON

Auditez
nos filiales
de distribution

1^{er} GROUPE FRANÇAIS DE DISTRIBUTION DE BOISSONS auprès des cafés, hôtels, restaurants (1700 personnes). Filiale du GROUPE FRANÇAIS DE BRASSERIE (Heineken, Pilsener, 33, Panaché...).

Nous vous proposons de venir renforcer notre équipe d'audit interne. Vous aurez pour mission de contrôler la bonne application des procédures de gestion au sein de nos 35 filiales (entrepôts - grossistes) à travers toute la France. Pour vous sentir à l'aise dans votre action, vous devez avoir une formation supérieure (école de commerce, DECS...) et/ou une première expérience réussie dans un cabinet ou dans une entreprise. Vous devez être également très disponible, des déplacements fréquents étant nécessaires.

Ultérieurement la taille de notre Groupe pourra faciliter votre évolution professionnelle. Le poste est basé à Paris.

Envoyez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 4141 M à FRANCE BOISSONS - 33, avenue de Wagram - 75017 Paris.

IBM EUROPE

Analystes financiers

DEBUTANT(ES) OU 2/3 ANS D'EXPERIENCE - LANGUE DE TRAVAIL ANGLAIS

Vous avez une formation Grande Ecole de Gestion, Option Finance/Comptabilité, un MBA Finance. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et vous avez des connaissances pratiques de l'outil informatique (PC : PS, tableur). Débutant ou fort d'une expérience de 2/3 ans, par exemple au sein d'une société internationale, vous avez déjà appréhendé la comptabilité anglo-saxonne.

Nous vous proposons d'assumer des responsabilités d'analyse comptable et financière, à la Direction

des Comptabilités de notre siège européen, PARIS-LA DÉFENSE.

Votre culture internationale et vos qualités d'adaptation seront des atouts indispensables pour réussir et évoluer au sein de nos services financiers.

Adressez votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée) sous référence 89836 à SELECOM 226, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS



Selecocom
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

JEUNE RESPONSABLE DES SERVICES
GESTION ET ADMINISTRATION

Membre d'un groupe international, leader européen sur son marché dans la fabrication et la distribution de produits techniques.

En tant que Directeur Général, animant une petite équipe, vous supervisez et réalisez personnellement : comptabilité, finance, budgets, contrôle de gestion et logistique, avec un bon outil informatique. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais, avec une formation supérieure de gestion ou commerciale, une première expérience ou des stages. Nous vous offrons l'opportunité de participer à l'expansion d'une entreprise internationale, après vous avoir formé aux méthodes de gestion anglo-saxonnes (stages en Angleterre).

Capacité d'engagement et potentiel évolutif sont nécessaires pour ce poste très diversifié et déterminant pour notre développement.

Adressez votre candidature et vos prétentions à M. Milliot, Directeur Général, SELKIRK 943, rue Pasteur, B.P. 349 - 60723 Pont Saint-Etienne Cedex

SELKIRK

MATRA DATAVISION

Optimiser la fonction financière :
un des axes stratégiques de notre croissance.

Filiale du Groupe MATRA, et l'un des premiers fournisseurs mondiaux de systèmes de CAO, nous recherchons deux forts potentiels, Diplômés Grandes Ecoles (HEC, ESSEC, ESCP, ...).

Contrôleur de Gestion

3/5 ANS D'EXPERIENCE

Rattaché au Directeur Financier et en liaison avec nos filiales étrangères, vous êtes pleinement responsable de l'élaboration des budgets, de l'analyse et commentaires des écarts et du contrôle de la fiabilité des données.

Votre expérience significative du contrôle de gestion opérationnel ou de l'audit et votre potentiel vous permettront d'accroître très rapidement vos responsabilités, d'optimiser nos outils de gestion et de participer à nos actions stratégiques de développement en France et à l'étranger (réf. N1259).

Pour ces postes, basés aux ULIS (91), la maîtrise de l'anglais est indispensable. Vous évoluerez rapidement (2/3 ans) au sein de notre Groupe en France ou à l'étranger.

Si ces postes "tremplin" vous intéressent, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la référence choisie à notre conseil :

CONCEPT
RECRUTEMENT



Auditeur opérationnel

1/3 ANS D'EXPERIENCE

En créant ce poste, vos objectifs sont d'analyser l'existant, de formaliser et mettre en place les procédures informatiques et de gestion, d'assister les responsables financiers des filiales étrangères et de réaliser des audits spécifiques notamment en cas d'acquisitions. Vous avez une première expérience de l'audit ou du contrôle de gestion, vous êtes mobile et disponible (fréquents déplacements à l'étranger) (réf. N1259).

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

seva

Filiale du Groupe SAINT-GOBAIN implantée à Chalon-sur-Saône (71), la SEVA compte 400 personnes pour un CA de 350 MF.

Dans le cadre du développement de nos différentes lignes de produits : projets et équipements industriels, moules et outillages de formes complexes, outillages et procédés de moulage des composites, techniques de polissage, trains de portes... Nous créons un poste de :

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au D.A.F., il assure indépendamment des finalités classiques liées au poste, l'animation de la fonction auprès des responsables des lignes de produits et de l'encadrement. Il sera aussi associé à un certain nombre de travaux et études en étroite relation avec la Direction Financière.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'école d'ingénieur et/ou de gestion-commerces, âgé d'environ 27 ans, ayant acquis une première expérience. L'anglais est vivement souhaité. Il s'agit d'un poste évolutif pour un candidat d'envergure.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 39/3051C à :

EGOR REGION EST
41, avenue Foch - 54000 NANCYGERANT
DE
PATRIMOINE

Nous sommes une banque d'Affaires à taille humaine, filiale d'un important groupe financier. Nous recherchons pour notre département Clientèle Privée un GERANT DE PATRIMOINE.

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans, pour vous permettre de développer rapidement une clientèle haut de gamme.

Rattaché à notre Directeur des Affaires Financières, vous êtes particulièrement dynamique et prêt à vous impliquer fortement dans vos nouvelles fonctions.

Pour nous rencontrer, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 6495, à

50-54, rue de Sully
92513 BOULOGNE BILL.
CEDEX qui transmettra
MEDIAPA

C I C H

COMPAGNIE
INTERNATIONALE
DU CHAUFFAGE

L'un des leaders européens de l'équipement de chauffage, nous réalisons plus de 2 Milliards de CA. Avec des marques comme CHAPPEE, IDEAL, STANDARD, BRÔTJE, et déjà plusieurs filiales étrangères, nous préparons 1993 : nous poursuivons notre progression par l'acquisition d'autres sociétés européennes.

Nous recherchons, pour nos filiales étrangères le

RESPONSABLE
AUDIT - ORGANISATION - GESTION

Basé à notre siège du Blanc Mesnil (93), il secondera notre Directeur Administratif et Financier pour veiller à l'harmonisation des procédures de reporting du groupe et mener des missions d'organisation et de gestion, concrètes et pragmatiques, avec autonomie.

A 30/40 ans, issu d'une Ecole de Commerce ou Ingénieur double formation, vous avez pratiqué le Contrôle de Gestion ou l'organisation. Accoutumé à l'informatique, vous pouvez reprendre et faire évoluer une comptabilité analytique, une gestion des stocks ; mettre en place une GPAO vous motive.

Homme de contact, vous aurez à dialoguer et à persuader à tous niveaux. Disponibilité, rigueur et pragmatisme seront les éléments déterminants de votre réussite.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous la référence 1920 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251 bd Pereire - 75017 Paris

Actiman

AUDIT INTERNE

Grand constructeur européen de biens d'équipement, nous avons su bâtir notre réputation sur la fiabilité et la technicité de nos produits, ce qui nous permet d'avoir une croissance saine et de dégager une forte rentabilité.

Suite à une promotion interne, nous recherchons pour notre siège, basé à Paris Ouest, notre nouveau responsable :

A 25-30 ans, de formation Sup de Co + DECS (ou équivalent), après une première expérience de 2 à 3 ans en cabinet d'audit, vous souhaitez aujourd'hui donner une nouvelle orientation à votre carrière en intégrant le monde industriel.

Nous vous confierons les fonctions suivantes : • audit comptable et opérationnel des succursales et agences régionales, de l'usine et du siège • amélioration des procédures existantes et établissement de nouvelles procédures comptables et opérationnelles.

Directement rattaché à notre Directeur Financier, vous aurez la responsabilité et la maîtrise totale de vos dossiers. Vous pourrez bénéficier d'un développement personnel de carrière et de réelles possibilités d'évolution.

Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS, sous réf. 60.3099 LM ou télécopie au 43.80.92.31.

Mercuri Urval

PARIS

Filiale d'un groupe industriel leader sur nos marchés, nous concevons, fabriquons et commercialisons des biens d'équipements professionnels, pour un CA de 400 MF. Nous recherchons notre :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
ET DU CONTROLE DE GESTION

Membre du comité de direction, vous organiserez vos équipes (20 personnes, une usine et un siège) pour assurer l'ensemble des fonctions : comptabilité générale et analytique, informatique, trésorerie, relations bancaires, juridique, suivi administratif. Responsable de l'ensemble du contrôle de gestion de la société, vous assurez le reporting auprès du groupe, vous améliorez et gardez la fiabilité des informations.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co - DECS ou expertise) votre expérience acquise en milieu industriel vous a permis de développer vos qualités d'organisateur et d'animateur d'équipe. Bref, de vous préparer à prendre en charge l'ensemble de la chaîne "création et traitement des informations de gestion" au sein d'une société de dimension européenne.

Ecrire à notre conseil sous référence LRA 101/19 M qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

centor
26, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 42 85 15 53

PARIS - LYON - MULHOUSE

RESPONSABLE
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

Vous prendrez en charge :

- La partie financière : emprunts, placements, gestion avec les banques.
- La partie administrative : gestion de l'administration inter-services, mise en place des procédures.
- La gestion du personnel : définition de postes, gestion des carrières.

Diplômé d'une école de gestion (IAE...) ou de formation comptable ou juridique, vous êtes avant tout un excellent gestionnaire, responsable et autonome, et avez une bonne connaissance de l'entreprise, notamment de la gestion du personnel.

Vous avez un sens aigu de l'organisation et savez prendre des initiatives. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. RAF/12 à BATISOFT - 50, rue Arago 92806 PUTEAUX CEDEX.

BATI
SOFT
PARTENAIRE DE VOTRE EVOLUTIONBANQUE
HERVETLe Pouvoir et la volonté
d'entreprendre !Adjoint au Directeur
pour la clientèle Entreprises

Si vous êtes convaincu d'exercer un métier passionnant et désirez accroître vos responsabilités, vous devez pouvoir mettre à profit vos qualités commerciales et d'analyse du risque.

Responsable d'une clientèle d'entreprises de qualité, vous avez un rôle de conseil et serez associé aux décisions stratégiques de l'agence.

Diplômé de l'enseignement supérieur, 4 à 6 ans d'expérience réussie auprès des PME sont indispensables.

La Banque Hervet assure de réelles perspectives de carrière en vous offrant les moyens d'une grande banque aux structures efficientes.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à :
Marie-Dominique Kharouni, Banque HERVET, Division des Carrières,
127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY sous réf. MS2ADBORDEAUX
BANQUE REGIONALERESPONSABLE
RELATIONS
FINANCIERES
EXTERIEURES

Cette banque régionale qui fait partie d'un très important Réseau national, à la notoriété incontestée, développe une large gamme de services financiers à destination des particuliers, et de manière croissante vers les Entreprises, les Collectivités, les Municipalités et les Administrations. Sur la grande région Sud-Ouest, cet organisme est composé de 289 agences.

La forte expansion le conduit à proposer, au sein de sa Direction Financière, le poste de Responsable des Relations Financières Extérieures.

Ses missions seront les suivantes :

- Développement des relations d'affaires avec tous les partenaires extérieurs : Institutions, Entreprises, Organismes de crédit, etc.
- Facilitation de l'ensemble des produits financiers (FCP notamment) développés par la Banque.
- Partenariat dans des opérations de capital-risque, etc. Mais aussi prêts et crédits à moyen ou long terme auprès de ces mêmes clients.

Il s'agit d'une fonction technique-commerciale complexe, qui évoluera rapidement vers la responsabilité d'un service comprenant plusieurs collèges.

Pour ce poste de haut niveau, nous souhaitons recruter un cadre confirmé, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce ou Université) qui dispose d'une expérience similaire de plusieurs années (environ cinq ans). Tempérament commercial affirmé, il a acquis à cette qualité la maîtrise des produits bancaires modernes à destination des Entreprises ou des Collectivités. Sa réussite dans le poste lui permettra à terme des opportunités d'évolution nombreuses et variées au sein du groupe.

Les fonctions sont basées à BORDEAUX. Les conditions offertes et la politique de l'entreprise sont de nature à motiver un professionnel de valeur.

Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature, CV complet et rémunération souhaitée sous

réf. 533 à notre conseil NEMISS, 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMISS

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 1

Développement
Particulier de la clientèle

Filiale de l'UAP, ouverte sur l'EUROPE et le monde, notre banque est connue pour la performance de ses équipes.

Afin de poursuivre notre développement, nous souhaitons accueillir, au sein de notre réseau national, deux collaborateurs aptes à prendre en charge le suivi de notre clientèle de Particuliers.

Junior - Orléans

Vous êtes diplômé DESS gestion de patrimoine ou équivalent. Vous avez acquis de bonnes connaissances théoriques des produits d'épargne et des placements. Vous avez un profil commercial et le goût des contacts. Vous gèrerez l'ensemble de nos comptes de particuliers et conseillerez notre clientèle en matière de gestion et de trésorerie.

Senior - Grenoble

Vous avez 30 ans et 5 ans d'expérience dans le métier, dont 3 à 5 ans de comptes gérés.

Vous êtes dynamique et motivé. Nous vous confierons le suivi de 500 particuliers dont une dizaine titulaires de compte en gestion. Vous assurerez tant les opérations classiques que la gestion de patrimoine.

Prenez nos affaires en main !

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, en précisant la région choisie, à la Banque WORMS Direction des Relations Sociales et du Personnel 1, place des degrés - Cedex 58 - 92059 PARIS LA DEFENSE

Importante société de Bourse Parisienne
recherche son

Professionnel confirmé, son expérience comptable, informatique, administrative (valorisations, rapports d'activités...) lui permettra d'animer et d'encadrer une équipe.

Diplômé de l'enseignement supérieur, rigoureux et disponible, vous évoluerez dans un environnement dynamique.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. 31567 à CONTESSA PUBLICITE, 38 rue de Villiers, 92300 LEVALLOIS PERRET, qui transmettra.

CHARGE D'AFFAIRES

Sicomi

Paris - Une importante Sicomi filiale d'un puissant groupe financier recherche dans le cadre de son rapide développement un chargé d'affaires. Placé sous l'autorité immédiate du directeur général, il devra assurer de manière très autonome le suivi de l'intégralité des opérations depuis leur phase de négociation jusqu'à l'échéance finale du contrat. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, possédant une excellente formation (ESC, IEP, ...) et justifiant d'une première expérience commerciale de quelques années, acquise au sein d'une banque ou d'un éta-

blissement financier lui ayant permis d'être en relation avec une clientèle d'entreprises de premier plan. La connaissance du crédit bail immobilier n'est pas nécessaire. Il devra allier d'excellentes capacités commerciales à un réel sens du risque. La rémunération très attractive sera fonction de l'expérience présentée. Ecrire à M. de SOUZA en précisant vos prétentions et la référence A/R9631M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

CHARGE
D'AFFAIRES

Nous sommes un établissement financier spécialisé dans le financement en crédit bail de l'immobilier industriel. Nous bénéficions du double statut de société immobilière pour le commerce et l'industrie et de société anonyme d'économie mixte. Notre compétence s'étend à ce jour, à deux régions : Franche-Comté, Bourgogne. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un :

CHARGE D'AFFAIRES
De formation supérieure Bac + 4, il justifiera si possible d'une première expérience dans le domaine bancaire ou financier. Au plan technique, c'est avant tout un analyste mais un analyste prospectif. En termes de personnalité, il possède d'évidentes compétences relationnelles, facultés d'observation et d'écoute. Il est important qu'il sache rédiger ! Ce poste est un véritable challenge au sein d'une petite équipe jeune et motivée.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 09/07 B 12 à Jean BAROUD Consultant BP 914 25021 BESANCON Cedex.

UNE BANQUE PARISIENNE TRES ACTIVE DANS LE DOMAINE FINANCIER,
FILIALE D'UN GROUPE EUROPEEN A VOCATION INTERNATIONALE,
RECHERCHE POUR SA DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES :

Le poste :

Gérer et développer une clientèle de sociétés d'importance nationale et moyenne, de secteurs diversifiés (notamment commerce et industrie de l'agro-alimentaire). La mission du poste vise à traiter directement les problèmes de crédit, mais aussi à pouvoir approcher l'ensemble des besoins de financement pour y répondre en synergie active avec les autres Directions spécialisées : rapprochement d'entreprises, gestion de trésorerie, introduction et émission sur les marchés financiers, etc...

Le candidat :

Diplômé d'une grande Ecole de Gestion ; très attentif au risque et bon commerçant ; ayant au moins trois ans d'expérience de l'exploitation bancaire ; apte à et désireux de s'adapter aux évolutions de la profession.

Une réussite dans ce poste peut conduire à évoluer vers d'autres spécialités du métier de banquier, qui sont toutes pratiquées par notre Banque.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence Z1269 à CONTESSA PUBLICITE, 38, rue de Villiers 92532 Levallois-Perret Cedex qui transmettra.

Groupe en évolution, d'un effectif de 3000 personnes, spécialisé dans le secteur de l'ingénierie, recherche pour HOLDING à La Défense un

JURISTE

Il sera plus particulièrement responsable des montages juridiques de notre Groupe - rachats et fusions notamment - de l'assistance des opérationnels en matière de droit des affaires et de contentieux ainsi que du secrétariat des conseils et assemblées.

Vous avez 5 ans d'expérience, une formation supérieure en droit des affaires (maîtrise ou DESS).

Ecrivez nous avec CV + lettre manuscrite + photo sous référence 9302 à : PUBLIPANEL - 145, rue de Vaugirard - 75015 PARIS, qui transmettra.

RESPONSABLE DE CLIENTELE ENTREPRISE
MONTPELLIER

Membre d'un groupe international, NSM est une banque commerciale à forte vocation financière. A une clientèle de haute qualité, nous offrons un service personnalisé, alliant tradition et innovation.

Notre Succursale de Montpellier a acquis une grande compétence en gestion bancaire et financière, elle désire associer à son développement un :

RESPONSABLE DE CLIENTELE ENTREPRISE Vous êtes chargé de développer notre activité et notre image auprès des entreprises de la région.

Dynamique dans votre approche commerciale, faisant preuve d'autonomie et d'aisance dans les contacts, vous apporterez également le conseil de haute qualité que nous voulons assurer dans la gestion quotidienne de notre clientèle.

A 30/35 ans, diplômé d'une école de commerce ou équivalent, votre expérience réussie de l'exploitation Entreprise vous conduit à relever ce nouveau challenge et à partager notre esprit d'équipe.

Ce poste comporte une réelle opportunité d'évolution.

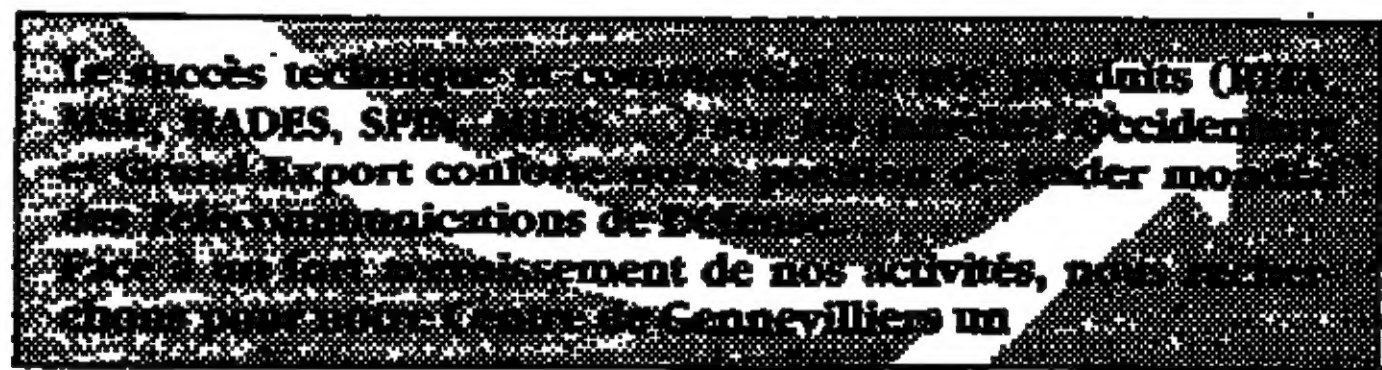
Madame Thérion vous remercie de lui répondre par courrier sous référence RCE/M/1280 NSM, BP 46608, 75366 Paris Cedex 08. Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.

Banque de Neufilux, Schlumberger, Mallet

NSM
GROUPE ABN BANK

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



CONTROLEUR DE GESTION

En liaison permanente avec les Services Comptabilités et Gestion de nos différents Centres, il participera à l'élaboration et à la réalisation des Tableaux de Bord, des Budgets, des études prévisionnelles.

De formation supérieure en gestion (ESCP, Dauphine, ISG, ...), débutant ou doté d'une première expérience (2 ans), utilisateur de micro-informatique, vous souhaitez intégrer une équipe dans un contexte industriel porteur de larges perspectives d'évolution.

Merci de nous contacter : Xavier PERLEAUX - Recrutement des Cadres
THOMSON CSF - Division Télécommunication
66, rue du Fossé Blanc - 92231 GENNEVILLIERS Cedex

Ingénieur ou E.S.C. débutant
Contrôleur de Gestion

1 300 personnes, 1,3 Md de CA. Une dynamique commerciale qui positionne ses marques au 1^{er} plan : Petit Exquis, Kango, Chamont, Palmira, Boggy, Trompette...

Notre usine connaît une si forte croissance des volumes fabriqués, réalise de tels investissements qu'elle vit une réelle évolution culturelle rendant la création du poste de contrôleur de gestion indispensable.

Votre futur patron, le Directeur de l'Usine, vous confiera :
- la mise en place du système de contrôle de gestion
- la production des données fiables et en temps utile qui lui sont nécessaires dans sa gestion à court terme et dans sa réflexion à long terme.

Ingénieur ou diplômé d'une Ecole de Commerce, vous êtes familiarisé avec la micro-informatique et vous avez toutes les qualités d'un bon gestionnaire. Mais on compte beaucoup sur votre capacité de communication à tous les niveaux, sur votre implication totale dans la réussite du challenge que le virage industriel pris par notre usine de CALAS représente pour ses 300 salariés.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. RD 1564 à BSN, Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

JEUNES ASSISTANTS
CONTROLEUR DE GESTION

NOUS SOMMES aujourd'hui 2ème SSII française, 2 milliards de CA en 1988, 25 % de croissance par an, 3500 personnes.

VOUS ÊTES diplômé d'une école de commerce, débutant ou possédant une 1ère expérience. A la fois enthousiaste et rigoureux, vous souhaitez participer activement au développement de votre entreprise.

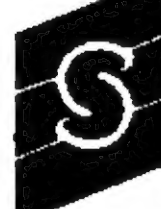
VENEZ REJOINDRE une de nos directions opérationnelles et valoriser votre formation en tant qu'assistant Contrôleur de Gestion.

VOUS ASSUREZ l'exécution du contrôle de gestion de plusieurs centres de profit :

- suivi des éléments comptables,
- comptabilité analytique par chantier,
- budget et tableaux de bord.

NOUS VOUS OFFRONS une évolution rapide au sein de notre groupe à la mesure de votre potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, photo et prétentions) sous référence 529 556 à Martine TURPIN - SLIGOS - Direction Ressources Humaines
Cedex 49 - 92067 PARIS LA DEFENSE



Paris
Clermont
Grenoble
Lille
Lyon
Marseille
Metz
Nantes
Toulouse

Audit - Conseil - Expertise comptable

Participer à notre croissance
Animer et encadrer nos équipes d'assistants

• Notre groupe de 150 personnes développe rapidement son activité tant dans le secteur de l'économie sociale (Mutuelles, Comités d'entreprise) que dans les domaines traditionnels de l'audit.

• Nous recherchons pour nos bureaux de PARIS, METZ et GRENOBLE

4 superviseurs (3 à 5 ans d'expérience)
Jeunes experts-comptables ou mémorialistes.

• Possibilité d'évolution vers des responsabilités accrues.

M. ALAIN PERLEAUX - Groupe Alpha
11, rue de Téhéran - 75381 PARIS

Etablissement Financier recherche :

Responsable Back Office

De formation BAC + 4, ayant une expérience de 5 ans environ dans un poste similaire.

Vous avez acquis de bonnes connaissances dans le domaine de la caisse titres, des nouveaux produits financiers et des règlements internationaux. Vous encadrerez une équipe de 4 personnes.

Ce poste nécessite une bonne maîtrise de l'outil informatique et le sens de la rigueur.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 9263 à :

PUBLIPANEL

145, rue de Vaugirard - 75015 PARIS, qui transmettra.

BRETAGNE - SUD

RESPONSABLE ADMINISTRATIF H/F

Cette Société agro-alimentaire (450 personnes, CA 1,2 Md), est rattachée à un groupe national performant de taille humaine.

Reportant directement au Président du Directoire, le collaborateur recherché prendra en charge l'ensemble des problèmes de gestion (administration générale, personnel, comptabilités, contrôle des coûts, suivi de l'activité), et pourra assurer un lien fonctionnel avec le holding.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de 30/35 ans, diplômé d'une école supérieure de gestion, connaissant bien les réalités de la production dans un environnement informatique.

En échange d'une parfaite discrétion, merci d'adresser, sous identification 1076C,

un CV détaillé comprenant références, photo, et indication de salaire, au CEIP

CEIP Conseil d'Entreprises 56270 PLOEMEUR.

Etablissement Public - Paris
recherche

un gestionnaire

pour saisie et suivi des crédits au sein de la Direction Administrative et Financière.

Connaissance des procédures publiques exigées (investissement et fonctionnement)

Niveau Bac + 2 souhaité et bonne connaissance de la comptabilité

Envoyez C.V. et prétentions à :

Association pour la Bibliothèque de France

1, place Valhubert - 75013 Paris

AUGUSTE-THOUARD

RECRUTEMENT D'ENTREPRISES

- Assister et former les collaborateurs du Groupe dans leur utilisation des outils informatiques,
- Participer aux études et au conseil interne,
- Assurer une prestation de qualité dans un but d'efficacité et de bonne image relationnelle.

Telle est la mission confiée à un :

Consultant Junior
Assistance et Conseil H/F

par DATA, filiale du Groupe AUGUSTE THOUARD, chargée des applications et services informatiques.

Les standards de la micro-informatique vous sont familiers, MS DOS, MICROSOFT et NOVELL en particulier.

La connaissance de l'environnement Wang VS serait un plus.

Vous avez 30 ans, une formation BAC + 3 minimum et une expérience en systèmes d'information en activité de service.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence JPB/LM/058, à C.E.E. - 24, rue Louis Armand - 75015 PARIS.



Important organisme d'aménagement, de construction et de gestion immobilière du Nord de la France, recherche :

DIRECTEUR DE LA GESTION LOCATIVE
réf. DGL/M

Responsable d'un chiffre d'affaires d'environ 200 millions il devra :
• définir et mettre en œuvre une nouvelle politique de gestion et du patrimoine immobilier (+ de 13.000 logements),
• organiser l'exploitation courante (entretien, sécurité...), définir et mettre en œuvre une politique des loyers,
• moderniser les outils de gestion et améliorer le service rendu aux locataires,
• responsabiliser une équipe de plus de 130 personnes.

DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT
réf. DD/M

Responsable d'un chiffre d'affaires devant rapidement atteindre et dépasser 200 millions il devra se consacrer aux :

- programmes de construction de logements (local, accession), bureaux, commerces,
- opérations d'aménagement urbain et péri-urbain,
- propositions, études préliminaires (marché, urbanisme, programmation, avant-projet),
- élaboration et négociation des montages juridiques et financiers.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, photo et prétentions) sous réf. choisie à notre conseil : Développement et Management des Hommes et des Entreprises.



1, rue CHAUVEAU-LACARDE - 75008 PARIS

GROUPE BANCAIRE
INTERNATIONALrecherche pour sa
Direction des Engagements un(e)ANALYSTE CRÉDIT
ENTREPRISES
CONFIRMÉ(E)

Vous participerez à l'analyse des propositions de crédit et à l'instruction des dossiers à présenter pour approbation. Votre expérience de la banque, soit au sein d'un service similaire, soit en tant qu'exploitant, renforce le professionnalisme nécessaire à votre réussite dans un environnement stimulant.

Homme de contact, très motivé par la mission proposée, votre évolution s'appuiera sur la synergie entre votre savoir-faire et l'appartenance à un groupe diversifié.

Nous vous remercions d'adresser un dossier de candidature complet sous réf. 5147 à PLAIN CHAMPS, 57, avenue du Général Leclerc 75014 PARIS, qui transmettra.

Nous sommes parmi les tout premiers dans notre domaine sur le marché mondial : groupe français (60 filiales en France et à l'étranger), 10 milliards de CA, coté en bourse, en forte croissance depuis plusieurs années, bénéficiant d'un actionnariat fort. Notre Direction des comptabilités et du contrôle de gestion souhaite renforcer son équipe contrôle de gestion et recherche pour ce faire des jeunes cadres à fort potentiel d'évolution en tant que :

CONTROLEUR DE GESTION

Vous êtes diplômé d'une grande école de gestion, vous parlez l'anglais et votre formation comptable est du niveau de l'expertise. Vous avez au moins 5 ans d'expérience de la fonction audit et contrôle de gestion acquises en cabinet dans un premier temps et/ou au sein d'entreprises. Vous souhaitez poursuivre quelques années dans ce sens avant d'occuper des fonctions plus opérationnelles au sein d'un grand groupe. Vous trouvez dans notre environnement les responsabilités classiques et complètes d'un contrôleur de gestion opérationnel : l'audit et des missions de révisions comptable et financière bien sûr, une participation aux travaux de consolidation, mais aussi l'ensemble des suivis budgétaires et des interventions "contrôle de gestion" dans un esprit participatif et de conseil auprès de nos filiales.

Vos qualités de rigueur, votre capacité à intégrer une culture d'entreprise forte, votre aptitude à travailler en équipe sont indispensables pour réussir dans la mission proposée et dans une intégration profonde au sein de notre groupe.

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. 5316 M à SERIFO, 47 bis avenue

Boquet - 75007 Paris.



Membre de Syntec

Journal

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 8 DECEMBRE

Cours relevés à 17 h 31

Règlement mensuel																			
Composé	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Composé	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Composé	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Composé	VALEURS
3780	C.N.E. 3%	3727	3760	3728	+ 0.16	3780	C.N.E. 3%	3727	3760	3728	+ 0.16	3780	C.N.E. 3%	3727	3760	3728	+ 0.16	3780	C.N.E. 3%
1940	C.N.E. 3%	1940	1940	1940	0.00	1940	C.N.E. 3%	1940	1940	1940	0.00	1940	C.N.E. 3%	1940	1940	1940	0.00	1940	C.N.E. 3%
1195	C.N.E. 3%	1195	1195	1195	0.00	1195	C.N.E. 3%	1195	1195	1195	0.00	1195	C.N.E. 3%	1195	1195	1195	0.00	1195	C.N.E. 3%
1050	C.N.E. 3%	1050	1050	1050	0.00	1050	C.N.E. 3%	1050	1050	1050	0.00	1050	C.N.E. 3%	1050	1050	1050	0.00	1050	C.N.E. 3%
1880	C.N.E. 3%	1880	1880	1880	0.00	1880	C.N.E. 3%	1880	1880	1880	0.00	1880	C.N.E. 3%	1880	1880	1880	0.00	1880	C.N.E. 3%
2010	C.N.E. 3%	2010	2010	2010	0.00	2010	C.N.E. 3%	2010	2010	2010	0.00	2010	C.N.E. 3%	2010	2010	2010	0.00	2010	C.N.E. 3%
1219	C.N.E. 3%	1219	1219	1219	0.00	1219	C.N.E. 3%	1219	1219	1219	0.00	1219	C.N.E. 3%	1219	1219	1219	0.00	1219	C.N.E. 3%
1228	C.N.E. 3%	1228	1228	1228	0.00	1228	C.N.E. 3%	1228	1228	1228	0.00	1228	C.N.E. 3%	1228	1228	1228	0.00	1228	C.N.E. 3%
845	C.N.E. 3%	845	845	845	0.00	845	C.N.E. 3%	845	845	845	0.00	845	C.N.E. 3%	845	845	845	0.00	845	C.N.E. 3%
650	C.N.E. 3%	650	650	650	0.00	650	C.N.E. 3%	650	650	650	0.00	650	C.N.E. 3%	650	650	650	0.00	650	C.N.E. 3%
2240	C.N.E. 3%	2240	2240	2240	0.00	2240	C.N.E. 3%	2240	2240	2240	0.00	2240	C.N.E. 3%	2240	2240	2240	0.00	2240	C.N.E. 3%
615	C.N.E. 3%	615	615	615	0.00	615	C.N.E. 3%	615	615	615	0.00	615	C.N.E. 3%	615	615	615	0.00	615	C.N.E. 3%
2880	C.N.E. 3%	2880	2880	2880	0.00	2880	C.N.E. 3%	2880	2880	2880	0.00	2880	C.N.E. 3%	2880	2880	2880	0.00	2880	C.N.E. 3%
830	C.N.E. 3%	830	830	830	0.00	830	C.N.E. 3%	830	830	830	0.00	830	C.N.E. 3%	830	830	830	0.00	830	C.N.E. 3%
870	C.N.E. 3%	870	870	870	0.00	870	C.N.E. 3%	870	870	870	0.00	870	C.N.E. 3%	870	870	870	0.00	870	C.N.E. 3%
580	C.N.E. 3%	580	580	580	0.00	580	C.N.E. 3%	580	580	580	0.00	580	C.N.E. 3%	580	580	580	0.00	580	C.N.E. 3%
345	C.N.E. 3%	345	345	345	0.00	345	C.N.E. 3%	345	345	345	0.00	345	C.N.E. 3%	345	345	345	0.00	345	C.N.E. 3%
345	C.N.E. 3%	345	345	345	0.00	345	C.N.E. 3%	345	345	345	0.00	345	C.N.E. 3%	345	345	345	0.00	345	C.N.E. 3%
1000	C.N.E. 3%	1000	1000	1000	0.00	1000	C.N.E. 3%	1000	1000	1000	0.00	1000	C.N.E. 3%	1000	1000	1000	0.00	1000	C.N.E. 3%
380	C.N.E. 3%	380	380	380	0.00	380	C.N.E. 3%	380	380	380	0.00	380	C.N.E. 3%	380	380	380	0.00	380	C.N.E. 3%
810	C.N.E. 3%	810	810	810	0.00	810	C.N.E. 3%	810	810	810	0.00	810	C.N.E. 3%	810	810	810	0.00	810	C.N.E. 3%
135	C.N.E. 3%	135	135	135	0.00	135	C.N.E. 3%	135	135	135	0.00	135	C.N.E. 3%	135	135	135	0.00	135	C.N.E. 3%
805	C.N.E. 3%	805	805	805	0.00	805	C.N.E. 3%	805	805	805	0.00	805	C.N.E. 3%	805	805	805	0.00	805	C.N.E. 3%
870	C.N.E. 3%	870	870	870	0.00	870	C.N.E. 3%	870	870	870	0.00	870	C.N.E. 3%	870	870	870	0.00	870	C.N.E. 3%
1610	C.N.E. 3%	1610	1610	1610	0.00	1610	C.N.E. 3%	1610	1610	1610	0.00	1610	C.N.E. 3%	1610	1610	1610	0.00	1610	C.N.E. 3%
715	C.N.E. 3%	715	715	715	0.00	715	C.N.E. 3%	715	715	715	0.00	715	C.N.E. 3%	715	715	715	0.00	715	C.N.E. 3%
535	C.N.E. 3%	535	535	535	0.00	535	C.N.E. 3%	535	535	535	0.00	535	C.N.E. 3%	535	535	535	0.00	535	C.N.E. 3%
2500	C.N.E. 3%	2500	2500	2500	0.00	2500	C.N.E. 3%	2500	2500	2500	0.00	2500	C.N.E. 3%	2500	2500	2500	0.00	2500	C.N.E. 3%
980	C.N.E. 3%	980	980	980	0.00	980	C.N.E. 3%	980	980	980	0.00	980	C.N.E. 3%	980	980	980	0.00	980	C.N.E. 3%
890	C.N.E. 3%	890	890	890	0.00	890	C.N.E. 3%	890	890	890	0.00	890	C.N.E. 3%	890	890	890	0.00	890	C.N.E. 3%
134	C.N.E. 3%	134	134	134	0.00	134	C.N.E. 3%	134	134	134	0.00	134	C.N.E. 3%	134	134	134	0.00	134	C.N.E. 3%
700	C.N.E. 3%	700	700	700	0.00	700	C.N.E. 3%	700	700	700	0.00	700	C.N.E. 3%	700	700	700	0.00	700	C.N.E. 3%
725	C.N.E. 3%	725	725	725	0.00	725	C.N.E. 3%	725	725	725	0.00	725	C.N.E. 3%	725	725	725	0.00	725	C.N.E. 3%
480	C.N.E. 3%	480	480	480	0.00	480	C.N.E. 3%	480	480	480	0.00	480	C.N.E. 3%	480	480	480	0.00	480	C.N.E. 3%
200	C.N.E. 3%	200	200	200	0.00	200	C.N.E. 3%	200	200	200	0.00	200	C.N.E. 3%	200	200	200	0.00	200	C.N.E. 3%
127	C.N.E. 3%	127	127	127	0.00	127	C.N.E. 3%	127	127	127	0.00	127	C.N.E. 3%	127	127	127	0.00	127	C.N.E. 3%
100	C.N.E. 3%	100	100	100	0.00	100	C.N.E. 3%	100	100	100	0.00	100	C.N.E. 3%	100	100	100	0.00	100	C.N.E. 3%
645	C.N.E. 3%	645	645	645	0.00	645	C.N.E. 3%	645	645	645	0.00	645	C.N.E. 3%	645	645	645	0.00	645	C.N.E. 3%
235	C.N.E. 3%	235	235	235	0.00	235	C.N.E. 3%	235	235	235	0.00	235	C.N.E. 3%	235	235	235	0.00	235	C.N.E. 3%
420	C.N.E. 3%	420	420	420	0.00	420	C.N.E. 3%	420	420	420	0.00	420	C.N.E. 3%	420	420	420	0.00	420	C.N.E. 3%
585	C.N.E. 3%	585	585	585	0.00	585	C.N.E. 3%	585	585	585	0.00	585	C.N.E. 3%	585	585	585	0.00	585	C.N.E. 3%
640	C.N.E. 3%	640	640	640	0.00	640	C.N.E. 3%	640	640	640	0.00	640	C.N.E. 3%	640	640	640	0.00	640	C.N.E. 3%
475	C.N.E. 3%	475	475	475	0.00	475	C.N.E. 3%	475	475	475	0.00	475	C.N.E. 3%	475	475	475	0.00	475	C.N.E. 3%
1800	C.N.E. 3%	1800	1800	1800	0.00	1800	C.N.E. 3%	1800	1800	1800	0.00	1800	C.N.E. 3%	1800	1800	1800	0.00	1800	C.N.E. 3%
1440	C.N.E. 3%	1440	1440	1440	0.00	1440	C.N.E. 3%	1440	1440	1440	0.00	1440	C.N.E. 3%	1440	1440	1440	0.00	1440	C.N.E. 3%
1100	C.N.E. 3%	1100	1100	1100	0.00	1100	C.N.E. 3%	1100	1100	1100	0.00	1100	C.N.E. 3%	1100	1100	1100	0.00	1100	C.N.E. 3%
780	C.N.E. 3%	780	780	780	0.00	780	C.N.E. 3%	780	780	780	0.00	780	C.N.E. 3%	780	780	780	0.00	780	C.N.E. 3%
1550	C.N.E. 3%	1550	1550	1550	0.00	1550	C.N.E. 3%	1550	1550	1550	0.00	1550	C.N.E. 3%	1550	1550	1550	0.00	1550	C.N.E. 3%
575	C.N.E. 3%	575	575	575	0.00	575	C.N.E. 3%	575	575	575	0.00	575	C.N.E. 3%	575	575	575	0.00	575	C.N.E. 3%
215	C.N.E. 3%	215	215	215	0.00	215	C.N.E. 3%	215	215	215	0.00	215	C.N.E. 3%	215	215	215	0.00	215	C.N.E. 3%
175	C.N.E. 3%	175	175	175	0.00	175	C.N.E. 3%	175	175	175	0.00	175	C.N.E. 3%	175	175	175	0.00	175	C.N.E. 3%
425	C.N.E. 3%	425	425	425	0.00	425	C.N.E. 3%	425	425	425	0.00	425	C.N.E. 3%	425	425	425	0.00	425	C.N.E. 3%
785	C.N.E. 3%	785	785	785	0.00	785	C.N.E. 3%	785	785	785	0.00	785	C.N.E. 3%	785	785	785	0.00	785	C.N.E. 3%
235	C.N.E. 3%	235	235	235	0.00	235	C.N.E. 3%	235	235	235	0.00	235	C.N.E. 3%	235	235	235	0.00	235	C.N.E. 3%
1070	C.N.E. 3%	1070	1070	1070	0.00	1070	C.N.E. 3%	1070	1070	1070	0.00	1070	C.N.E. 3%	1070	1070	1070	0.00	1070	C.N.E. 3%
1210	C.N.E. 3%	1210	1210	1210	0.00	1210	C.N.E. 3%	1210	1210	1210	0.00	1210	C.N.E. 3%	1210	1210	1210	0.00	1210	C.N.E. 3%
590	C.N.E. 3%	590	590	590	0.00	590	C.N.E. 3%	590	590	590	0.00	590	C.N.E. 3%	590	590	590	0.00	590	C.N.E. 3%

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

8/12

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net
Obligations																				
Emp. 8,80 % 7/77	4.788		Cheminots (M)	150	150	Magasin D'Epicerie	182	182	Vaux	172	172	A.A.A.	1162 36	1124 27	France-Indes Suez	119 84	115 94	Participation Rente	178 01	175 11
5,00 % 7/83/83	2.811		C.I. F. (M)	220	220	Magasin S.A.	88 16	88 16	Wittemann S.A.	44	44	A.A.C.	242 58	238 09	France-Invest.	440 42	440 50	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/80/80	6.825		C.I. Maritime	389 80	389 80	Maritime Port	389 80	389 80	Banq. du Maroc	168 20 d	168 20 d	A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/82/80	14.622		Ceylon (M)	2100	2100	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
14,50 % 8/83	7.978		Ceylon (M)	1112	1112	Mars	802	802				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
12,87 % 8/83	12.823		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	1300	1300	Maritime Port	1401	1401				A.A.C.	255 48	251 71	France-Indes	455 48	455 71	Forester	704 67	694 15
10,25 % 8/84	14.622		C.I. (M)	13																

Pour la première fois depuis 1971

Réunion à Berlin des ambassadeurs des quatre puissances victorieuses

Un mois après l'ouverture du mur, et pour la première fois depuis 1971, les quatre puissances alliées victorieuses de l'Allemagne en 1945 devaient tenir, lundi 11 décembre, une conférence sur Berlin.

La conférence réunit au quartier général des Alliés à Berlin-Ouest les ambassadeurs en RFA des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, ainsi que l'ambassadeur en RDA de l'Union soviétique, indique un communiqué publié dimanche 10 décembre par le gouvernement fédéral français, qui précise que cette réunion a été demandée par l'URSS vendredi 8 décembre.

Officiellement, la conférence sera consacrée à « l'initiative de Berlin » de l'ancien président américain Ronald Reagan. Cette initiative, qui remonte à décembre 1987, prévoyait l'amélioration de la desserte de Berlin et l'organisation de manifestations internationales comme des Jeux olympiques. Selon le communiqué français, l'URSS est maintenant prête à discuter de ce projet. Lors du sommet américano-soviétique de Malte, la semaine dernière, le président George Bush avait proposé que les Jeux olympiques d'été de 2004 se déroulent dans les deux parties de la ville divisée.

En fait, la réunion doit examiner la nouvelle situation créée par la décision des autorités de RDA d'autoriser les voyages à l'Ouest pour tous les citoyens allemands, et elle sera surtout consacrée aux problèmes de la circulation aérienne au-dessus des deux États allemands. « On s'apprête, dimanche, de sources diplomatiques à Bonn.

Le trafic aérien est le principal problème que les quatre puissances aient à régler ensemble. Depuis l'ouverture du mur, les deux compagnies allemandes Interflug (RDA) et Lufthansa (RFA) souhaitent pouvoir voler entre les deux États (le Monde du 9 décembre), et Lufthansa aimerait retrouver le droit de desservir Berlin, qui lui est refusé depuis la guerre.

Le statut d'occupation à Berlin, confirmé par les accords de 1971, date des accords de Londres de 1944-1945, aux termes desquels le territoire de l'ancienne capitale du Reich a été divisé en quatre secteurs (URSS 45,6 %, États-Unis 23,9 %, Grande-Bretagne 18,7 % et France 11,8 %) qui devaient être administrés en commun. Berlin-Ouest, issu de la réunion des trois secteurs occidentaux, s'étend sur 479 kilomètres carrés et compte plus de 2 millions d'habitants, contre 403 kilomètres carrés et 1,2 million d'habitants pour Berlin-Est. — (AFP.)

Les réactions aux déclarations de M. Mitterrand

Sur le sommet de Strasbourg

M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a estimé que le président de la République avait « appuyé » au sommet de Strasbourg « les visées annexionnistes du chancelier Kohl, ce qui ne peut qu'aggraver, pour l'avenir, l'hégémonie de ce pays, notamment vis-à-vis de la France ». « Il n'y a rien de bon à attendre de cette soumission de la France à cette Europe inféodée au capital allemand, a-t-il ajouté. On mesure la valeur des promesses sociales du président Mitterrand quand lui-même admet que les principales questions économiques et sociales doivent à l'avenir se décider à Bruxelles. »

M. Bruno Megret, délégué national du Front national, a constaté que « M. Mitterrand a désigné l'URSS comme un partenaire et non plus comme un adversaire ». « Quand on rentre dans une période de grande incertitude géopolitique, a-t-il ajouté, la méfiance devrait être de règle et l'attitude confiante de M. Mitterrand traduit une légère inquiétude pour notre pays. »

M. François Léotard, président du Parti républicain, a trouvé un président Mitterrand « assis sur le bilan du sommet de Strasbourg, son seul regret » a été de voir le problème posé en termes de victoire ou pas de l'Allemagne. M. Léotard a estimé qu'il fallait aller plus loin en posant « deux questions fortes » : sommes-nous disposés à une défense commune avec les Allemands ? Il s'agit d'enlever les craintes sur l'avenir qui ne sont pas fondées ». La deuxième question est de savoir si nous sommes « capables d'avoir une politique d'immigration commune européenne ».

Pour M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, « le président de la République a marqué d'une façon lucide, sereine et volontaire, l'engagement international de la France et a tracé une ligne de force de l'approfondissement des relations Est-Ouest, respectueuse des frontières et des alliances historiques, orientée vers la paix et le désarmement ».

Selon le secrétaire général du syndicat Force ouvrière, M. Marc Blondel, « lorsque le président de la République souligne que la charte sociale adoptée à Strasbourg, bien que positive, n'est pas suffisante, il rejoint les préoccupations de FO, pour qui il est nécessaire de mettre en place un droit social européen, base de garanties concrètes pour les travailleurs ».

M. Blondel a par ailleurs approuvé « le plaidoyer pour la liberté du président de la République. Pour FO, qui ne reconnaît pas les syndicats officiels dont la vérité est celle du marxisme-léninisme dans le domaine syndical, le vent de la liberté doit s'accompagner d'un soutien aux syndicats libres et indépendants dans ces pays ».

Sur l'immigration et la situation sociale

M. Jacques Chirac, invité de RTL lundi matin 11 décembre, a confirmé qu'il allait rapidement lancer les formulaires en vue de la « pétition » pour obtenir du président de la République l'organisation d'un référendum sur le vote des immigrés. Il estime en effet que M. Mitterrand n'a pas renoncé à ce projet, puisqu'il « le conserve en permanence comme un levier contre l'opposition : dès qu'il sent que les socialistes baissent un peu, il appuie sur ce levier et renforce ainsi l'extrême droite. Un jour ou l'autre, il sortira ce projet de son chapeau pour le faire voter par l'Assemblée nationale. »

L'ancien premier ministre a « contesté l'affirmation de M. Mitterrand selon laquelle il n'y aurait pas plus d'immigrés aujourd'hui qu'il y a vingt ans », ajoutant : « Il devrait aller plus souvent dans les quartiers difficiles plutôt que de se promener sur les quais du cinquième arrondissement. »

Enfin, M. Chirac a souligné que son gouvernement avait bien respecté le droit des gens en matière d'expulsion des immigrés, puisque « le Conseil constitutionnel avait approuvé notre système » et que des accords avaient été conclus avec les pays d'origine de ces immigrés.

M. Emile Zaccarelli, président du MRG, a estimé que « François Mitterrand s'est attaché à rappeler les conditions de la France unie : cohésion nationale, cohésion sociale, respect du droit, il a souligné que la lutte contre l'immigration clandestine et ceux qui l'exploitent appelle une contre-offensive, pour les immigrés admis sur notre sol, une politique d'intégration dont l'école et le logement sont les principaux piliers. »

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a déclaré pour sa part que « François Mitterrand a rappelé avec fermeté les principes de notre législation en matière d'immigration ». « Sans céder sur le droit des gens et les traditions de la France, a ajouté M. Mauroy, il s'est montré attentif à la vie quotidienne de nos concitoyens, fidèle à la laïcité de l'école et aux engagements pris dans la Lettre aux Français ». « Le président de la République s'est fait l'interprète des préoccupations des Français, il a défini une étape nouvelle de la politique sociale à la mesure des succès économiques du gouvernement de Michel Rocard. »

M. Bruno Megret, délégué du Front national, a jugé que « sur l'immigration, M. François Mitterrand a avancé des chiffres mensongers, feignant d'ignorer qu'il y a en France sept millions d'étrangers et qu'il en rentre chaque année deux cent cinquante mille ». « M. Mitterrand, a ajouté M. Megret, a superbement ignoré la voix des Français telle qu'elle s'est exprimée à Dreux, Marseille et dans la Haute-Loire (...). »

Selon M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, « le président de la République a raison de souligner l'importance du chômage. Nous approuvons ses propos sur la nécessité d'une négociation d'ensemble pour réformer toute la grille de la fonction publique, cette négociation devant, pour FO, améliorer les traitements, permettre de meilleurs déroulements de carrière et assurer le maintien d'une administration républicaine ».

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Régime

VOUS connaissez mon amie Claudine ? Non ? Mais si, c'est une bonne copine. Elle préside l'ADEFF, l'Association pour la défense et l'épanouissement des personnes fortes. L'autre jour, elle passa me prendre au bureau.

— Tiens, te voilà ! Ça va ? Mais t'a encore grossi, dis donc ! Génial ! Comment tu fais ? Tu suis un régime ?

— Même pas. Je mange normalement, mais tout me profite. Il y en a qui ont de la veine !

— Plais-tu ! Toi, t'arrêtes pas de maigrir — et c'est pas pour te faire plaisir, mais c'est fou ce que ça te vieillit.

— Tu crois vraiment ?

— Si, si, je te jure. Tu parais dix ans de plus que ton âge.

— Ouais, mais c'est galère, tu sais. Je me prive de tout, même de sommeil. Une grosse matinée, et je perds trois rides. Ce que j'aimerais être comme toi !

— Bof ! Regarde le mal que j'ai à m'habiller. Ils ont jamais rien à me tailler. Là, je cherche une robe-housse très ample, très...

— Et moi un maillot de bain à manches qui s'arrête aux

genoux. In-trou-va-ble ! Non, c'est vraiment scandaleux, cette indifférence à nos différences. Et ce rejet. Et ce dégoût.

— Surtout en ce qui nous concerne, nous les obèses. On n'entre pas dans les fauteuils de cinéma. Les sièges d'avion sont trop étroits. En bagnole, on n'arrive pas à boucler nos ceintures de sécurité, et alors, dans le boulot...

— Ah ! tu vas pas me repasser la cassette de la conductrice de bus et de l'employé des postes qui se sont fait lourder parce qu'ils étaient trop gros. Eux, au moins, la retraite-couperet à sobarba balais, ils y couperont. Et puis alors, question chose du machin...

— Oui, bon, les hommes préfèrent les rondes. Ils sortent avec les maigres et ils rentrent avec les grosses, d'accord. Seulement, qu'ils aient honte de me montrer, je supporte pas, ça me vexa.

— N'empêche, tu peux en avoir un sous ta couette.

— Toi, pareil. Les mecs vivent avec une jeune et meurent chez leur vieille. Suffira de sauter sur l'occasion.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Les déclarations de M. Mitterrand 2 à 4

Les conclusions du sommet de Strasbourg 5 et 6

Les changements dans les pays de l'Est 6 et 7

La préparation du congrès de Rennes

Les partisans de M. Fabius entre la rénovation du PS et la critique du gouvernement 9

Quatre élections cantonales

Regain du Front national, baisse du PS 11

SECTION B

Le tirage au sort de la Coupe du monde 1990

La grande fête organisée à Rome pour le tirage au sort de la Coupe du monde de football 1990 a été ternie par les menaces que font peser sur l'épreuve la réunion dans un même groupe de l'Angleterre, des Pays-Bas et de l'Irlande du Nord, équipes à risques en raison de la violence de leurs supporters 13

L'Europe de la formation a besoin des régions

Un colloque européen organisé par le DATAR à Marseille a montré la nécessité de la coopération internationale au sein de la Communauté pour adapter les formations aux besoins de l'économie et aux évolutions technologiques 14

Les victimes d'attentat devant l'incompréhension

Traumatismes physiques, traumatismes psychologiques, les victimes d'attentat se sentent généralement incomprises, voire oubliées. Elles éprouvent un sentiment d'injustice profonde 15

Le « Sade » de Bussotti

En 1967, un spectacle provocateur, le Sade de Bussotti, faisait scandale au Sygma de Bordeaux. Aujourd'hui, c'est la version concert qui est présentée au Festival d'automne 16

Deutsch-Lavandant

Le Théâtre de la Ville accueille l'un des meilleurs spectacles de la saison, Féroé la nuit, de Michel Deutsch, mis en scène par Georges Lavandant, histoire d'un homme entre rêve et déraison 18

Mort de Bruno Carrette

Bruno Carrette, le « Nul » blond au sourire coïné, au regard chavou- reux, vient de mourir. Il avait trente-

trois ans et venait de tourner avec Louis Malle 18

La crise de la bande dessinée

Un mois avant le salon d'Angoulême, le marché de la bande dessinée pour adultes connaît quelques difficultés. Les magazines Pilote et Circus ont arrêté leur parution, et Dargaud vend son catalogue. Crise de croissance ou campagne de moralisation ? 20

SECTION C

Nouveau plan d'austérité en Argentine

Dévaluation de 50 % de l'austral, hausse des tarifs publics 25

Contrôle des changes

Les Français devraient pouvoir bientôt ouvrir des comptes à l'étranger 25

Le Club Méditerranée à l'Est

Les bouleversements dans les pays socialistes donnent des idées à M. Gilbert Trigano 27

Les négociations sociales au CNPF

La méthode tourbillonnante de M. Jean-Louis Giral 28

Affaires

Les banques, la haute couture et le parfum • Livres sur les affaires • et manuels pratiques sur la Bourse 32

CHAMPS ÉCONOMIQUES

L'Afrique délaissée

Le continent noir n'est plus le champ clos des rivalités internationales. Face à la perspective du grand marché et à l'attraction des pays de l'Est, l'Afrique est-elle encore « l'avenir de l'Europe » ? 29

La chronique de Paul Fabra

Le capitalisme sans bilan 31

Services

Abonnements 28
Annonces classées 33 à 45
Campus 22
Carnet 22
Cinéma 21
Loto, Loterie 22
Marchés financiers 46 et 47
Météorologie 23
Mots croisés 22
Radio-télévision 23
La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3616 LM

Le numéro du « Monde » daté 10-11 décembre 1989 a été tiré à 534 278 exemplaires.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 11 décembre

Poursuite de la hausse

La Bourse de Paris amorça sa cinquième semaine consécutive de hausse en débutant lundi sur une légère progression de 0,20 %. Parmi les plus fortes avances figuraient la CSE (+ 4,3 %), Charbon (+ 3,8 %), Essilor ADP (+ 3,8 %). En baisse on notait SCREG (- 4,3 %), CCMC (- 3,2 %) et Promodès (- 3,1 %).

Raffinée...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris. Chez PATRICK MASBATIN "L'AIGUIÈRE" Paris 11°

VOLVIC

Etonnante collection de lits de repos...

En tous styles, toutes dimensions, lacs et patines anciennes, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.

Rémy : 80-82, rue de Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, 43-43-65-58.